



Gouvernement
du Canada

Government
of Canada

Établis par le
receveur général du Canada

Comptes publics du Canada

2020

Volume III

**Informations
et analyses
supplémentaires**

Canada^{ca}

© Ministre des Services publics et de l'Approvisionnement 2020

Ce document est disponible en formats substitués
sur le site Web du receveur général du Canada à
www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/recgen/cpc-pac/index-fra.html

Disponible également en format PDF auprès des
Publications du gouvernement du Canada

www.publications.gc.ca

P51-1F-PDF

ISSN 1483-8583

This publication is also available in English

Volume III

Comptes publics du Canada 2019–2020

Table des matières

Section

	<i>Page</i>	
	<i>Français</i>	<i>Anglais</i>
Introduction		
1. États financiers des fonds renouvelables.....	7	7
2. Informations supplémentaires exigées par la <i>Loi sur la</i> <i>gestion des finances publiques</i>	137	135
3. Services professionnels et spéciaux	175	173
4. Acquisition de terrains, bâtiments et travaux	187	185
5. Acquisition de machinerie et matériel.....	191	189
6. Paiements de transfert.....	201	199
7. Frais de la dette publique.....	209	207
8. Paiement de réclamations contre l'État, paiements à titre gracieux et montants adjugés par une cour.....	217	215
9. Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés	253	251
10. Autres informations relatives à l'ensemble du gouvernement	275	269
11. Autres informations diverses	305	299
12. Index.....	347	341

Introduction aux *Comptes publics du Canada*

Nature des *Comptes publics du Canada*

Les *Comptes publics du Canada* constituent le rapport du gouvernement du Canada préparé annuellement par le receveur général, comme l'exige l'article 64 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Il couvre l'exercice du gouvernement se terminant le 31 mars.

L'information contenue dans le rapport provient de deux sources de données :

- le sommaire des opérations financières présentées dans les comptes du Canada, tenus par le receveur général; et
- les registres détaillés, tenus par les ministères et organismes.

Chaque ministère et organisme est responsable de la conciliation de ses comptes avec les comptes de contrôle du receveur général, et tient des registres détaillés des opérations qui y sont portées.

Le rapport englobe les opérations financières du gouvernement au cours de l'exercice. Dans certains cas, l'autorisation du Parlement pour effectuer des opérations a été prévue par voie de législation approuvée au cours des exercices antérieurs.

Présentation des *Comptes publics du Canada*

Les *Comptes publics du Canada* sont publiés en trois volumes :

Le **volume I** présente les états financiers consolidés vérifiés du gouvernement, ainsi que des informations financières et analyses additionnelles;

Le **volume II** présente, par portefeuille ministériel, les opérations financières du gouvernement; et

Le **volume III** présente des informations et analyses supplémentaires.

Section 1

Comptes publics du Canada
2019-2020

États financiers des fonds renouvelables

Table des matières

	<i>Page</i>
Agence canadienne du pari mutuel.....	8
Bureau de la traduction	20
Commission canadienne des grains.....	32
CORCAN.....	47
Géomatique Canada	61
Office de la propriété intellectuelle du Canada.....	73
Office national du film	85
Passeport Canada	102
Production de défense	112
Services immobiliers	114
Services optionnels.....	125

Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel

Déclaration de responsabilité de la direction

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel tels qu'exigés par et selon la politique sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes du Secrétariat du Conseil du Trésor. Ces états financiers ont été préparés par la gestion du Fonds selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers, incombe à la gestion du Fonds. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et jugements de la gestion tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, le Fonds maintient une série de comptes qui représentent un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers présentés dans les états ministériels et ailleurs dans les *Comptes publics du Canada* sont conformes aux renseignements apparaissant dans les états financiers.

La direction des services de la gestion intégrée du Fonds élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect des normes de comptabilité et de gestion financière. Le Fonds maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ils sont conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées, exécutées selon des règlements applicables et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la gestion du Fonds. Des programmes de vérification interne augmentent l'efficacité des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Le Fonds s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et autorités directoriales soient compris dans toute l'organisation.

La direction a présenté les états financiers à une firme de vérification externe, qui les a vérifiés dans le but de fournir sur ceux-ci une opinion indépendante qui est annexée aux états financiers.

Approuvée par :

Directrice exécutive
Agence canadienne du pari mutuel
Lisa Foss

Directrice générale
Direction des services des finances et de la gestion des ressources
Adjointe à la dirigeante principale des finances
Angela Murphy

Sous-ministre adjointe
Gestion intégrée
Dirigeante principale des finances
Christine Walker

Le 26 juin 2020
Ottawa, Ontario

Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel – suite

État de l'autorisation fournie (employée) (non audité) pour l'exercice clos le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2020		2019	
	Prévisions ¹	Chiffres réels	Prévisions ¹	Chiffres réels
Résultats nets	(555)	(332)	92	662
Éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds.....	309	309	316	316
Fonds provenant (employés) de l'exploitation.....	(246)	(23)	408	978
Éléments nécessitant l'utilisation de fonds				
Acquisitions nettes d'immobilisations corporelles	(784)	(284)	(923)	(577)
Autres éléments nets d'actifs et de passifs.....	–	81	–	(84)
Autorisation fournie (employée)	(1 030)	(226)	(515)	317

¹ Les chiffres de la colonne « Prévisions » pour l'exercice en cours et précédent proviennent, lorsque disponibles, du budget des dépenses de l'exercice en cours, Partie II – Budget principal des dépenses.

Rapprochement de l'autorisation non employée (non audité) au 31 mars

(en milliers de dollars)

	2020	2019
Solde débiteur (crédeur) de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	10 399	10 540
Imputation des crédeurs sur le crédit à la fin de l'exercice.....	(723)	(705)
Montants affectés au crédit à la fin de l'exercice.....	1	67
Autorisation nette fournie, à la fin de l'exercice.....	9 677	9 902
Virement du Conseil du Trésor – besoin en matière de rémunération (crédit 30)	101	151
Limite de l'autorisation	2 000	2 000
Autorisation non employée reportée.....	11 778	12 053

Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel – suite

Rapport de l'auditeur indépendant

À la sous-ministre adjoint, Gestion intégrée (dirigeante principale des finances) d'Agriculture et Agroalimentaire Canada

Notre opinion

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel (le « Fonds renouvelable de l'ACPM ») au 31 mars 2020 ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément à la section 1 des instructions du receveur général relatives au volume III des *Comptes publics du Canada*.

Notre audit

Nous avons effectué l'audit des états financiers du Fonds renouvelable de l'ACPM, qui comprennent:

- l'état de la situation financière au 31 mars 2020;
- l'état des résultats et de l'actif net pour l'exercice clos à cette date;
- l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date;
- les notes annexes, qui comprennent un résumé des principales méthodes comptables.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement d'écrites dans la section Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers de notre rapport.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Indépendance

Nous sommes indépendants du Fonds renouvelable de l'ACPM conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Observations – Référentiel comptable et restriction à l'utilisation

Nous attirons l'attention sur la note 2 des états financiers, qui d'écrit le référentiel comptable appliqué. Les états financiers ont été préparés dans le but d'aider le Fonds renouvelable de l'ACPM à répondre aux exigences de la section 1 du volume III des instructions du receveur général du Canada relatives aux *Comptes publics du Canada*. En conséquence, il est possible que les états financiers ne puissent se prêter à un usage autre. Notre rapport est destiné uniquement à la direction du Fonds renouvelable de l'ACPM et ne devrait pas être utilisé par d'autres parties que le Fonds renouvelable de l'ACPM, Agriculture et Agroalimentaire Canada, le Conseil du Trésor du Canada et le receveur général du Canada. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément à la section 1 du volume III des instructions du receveur général du Canada relatives aux *Comptes publics du Canada* ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du Fonds renouvelable de l'ACPM à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le Fonds renouvelable de l'ACPM ou de cesser son activité, ou s'il n'y a aucune autre solution réaliste que de le faire.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du Fonds renouvelable de l'ACPM.

Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel – suite

Rapport de l'auditeur indépendant – fin

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur indépendant contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long du processus.

En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Fonds renouvelable de l'ACPM;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Fonds renouvelable de l'ACPM à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le Fonds renouvelable de l'ACPM à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance, entre autres informations, l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

PricewaterhouseCoopers s r l / s e n c r l
Comptables professionnels agréés,
Experts-comptables autorisés

Le 25 juin 2020
Ottawa, Ontario

Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel – suite

État de la situation financière au 31 mars 2020

(en milliers de dollars)

	2020	2019
Actifs		
Actifs financiers		
Fonds en transit	25	18
Comptes débiteurs (note 3)	220	363
	245	381
Actifs non financiers		
Immobilisations corporelles (note 4)	2 361	2 386
	2 606	2 767
Passifs		
Comptes créditeurs et charges à payer (note 5)	723	703
Indemnités de vacances	199	189
Obligation au titre des avantages futurs du personnel	53	53
	975	945
Actif net (note 6)	1 631	1 822
	2 606	2 767

Engagements contractuels (note 7)

Passifs éventuels (note 8)

Dépendance économique (note 9)

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Approuvé par :

Dirigeante principale des finances
Christine Walker

Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel – suite

État des résultats et de l'actif net pour l'exercice clos le 31 mars 2020

(en milliers de dollars)

	2020	2019
Revenus		
Prélèvements sur les paris mutuels	9 123	9 628
Autres revenus.....	4	21
	9 127	9 649
Frais d'exploitation		
Salaires et avantages sociaux	3 438	3 073
Provision pour avantages futurs du personnel.....	–	(6)
Services professionnels et spéciaux		
Contrôle des stupéfiants.....	3 696	3 685
Recherche sur les stupéfiants	229	250
Autres	978	804
Services publics, matériaux et fournitures	285	353
Amortissement des immobilisations corporelles	253	316
Transport et télécommunications	253	273
Locations.....	174	171
Perte liée à la mise hors service d'immobilisations corporelles.....	56	–
Information	–	8
Autres charges.....	97	60
	9 459	8 987
Résultats nets.....	(332)	662
Actif net, à l'ouverture de l'exercice	1 822	1 485
Ressources financières nettes employés (fournies) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice.....	141	(325)
Actif net, à la fin de l'exercice	1 631	1 822

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel – suite

État des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 mars 2020

(en milliers de dollars)

	2020	2019
Activités d'exploitation		
Résultats nets.....	(332)	662
Éléments n'utilisant pas les fonds		
Amortissement des immobilisations corporelles	253	316
Perte liée à la mise hors service d'immobilisations corporelles	56	–
	(23)	978
Variation de l'état de la situation financière		
Augmentation des fonds en transit.....	(7)	(4)
Diminution (augmentation) des débiteurs	143	(63)
Augmentation des comptes créditeurs et charges à payer	20	41
Augmentation (diminution) des indemnités de vacances	10	(10)
Diminution de l'obligation au titre des avantages futurs du personnel.....	–	(40)
Ressources financières nettes fournies par les activités d'exploitation	143	902
Activités d'investissement en immobilisations		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(284)	(577)
Ressources financières nettes employées par les activités d'investissement en immobilisations	(284)	(577)
Ressources financières nettes employées et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice.....	(141)	325
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à l'ouverture de l'exercice.....	10 540	10 215
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice	10 399	10 540

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2020

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel (ACPM ou le « Fonds ») a été établi en vertu de la *Loi n°1 de 1970 portant affectation de crédits*, laquelle autorisait l'exploitation du Fonds pour l'exercice en cours et les exercices ultérieurs selon les termes et les conditions énoncés par le Conseil du Trésor du Canada (« Conseil du Trésor ») pour la prestation d'un service de surveillance des hippodromes au Canada. La *Loi n 1 de 1970 portant affectation de crédits* a été annulée et remplacée en 1985 par l'article 2 de la *Loi sur les fonds renouvelables*.

L'ACPM dispose d'une autorisation permanente conférée par le Parlement pour effectuer des paiements à même le Fonds consolidé du Trésor au titre du fonds de roulement, de l'achat d'immobilisations corporelles et du financement temporaire des déficits d'exploitation accumulés, le total ne devant jamais dépasser 2 000 000 \$.

Le mandat de l'ACPM est de régler et de superviser les activités de pari mutuel aux hippodromes canadiens, veillant ainsi à ce que le pari mutuel soit mené d'une manière équitable pour le public parieur.

L'ACPM n'est pas assujettie à l'impôt sur le revenu aux termes de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

Le 21 mars 2012, l'ACPM a fait l'objet d'un virement d'affectation de 503 000 \$ du crédit 30 (besoins en matière de rémunération) du Conseil du Trésor. Cette augmentation de l'autorisation de dépenser vise à couvrir l'élimination des indemnités accumulées pour les départs volontaires des employés de l'ACPM qui ont choisi d'encaisser immédiatement les indemnités de départ accumulées. L'ACPM remboursera le Conseil du Trésor au cours des dix prochaines années, commençant pendant l'exercice clos le 31 mars 2013.

2. Principales méthodes comptables

Ces états financiers ont été préparés conformément aux exigences de présentation de l'information du receveur général du Canada pour les fonds renouvelables. Les règles comptables utilisées pour l'établissement des présents états financiers diffèrent des principes comptables généralement reconnus du Canada pour le secteur public comme suit :

- l'indicateur de la dette nette et l'état de la variation de la dette nette ne sont pas présentés dans les états financiers;
- les charges sont comptabilisées par type dans l'état des résultats et de l'actif net et non par fonction ou par grand programme;
- les montants prévus au budget pour les charges ne sont pas présentés dans l'état des résultats et de l'actif net;
- les services obtenus sans frais d'autres ministères gouvernementaux ne sont pas comptabilisés comme des charges;
- aucun passif n'a été constaté pour les congés de maladie.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

a) Constatation des revenus

Des revenus sont tirés du pari mutuel, au moyen d'un prélèvement de 0,8 % sur chaque somme d'un dollar mise dans les hippodromes au Canada, et ces revenus sont comptabilisés au fur et à mesure que les paris sont faits. Les autres revenus sont comptabilisés dans la période au cours de laquelle ils sont gagnés.

b) Fonds en transit

Les fonds en transit comprennent l'encaisse et les chèques reçus avant le 31 mars mais non déposés avant l'exercice suivant.

c) Débiteurs

Les débiteurs sont comptabilisés en fonction des montants que l'on prévoit réaliser; une provision est consignée au titre des débiteurs dont le recouvrement est réputé incertain.

Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2020 – suite

d) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et sont amorties selon la méthode linéaire sur leur durée de vie utile prévue, comme suit :

Ameublement et équipement	10 à 15 ans
Équipement informatique et logiciels	3 à 5 ans
Véhicules motorisés	8 à 10 ans
Bâtiments	20 à 25 ans
Actifs en construction	Une fois qu'ils sont en service, selon la catégorie d'actifs
Améliorations locatives	Le moindre du reste de la durée de l'accord d'occupation ou de la vie utile de l'amélioration

e) Avantages futurs du personnel

Prestations de retraite

Les employés admissibles de l'ACPM participent au régime de pension de la fonction publique, un régime de pension multi employeurs administré par l'État. Les cotisations de l'ACPM à ce régime sont passées en charges dans l'exercice où elles sont versées et représentent l'obligation totale de l'ACPM à l'égard du régime. La responsabilité de l'ACPM se limite à ses cotisations. Les excédents ou déficits actuariels sont comptabilisés dans les états financiers du gouvernement du Canada, en tant que promoteur du régime.

Indemnités de cessation d'emploi

Les employés admissibles de l'ACPM ont droit à des indemnités de cessation d'emploi, déterminées selon les niveaux de salaire effectifs au moment du départ, telles qu'elles sont indiquées dans les conventions collectives et selon les conditions d'emploi. Le coût de ces indemnités est comptabilisé dans les comptes à mesure que les employés ont droit aux indemnités. Le passif lié à l'indemnité perçue par les employés de l'ACPM est calculé à l'aide de l'information provenant des résultats du passif déterminé sur une base actuarielle pour les indemnités de cessation d'emploi pour l'ensemble du gouvernement.

f) Indemnités de vacances

Les indemnités de vacances sont passées en charges au fur et à mesure que les employés en acquièrent les droits en vertu de leurs conditions d'emploi respectives.

g) Congés de maladie

Les employés peuvent accumuler les congés de maladie non utilisés. Ces droits ne peuvent toutefois être utilisés qu'en cas de maladie. Les congés de maladie non utilisés qui restent au moment de la cessation d'emploi ne sont pas payables à l'employé. Aucun montant n'a été comptabilisé dans les présents états financiers, et les indemnités payées au titre des congés de maladie sont incluses dans les activités d'exploitation à court terme, au fur et à mesure qu'elles sont engagées.

h) Utilisation d'estimations

La préparation des présents états financiers exige que la direction établisse des estimations et des hypothèses affectant les montants d'actifs, de passifs, de revenus et de charges comptabilisés durant la période, ainsi que la divulgation d'éventualités aux actifs et passifs à la date des états financiers ainsi qu'aux revenus et charges comptabilisés pour les périodes couvertes par les états financiers. Les principales composantes des états financiers, sous réserve de l'incertitude de mesure, comprennent l'obligation au titre des avantages futurs du personnel, les charges à payer, la provision pour créances douteuses et la durée de vie utile estimative des immobilisations corporelles. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Ces estimations sont revues sur une base annuelle et si des ajustements sont nécessaires, elles sont constatées dans les états financiers de l'exercice où ils sont connus.

Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2020 – suite

3. Comptes débiteurs

	2020	2019
	(en milliers de dollars)	
Gouvernement du Canada	17	43
Tiers	203	320
	220	363

4. Immobilisations corporelles

Coût	Solde d'ouverture	Acquisitions	Radiations	Solde de fermeture
	(en milliers de dollars)			
Ameublement et équipement	1 703	–	–	1 703
Équipement informatique et logiciels	3 440	274	(926)	2 788
Véhicules motorisés	160	–	–	160
Bâtiments	564	10	–	574
Terrains	98	–	–	98
Améliorations locatives	816	–	–	816
	6 781	284	(926)	6 139
Amortissement cumulé	Solde d'ouverture	Amortissement	Radiations	Solde de clôture
	(en milliers de dollars)			
Ameublement et équipement	1 011	106	–	1 117
Équipement informatique et logiciels	1 947	133	(870)	1 210
Véhicules motorisés	100	12	–	112
Bâtiments	521	2	–	523
Améliorations locatives	816	–	–	816
	4 395	253	(870)	3 778
Valeur comptable nette			2019	2018
			(en milliers de dollars)	
Ameublement et équipement			586	692
Équipement informatique et logiciels			1 578	1 493
Véhicules motorisés			48	60
Bâtiments			51	43
Terrains			98	98
Améliorations locatives			–	–
			2 361	2 386

5. Comptes créditeurs et charges à payer

	2020	2019
	(en milliers de dollars)	
Gouvernement du Canada	199	75
Tiers	524	628
	723	703

Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2020 – suite

6. Actif net

Le surplus cumulé est une accumulation du montant net des surplus et des déficits, de chacun des exercices, incluant la prise en charge de l'actif net au moment de l'établissement du Fonds.

L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds représente les encaissements et les décaissements cumulatifs sur la durée de vie du fonds.

	2020	2019
	(en milliers de dollars)	
Surplus cumulé, au début de l'exercice	12 362	11 700
Résultats nets	(332)	662
Surplus cumulé, à la fin de l'exercice.....	12 030	12 362
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice.....	(10 540)	(10 215)
Ressources financières nettes employées (fournies) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds au cours de l'exercice.....	141	(325)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice.....	(10 399)	(10 540)
Actif net, à la fin de l'exercice	1 631	1 822

7. Engagements contractuels

L'ACPM loue ses locaux en vertu d'accords d'occupation. Un accord d'occupation est un accord officiel conclu entre l'ACPM et Services publics et Approvisionnement Canada faisant état des clauses et des conditions régissant la fourniture et l'occupation des locaux. De plus, l'ACPM a des engagements contractuels se rapportant à un contrat avec un fournisseur de services. Les versements prévus des exercices futurs pour les engagements contractuels se chiffrent comme suit :

	(en milliers de dollars)
2021.....	2 328
2022.....	2 183
2023.....	2 070
2024.....	–
2025 et par la suite.....	–

8. Passifs éventuels

Dans le cours normal de ses activités, l'ACPM est engagée dans diverses poursuites judiciaires. Certains passifs éventuels peuvent devenir des passifs réels si une situation future se produit. Dans la mesure où il est probable qu'une situation future ait lieu ou n'ait pas lieu et que l'on peut établir une estimation raisonnable de la perte, une provision est comptabilisée et une charge est enregistrée dans les états financiers.

9. Dépendance économique

L'ACPM est financée uniquement par le prélèvement fédéral sur les activités de pari mutuel au Canada visant les courses de chevaux, dont une proportion importante est générée par le plus grand hippodrome au Canada, l'Hippodrome de Woodbine (« Woodbine ») de Toronto (Ontario).

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020, Woodbine a généré 6 148 390 \$ (6 347 365 \$ en 2019), ou 67 % (66 % en 2019) du montant total des prélèvements de l'ACPM. Au 31 mars 2020, 102 260 \$ (118 744 \$ en 2019) ou 50 % (37 % en 2019) des débiteurs – tiers de l'ACPM sont des montants dus par cette organisation.

Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel – *fin*

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2020 – *fin*

10. COVID-19 et événements postérieurs

En raison de la pandémie de COVID-19, les gouvernements provinciaux du Canada ont appliqué des règles strictes qui ont entraîné la fermeture des hippodromes à travers le Canada, ce qui a conduit à une réduction importante des paris mutuels et des revenus de l'ACPM. Bien que les fermetures soient entrées en vigueur dans la seconde moitié du mois de mars 2020, elles n'ont eu que peu d'impact sur les prélèvements du pari mutuel, car seulement la moitié d'un mois a été affecté pour l'exercice financier 2019-20. L'ACPM a examiné l'impact de cette situation sur l'évaluation de ses actifs et a déterminé que les actifs sont évalués de manière appropriée et qu'aucune dépréciation n'est nécessaire. De plus, il n'y a pas de problème de continuité d'exploitation, car l'ACPM est un fonds renouvelable du gouvernement fédéral.

Alors que les hippodromes sont toujours fermés au début de l'exercice financier 2020-21, l'ACPM connaît une baisse importante des revenus provenant des prélèvements du pari mutuel en raison de la baisse des paris du public. Cependant, l'ACPM a la capacité de réduire les frais d'exploitation liés à ses services professionnels et spéciaux en raison de la fermeture des hippodromes. De plus, l'ACPM peut accéder à son surplus accumulé maintenu par Agriculture et Agroalimentaire Canada, si nécessaire, pour soutenir les activités en cours.

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction

Déclaration de responsabilité de la direction

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable du Bureau de la traduction tels qu'exigés par la *Directive sur l'imputation et les autorisations financières spéciales* du Conseil du Trésor selon les exigences de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés par la direction du Fonds selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Les renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et jugements de la direction tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, la direction maintient une série de comptes centralisés où sont enregistrées les opérations financières du Fonds. L'information financière soumise pour la préparation des *Comptes publics du Canada* et incluse dans le Rapport sur les résultats ministériels concorde avec les états financiers ci-joints.

La direction élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect des normes de comptabilité et de gestion financière. La direction maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ils sont conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées, exécutées selon des règlements applicables, et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la direction du Fonds. Des programmes d'audit interne augmentent l'efficacité des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. La direction s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et pouvoirs de la direction soient compris dans toute l'organisation.

La direction a présenté les états financiers à l'auditeur indépendant externe, qui les a audités dans le but de fournir sur ceux-ci une opinion indépendante qui est annexée aux présents états financiers.

Approuvée par :

Dirigeant principal des finances par intérim,
Services publics et Approvisionnement Canada
Michel D'Amour, CPA, CMA

Présidente-directrice générale,
Bureau de la traduction
Services publics et Approvisionnement Canada
Lucie Séguin

Le 3 juillet 2020
Gatineau, Canada

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction – suite

État de l'autorisation fournie (employée) (non audité) pour l'exercice clos le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2020		2019	
	Prévisions ¹	Chiffres réels	Prévisions ¹	Chiffres réels
Résultats nets	(9 041)	(10 362)	(1 718)	8 565
Éléments n'affectant pas l'encaisse				
Amortissement	1 752	1 359	1 706	1 736
	1 752	1 359	1 706	1 736
Fonds provenant (employés) de l'exploitation.....	(7 289)	(9 003)	(12)	10 301
Éléments affectant l'encaisse				
Acquisitions nettes d'immobilisations corporelles	(2 170)	(2 573)	(6 726)	(2 570)
Transfert de salaires payés en surplus entre ministères	–	56	–	–
Autres éléments nets d'actifs et de passifs.....	1 309	734	(570)	188
	(861)	(1 783)	(7 296)	(2 382)
Autorisation fournie (employée)	(8 150)	(10 786)	(7 308)	7 919

¹ Les chiffres de la colonne « Prévisions » pour l'exercice en cours et précédent proviennent, lorsque disponibles, du budget des dépenses de l'exercice en cours, Partie II – Budget principal des dépenses.

Rapprochement de l'autorisation non employée (non audité) au 31 mars

(en milliers de dollars)

	2020	2019
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	25 339	36 375
Imputation des créiteurs sur le crédit à la fin de l'exercice	(11 508)	(12 927)
Créances affectées au crédit à la fin de l'exercice	6 928	7 451
Autres éléments	5 733	6 379
Autorisation nette fournie (employée), à la fin d'exercice	26 492	37 278
Limite de l'autorisation (note 1)	20 000	20 000
Autorisation non employée reportée.....	46 492	57 278

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction – suite

Rapport de l'auditeur indépendant

Au sous-ministre, Services publics et Approvisionnement Canada

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers du Fonds renouvelable du Bureau de la traduction (le « Fonds »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2020, et les états des résultats, du passif net et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables (appelés collectivement les « états financiers »).

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Fonds au 31 mars 2020, ainsi que des résultats de ses activités, du passif net et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux dispositions en matière d'information financière stipulées pour les fonds renouvelables décrites par le receveur général du Canada de la *Directive sur l'imputation et les autorisations financières spéciales*.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues (NAGR) du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants du Fonds conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Référentiel comptable

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention des lecteurs sur la note 2 des états financiers, qui décrit le référentiel comptable appliqué. Les états financiers ont été préparés pour permettre au Fonds de se conformer aux dispositions en matière d'information financière stipulées pour les fonds renouvelables décrites par le receveur général du Canada dans la *Directive sur l'imputation et les autorisations financières spéciales*. En conséquence, il est possible que les états financiers ne puissent se prêter à un usage autre.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux dispositions en matière d'information financière stipulées pour les fonds renouvelables décrites par le receveur général du Canada de la *Directive sur l'imputation et les autorisations financières spéciales*, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du Fonds à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le Fonds ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du Fonds.

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction – suite

Rapport de l'auditeur indépendant – fin

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Fonds.
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Fonds à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le Fonds à cesser son exploitation.
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Deloitte S E N C R L / s r l
Comptables professionnels agréés,
Experts-comptables autorisés

Le 3 juillet 2020

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction – suite

État de la situation financière au 31 mars

(en milliers de dollars)

	2020	2019
Actifs		
Actifs financiers		
Fonds en transit	1	62
Débiteurs (note 3).....	9 593	9 703
Autres actifs (note 4).....	604	1 121
	10 198	10 886
Actifs non financiers		
Charges payées d'avance	1	1
Immobilisations corporelles (note 5)	7 000	5 786
	7 001	5 787
Total des actifs.....	17 199	16 673
Passifs		
Créditeurs et charges à payer (note 6).....	13 313	14 203
Indemnités de vacances et congés compensatoires	4 074	3 159
Indemnités de départ aux employés (note 7).....	3 724	3 953
	21 111	21 315
Passif net (note 8)	(3 912)	(4 642)
Situation financière nette du Fonds	17 199	16 673

Obligations contractuelles (note 9)

Passifs éventuels (note 10)

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction – suite

État des résultats et du passif net pour l'exercice clos le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2020	2019
Revenus		
Services de traduction.....	117 462	125 169
Services d'interprétation	18 732	18 866
Services de terminologie	14 157	14 201
Autres.....	8 324	8 576
Total des revenus	158 675	166 812
Frais d'exploitation		
Salaires et avantages sociaux.....	108 784	96 775
Services professionnels et spéciaux	29 756	30 549
Services généraux et administratifs.....	21 947	21 483
Coûts d'occupation	4 451	4 804
Transports et télécommunications	1 368	1 661
Amortissement (note 5).....	1 359	1 736
Autres charges.....	856	838
Services publics, fournitures et approvisionnements.....	503	486
Indemnités de départ aux employés (note 7).....	13	(85)
Total des frais d'exploitation.....	169 037	158 247
Résultats nets.....	(10 362)	8 565
Passif net, au début de l'exercice	(4 642)	(3 306)
Transfert de salaires payés en surplus entre ministères	56	–
Ressources financières nettes employées (fournies) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice (note 8).....	11 036	(9 901)
Passif net, à la fin de l'exercice (note 8)	(3 912)	(4 642)

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction – suite

État des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2020	2019
Activités d'exploitation		
Résultats nets.....	(10 362)	8 565
Éléments n'affectant pas l'encaisse		
Amortissement des immobilisations corporelles (note 5).....	1 359	1 736
Total des éléments n'affectant pas l'encaisse.....	1 359	1 736
Variation de l'état de la situation financière		
Diminution (augmentation) des fonds en transit.....	61	(62)
Diminution (augmentation) des débiteurs.....	110	(31)
Diminution (augmentation) des autres actifs.....	517	(90)
Diminution (augmentation) des charges payées d'avance.....	–	1
Augmentation (diminution) des créditeurs et charges à payer.....	(890)	2 581
Augmentation (diminution) des indemnités de vacances et congés compensatoires.....	915	5
Augmentation (diminution) des indemnités de départ aux employés.....	(229)	(234)
	484	2 170
Transfert de salaires payés en surplus entre ministères.....	56	–
Ressources financières nettes fournies (employées) par les activités d'exploitation.....	(8 463)	12 471
Activités d'investissement en immobilisations		
Acquisitions d'immobilisations corporelles (note 5).....	(2 573)	(2 570)
Ressources financières nettes par les activités d'investissement en immobilisations.....	(2 573)	(2 570)
Ressources financières nettes fournies (employées) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice (note 8).....	(11 036)	9 901
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice.....	36 375	26 474
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice.....	25 339	36 375

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2020

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable du Bureau de la traduction (le « Fonds ») est un organisme de service spécial qui fournit des services de traduction et d'infolangagerie et d'autres services linguistiques à l'intention de la magistrature et des ministères et organismes fédéraux et sur demande, à d'autres gouvernements au Canada et des organismes internationaux selon le principe du recouvrement des coûts. Bien que le Bureau de la traduction existe depuis 1934, suite à l'adoption de la *Loi sur le Bureau de la traduction*, ce n'est qu'en avril 1993 que le Conseil du Trésor a approuvé la constitution du Bureau en organisme de service spécial entrant en vigueur le 1er avril 1995. Le Bureau de la traduction est aussi devenu un Fonds renouvelable le 1er avril 1995.

Le Fonds dispose d'une autorisation permanente continue, conférée par le Parlement, d'effectuer des paiements à même le Trésor pour couvrir le fonds de roulement, l'achat d'immobilisations et pour financer provisoirement le déficit de fonctionnement accumulé, dont le montant total ne devrait excéder 20 000 000 \$ en aucun temps.

2. Principales conventions comptables

Ces états financiers ont été préparés conformément aux principales conventions comptables décrites ci-après afin de satisfaire aux exigences de présentation de l'information à l'égard des fonds renouvelables définies par le receveur général du Canada selon la *Directive sur l'imputation et les autorisations financières spéciales* du Secrétariat du Conseil du Trésor. La méthode de comptabilisation utilisée pour l'établissement des états financiers diffère des normes comptables canadiennes pour le secteur public principalement parce que :

- aucun passif n'est constaté pour les congés de maladie;
- l'indicateur de la dette nette et l'état de la variation de la dette nette ne sont pas présentés dans les états financiers;
- les droits contractuels et les transactions inter-entités et les parties liées ne sont pas présentés dans les états financiers.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

a) Constatation des revenus

Les revenus générés par le Fonds au titre des services de traduction à l'intention des ministères et organismes fédéraux et de la clientèle externe sont constatés selon la méthode de l'avancement des travaux selon la proportion de services fournis à la fin de l'exercice.

Les revenus générés par le programme de normalisation de la terminologie, des services d'interprétation et des autres services sont constatés lorsque les services ont été rendus.

b) Débiteurs

Les débiteurs sont comptabilisés en fonction des montants que l'on prévoit réaliser. Une provision est établie pour les débiteurs dont le recouvrement est incertain. Les débiteurs incluent l'estimation des revenus gagnés pour les services rendus et non facturés à la fin de l'exercice.

c) Constatation des charges

Les charges sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les indemnités de vacances et les congés compensatoires sont comptabilisés au fur et à mesure que les employés en acquièrent le droit en vertu de leurs conditions d'emploi.

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2020 – suite

d) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont amorties à partir de l'année d'acquisition selon la méthode linéaire sur leurs durées de vie utiles estimatives, comme suit :

<u>Catégorie</u>	<u>Durée de vie utile estimative</u>
Matériel informatique	3 à 5 ans
Logiciels informatiques	3 ans
Améliorations locatives	Le moindre du reste de la durée de l'accord d'occupation ou de la vie utile de l'amélioration
Actifs en construction	Selon la catégorie d'actif lors de la mise en service

e) Avantages sociaux futurs

Prestations de retraite

Les employés admissibles du Fonds participent au régime de pension de retraite de la fonction publique (le « régime »), un régime d'avantages postérieurs à l'emploi multi-employeurs administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations du Fonds au régime sont passées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées et elles représentent l'obligation totale du Fonds découlant du régime. La responsabilité du Fonds relative au régime se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, en sa qualité de répondant du régime.

Indemnités de départ

Les employés du Fonds avaient droit à des indemnités de départ prévues dans leurs conventions collectives ou conditions d'emploi. Ces avantages s'accumulaient à mesure que les services y donnant droit étaient rendus. L'obligation au titre des indemnités de départ acquises par les employés est calculée en utilisant l'information issue des résultats des passifs établis par des calculs actuariels relatifs aux indemnités de départ des employés du gouvernement dans son ensemble.

f) Congés de maladie

Les employés ont le droit d'accumuler des congés de maladie non utilisés. Toutefois, ces congés ne peuvent être utilisés qu'en cas de maladie. Selon la pratique gouvernementale courante, les congés de maladie non utilisés au moment de la cessation d'emploi ne deviennent pas payables à l'employé. Par conséquent, aucun passif n'a été comptabilisé à cet égard dans les présents états financiers. Les paiements des congés de maladie sont inclus dans les opérations courantes lorsqu'ils sont engagés.

g) Passifs éventuels

Le passif éventuel représente des obligations possibles qui peuvent devenir des obligations réelles selon que certains événements futurs se produisent ou non. Dans la mesure où l'événement futur risque de se produire ou non, et si l'on peut établir une estimation raisonnable de la perte, on comptabilise un passif estimatif et une charge. Si la probabilité ne peut être déterminée ou s'il est impossible de faire une estimation raisonnable du montant, l'éventualité est présentée dans les notes afférentes aux états financiers.

h) Incertitude relative à la mesure

La préparation des états financiers exige de la direction qu'elle fasse des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants des actifs, des passifs, des revenus et des charges déclarés dans les états financiers. Au moment où elle a préparé les présents états financiers, la direction considère que les estimations et les hypothèses sont raisonnables. Les principaux éléments pour lesquels des estimations sont faites sont la provision pour créances douteuses sur les débiteurs de parties externes, la durée de vie estimative des immobilisations corporelles, le montant de certaines charges à payer, la provision pour les indemnités de vacances et congés compensatoires ainsi que la provision pour les indemnités de départ aux employés. Il se pourrait que les résultats réels diffèrent des estimations de manière importante. Les estimations de la direction sont examinées périodiquement et, à mesure que les ajustements deviennent nécessaires, ils sont constatés dans les états financiers de l'exercice où ils sont connus.

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2020 – suite

3. Débiteurs

	2020	2019
	(en milliers de dollars)	
Autres ministères et organismes gouvernementaux	6 928	7 451
Parties externes	2 667	2 254
	9 595	9 705
Moins : provision pour créances douteuses sur les débiteurs de parties externes	(2)	(2)
Débiteurs nets.....	9 593	9 703

4. Autres actifs

	2020	2019
	(en milliers de dollars)	
Avances remboursables de la taxe de vente.....	379	925
Autres avances	225	196
Total autres actifs.....	604	1 121

5. Immobilisations corporelles

Coût	Solde au début de l'exercice	Acquisitions	Aliénations et transferts	Solde à la fin de l'exercice
	(en milliers de dollars)			
Matériel informatique	2 175	–	–	2 175
Logiciels informatiques.....	33 974	605	315	34 894
Améliorations locatives.....	7 523	504	1 830	9 857
Actifs en construction	2 495	1 464	(2 145)	1 814
	46 167	2 573	–	48 740
Amortissement accumulé	Solde au début de l'exercice	Amortissement de l'exercice	Aliénations et transferts	Solde à la fin de l'exercice
	(en milliers de dollars)			
Matériel informatique	(1 965)	(49)	–	(2 014)
Logiciels informatiques.....	(31 505)	(1 207)	–	(32 712)
Améliorations locatives.....	(6 911)	(103)	–	(7 014)
	(40 381)	(1 359)	–	(41 740)
Valeur comptable nette				
			2020	2019
			(en milliers de dollars)	
Matériel informatique			161	210
Logiciels informatiques.....			2 182	2 469
Améliorations locatives.....			2 843	612
Actifs en construction			1 814	2 495
			7 000	5 786

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2020– suite

6. Crédoiteurs et charges à payer

	2020	2019
	(en milliers de dollars)	
Parties externes	10 073	10 946
Autres ministères et organismes gouvernementaux	1 435	1 981
	11 508	12 927
Charges à payer.....	1 805	1 276
Total des crédoiteurs et charges à payer.....	13 313	14 203

7. Indemnités de départ aux employés

Le Fonds verse des indemnités de départ aux employés en fonction de l'admissibilité, des années de service et du salaire à la cessation d'emploi. Ces indemnités ne sont pas financées d'avance. Les prestations seront versées en utilisant des autorités futures.

Débutant en 2012, dans le cadre des négociations de conventions collectives et des changements apportés aux conditions d'emploi, l'accumulation des indemnités de départ au titre du programme de paiements d'indemnités de départ aux employés a cessé. Les employés visés par ces changements ont eu la possibilité de recevoir immédiatement la valeur totale ou partielle des indemnités accumulées à ce jour ou de percevoir la valeur totale ou restante des indemnités à la cessation d'emploi dans la fonction publique. Ces modifications ont été intégrées dans le calcul de l'obligation au titre des indemnités de départ à payer.

Au 31 mars, les indemnités de départ totalisaient :

	2020	2019
	(en milliers de dollars)	
Obligation au titre des indemnités de départ, début de l'exercice.....	3 953	4 187
Charge de l'exercice	13	(85)
Indemnités versées au cours de l'exercice.....	(242)	(149)
Obligation au titre des indemnités de départ, fin de l'exercice.....	3 724	3 953

8. Passif net

Le surplus accumulé est l'accumulation des surplus et des déficits de chacun des exercices financiers depuis la création du Fonds.

L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds (INASAF) représente les recettes et les déboursés cumulatifs depuis la création du Fonds.

	2020	2019
	(en milliers de dollars)	
Surplus accumulé, début de l'exercice	31 733	23 168
Résultats nets.....	(10 362)	8 565
Transfert de salaires payés en surplus entre ministères	56	–
Surplus accumulé, fin de l'exercice	21 427	31 733
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, début de l'exercice	(36 375)	(26 474)
Ressources financières nettes employées (fournies) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	11 036	(9 901)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, fin de l'exercice	(25 339)	(36 375)
Passif net, à la fin de l'exercice	(3 912)	(4 642)

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction – fin

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2020 – fin

9. Obligations contractuelles

De par leur nature, les activités du Fonds peuvent donner lieu à des contrats et à des obligations en vertu desquels le Fonds sera tenu d'effectuer des paiements échelonnés sur plusieurs années lors de l'acquisition de biens ou de services. Les paiements estimatifs futurs sont les suivants :

	(en milliers de dollars)
Exercices se terminant le 31 mars	
2021	10 843
2022	6 853
2023	5 392
2024	914
2025 les exercices suivants	3 568
Total des obligations contractuelles	27 570

10. Passifs éventuels

Dans le cadre de ses activités, le Fonds est impliqué dans une action en justice. Le montant n'est pas déterminable. Le règlement éventuel d'un litige sera imputé, le cas échéant, aux bénéfices des exercices subséquents.

11. Opérations entre apparentés

En vertu du principe de propriété commune, le Fonds est apparenté à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. Le Fonds conclut des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités et selon des modalités commerciales normales.

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains

Déclaration de responsabilité de la direction

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains tels qu'exigés par et selon les exigences du receveur général du Canada en matière de rapports. Ces états financiers ont été préparés par la gestion du Fonds selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité des états financiers incombe à la gestion du Fonds. Afin d'assurer l'objectivité et l'impartialité optimales, le Comité ministériel de vérification a examiné les données financières contenues dans les états financiers. Les renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et sur le jugement éclairé de la direction tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, le Fonds maintient une série de comptes qui représentent un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. Les renseignements financiers soumis pour la préparation des *Comptes publics du Canada* et inclus dans le *Rapport sur les résultats ministériel* du ministère concordent avec les états financiers ci-joints.

La direction financière de la Commission canadienne des grains élabore et diffuse les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect des normes de comptabilité et de gestion financière. Le Fonds maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ils sont conçus pour fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées, exécutées selon des règlements applicables, et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la gestion du Fonds. Des programmes de vérification interne augmentent l'efficacité des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Le Fonds s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et autorités directoriales soient compris dans toute l'organisation.

Dans le but d'assurer l'objectivité et l'impartialité optimales, ces états financiers ont été examinés par des vérificateurs externes, qui ont exprimé une opinion indépendante qui révèle si les états financiers présentent de façon juste la situation financière du Fonds au 31 mars 2020, ainsi que les résultats d'exploitation et le changement à la situation financière pour l'exercice écoulé. Cette opinion est annexée aux états financiers.

Approuvée par :

Chef de la direction financière
Cheryl Blahey

Le 23 juin 2020
Winnipeg, Canada

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – suite

État de l'autorisation (employée) fournie (non audité) pour l'exercice clos le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2020		2019	
	Prévisions ¹	Chiffres réels	Prévisions ¹	Chiffres réels
Résultats nets	(4 992)	3 127	(4 304)	4 763
Plus : éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds.....	2 745	2 948	2 607	2 886
Fonds provenant (utilisés) de l'exploitation.....	(2 247)	6 075	(1 697)	7 649
Moins : éléments nécessitant l'utilisation de fonds				
Acquisitions nettes d'immobilisations corporelles	(3 894)	(3 681)	(3 810)	(3 448)
Autres éléments nets d'actifs et de passifs.....	–	(5 099)	–	(6 354)
Autorisation fournie.....	(6 141)	(2 705)	(5 507)	(2 153)
Autorisation annuelle votée et autres postes législatifs fournis (utilisés)	(5 511)	(5 669)	(5 507)	(5 810)
Autorisations législatives relatives aux fonds renouvelables fournies (utilisées).....	(630)	2 964	–	3 657

¹ Les chiffres de la colonne « Prévisions » pour l'exercice en cours et précédent proviennent, lorsque disponibles, du budget des dépenses de l'exercice en cours, Partie II – Budget principal des dépenses.

Rapprochement de l'autorisation non employée (non audité) au 31 mars

(en milliers de dollars)

	2020	2019
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	133 763	130 562
Comptes créditeurs imputé au crédit à la fin de l'exercice	(3 375)	(3 463)
	130 388	127 099
Montants affectés au crédit à la fin de l'exercice	173	148
Autre.....	4 737	5 087
Autorisation nette fournie à la fin de l'exercice.....	135 298	132 334
Limite de l'autorisation	2 000	2 000
Autorisation non employée reportée.....	137 298	134 334

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – suite

Rapport de l'auditeur indépendant

Au Commissaire en chef, aux commissaires et au Comité ministériel d'audit du Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains

Notre opinion

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains (le Fonds renouvelable CCG) au 31 mars 2020 ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément à la section 1 des instructions du receveur général relatives au volume III des *Comptes publics du Canada*.

Notre audit

Nous avons effectué l'audit des états financiers du Fonds renouvelable CCG, qui comprennent :

- l'état de la situation financière au 31 mars 2020;
- l'état des résultats et de l'actif net pour l'exercice clos à cette date;
- l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date;
- les notes aux états financiers, y compris un résumé des principales méthodes comptables.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » de notre rapport.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Indépendance

Nous sommes indépendants du Fonds renouvelable CCG conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Observations – Référentiel comptable et restriction à l'utilisation

Nous attirons l'attention sur la note 2 des états financiers, qui décrit le référentiel comptable appliqué. Les états financiers ont été préparés dans le but d'aider le Fonds renouvelable CCG à répondre aux exigences de la section 1 des instructions du receveur général du Canada relatives au Volume III des *Comptes publics du Canada*. En conséquence, il est possible que les états financiers ne puissent se prêter à un usage autre. Notre rapport est destiné uniquement à la direction du Fonds renouvelable CCG et ne devrait pas être utilisé par d'autres parties que le Fonds renouvelable CCG, le Conseil du Trésor du Canada, et le receveur général du Canada. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément à la section 1 des instructions du receveur général du Canada relatives au Volume III des *Comptes publics du Canada* ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du Fonds renouvelable CCG à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le Fonds renouvelable CCG ou de cesser son activité, ou s'il n'a aucune autre solution réaliste que de le faire.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du Fonds renouvelable CCG.

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – suite

Rapport de l'auditeur indépendant – fin

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur indépendant contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Fonds renouvelable CCG;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Fonds renouvelable CCG à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le Fonds renouvelable CCG à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance entre autres informations, l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

PricewaterhouseCoopers s r l / s e n c r l
Comptables professionnels agréés,
Experts-comptables autorisés

Le 12 juin 2020
Ottawa, Ontario

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – suite

État de la situation financière au 31 mars 2020

(en milliers de dollars)

	2020	2019
Actif		
Actifs financiers		
Comptes débiteurs (note 3).....	6 821	6 029
Avances comptables.....	9	7
	6 830	6 036
Actifs non financiers		
Charges payées d'avance.....	356	353
Immobilisations corporelles (note 4).....	12 371	11 603
	12 727	11 956
	19 557	17 992
Passif et actif net		
Passif		
Comptes créditeurs et charges à payer (note 5).....	2 150	1 708
Salaires à payer (note 6).....	4 879	3 866
Congés annuels, heures supplémentaires et congés compensatoires à payer.....	2 357	2 051
Revenus reportés.....	1 073	861
Passif lié aux indemnités de départ (note 7).....	1 581	1 909
	12 040	10 395
Actif net (note 9).....	7 517	7 597
	19 557	17 992
Obligations contractuelles (note 10)		
Passifs éventuels (note 11)		

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

Approuvé par :

Commissaire en chef et administratrice générale
Patti MillerChef de la direction financière
Cheryl Blahey

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – suite

État des résultats et de l'actif net pour l'exercice clos le 31 mars 2020

(en milliers de dollars)

	2020						2019
	Règlement sur les grains		Services internes		Total		Total
	Résultats prévus	Montant réel	Résultats prévus	Montant réel	Résultats prévus	Montant réel	Montant réel
Revenus							
Honoraires et services.....	52 001	58 019	–	–	52 001	58 019	58 123
Crédits parlementaires (note 8).....	5 266	5 410	245	242	5 511	5 652	5 782
Services facultatifs	2 249	2 166	25	16	2 274	2 182	2 223
Licences et wagons de producteurs.....	2 176	1 698	–	–	2 176	1 698	1 859
Autres revenus.....	–	–	–	32	–	32	21
	61 692	67 293	270	290	61 962	67 583	68 008
Charges d'exploitation							
Personnel.....	33 458	32 628	13 749	13 479	47 207	46 107	44 415
Locations.....	4 287	4 091	2 084	1 855	6 371	5 946	5 765
Services professionnels	555	348	3 535	2 638	4 090	2 986	2 787
Transport et communications	2 317	1 739	1 171	909	3 488	2 648	3 285
Amortissement des immobilisations corporelles.....	–	2 332	–	573	–	2 905	2 868
Machinerie et matériel.....	705	827	441	423	1 146	1 250	1 187
Matériaux et fournitures	1 455	1 162	95	117	1 550	1 279	1 679
Réparations et entretien	3 142	986	556	89	3 698	1 075	918
Information	83	100	337	143	420	243	271
Autres charges.....	–	3	50	12	50	15	62
Perte à la cession d'immobilisations corporelles	–	2	–	–	–	2	8
	46 002	44 218	22 018	20 238	68 020	64 456	63 245
Résultat net.....	15 690	23 075	(21 748)	(19 948)	(6 058)	3 127	4 763
Actif net, à l'ouverture de l'exercice						7 597	5 406
Ressources financières nettes fournies et variation de l'imputation nette accumulée au titre de l'autorisation du Fonds au cours de l'exercice ...						(3 201)	(2 572)
Transfert d'immobilisations corporelles à un autre ministère (note 4)						(6)	–
Actif net, à la clôture de l'exercice						7 517	7 597

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – suite

États des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 mars 2020

(en milliers de dollars)

	2020	2019
Activités d'exploitation		
Résultats nets de l'exercice	3 127	4 763
Ajustements pour		
Amortissement des immobilisations corporelles	2 905	2 868
Provision pour indemnités de départ	41	10
Perte à la cession d'immobilisations corporelles.....	2	8
	6 075	7 649
Paiement des indemnités de départ	(369)	(339)
Variation de la situation financière		
Fonds en transit.....	–	1
Comptes débiteurs	(792)	(373)
Avances comptables	(2)	1
Charges payées d'avance	(3)	(198)
Comptes créditeurs et charges à payer	442	(1 630)
Salaires à payer	1 013	852
Congés annuels, heures supplémentaires et congés compensatoires à payer.....	306	72
Revenus reportés.....	212	(15)
Ressources financières nettes fournies par les activités d'exploitation	6 882	6 020
Activités d'investissement en immobilisations		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(3 688)	(3 466)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles.....	7	18
Ressources financières nettes employées par les activités d'investissement en immobilisations	(3 681)	(3 448)
Ressources financières nettes fournies et variation de l'imputation nette accumulée au titre de l'autorisation du		
Fonds, au cours de l'exercice	3 201	2 572
Imputation nette accumulée au titre de l'autorisation du Fonds, à l'ouverture de l'exercice.....	130 562	127 990
Imputation nette accumulée au titre de l'autorisation du Fonds, à la clôture de l'exercice.....	133 763	130 562

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2020

1. Pouvoirs et mandat

Le Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains (la « CCG », le « Fonds renouvelable » ou le « Fonds ») détient ses pouvoirs en vertu de la *Loi sur les grains du Canada*. Aux termes de la loi, la CCG a le mandat d'établir et de maintenir des normes visant la qualité du grain canadien et de réglementer la manutention du grain au Canada dans l'intérêt des producteurs de grains afin d'assurer l'approvisionnement en denrées fiables du marché intérieur et des marchés à l'exportation.

Pour mener à bien son mandat, la CCG a mis en œuvre le Cadre ministériel des résultats et le répertoire des programmes, comme l'exige la Politique sur les résultats du Conseil du Trésor, le 1^{er} avril 2018. La réglementation des grains est la responsabilité essentielle de la CCG : réglementer la manutention des grains au Canada et établir ainsi que maintenir des normes fondées sur la science pour le grain canadien. Les services internes soutiennent cette responsabilité essentielle.

La CCG a été constitué en vertu de la *Loi de crédits n° 6 pour 1994-1995*. Le Fonds a reçu du Parlement l'autorisation permanente d'effectuer, à même le Trésor public, des paiements aux fins du fonds de roulement, de l'acquisition d'immobilisations corporelles et du financement temporaire des déficits de fonctionnement accumulés, et il est autorisé à effectuer des prélèvements de 2 000 000 \$.

La CCG n'a pas effectué de prélèvement sur son autorisation nette fournie par le Conseil du Trésor pour l'exercice clos de 31 mars 2020. Pour l'exercice 2019-2020, la CCG a reçu un montant total de 5 691 853 \$ en vertu de la *Loi de crédits* approuvé par le Parlement (5 811 187 \$ en 2018-2019).

Un modèle de financement révisé reposant sur un recouvrement intégral des coûts par l'intermédiaire des droits et des crédits continus est entré en vigueur le 1^{er} août 2013. Ce modèle de financement durable met fin à la dépendance de la CCG à l'égard des crédits fédéraux ponctuels annuels. Aux termes du nouveau barème des droits, la CCG a accumulé un excédent principalement en raison d'un volume de grain manutentionné supérieur aux prévisions. À la suite des commentaires formulés dans le cadre du processus de consultation sur l'utilisation possible de l'excédent accumulé, en 2017, la CCG a réduit de 24 % les droits exigés pour les services d'inspection officielle et de pesée officielle du grain, en date du 1^{er} août 2017. Les droits qui restent ont été mis à jour en date du 1^{er} avril 2018.

Conformément à la politique du gouvernement sur l'auto-assurance, la CCG ne détient pas de police d'assurance. La CCG n'est pas assujettie à l'impôt sur les bénéfices.

2. Principales méthodes comptables

Les présents états financiers ont été établis selon les exigences de rapport du receveur général du Canada en matière de fonds renouvelables. Le référentiel comptable qui a servi à préparer ces états financiers diffère des principes comptables généralement reconnus du Canada pour le secteur public pour les raisons suivantes :

- l'indicateur de la dette nette et l'état consolidé de la variation de la dette nette ne sont pas présentés dans les présents états financiers;
- les passifs au titre des indemnités de fin de contrat de travail et des indemnités de départ sont fondés sur les meilleures estimations de la direction plutôt que sur des évaluations actuarielles;
- les services reçus sans frais d'autres ministères et organismes gouvernementaux ne sont pas comptabilisés à titre de charges; et
- aucun passif n'est comptabilisé au titre des congés de maladie.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

a) Utilisation d'estimations

La préparation de ces états financiers exige que la direction fasse des estimations et pose des hypothèses qui touchent les montants constatés des actifs et des passifs et la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que les montants constatés des revenus et des charges au cours des périodes visées par les états financiers. Les principaux éléments des états financiers qui sont assujettis à l'incertitude relative à la mesure comprennent les salaires à payer relatifs à des conventions collectives en cours de négociation, la durée d'utilité estimée des immobilisations corporelles et les passifs liés aux indemnités de départ et aux indemnités de fin de contrat de travail. Les résultats réels pourraient différer des résultats estimatifs. Les estimations de la direction font l'objet d'un examen périodique et, lorsque des ajustements doivent être apportés, ces derniers sont constatés dans les états financiers de l'exercice au cours duquel ils deviennent connus.

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2020 – suite

b) Résultats prévus

Les résultats prévus pour l'exercice clos le 31 mars 2020 présentés dans l'état des résultats et de l'actif net sont fondés sur les revenus et charges selon le Plan ministériel 2019-2020 de la CCG et comprennent tout ajustement apporté après la préparation des états financiers.

c) Constatation des revenus

Les revenus sont constatés dans l'exercice au cours duquel ils sont gagnés par suite de la fourniture de biens ou de la prestation de services ou lorsqu'il se produit un événement donnant lieu à une réclamation. La majorité des honoraires de services, tels que l'inspection et les activités de pesée, dépend du volume de grains traité. Les produits qui ont été reçus, mais qui ne sont pas encore gagnés, sont présentés à titre de revenus reportés. Les revenus reportés sont gagnés essentiellement sous forme de droits exigés pour les licences qui sont habituellement octroyées pour une période de 12 mois.

d) Constatation des charges

Sauf indication contraire, les charges sont constatées dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées.

e) Fonds en transit

Les fonds en transit comprennent la trésorerie et les chèques qui sont reçus avant le 31 mars, mais qui ne sont déposés que l'exercice suivant.

f) Crédits parlementaires

Le financement des activités provient principalement d'une autorisation permanente du Parlement (Fonds renouvelable) selon laquelle la CCG est autorisée à dépenser les recettes. Certaines activités liées au programme de recherche sur les grains et aux audits internes sont financées par des crédits parlementaires continus par l'entremise des votes annuels. Ces crédits ont été constatés en tant que revenus du Fonds.

g) Comptes débiteurs

Les comptes débiteurs sont établis aux montants qui devraient être réalisés. Des provisions sont constituées à l'égard de tous les comptes dont les paiements d'intérêt ou de capital sont en souffrance depuis 180 jours et qui sont présumés irrécouvrables.

h) Immobilisations corporelles

Certaines immobilisations qui étaient auparavant détenues par le ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire du Canada ont été prises en charge par le Fonds le 1^{er} avril 1995. Ces immobilisations ont été considérées comme un capital d'apport et constatées à la valeur comptable nette estimée par l'État. Les immobilisations acquises après le 1^{er} avril 1995 ont été constatées au coût. Le produit de la cession d'immobilisations est conservé par le Fonds.

Toutes les immobilisations corporelles et les améliorations locatives dont le coût est de 10 000 \$ ou plus sont capitalisées à leur coût d'acquisition.

Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée d'utilité prévue, à compter du mois suivant leur mise en service, comme suit :

Matériel scientifique	5 ans
Matériel et mobilier de bureau	5 ans
Matériel opérationnel	10 ans
Véhicules automobiles	5 ans
Matériel informatique et logiciels	3 ans
Améliorations locatives	5 ans

Les coûts liés aux immobilisations en cours de construction sont capitalisés lorsqu'ils sont engagés, et l'amortissement commence à compter du mois suivant leur mise en service.

i) Congés annuels, heures supplémentaires et congés compensatoires

Les congés annuels, les heures supplémentaires et les congés compensatoires sont passés en charges à mesure que les employés accumulent des avantages selon leurs conditions d'emploi respectives.

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2020 – suite

j) Indemnités de départ

Les employés accumulent des indemnités de départ au cours de leurs années de service au gouvernement du Canada, comme il est stipulé dans leurs conventions collectives. La CCG constate les indemnités de départ acquises par les employés. L'obligation liée aux indemnités acquises par les employés est calculée au moyen des informations tirées de l'estimation que fait la direction du passif.

k) Indemnités de fin de contrat de travail

Les employés touchés par les modifications apportées à la *Loi sur les grains du Canada* et d'autres ajustements opérationnels ont droit à des indemnités de fin de contrat de travail, calculées selon les échelons salariaux en vigueur à la date de fin de contrat de travail, comme le stipulent leurs conventions collectives. L'obligation est calculée au moyen des informations tirées de l'estimation que fait la direction du passif.

l) Régime de retraite

Les employés de la CCG sont protégés en vertu de la *Loi sur la pension de la fonction publique* et de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*. La participation du gouvernement du Canada au coût du régime de retraite est comprise dans le montant imputé au Fonds renouvelable à titre d'avantages sociaux. Les prestations de retraite sont versées à même le compte de pension de retraite de la fonction publique et le compte de prestations de retraite supplémentaires. La législation actuelle n'oblige pas la CCG à verser des cotisations pour toute insuffisance actuarielle du compte de pension de retraite de la fonction publique.

m) Congés de maladie

Les employés ont le droit d'accumuler des congés de maladie non utilisés. Toutefois, ces droits à ces congés de maladie ne deviennent pas acquis et ne peuvent être utilisés qu'en cas de maladie. Les congés de maladie non utilisés au moment de la fin du contrat de travail d'un employé ne sont pas payables à l'employé. Aucun montant n'a été comptabilisé à cet égard dans les présents états financiers et les paiements au titre des prestations de maladie sont pris en compte dans les activités courantes lorsqu'ils sont engagés.

3. Comptes débiteurs

	2020	2019
	(en milliers de dollars)	
Autres ministères et organismes gouvernementaux	173	148
Tiers.....	6 653	5 886
	6 826	6 034
Moins : la provision pour créances douteuses de tiers	(5)	(5)
	6 821	6 029

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2020 – suite

4. Immobilisations corporelles

(en milliers de dollars)

	Coût				Amortissement cumulé				Valeur comptable nette		
	Solde d'ouverture	Acquisitions	Ajustement	Cessions et transferts	Solde de clôture	Solde d'ouverture	Amortissement	Cessions et transferts	Solde de clôture	2020	2019
	(en milliers de dollars)										
Matériel scientifique.....	18 010	1 003	–	(337)	18 676	14 041	1 351	(328)	15 064	3 612	3 969
Matériel et mobilier de bureau.....	221	22	–	–	243	202	9	–	211	32	19
Matériel opérationnel	2 995	36	–	(45)	2 986	1 632	274	(39)	1 867	1 119	1 363
Véhicules automobiles	394	–	–	–	394	291	37	–	328	66	103
Matériel informatique et logiciels	7 291	726	290	–	8 307	6 734	463	–	7 197	1 110	557
Améliorations locatives.....	7 496	–	607	–	8 103	4 454	771	–	5 225	2 878	3 042
Actifs en cours de construction ...	2 550	1 901	(897)	–	3 554	–	–	–	–	3 554	2 550
	38 957	3 688	–	(382)	42 263	27 354	2 905	(367)	29 892	12 371	11 603

Les actifs en cours de construction se composent des améliorations locatives et des logiciels conçus à l'interne.

Au cours de l'exercice 2019-2020, des immobilisations corporelles classées comme matériel opérationnel, dont le coût est de 13 643 \$ et l'amortissement cumulé est de 7 276 \$, ont été transférées à un autre ministère fédéral sans aucun produit. L'incidence de cette opération est présentée dans les colonnes « Cessions et transferts ».

5. Comptes créditeurs et charges à payer

	2020	2019
	(en milliers de dollars)	
Comptes créditeurs - Autres ministères et organismes gouvernementaux.....	905	407
Comptes créditeurs - Tiers	1 245	1 261
Charges à payer.....	–	40
	2 150	1 708

6. Salaires à payer

En raison d'ajustements opérationnels, une partie des membres du personnel de la CCG sont devenus admissibles à une disposition sur les indemnités de fin de contrat de travail. Par conséquent, la CCG a constaté une obligation relative aux indemnités de fin de contrat de travail dans les salaires à payer afin de tenir compte des coûts estimés de la rationalisation du personnel.

	2020	2019
	(en milliers de dollars)	
Passif lié aux indemnités de fin de contrat de travail, à l'ouverture de l'exercice	44	383
Charges (recouvrement) au cours de l'exercice.....	(39)	–
Indemnités versées au cours de l'exercice.....	(5)	(339)
Passif lié aux indemnités de fin de contrat de travail, à la clôture de l'exercice.....	–	44
Autres coûts salariaux, incluant les indemnités	4 879	3 822
Salaires à payer	4 879	3 866

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2020 – suite

7. Passif lié aux indemnités de départ

La CCG offre à ses employés des indemnités de départ selon l'admissibilité, les années de service et le salaire en fin de carrière. Ces indemnités sont actuellement calculées selon les indemnités de départ réelles par employé.

Le gouvernement du Canada a annoncé dans son budget de 2011 son intention d'éliminer l'accumulation des indemnités de départ. L'ensemble des conventions collectives de la CCG ont été négociées et les indemnités de départ ont cessé de s'accumuler. Les montants présentés sont liés aux employés qui n'ont pas touché leur indemnité de départ et qui en obtiendront le paiement au moment de leur départ de la fonction publique.

	2020	2019
	(en milliers de dollars)	
Passif lié aux indemnités de départ, à l'ouverture de l'exercice	1 909	2 238
Charges de l'exercice.....	41	10
Indemnités versées au cours de l'exercice.....	(369)	(339)
Passif lié aux indemnités de départ, à la clôture de l'exercice	1 581	1 909

8. Crédits parlementaires

Le financement de la CCG provient d'une combinaison de crédits parlementaires continus, de l'autorisation de dépenser de nouveau les recettes, des excédents accumulés des exercices précédents et d'une marge de crédit renouvelable de 2 000 000 \$.

Le mode de financement public sert à comptabiliser les transactions qui touchent les crédits parlementaires. L'état des résultats et de l'actif net est établi selon la comptabilité d'exercice. En conséquence, les éléments présentés dans l'état des résultats et de l'actif net ne sont pas nécessairement les mêmes que ceux que prévoient les crédits parlementaires. Les éléments constatés dans l'état des résultats et de l'actif net d'un exercice peuvent être financés au moyen d'autorisations parlementaires des exercices précédents, de l'exercice en cours ou des exercices à venir. Par conséquent, l'autorisation de la CCG pour l'exercice calculée selon le financement public diffère de l'autorisation calculée selon la comptabilité d'exercice. Le tableau qui suit détaille les crédits reçus et utilisés.

	2020	2019
	(en milliers de dollars)	
Total des crédits reçus	5 692	5 811
Périmé	(40)	(29)
Crédits reçus et utilisés au cours de l'exercice.....	5 652	5 782

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2020 – suite

9. Actif net

Le capital d'apport correspond à la valeur des immobilisations corporelles financées par les apports de capital à la constitution du Fonds.

L'excédent accumulé s'entend du cumul de l'excédent de chacun des exercices, déduction faite des déficits, depuis la constitution du Fonds.

L'imputation nette accumulée au titre de l'autorisation du Fonds représente les recettes et débours cumulatifs depuis la création du Fonds.

	2020	2019
	(en milliers de dollars)	
Capital d'apport.....	4 941	4 941
Excédent accumulé		
Solde d'ouverture	133 218	128 455
Résultat net	3 127	4 763
Transfert d'immobilisations corporelles à un autre ministère.....	(6)	–
Solde de clôture	136 339	133 218
Imputation nette accumulée au titre de l'autorisation du Fonds		
Solde d'ouverture	(130 562)	(127 990)
Variation des ressources nettes fournies	(3 201)	(2 572)
Solde de clôture	(133 763)	(130 562)
Total de l'actif net	7 517	7 597

10. Obligations contractuelles

La CCG loue ses locaux principalement aux termes d'accords d'occupation. Un accord d'occupation constitue une entente formelle que concluent la CCG et Services publics et Approvisionnement Canada et qui stipule les modalités régissant la fourniture et l'occupation des locaux. La CCG a conclu 16 ententes d'occupation (17 en 2019) assorties d'échéances diverses allant jusqu'à 10 ans. En outre, la CCG détient un contrat de location directe avec l'Université du Manitoba pour la location de locaux de laboratoire et de bureau.

Pour l'exercice clos le 31 mars 2020, la CCG a engagé des coûts de 5 036 532 \$ en lien avec ses obligations au titre de l'occupation (5 105 926 \$ en 2019). Les paiements futurs prévus par année financière sont les suivants:

	(en milliers de dollars)
2021.....	4 963
2022.....	4 598
2023.....	798
2024.....	762
2025 et par la suite	1 783

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2020 – suite

11. Passifs éventuels

Dans le cours normal de ses activités, la CCG peut être impliquée dans diverses actions en justice et griefs qui ont des répercussions financières. Certains des passifs éventuels qui y sont associés pourraient devenir des passifs réels si un ou plusieurs événements à venir se produisent ou ne se produisent pas. S'il est probable qu'un événement se produira ou ne se produira pas et si une estimation raisonnable de la perte peut être faite, un passif estimatif est constaté et une charge est inscrite dans les états financiers.

Une réclamation a été déposée contre la CCG par des producteurs de grains alléguant avoir subi des pertes en raison d'un manquement d'un ancien titulaire de licence. La réclamation fait valoir des pertes totales invoquées contre la CCG de 1 723 637 \$, majorées des intérêts et des frais. La réclamation en est aux premières étapes des plaidoyers, et une défense a été déposée au nom de la CCG. En date des présentes, l'issue de cette réclamation ne peut être établie. Aucun montant n'a été inscrit dans les états financiers au titre de cette éventualité.

12. Opérations entre parties liées

La CCG est liée sur le plan de la propriété commune à tous les ministères, organismes et sociétés d'État créés par le gouvernement du Canada. La CCG conclut avec ces entités des opérations dans des conditions de pleine concurrence et selon des conditions commerciales normales, dans le cours normal de ses activités.

Services offerts par d'autres ministères

Au cours de l'exercice, la CCG a payé des frais d'occupation et certains services professionnels à d'autres ministères ou organismes gouvernementaux. Des cotisations patronales au régime d'assurance maladie et aux régimes d'avantages sociaux ont également été versées par des ministères ou payées à des ministères. Les services importants ont été comptabilisés dans l'état des résultats et de l'actif net de la CCG, comme suit :

	2020	2019
	(en milliers de dollars)	
Revenus	(677)	(669)
Charges		
Cotisations patronales aux régimes d'avantages sociaux	8 346	8 251
Frais d'occupation.....	5 098	5 126
Améliorations locatives	1 444	1 739
Services professionnels et spéciaux	2 173	1 870
Transport et communications.....	300	361
Autres.....	54	54
	16 738	16 732

À la clôture de l'exercice, les montants suivants relatifs à des parties liées étaient inclus dans les comptes débiteurs, les comptes créditeurs et les salaires à payer :

	2020	2019
	(en milliers de dollars)	
Comptes débiteurs.....	173	148
Comptes créditeurs	905	407
Cotisations patronales aux régimes d'avantages sociaux à payer	751	656

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – *fin*

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2020 – *fin*

13. Instruments financiers

Les instruments financiers du Fonds renouvelable se composent des fonds en transit, des comptes débiteurs, des comptes créditeurs et charges à payer, des salaires à payer, des congés annuels, heures supplémentaires et congés compensatoires à payer ainsi que du passif lié aux indemnités de départ. La valeur comptable de ces instruments financiers avoisine leur juste valeur en raison de l'échéance à court terme de ces instruments, sauf pour les indemnités de départ et les indemnités de fin de contrat de travail, qui sont fondées sur les meilleures estimations de la direction. Sauf indication contraire, la direction est d'avis que l'exposition du Fonds renouvelable aux risques de taux d'intérêt, de change et de crédit liés à ces instruments financiers n'est pas importante.

Les instruments financiers susceptibles d'exposer la CCG à des concentrations du risque de crédit se composent principalement de comptes clients. Pour l'exercice clos le 31 mars 2020, les six plus grandes entités intégrées représentent 4 900 148 \$ ou 78 % du solde des comptes débiteurs indépendants de la CCG (six entités représentaient 4 551 676 \$ ou 83 % en 2019).

Fonds renouvelable CORCAN

Déclaration de responsabilité de la direction

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de CORCAN tels qu'exigés par et selon la *Directive sur l'imputation et les autorisations financières spéciales* du Secrétariat du Conseil du Trésor et les exigences de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés par la gestion du Fonds selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers, incombe à la gestion du Fonds. Afin d'assurer l'objectivité et l'impartialité des renseignements financiers contenus dans ces états financiers, le Comité de vérification du ministère a examiné ces états financiers. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et jugements de la gestion tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, le Fonds maintient une série de comptes qui représentent un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. L'information financière soumise pour la préparation des *Comptes publics du Canada* et incluse dans le *Rapport sur les résultats ministériels* concorde avec les états financiers ci-joints.

La gestion des services financiers du Fonds élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect des normes de comptabilité et de gestion financière. Le Fonds maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ils sont conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées, exécutées selon des règlements applicables, et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la gestion du Fonds. Des programmes de vérification interne augmentent l'efficacité des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Le Fonds s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et autorités directoriales soient compris dans toute l'organisation.

La gestion a présenté les états financiers aux vérificateurs externes Ernst & Young, qui les ont vérifiés dans le but de fournir sur ceux-ci une opinion indépendante qui est annexée à ces états financiers.

Approuvée par :

Présidente-directrice générale,
CORCAN
Kelly Hartle

Directeur, Services financiers,
CORCAN
Chadi Haddad, MBA, CPA, CMA

Le 12 juin 2020
Ottawa, Canada

Fonds renouvelable CORCAN – suite

État de l'autorisation (employée) fournie (non audité) pour l'exercice clos le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2020		2019	
	Prévisions ¹	Chiffres réels	Prévisions ¹	Chiffres réels
Résultats nets	–	(4 389)	–	(708)
Éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds.....	1 652	1 575	1 489	1 633
Fonds provenant de l'exploitation.....	1 652	(2 814)	1 489	925
Éléments nécessitant l'utilisation de fonds				
Acquisitions nettes d'immobilisations corporelles	(1 800)	(2 802)	(1 200)	(3 788)
Autres éléments nets d'actifs et de passifs.....	(2 100)	(4 384)	(2 100)	(4 866)
Autorisation fournie (employée)	(2 248)	(10 000)	(1 811)	(7 729)

¹ Les chiffres de la colonne « Prévisions » pour l'exercice en cours et précédent proviennent, lorsque disponibles, du budget des dépenses de l'exercice en cours, Partie II – Budget principal des dépenses.

Rapprochement de l'autorisation non employée (non audité) au 31 mars

(en milliers de dollars)

	2020	2019
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	4 020	11 858
Imputation des crédateurs sur le crédit à la fin de l'exercice.....	(17 876)	(17 937)
Créances affectées au crédit à la fin de l'exercice.....	2 736	4 959
Autorisation nette fournie (employée), à la fin de l'exercice	(11 120)	(1 120)
Limite de l'autorisation	5 000	5 000
(Autorisation dépassée) Autorisation non employée reportée.....	(6 120)	3 880

Fonds renouvelable CORCAN – suite

Rapport de l'auditeur indépendant

Au commissaire du Service correctionnel du Canada

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de CORCAN (le «Fonds»), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2020, et les états des résultats et de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, à l'exception des incidences éventuelles du point décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » de notre rapport, les états financiers ci-joints du Fonds au 31 mars 2020 ont été préparés, dans tous leurs aspects significatifs, conformément aux dispositions en matière d'information financière stipulées à l'article 8.1 des Instructions des comptes publics du receveur général.

Fondement de l'opinion avec réserve

La récente éclosion de coronavirus (la « COVID-19 »), que l'Organisation mondiale de la Santé a déclaré comme une pandémie mondiale, a entraîné des mesures de distanciation sociale et des restrictions de voyages obligatoires qui nous ont empêchés d'observer la prise d'inventaire physique des stocks à la fin de l'exercice clos le 31 mars 2020. Nous n'avons pas été en mesure de nous assurer par d'autres moyens des quantités de stocks détenues au 31 mars 2020. Puisque les stocks de clôture ont une incidence sur la détermination des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie, nous n'avons pas été en mesure d'établir si des ajustements des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie pourraient être nécessaires pour l'exercice clos le 31 mars 2020. Nous exprimons donc une opinion modifiée sur la situation financière au 31 mars 2020 et les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, en raison des incidences possibles de cette limitation de l'étendue des travaux.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers du présent rapport. Nous sommes indépendants du Fonds conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion avec réserve.

Observations – Référentiel comptable et restriction à la diffusion et à l'utilisation

Nous attirons l'attention sur la note 2 des états financiers, qui décrit le référentiel comptable appliqué. Les états financiers ont été préparés pour permettre au Fonds de se conformer aux dispositions en matière d'information financière du Conseil du Trésor du Canada. En conséquence, il est possible que les états financiers ne puissent se prêter à un usage autre. Notre rapport est destiné uniquement au Fonds et au Conseil du Trésor du Canada et ne devrait pas être utilisé par d'autres parties que le Fonds et le Conseil du Trésor du Canada. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation des états financiers conformément aux dispositions en matière d'information financière stipulées à l'article 8.1 des Instructions des comptes publics du Receveur général, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du Fonds à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le Fonds ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du Fonds.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Fonds renouvelable CORCAN – suite

Rapport de l'auditeur indépendant – fin

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Fonds;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Fond à poursuivre son exploitation. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le Fonds à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Ernst & Young S E N C R L / s r l
Comptables professionnels agréés
Experts-comptables autorisés

Le 11 juin 2020
Ottawa, Canada

Fonds renouvelable CORCAN – suite

État de la situation financière au 31 mars 2020

(en milliers de dollars)

	2020	2019
Actifs		
Actifs financiers		
Débiteurs (note 4).....	6 423	8 905
Stocks (note 5).....	19 092	14 676
Total des actifs financiers.....	25 515	23 581
Actifs non financiers		
Immobilisations nettes (note 6).....	8 272	6 838
Total des actifs.....	33 787	30 419
Passifs		
Créditeurs (note 7).....	12 152	12 767
Revenus reportés.....	251	637
Salaires et vacances à payer.....	7 871	7 063
Indemnités de cessation d'emploi (note 8).....	1 473	1 389
Total des passifs.....	21 747	21 856
Engagements et éventualités (notes 9 et 13)		
Actif net (note 10).....	12 040	8 563
Situation financière nette du Fonds.....	33 787	30 419

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable CORCAN – suite

État des résultats et de l'actif net pour l'exercice clos le 31 mars 2020

(en milliers de dollars)

	2020	2019
Revenus (notes 3 et 11).....	80 150	84 078
Coût des marchandises vendues (note 11).....	88 406	88 619
Marge brute.....	(8 256)	(4 541)
Autres revenus		
Frais de formation, frais correctionnelles et autres frais (note 3).....	35 616	31 291
Divers.....	150	139
	35 766	31 430
Charges (note 12)		
Administration centrale/régionale.....	10 351	10 075
Programmes d'emploi et d'employabilité.....	17 471	13 701
Vente et commercialisation.....	4 077	3 821
	31 899	27 597
Résultats nets.....	(4 389)	(708)
Actif net, au début de l'exercice.....	8 563	565
Ressources financières nettes fournies et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice.....	7 838	8 630
Autres.....	28	76
Actif net, à la fin de l'exercice (note 10).....	12 040	8 563

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable CORCAN – suite

État des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 mars 2020

(en milliers de dollars)

	2020	2019
Activités d'exploitation		
Résultats nets pour l'exercice	(4 389)	(708)
Ajouter les éléments sans effet sur la trésorerie		
Provision pour indemnités de cessation d'emploi (note 8)	179	477
Amortissement (note 6)	1 396	1 152
Perte sur cessions ou réductions de valeur d'immobilisations	–	4
	(2 814)	925
Variation nette des éléments hors trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Débiteurs	2 482	(1 698)
Stocks	(4 416)	(2 924)
Indemnités de cessation d'emploi (note 8)	(95)	(252)
Créditeurs	(615)	(604)
Revenus reportés	(386)	(1 272)
Salaires et vacances à payer	808	983
Ressources financières nettes fournies par les activités d'exploitation	(5 036)	(4 842)
Activités d'investissement		
Achat d'immobilisations	(2 804)	(3 788)
Produits sur cessions d'immobilisations	2	–
Ressources financières nettes employées par les activités d'investissement	(2 802)	(3 788)
Ressources financières nettes fournies et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(7 838)	(8 630)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice	11 858	20 488
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice (note 10)	4 020	11 858

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable CORCAN – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2020

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable de CORCAN (« CORCAN » ou le « Fonds ») est un organisme de service spécial du Service correctionnel du Canada (« SCC ») qui est financé au moyen d'un fonds renouvelable. CORCAN a été créé en vertu de la *Loi de crédits no 4 de 1991-1992* qui autorisait l'exploitation du Fonds à compter du 1er avril 1992 selon les modalités établies par le Conseil du Trésor du Canada (le « Conseil du Trésor »). L'objectif de CORCAN est de favoriser la réinsertion sociale en toute sécurité des délinquants dans la société canadienne en fournissant des occasions d'emploi et de formation aux délinquants incarcérés dans les établissements correctionnels fédéraux et, pour de courtes périodes de temps, aux délinquants remis en liberté dans la collectivité. Une autorisation permanente continue du Parlement autorise le Fonds à effectuer des paiements à partir du Trésor pour subvenir aux besoins du fonds de roulement, d'acquisitions d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, jusqu'à concurrence d'un montant global accumulé de 5 000 000 \$. Un montant de 15 218 000 \$ a été imputé à l'égard de cette autorisation et représente l'actif net pris en charge par le Fonds au début de son exploitation en date du 1er avril 1992. Le Fonds est une entité non imposable.

2. Principales méthodes comptables

a) Règles comptables

Les présents états financiers ont été préparés conformément aux principales méthodes comptables suivantes afin de respecter les exigences de présentation du receveur général du Canada pour les fonds renouvelables. Le référentiel comptable utilisé dans la préparation des états financiers diffère des normes comptables canadiennes pour le secteur public en ce qui a trait aux éléments suivants :

- les charges budgétées ne sont pas présentées à l'état des résultats;
- l'indicateur de la dette nette et l'état de la variation de la dette nette ne sont pas présentés dans les états financiers;
- le passif au titre des indemnités de cessation d'emploi est fondé sur l'évaluation actuarielle faite pour l'ensemble du gouvernement fournie à la direction par le Conseil du Trésor;
- aucun passif n'a été constaté pour les congés de maladie;
- le financement des immobilisations reçu du Conseil du Trésor lors de l'établissement du Fonds est présenté comme capital d'apport;
- les services obtenus sans frais d'autres ministères gouvernementaux ne sont pas comptabilisés comme des charges

b) Constatation des revenus et des charges

À l'exception des éléments décrits ci-dessous, le Fonds comptabilise ses revenus lorsqu'il existe une preuve convaincante de l'existence d'un accord final, que la livraison a eu lieu et que les services ont été rendus, que le prix de vente est déterminé ou déterminable et que la possibilité de recouvrement est raisonnablement assurée.

Les revenus sont comptabilisés dans la période au cours de laquelle l'opération ou l'événement sous-jacent a eu lieu. Les revenus reçus, mais non réalisés sont inscrits comme revenus reportés.

La méthode de l'avancement des travaux est utilisée pour comptabiliser les contrats de construction. La détermination du degré d'avancement des travaux se fait en comparant les coûts directs engagés jusqu'à présent et les coûts directs totaux prévus pour l'ensemble du contrat. L'effet des changements relatifs au revenu total prévu pour chaque contrat est comptabilisé dans la période au cours de laquelle la détermination a eu lieu et les pertes, le cas échéant, sont comptabilisées en entier lorsque prévues. Les charges sont comptabilisées dans la période au cours de laquelle elles sont engagées. Les indemnités de vacances et de congés compensatoires sont passées en charges au fur et à mesure que les prestations sont constituées pour les employés selon leurs conditions d'emploi respectives.

c) Liquidités nettes fournies par le gouvernement

CORCAN exerce ses activités dans le cadre du Trésor, qui est administré par le receveur général du Canada. Toutes les liquidités reçues par CORCAN sont déposées dans le Trésor. Les liquidités nettes fournies par le gouvernement fédéral représentent la différence entre tous les encaissements et tous les décaissements, y compris les opérations entre les ministères du gouvernement fédéral.

Fonds renouvelable CORCAN – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2020 – suite

d) Débiteurs

Les débiteurs sont comptabilisés au montant qui devrait être réalisé ultimement; une provision est constituée pour les créances dont le recouvrement est considéré comme incertain.

e) Stocks

Les matières premières, les produits finis et les travaux en cours sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le Fonds fait des provisions pour stocks périmés pour chacun des sites.

f) Immobilisations

Les immobilisations ayant un coût initial de 10 000 \$ ou plus sont comptabilisées au coût et sont amorties selon la méthode linéaire à partir du mois suivant leur mise en service sur la durée de leur vie utile estimative selon les durées suivantes :

Matériel	10 ans
Améliorations locatives	Durée du bail
Parc de véhicules	5 ans
Autres	3 ans

g) Régime de retraite

Les employés du Fonds participent au Régime de pension de retraite de la fonction publique (« le Régime ») administré par le gouvernement du Canada. En vertu de la législation actuelle, les cotisations versées au Régime par le Fonds sont limitées à un montant égal aux cotisations versées par les employés au cours de l'exercice. Ces cotisations représentent les obligations de pension totales du Fonds et sont imputées aux opérations sur une base courante. Le Fonds n'est pas tenu, en vertu de la législation actuelle, de verser des cotisations pour pallier aux insuffisances du Compte de pension de retraite de la fonction publique ni de prendre en charge les montants imputés au Trésor relativement aux paiements d'indexation en vertu de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*.

h) Indemnités de cessation d'emploi

Les employés de CORCAN, tel qu'il est stipulé dans leur convention collective, ont droit à des indemnités de cessation d'emploi établies conformément aux dispositions des conventions collectives et des conditions d'emploi. Les indemnités des employés sont constatées lorsque les employés rendent les services qui y donnent droit. Les obligations au titre des indemnités acquises par les employés sont calculées en utilisant l'information issue des résultats des passifs établis par calculs actuariels au titre des indemnités de cessation d'emploi des employés pour le gouvernement dans son ensemble.

i) Congés de maladie

Les employés ont le droit d'accumuler les congés de maladie non utilisés. Les congés accumulés ne peuvent toutefois être utilisés qu'en cas de maladie. Conformément à la pratique gouvernementale courante, les congés de maladie accumulés par un employé au moment de sa cessation d'emploi ne lui seront pas payés. Ainsi, aucun montant n'a été comptabilisé à cet égard dans les états financiers.

j) Instruments financiers

Sauf indication contraire, la juste valeur des instruments financiers se rapproche de leur coût. Les instruments financiers du Fonds sont composés des débiteurs et des créditeurs. La direction est d'avis que ces instruments financiers n'exposent pas le Fonds aux risques de taux d'intérêt, de change ou de crédit de façon importante.

k) Incertitude relative à la mesure

La préparation des états financiers conformément aux méthodes comptables du Conseil du Trésor du Canada, exige que la direction fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants constatés des actifs, des passifs, des revenus et des charges présentés dans les états financiers. Au moment de la préparation des présents états financiers, la direction considère que les estimations et les hypothèses utilisées sont raisonnables. Les principaux éléments pour lesquels des estimations sont faites sont le passif pour les indemnités de cessation d'emploi et la durée de vie utile des immobilisations. Les résultats réels pourraient différer considérablement des estimations. Les estimations de la direction sont examinées périodiquement et, à mesure que les rajustements deviennent nécessaires, ceux-ci sont comptabilisés dans les états financiers de l'exercice au cours duquel ils surviennent.

Fonds renouvelable CORCAN – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2020 – suite

3. Opérations entre apparentés

En vertu du principe de propriété commune, CORCAN est apparenté à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. CORCAN conclut des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités et selon des modalités commerciales normales.

Au cours de l'exercice, le SCC, l'organisme parrain de CORCAN, permet et continuera de permettre à CORCAN d'utiliser l'infrastructure existante, y compris les immeubles et les ateliers et d'en assurer l'entretien, les systèmes financiers, les services de ressources humaines et les services financiers corporatifs. Le coût de ces services n'est pas passé en charge dans l'état des résultats et de l'actif net de CORCAN.

Les frais d'activités correctionnelles et de formation fournis par le SCC visent à compenser les coûts liés aux formations professionnelles, aux services d'emploi pour les délinquants dans les établissements et la collectivité, à la gestion de politiques et de programmes et au financement de nouvelles initiatives ainsi que les coûts des salaires et les frais d'exploitation que CORCAN ne peut pas recouvrer grâce à la vente de biens et de services à cause du contexte correctionnel dans lequel il fonctionne.

Le gouvernement du Canada a structuré certaines de ses activités administratives de manière à optimiser l'efficacité et la rentabilité de sorte qu'un seul ministère gère sans frais certaines activités au nom de tous. Le coût de ces services, qui comprennent les services de paye et d'émission des chèques offerts par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, les services de soutien de télécommunications, les technologies de l'information, les ordinateurs et d'autres services offerts par Services partagés Canada et les services juridiques offerts par Justice Canada, n'est pas passé en charge dans l'état des résultats et de l'actif net de CORCAN.

CORCAN a conclu les opérations suivantes avec le SCC et d'autres ministères fédéraux:

	2020	2019
	(en milliers de dollars)	
Service correctionnel Canada		
Revenus d'exploitation.....	28 265	26 122
Formation, services correctionnels et autres frais.....	35 616	31 291
Autres ministères fédéraux		
Revenus d'exploitation.....	46 790	51 451
Total.....	110 671	108 864

Les comptes débiteurs et créditeurs des parties apparentées sont présentés dans les notes 4 et 7, respectivement.

4. Débiteurs

Les débiteurs comprennent les éléments suivants :

	2020	2019
	(en milliers de dollars)	
Gouvernement du Canada.....	2 736	4 945
Tiers.....	3 969	4 220
Sous-total.....	6 705	9 165
Provision pour créances douteuses.....	(282)	(260)
Total.....	6 423	8 905

5. Stocks

Les stocks comprennent les éléments suivants :

	2020	2019
	(en milliers de dollars)	
Matières premières.....	9 088	8 180
Travaux en cours.....	682	479
Produits finis.....	10 451	6 822
Sous-total.....	20 221	15 481
Provision pour stocks périmés.....	(1 129)	(805)
Total.....	19 092	14 676

Fonds renouvelable CORCAN – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2020 – suite

6. Immobilisations

Les immobilisations comprennent les éléments suivants :

Coût	Solde d'ouverture	Acquisitions	Cessions et radiations	Solde de clôture
(en milliers de dollars)				
Matériel	28 862	1 596	978	29 480
Améliorations locatives.....	1 343	–	–	1 343
Parc de véhicules	6 317	1 195	202	7 310
Autres	114	39	23	130
Total.....	36 636	2 830	1 203	38 263
(en milliers de dollars)				
Amortissement cumulé	Solde d'ouverture	Amortissement	Cessions et radiations	Solde de clôture
(en milliers de dollars)				
Matériel	25 527	797	978	25 346
Améliorations locatives.....	1 342	–	–	1 342
Parc de véhicules	2 815	592	202	3 205
Autres	114	7	23	98
Total.....	29 798	1 396	1 203	29 991
(en milliers de dollars)				
Valeur comptable nette			2020	2019
(en milliers de dollars)				
Matériel			4 134	3 335
Améliorations locatives.....			1	1
Parc de véhicules			4 105	3 502
Autres			32	–
Total.....			8 272	6 838

7. Crédoiteurs

Les crédoiteurs comprennent les éléments suivants :

	2020	2019
(en milliers de dollars)		
Gouvernement du Canada.....	4 509	1 418
Tiers.....	7 643	11 349
Total.....	12 152	12 767

Fonds renouvelable CORCAN – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2020 – suite

8. Avantages sociaux futurs

Prestations de retraite

Les employés de CORCAN participent au Régime de retraite de la fonction publique (« RRFP »), dont le gouvernement du Canada est le promoteur et l'administrateur. Les prestations de retraite s'accumulent sur une période maximale de 35 ans au taux de 2 % par année de service ouvrant droit à pension, multiplié par la moyenne du salaire des cinq meilleures années consécutives. Les prestations sont intégrées aux prestations du Régime de pensions du Canada et du Régime des rentes du Québec et sont indexées à l'inflation.

Tant les employés que CORCAN versent des cotisations couvrant le coût du régime. Depuis janvier 2013, d'importants changements, tels qu'instaurés dans la *Loi de 2012 sur l'emploi et la croissance*, ont été apportés à la *Loi sur la pension de la Fonction publique* (la loi qui gouverne le RRFP), comme suit :

- les taux de cotisation de tous les participants présents et futurs du RRFP ont été haussés à compter de janvier 2013 dans le but d'atteindre, au fil du temps, un ratio de partage des coûts employeur-employé plus équilibré, soit de 50/50;
- l'âge auquel un nouvel employé, qui a commencé à participer au régime de retraite de la fonction publique à compter du 1er janvier 2013 peut recevoir des prestations de retraite non réduites est passé de 60 à 65 ans.

La responsabilité de CORCAN relative au régime de retraite se limite aux cotisations qu'il a versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, celui-ci étant le promoteur du régime.

Indemnités de cessation d'emploi

À la suite de la ratification de nouvelles conventions collectives, les employés syndiqués de l'administration publique centrale ont accepté l'élimination de l'indemnité liée à un départ volontaire, notamment pour motifs de retraite ou de démission. Le Conseil du Trésor a, par la suite, éliminé l'indemnité liée à un départ volontaire pour les cadres ainsi que les employés non représentés. Au 31 mars 2014, aucun employé de CORCAN n'avait une convention collective où l'indemnité de départ n'avait pas été éliminée.

Les indemnités de cessation d'emploi se répartissaient comme suit au 31 mars :

	2020	2019
	(en milliers de dollars)	
Obligation au titre des prestations constituées au début de l'exercice	1 389	1 164
Indemnités de cessation d'emploi	179	477
Indemnités versées pendant l'exercice	(95)	(252)
Obligation au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	1 473	1 389

9. Obligations contractuelles

CORCAN s'est engagé à verser en vertu des modalités de contrats de location un montant total de 1 404 346 \$. Ces engagements sont liés à l'entrepôt de Kingston, au bail des installations de l'Initiative d'emploi pour les délinquants autochtones (IEDA) à Edmonton et Saskatoon et au bail de locaux à bureaux.

Pour les exercices futurs, les paiements annuels sont estimés comme suit :

	(en milliers de dollars)
2021	3 049
2022	1 556
2023	1 475
2024 et exercices ultérieurs	369
Total	6 449

Fonds renouvelable CORCAN – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2020 – suite

10. Actif net

L'actif net comprend les éléments suivants :

	2020	2019
	(en milliers de dollars)	
Capital d'apport.....	30 542	30 542
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(4 020)	(11 858)
Déficit accumulé.....	(14 510)	(10 197)
Autres	28	76
Actif net à la fin de l'exercice.....	12 040	8 563

Le capital d'apport représente la valeur des immobilisations financées au moyen du capital d'apport à l'établissement du Fonds.

L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds représente le montant de l'autorisation permanente fournie (utilisée) depuis l'établissement du Fonds.

Le déficit accumulé est le résultat de l'accumulation des surplus (pertes) de chaque année d'exploitation.

11. Information sectorielle

L'information sectorielle comprend les éléments suivants :

Exercice clos le 31 mars 2020	Fabrication	Construction	Textile	Services	Agroindustrie	Autres	Total
	(en milliers de dollars)						
Revenus	46 210	19 395	9 485	4 831	229	–	80 150
Coût des marchandises vendues	45 594	24 083	11 259	6 217	1 253	–	88 406
Marge brute.....	616	(4 688)	(1 774)	(1 386)	(1 024)	–	(8 256)
Actifs identifiables							
Débiteurs	1 398	1 156	532	922	11	2 404	6 423
Stocks.....	14 121	517	4 027	358	69	–	19 092
Immobilisations nettes.....	3 031	2 539	209	155	1 739	599	8 272
Amortissement des immobilisations	616	360	83	67	142	128	1 396
Exercice clos le 31 mars 2019							
	Fabrication	Construction	Textile	Services	Agroindustrie	Autres	Total
	(en milliers de dollars)						
Revenus	48 753	19 334	10 326	5 665	–	–	84 078
Coût des marchandises vendues	47 687	22 167	11 675	6 374	716	–	88 619
Marge brute.....	1 066	(2 833)	(1 349)	(709)	(716)	–	(4 541)
Actifs identifiables							
Débiteurs	3 015	2 608	342	1 096	9	1 835	8 905
Stocks.....	10 357	–	3 802	448	69	–	14 676
Immobilisations nettes.....	1 974	2 110	295	229	1 709	521	6 838
Amortissement des immobilisations	691	190	68	79	20	104	1 152

Fonds renouvelable CORCAN – fin

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2020 – fin

12. Charges

Le tableau suivant fournit le détail des charges de l'administration centrale et régionale, des programmes d'emploi et d'employabilité et des ventes et commercialisation par catégorie :

	2020	2019
	(en milliers de dollars)	
Salaires	14 988	13 863
Avantages sociaux	3 339	3 068
Services professionnels et spéciaux.....	10 060	7 091
Locations	1 761	1 546
Transport et télécommunications	496	807
Services publics, fournitures et approvisionnement.....	567	627
Autres dépenses	426	356
Achat de services de réparation et d'entretien.....	198	219
Information	64	20
Total.....	31 899	27 597

13. Éventualités

Dans le cours normal de ses activités, CORCAN fait l'objet de différentes réclamations ou poursuites judiciaires. Selon la direction, il n'existait aucune réclamation significative au 31 mars 2020.

14. Événements postérieurs à la date du bilan

Après la date du bilan, l'épidémie de maladie à coronavirus [« COVID-19 »] a amené les gouvernements à l'échelle mondiale à adopter des mesures d'urgence visant à contrer la propagation du virus. Ces mesures, notamment les interdictions de voyage, les périodes de quarantaine volontaire et la distanciation sociale, ont fortement perturbé les entreprises partout dans le monde, provoquant un ralentissement économique. La durée et l'incidence de l'éclosion de la COVID-19 demeurent inconnues, tout comme l'efficacité des interventions monétaires et fiscales des gouvernements et de la banque centrale qui visent à stabiliser la conjoncture économique. Par conséquent, il est impossible d'estimer de façon fiable l'ampleur et la gravité des événements, ni leur incidence sur la situation et les résultats financiers du Fonds pour les périodes futures.

Fonds renouvelable de Géomatique Canada

Déclaration de responsabilité de la direction

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de Géomatique Canada tels qu'exigés par et selon la *Directive sur l'imputation du Conseil du Trésor et les autorisations financières spéciales* et les exigences de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés par la gestion du Fonds conformément aux principales conventions comptables établies et énoncées à la Note 2 des états financiers, sur une base consistante à celle de l'exercice précédent.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers incombe à la gestion du Fonds. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures prévisions et jugement de la gestion, tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, le Fonds maintient une série de comptes qui représentent un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds et bénéficie également de conseils judicieux que lui apporte le personnel comptable du Secteur de la gestion et des services intégrés (SGSI). À moins d'avis contraire, l'information financière soumise pour la préparation des *Comptes publics du Canada* et sont incluse dans le Rapport sur les résultats ministériels concorde avec les états financiers ci-joints.

Le SGSI développe et propage les conventions de comptabilité et de gestion financière et émet des directives particulières conformes aux normes dans ces domaines. Les opérations sont exécutées selon des règlements prescrits, dans les limites des autorisations parlementaires, et sont enregistrées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif du Fonds. Les systèmes de gestion financière et de contrôle interne sont maintenus à un coût raisonnable et sont appuyés par les programmes de vérification interne. La gestion recherche aussi l'objectivité et l'intégrité des données de ses états financiers par la formation et le perfectionnement d'un personnel qualifié, par l'établissement de dispositions organisationnelles permettant un juste partage des responsabilités et par le maintien de programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et autorisations seront compris dans toute l'organisation.

Afin d'assurer le maximum d'objectivité et d'éliminer les préjudices, les renseignements que renferment ces états financiers ont été vérifiés par un vérificateur externe, dont le rôle est d'exprimer une opinion indépendante sur le fait que les états financiers du Fonds, pris dans leur ensemble, présentent fidèlement la situation financière et les opérations du Fonds selon les principales conventions comptables établies. Ce jugement est fondé sur les procédures décrites dans l'opinion du vérificateur qui est jointe aux états financiers.

Approuvée par :

Directrice principale des finances adjointe
Secteur de la gestion et des services intégrés
Grace Chenette, CPA, CMA

Sous-ministre adjointe et Dirigeante principale des finances
Secteur de la gestion et des services intégrés
Linda Hurdle CPA, CA

Le 25 juin 2020
Ottawa, Canada

Fonds renouvelable de Géomatique Canada – suite

État de l'autorisation fournie (employée) (non audité) pour l'exercice clos le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2020		2019	
	Prévisions ¹	Chiffres réels	Prévisions ¹	Chiffres réels (redressé - note 3)
Résultats nets	100	(132)	100	(904)
Éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds	–	–	–	–
Fonds provenant de l'exploitation	100	(132)	100	(904)
Éléments nécessitant l'utilisation de fonds				
Autres éléments nets d'actifs (passifs)	–	131	–	(647)
Autorisation fournie (employée)	100	(1)	100	(1 551)

¹ Les chiffres de la colonne « Prévisions » pour l'exercice en cours et précédent proviennent, lorsque disponibles, du budget des dépenses de l'exercice en cours, Partie II – Budget principal des dépenses.

Rapprochement de l'autorisation non employée (non audité) au 31 mars 2020

(en milliers de dollars)

	2020	2019 (redressé - note 3)
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	1 692	1 989
Imputation des créditeurs à la fin de l'exercice sur le compte du crédit après le 31 mars	(519)	(719)
Autorisation nette fournie, à la fin de l'exercice	1 173	1 270
Limite de l'autorisation	5 000	5 000
Autorisation non employée reportée	6 173	6 270

Fonds renouvelable de Géomatique Canada – suite

Rapport de l'auditeur indépendant

À la sous-ministre adjointe, Secteur de la gestion et des services intégrés, et dirigeante principale des finances, Ressources naturelles Canada

Notre opinion

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Fonds renouvelable de Géomatique Canada (le « Fonds renouvelable ») au 31 mars 2020 ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément à la section 1 des instructions du receveur général relatives au Volume III des *Comptes publics du Canada*.

Notre audit

Nous avons effectué l'audit des états financiers du Fonds renouvelable, qui comprennent :

- l'état de la situation financière au 31 mars 2020
- l'état des résultats et du passif net pour l'exercice clos à cette date;
- l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date;
- les notes annexes, qui comprennent un résumé des principales méthodes comptables.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers de notre rapport.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Indépendance

Nous sommes indépendants du Fonds renouvelable conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Observations – référentiel comptable et restriction à l'utilisation

Nous attirons l'attention sur la note 2 des états financiers, qui décrit le référentiel comptable appliqué. Les états financiers ont été préparés dans le but d'aider le Fonds renouvelable à répondre aux exigences de la section 1 des instructions du receveur général relatives aux *Comptes publics du Canada*. En conséquence, il est possible que les états financiers ne puissent se prêter à un usage autre. Notre rapport est destiné uniquement à la direction du Fonds renouvelable et ne devrait pas être utilisé par d'autres parties que le Fonds renouvelable, Ressources naturelles Canada, le Conseil du Trésor du Canada et le receveur général du Canada. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément à la section 1 des instructions du receveur général du Canada relatives aux *Comptes publics du Canada* ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du Fonds renouvelable à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le Fonds renouvelable ou de cesser son activité, ou s'il n'a aucune autre solution réaliste que de le faire.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du Fonds renouvelable.

Fonds renouvelable de Géomatique Canada – suite

Rapport de l'auditeur indépendant – fin

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur indépendant contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long du processus. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Fonds renouvelable;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Fonds renouvelable à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le Fonds renouvelable à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance, entre autres informations, l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

PricewaterhouseCoopers s r l / s e n c r l
Comptables professionnels agréés,
Experts-comptables autorisés

Ottawa, Ontario
Le 26 juin 2020

Fonds renouvelable de Géomatique Canada – suite

État de la situation financière au 31 mars

(en milliers de dollars)

	2020	2019 (redressé - note 3)
Actif		
Actifs financiers		
Débiteurs (note 4).....	61	86
Stocks	48	49
	109	135
Actifs non financiers		
Charges payées d'avance	19	18
Immobilisations corporelles (note 5)	503	609
	631	762
Passifs et passif net		
Passifs		
Créditeurs et charges à payer (note 6).....	497	815
Indemnités de vacances	131	77
Revenus reportés	34	66
	662	958
Passif net (note 7)	(31)	(196)
	631	762
Droits contractuels (note 8)		
Passifs éventuels (note 9)		
Obligations contractuelles (note 10)		

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Approuvé par :

Frank Des Rosiers
Sous-ministre adjoint
Secteur de la politique stratégique et innovation

Le 25 juin 2020

Fonds renouvelable de Géomatique Canada – suite

État des résultats et du passif net pour l'exercice clos le 31 mars 2020

(en milliers de dollars)

	2020	2019 (redressé - note 3)
Revenus		
Services	5 104	5 422
Produits	384	415
	5 488	5 837
Charges		
Services professionnels et spéciaux	2 742	3 680
Salaires et avantages sociaux	1 768	1 347
Services du ministère et du secteur	406	481
Location	377	440
Amortissement des immobilisations corporelles	156	35
Services publics, fournitures et approvisionnements	103	690
Réparations et entretien	47	25
Transport et communications	11	25
Autres charges	10	18
	5 620	6 741
Résultats nets	(132)	(904)
Passif net, au début de l'exercice	(196)	(959)
Ressources financières nettes employées et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	297	1 667
Passif net, à la fin de l'exercice	(31)	(196)

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

État des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 mars 2020

(en milliers de dollars)

	2020	2019 (redressé - note 3)
Activités de fonctionnement		
Résultats nets	(132)	(904)
Éléments n'utilisant pas des fonds		
Amortissement des immobilisations corporelles	156	35
	24	(869)
Variation de l'état de la situation financière		
Diminution (augmentation) des débiteurs	25	(64)
Diminution des stocks	1	2
Diminution (augmentation) des charges payées d'avance	(1)	63
Diminution des créiteurs et charges à payer	(318)	(209)
Augmentation (diminution) des indemnités de vacances	54	(7)
Diminution des revenus reportés	(32)	(75)
Ressources financières nettes employées par les activités de fonctionnement	(247)	(1,159)
Activités d'investissement en immobilisations		
Acquisitions d'immobilisations corporelles	50	508
	50	508
Ressources financières nettes fournies employées et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	(297)	(1 667)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice	1 989	3 656
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice	1 692	1 989

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

Fonds renouvelable de Géomatique Canada – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2020

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable de Géomatique Canada (le « Fonds ») a été établi en vertu de la *Loi de crédits n° 3 de 1993-1994* sous le nom de « Fonds renouvelable pour le secteur des levés, de la cartographie et de la télédétection » et certaines conditions étaient rattachées à l'autorisation. Le but du Fonds était de transférer les coûts liés à la production de biens et à l'offre de services des contribuables vers les utilisateurs qui bénéficient directement de ces biens et services. Par la suite, le 8 décembre 1994, le Fonds renouvelable pour le secteur des levés, de la cartographie et de la télédétection était renommé « Fonds renouvelable de Géomatique Canada ». Après avoir satisfait aux conditions spécifiques, l'autorisation permanente de maintenir le Fonds a été obtenue du Conseil du Trésor du Canada le 9 février 1995.

Le Fonds dispose d'une autorisation permanente conférée par le Parlement pour effectuer des paiements à même le Trésor pour le fonds de roulement, l'acquisition d'immobilisations et le financement temporaire des déficits d'exploitation accumulés, le total ne devant jamais dépasser 5 000 000 \$.

Le mandat du Fonds est d'engendrer des produits, des services et de l'expertise en géomatique qui peuvent être exploités à des fins commerciales. Les activités génératrices de recettes se servent ensuite de ces travaux pour produire des services et des produits commercialisables pour des clients particuliers du gouvernement fédéral, de l'industrie canadienne, du public canadien, des provinces, des territoires et d'autres pays.

2. Principales méthodes comptables

a) Référentiel comptable

Les états financiers ont été préparés conformément aux exigences de présentation de l'information du receveur général du Canada pour les fonds renouvelables. Les règles comptables utilisées pour l'établissement des présents états financiers diffèrent des principes comptables généralement reconnus du Canada pour le secteur public comme suit :

- l'indicateur de la dette nette et l'état de la variation de la dette nette ne sont pas présentés dans les états financiers;
- les charges sont comptabilisées par type dans l'état des résultats et du passif net et non par fonction ou par grand programme;
- les montants prévus au budget pour les charges ne sont pas présentés dans l'état des résultats et du passif net;
- les services obtenus sans frais d'autres ministères gouvernementaux ne sont pas comptabilisés comme une charge et;
- aucun passif n'a été constaté pour les congés de maladie.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

b) Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers exige que la direction formule des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur les actifs et les passifs déclarés à la date des états financiers et sur le montant des produits et des charges déclarés durant la période. Les estimations les plus importantes utilisées dans la préparation des états financiers comprennent le montant de certaines charges à payer et la durée de vie utile estimative des immobilisations. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Ces estimations font l'objet d'une révision annuelle et si des ajustements sont nécessaires, ils sont inscrits aux états financiers au cours de la période pendant laquelle ils deviennent connus.

c) Revenus

Les revenus sont constatés lorsque les produits sont vendus et les services rendus. Les revenus de location sont comptabilisés sur la durée du bail ou de l'utilisation de la propriété.

d) Charges

À moins d'indication contraire, les charges sont constatées au cours de la période durant laquelle elles sont engagées. Les frais de services internes de Ressources naturelles Canada engagés au nom du Fonds sont constatés dans les présents états financiers en tant que coûts des services du ministère et du secteur.

Fonds renouvelable de Géomatique Canada – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2020 – suite

e) Débiteurs

Les débiteurs sont comptabilisés au montant qui devrait être réalisé ultimement; une provision est constituée pour les créances dont le recouvrement est considéré comme incertain.

f) Stocks

Les cartes sont évaluées au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré de chaque titre.

g) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles acquises par le Fonds depuis le 1er avril 1994 sont comptabilisées au coût. Les immobilisations corporelles sont amorties selon la méthode linéaire en fonction de leur durée probable d'utilisation dès le mois suivant leur acquisition. La durée probable d'utilisation des immobilisations est comme suit :

Machines et matériel	5 à 10 ans
Matériel informatique	4 ans
Logiciels informatiques	4 ans
Autre équipement	10 ans
Véhicules	5 à 7 ans

h) Régime de retraite

Les employés de Ressources Naturelles Canada dont les salaires et les autres avantages sociaux sont payés par le Fonds sont soumis à la *Loi sur la pension de la fonction publique* et à la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*. La participation du gouvernement du Canada au coût du régime est comprise dans le montant imputé au Fonds à titre d'avantages sociaux. Le paiement de la pension est pris à même le compte de pension de retraite de la fonction publique et le compte de prestations de retraite supplémentaires. Le Fonds n'est pas tenu, dans le cadre de la loi actuelle, de verser des contributions pour pallier les insuffisances actuarielles du Compte de pension de retraite de la fonction publique ni les frais au Trésor pour les paiements d'indexation en vertu de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*.

i) Indemnités de vacances

Les indemnités de vacances sont passées en charges au fur et à mesure que les prestations sont constituées pour les employés selon leurs conditions d'emploi respectives.

j) Congés de maladie

Les employés peuvent accumuler les congés de maladie non utilisés. Toutefois, ces congés ne peuvent être utilisés qu'en cas de maladie et ne sont pas rémunérés autrement. Le paiement des indemnités de congés de maladie est passé en charges à mesure qu'il est effectué et aucun montant n'a été comptabilisé dans les présents états financiers.

Fonds renouvelable de Géomatique Canada – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2020 – suite

3. Modification de méthode comptable

À compter du 1er avril 2019, le seuil de capitalisation du Fonds pour les immobilisations corporelles est passé de 1 000 \$ à 10 000 \$. Cette modification a été apportée afin d'harmoniser le seuil de capitalisation du Fonds avec celui de Ressources naturelles Canada, un ministère du gouvernement fédéral. Ce changement de convention comptable a été appliqué rétroactivement avec retraitement des chiffres des exercices antérieurs.

L'impact de cette modification de méthode comptable sur les chiffres des exercices antérieurs est le suivant :

	31 mars 2019, (tel que présenté auparavant)	Ajustements en raison de la modification de convention	31 mars 2019, (redressé)
(en milliers de dollars)			
État de la situation financière			
Immobilisations corporelles	800	(191)	609
Passif net.....	(5)	(191)	(196)
État des résultats et du passif net.....			
Amortissement des immobilisations corporelles	63	(28)	35
Services publics, fournitures et approvisionnements	568	122	690
Passif net au début de l'exercice	(862)	(97)	(959)
Résultats nets	(810)	(94)	(904)
Passif net à la clôture de l'exercice	(5)	(191)	(196)
État des flux de trésorerie.....			
Résultats nets	(810)	(94)	(904)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(630)	122	(508)
Amortissement des immobilisations corporelles	63	(28)	35
Imputation nette accumulée au titre de l'autorisation du Fonds à l'ouverture de l'exercice.....	3 559	97	3 656

4. Débiteurs

	2020	2019
(en milliers de dollars)		
Autres ministères et organismes gouvernementaux.....	32	52
Tiers.....	30	35
	62	87
Provision pour créances douteuses pour les débiteurs avec des tierces parties	(1)	(1)
	61	86

Fonds renouvelable de Géomatique Canada – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2020 – suite

5. Immobilisations corporelles

	Solde au début de l'exercice (redressé – note 3)	Acquisitions	Solde à la fin de l'exercice
(en milliers de dollars)			
Coût			
Machines et matériel	47	50	97
Matériel informatique	385	–	385
Logiciels informatiques.....	144	–	144
Autre équipement.....	38	–	38
Véhicules	31	–	31
	645	50	695
	Solde au début de l'exercice (redressé – note 3)	Amortissement	Solde à la fin de l'exercice
(en milliers de dollars)			
Amortissement cumulé			
Machines et matériel	9	16	25
Matériel informatique	19	96	115
Logiciels informatiques.....	–	36	36
Autre équipement.....	4	4	8
Véhicules	4	4	8
	36	156	192
	2020	2019 (redressé - note 3)	
(en milliers de dollars)			
Valeur comptable nette			
Machines et matériel	72	38	
Matériel informatique	270	366	
Logiciels informatiques.....	108	144	
Autre équipement.....	30	34	
Véhicules	23	27	
	503	609	

6. Crédoiteurs et charges à payer

	2020	2019
(en milliers de dollars)		
Autres ministères et organismes gouvernementaux.....	332	254
Tiers.....	165	561
	497	815

Fonds renouvelable de Géomatique Canada – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2020 – suite

7. Passif net

L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds est le montant de l'autorisation permanente utilisé depuis la création du Fonds.

Le surplus accumulé est une accumulation des surplus et des déficits de chacun des exercices financiers, incluant la prise en charge de l'actif net au moment de l'établissement du Fonds.

Les apports de capital représentent la valeur des immobilisations corporelles financée par des contributions en capital lors de la création du Fonds.

	2020	2019 (redressé - note 3)
	(en milliers de dollars)	
Capital d'apport	1 438	1 438
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds.....	(1 692)	(1 989)
Transfert des paiements de transition pour la mise en œuvre des paiements de salaires en arrérages.....	(20)	(20)
Surplus cumulé.....	243	375
Passif net.....	(31)	(196)

8. Droits contractuels

Les activités du Fonds comprennent parfois la négociation de contrats ou d'ententes avec des parties externes ou autres ministères et organismes du gouvernement fédéral résultant du droit à des actifs ainsi qu'à des revenus futurs pour le Fonds. Ils comprennent principalement des droits contractuels pour des services à rendre. Voici les droits contractuels significatifs qui généreront des revenus dans les années futures pour lesquelles une estimation raisonnable peut être faite :

	(en milliers de dollars)
2021	872
2022	767
2023	641
2024	643
2025 et pour les exercices ultérieures.....	1 073
	3,996

9. Passifs éventuels

Dans le cours normal de ses activités, le Fonds peut être impliqué dans diverses procédures judiciaires. Certaines de ces procédures peuvent occasionner des obligations réelles selon que certains événements futurs se produisent ou non. Dans la mesure où l'événement futur risque de se produire ou non et si l'on peut établir une estimation raisonnable de la perte, on comptabilise un passif estimatif et une charge est inscrite dans les états financiers. Aucune réclamation à l'égard du Fonds n'est en cours au 31 mars 2020.

Fonds renouvelable de Géomatique Canada – fin

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2020 – fin

10. Obligations contractuelles

De par leur nature, les activités du Fonds peuvent donner lieu à des contrats et à des obligations en vertu desquels le Fonds sera tenu d'effectuer des paiements échelonnés sur plusieurs années pour mettre en œuvre son mandat ou pour l'acquisition de biens ou de services. Voici les principales obligations contractuelles pour lesquelles une estimation raisonnable peut être faite :

	(en milliers de dollars)
2021	1 026
2022	944
2023	241
2024	-
2025 et pour les exercices ultérieures	-
	<hr/>
	2,211
	<hr/>

11. Transactions entre apparentés

Puisque le Fonds fait partie intégrante du gouvernement du Canada, il est apparenté à tous les ministères, agences et sociétés d'État. Le Fonds conclut des transactions avec ces entités dans le cours normal des affaires et ces transactions sont inscrites à la valeur d'échange.

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada

Déclaration de responsabilité de la direction

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada (le « Fonds ») conformément aux exigences des Procédures liées au Volume III des *Comptes publics du Canada* du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés par la direction du Fonds selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et jugements de la direction compte tenu du principe d'importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, le Fonds maintient une série de comptes qui représentent un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers présentés dans les états ministériels et ailleurs dans les *Comptes publics du Canada* sont conformes aux renseignements apparaissant dans les états financiers.

La gestion des services financiers du Fonds élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect de normes de comptabilité et de gestion financière. Le Fonds maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ils sont conçus afin de fournir une assurance raisonnable que les opérations sont approuvées par le Parlement, exécutées selon les règlements applicables et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition des comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la gestion du Fonds. Le Fonds s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection attentive, la formation et le perfectionnement d'un personnel qualifié, par des structures organisationnelles permettant une répartition appropriée des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et les pouvoirs de la direction soient compris et appliqués dans l'ensemble de l'organisation.

À la demande du Fonds, les états financiers ont été examinés par un auditeur externe, dont le rôle consiste à exprimer une opinion indiquant si les états financiers donnent une image fidèle à la situation financière du Fonds au 31 mars 2020, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux principales conventions comptables énoncées à la note 2 des états financiers.

Approuvé par :

Présidente
Office de la propriété intellectuelle du Canada
Johanne Bélisle

Dirigeant principal des finances
Innovation, Sciences et Développement économique Canada
Douglas McConnachie

Gatineau, Canada
Le 10 juin 2020

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada – suite

État de l'autorisation employée (non audité) pour l'exercice terminé le 31 mars 2020

(en milliers de dollars)

	2020		2019	
	Prévisions ¹	Chiffres réels	Prévisions ¹	Chiffres réels
Résultats nets	(23 711)	(30 725)	(12 146)	(4 668)
Éléments n'affectant pas l'encaisse	3 988	6 868	845	882
Fonds employés de l'exploitation	(19 723)	(23 857)	(11 301)	(3 786)
Éléments affectant l'encaisse				
Acquisitions nettes d'immobilisations corporelles	(23 281)	(13 934)	(27 991)	(15 735)
Autres éléments nets d'actifs et de passifs.....	2 384	18 192	14 529	3 391
Autorisation employée	(40 620)	(19 599)	(24 763)	(16 130)

¹ Les chiffres de la colonne « Prévisions » pour l'exercice en cours et précédent proviennent, lorsque disponibles, du budget des dépenses de l'exercice en cours, Partie II – Budget principal des dépenses.

Rapprochement de l'autorisation non employée (non audité) au 31 mars 2020

(en milliers de dollars)

	2020	2019
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	124 846	139 728
Imputation des crédateurs sur le crédit à la fin de l'exercice.....	(12 818)	(13 934)
Créances affectées au crédit à la fin de l'exercice.....	2 515	1 366
Autres éléments	(4 778)	2 204
Autorisation nette fournie, à la fin de l'exercice.....	109 765	129 364
Limite de l'autorisation	5 000	5 000
Autorisation non employée reportée	114 765	134 364

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada – suite

Rapport de l'auditeur indépendant

Au sous-ministre, Innovation, Sciences et Développement économique Canada

Notre opinion

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada (le Fonds renouvelable OPIC) au 31 mars 2020, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément à la section 1 des instructions du receveur général relatives au volume III des *Comptes publics du Canada*.

Notre audit

Nous avons effectué l'audit des états financiers du Fonds renouvelable OPIC, qui comprennent :

- l'état de la situation financière au 31 mars 2020;
- l'état des résultats et du passif net pour l'exercice clos à cette date;
- l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date;
- les notes aux états financiers, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers de notre rapport.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Indépendance

Nous sommes indépendants du Fonds renouvelable OPIC conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Observations - Référentiel comptable et restriction à l'utilisation

Nous attirons l'attention sur la note 2 des états financiers qui décrit le référentiel comptable appliqué. Les états financiers ont été préparés dans le but d'aider le Fonds renouvelable OPIC à répondre aux exigences de la section 1 des instructions du receveur général du Canada relatives au volume III des *Comptes publics du Canada*. En conséquence, il est possible que les états financiers ne puissent se prêter à un usage autre. Notre rapport est destiné uniquement à la direction du Fonds renouvelable OPIC et ne doit pas être utilisé par d'autres parties que le Fonds renouvelable OPIC, Innovation, Sciences et Développement économique, le Conseil du Trésor du Canada et le receveur général du Canada. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément à la section 1 des instructions du receveur général du Canada relatives au volume III des *Comptes publics du Canada* ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du Fonds renouvelable OPIC à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le Fonds renouvelable OPIC ou de cesser son activité, ou s'il n'a aucune autre solution réaliste que de le faire.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du Fonds renouvelable OPIC.

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada – suite

Rapport de l'auditeur indépendant – fin

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur indépendant contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long du processus. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Fonds renouvelable OPIC;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Fonds renouvelable OPIC à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futures pourraient par ailleurs amener le Fonds renouvelable OPIC à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance, entre autres informations, l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

PricewaterhouseCoopers s r l / s e n c r l
Comptables professionnels agréés
Experts-comptables autorisés

Ottawa, Ontario
Le 12 juin 2020

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada – suite

État des résultats et du passif net pour l'exercice terminé le 31 mars 2020

(en milliers de dollars)

	2020	2019
Actif		
Actifs financiers		
Petite caisse.....	1	1
Débiteurs (note 3).....	3 815	2 504
Revenus non facturés.....	2 646	8 513
	6 462	11 018
Actifs non financiers		
Frais payés d'avance.....	634	581
Immobilisations corporelles (note 4).....	51 168	42 283
	58 264	53 882
Passifs		
Comptes de dépôts.....	4 326	3 780
Créditeurs et charges à payer (note 5).....	13 701	14 698
Indemnités de congé.....	6 417	4 588
Obligation pour indemnités de départ (note 6).....	2 584	2 595
Revenus reportés.....	87 473	68 615
	114 501	94 276
Passif net (note 7).....	(56 237)	(40 394)
	58 264	53 882

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada – suite

État des résultats et du passif net pour l'exercice terminé le 31 mars 2020

(en milliers de dollars)

	2020	2019
Revenus	150 604	156 079
Frais d'exploitation		
Salaires et avantages sociaux	121 778	108 924
Provision pour indemnités de départ.....	343	328
Services professionnels	39 868	36 203
Logement	7 332	7 348
Amortissement des immobilisations corporelles	4 364	627
Information	3 075	2 888
Matériels et fournitures.....	1 261	1 930
Entretien et réparations.....	803	911
Formation.....	695	790
Perte sur la disposition des immobilisations corporelles	685	–
Voyages	625	544
Fret et courrier.....	276	88
Location	169	133
Communications	55	33
	181 329	160 747
Résultats nets.....	(30 725)	(4 668)
Passif net, au début de l'exercice	(40 394)	(49 033)
Ressources financières nettes employées et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	14 882	13 307
Passif net, à la fin de l'exercice	(56 237)	(40 394)

Les notes afférentes font partie intégrante des présents états financiers.

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada – suite

État des flux de trésorerie pour l'exercice terminé le 31 mars 2020

(en milliers de dollars)

	2020	2019
Activités d'exploitation		
Résultats nets.....	(30 725)	(4 668)
Éléments n'affectant pas l'encaisse		
Amortissement des immobilisations corporelles	4 364	627
Perte sur la disposition des immobilisations corporelles	685	–
	(25 676)	(4 041)
Variation de l'état de la situation financière		
Diminution (augmentation) des débiteurs	(1 311)	104
Augmentation des frais payés d'avance	(53)	(128)
Diminution des revenus non facturés	5 867	68
Augmentation des comptes de dépôt.....	546	680
Augmentation (diminution) des créditeurs et charges à payer	(997)	1 731
Augmentation des indemnités de congé	1 829	497
Diminution de l'obligation pour indemnités de départ.....	(11)	(240)
Augmentation des revenus reportés	18 858	3 757
Total des variations de l'état de la situation financière.....	24 728	6 469
Ressources financières nettes fournies (employées) par les activités d'exploitation.....	(948)	2 428
Activités d'investissement en immobilisations		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(13 934)	(15 735)
Ressources financières nettes employées et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice.....	(14 882)	(13 307)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice.....	139 728	153 035
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice (note 7).....	124 846	139 728

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers.

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2020

1. Autorisation et objectif

L'Office de la propriété intellectuelle du Canada (OPIC) octroie ou enregistre les droits exclusifs de propriété intellectuelle au Canada. En échange, l'OPIC acquiert des renseignements sur la propriété intellectuelle et des technologies de pointe qu'il diffuse auprès des entreprises, des industries et des citoyens canadiens pour améliorer leur rendement économique et leur compétitivité et pour stimuler l'innovation.

L'OPIC est financé par un fonds renouvelable (le « Fonds ») qui a été établi le 1^{er} avril 1994. L'autorisation de dépenser à même les sommes du Trésor a été octroyée le 22 février 1994 pour une somme maximale de 15 000 000 \$. Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2002, la somme maximale de l'autorisation de dépenser à même les sommes du Trésor a été réduite à 5 000 000 \$. Le Parlement a accordé au Fonds l'autorisation permanente de puiser dans le Trésor pour effectuer des paiements aux titres du fonds de roulement, de l'acquisition d'immobilisations et du financement temporaire du déficit d'exploitation accumulé. Le Fonds peut retenir les surplus afin de poursuivre l'automatisation des opérations.

Le Fonds n'est pas sujet à l'impôt sur le revenu.

2. Principales conventions comptables

Les états financiers ont été préparés conformément aux exigences de présentation de l'information du receveur général du Canada pour les fonds renouvelables. Les règles comptables utilisées pour l'établissement des présents états financiers diffèrent des principes comptables généralement reconnus du Canada pour le secteur public, comme suit :

- l'indicateur de la dette nette et l'état de la variation de la dette nette ne sont pas présentés dans les états financiers;
- les charges sont comptabilisées par types dans l'état des résultats et du passif net et non par fonctions ou par grands programmes;
- les services obtenus sans frais d'autres ministères gouvernementaux ne sont pas comptabilisés comme des charges;
- les montants prévus au budget pour les charges ne sont pas présentés dans l'état des résultats et du passif net;
- aucun passif n'a été constaté pour les congés de maladie;
- le passif au titre des indemnités de cessation d'emploi relève d'une estimation de la direction et non d'une évaluation actuarielle.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

a) Constatation des revenus

Les droits reçus pour le traitement des demandes de brevets, de marques de commerce et de dessins industriels sont comptabilisés à titre de revenus reportés jusqu'à ce que les services soient rendus; les droits sont à ce moment comptabilisés à titre de revenus. Des décomptes d'inventaire détaillés des applications ont lieu afin de déterminer le montant de revenus reportés, qui tient compte du barème de droits liés à l'application. Des taux différents peuvent être facturés selon la taille de l'entité. Les abandons au cours du processus d'application sont comptabilisés à titre de revenus gagnés. Lorsque le travail est complété avant que les droits soient reçus, les montants sont présentés comme revenus non facturés. Les droits sont prescrits par divers décrets en Conseil.

b) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties selon la méthode linéaire, sur leur durée de vie estimative, à compter du mois suivant leur acquisition, comme suit:

<u>Catégorie d'immobilisations</u>	<u>Durée</u>
Améliorations locatives	Sur la durée du bail
Logiciels	3-10 ans
Matériel informatique	5-10 ans
Équipement et outillage	10 ans
Ameublement	10 ans

Les coûts pour les actifs en construction sont capitalisés lorsqu'ils sont engagés et l'amortissement débute à compter du mois suivant leur mise en service.

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2020 – suite

c) Avantages sociaux futurs

Indemnités de départ

Les employés du Fonds ont droit à des prestations d'indemnité de départ calculées sur le niveau du salaire au moment de la cessation de l'emploi comme prévu dans leur convention collective et leurs conditions d'emploi. Ces prestations sont comptabilisées au fur et à mesure que l'employé rend les services nécessaires pour les gagner. Dans le budget de 2012, le Gouvernement du Canada a annoncé que l'accumulation de l'indemnité de départ serait éliminée dans les cas de démission et de départ à la retraite des employés du gouvernement fédéral. Lors de la mise en œuvre de cette mesure, les conventions collectives avaient offert trois options pour faire face aux soldes accumulés à ce jour. Celles-ci incluaient :

1. un paiement unique au taux de rémunération du poste d'attache de l'employé(e) comme stipulé dans la convention collective, ou
2. un paiement unique au moment de la cessation d'emploi au sein de l'administration publique centrale au taux de rémunération du poste d'attache de l'employé(e) à la date de cessation d'emploi au sein de l'administration publique centrale, ou
3. une combinaison des options (1) et (2).

En rapport avec les options (1) et (3), le Fonds a dû puiser à même l'obligation pour indemnités de départ dès que les conventions collectives sont entrées en vigueur.

Prestations de retraite

Les employés du Fonds sont protégés par le Régime de pension de retraite de la fonction publique administré par le gouvernement du Canada (le Régime). En vertu de la présente Loi, les contributions versées au Régime par le Fonds sont limitées à un montant égal aux contributions de l'employé compte tenu de son service courant. Ces contributions représentent les obligations totales de pension du Fonds et sont imputées aux opérations sur une base courante. Le Fonds n'est pas tenu, dans le cadre de la Loi actuelle, de verser des contributions pour pallier les insuffisances actuarielles du Compte de pension de retraite de la fonction publique ni les frais au Trésor pour les paiements d'indexation en vertu de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*.

d) Utilisation d'estimations comptables

La préparation de ces états financiers exige de la direction qu'elle établisse des estimations et hypothèses comptables influant sur les montants de l'actif et du passif et la présentation des actifs ou passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants des revenus et des dépenses présentés pour la période. L'utilisation d'estimations comptables concerne principalement les revenus, les revenus non facturés, les revenus reportés, la durée de vie utile estimative des immobilisations corporelles et les obligations salariales à payer. Les résultats réels pourraient différer des estimations. Ces estimations sont revues annuellement et si des ajustements sont nécessaires, ils sont inscrits dans les états financiers au cours de l'exercice où ils sont connus.

e) Congés de maladie

Les employés peuvent accumuler les congés de maladie non utilisés. Toutefois, ces congés ne sont pas dévolus et ne peuvent être utilisés qu'en cas de maladie. Le paiement des indemnités de congés de maladie est inclus dans les opérations en cours au moment où il est engagé.

3. Débiteurs

	2020	2019
	(en milliers de dollars)	
Gouvernement du Canada	897	240
Parties externes	2 918	2 264
	3 815	2 504

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2020 – suite

4. Immobilisations corporelles

Coût	Solde, début de l'exercice	Acquisitions	Transferts	Aliénations	Solde, fin de l'exercice
(en milliers de dollars)					
Améliorations locatives.....	369	–	–	(4)	365
Logiciels.....	32 029	2 819	29 564	(13 025)	51 387
Matériel informatique.....	418	–	–	(93)	325
Équipement et outillage.....	158	–	–	–	158
Ameublement.....	494	–	–	(378)	116
Actifs en construction.....	41 235	11 115	(29 564)	(677)	22 109
	74 703	13 934	–	(14 177)	74 460
(en milliers de dollars)					
Amortissement cumulé	Solde, début de l'exercice	Amortissement		Aliénations	Solde, fin de l'exercice
(en milliers de dollars)					
Améliorations locatives.....	369	–		(4)	365
Logiciels.....	31 281	4 291		(13 025)	22 547
Matériel informatique.....	274	31		(93)	212
Équipement et outillage.....	46	16		–	62
Ameublement.....	450	26		(370)	106
Actifs en construction.....	–	–		–	–
	32 420	4 364		(13 492)	23 292
(en milliers de dollars)					
Valeur comptable nette				2020	2019
(en milliers de dollars)					
Améliorations locatives.....				–	–
Logiciels.....				28 840	748
Matériel informatique.....				113	144
Équipement et outillage.....				96	112
Ameublement.....				10	44
Actifs en construction.....				22 109	41 235
				51 168	42 283

5. Crédoeurs et charges à payer

	2020	2019
(en milliers de dollars)		
Gouvernement du Canada.....	2 055	4 520
Parties externes.....	11 646	10 178
	13 701	14 698

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2020 – suite

6. Obligation pour indemnités de départ

	2020	2019
	(en milliers de dollars)	
Obligation pour indemnités de départ, au début de l'exercice	2 595	2 835
Prestations payées au cours de l'exercice pour retraite et départs de la fonction publique.....	(354)	(568)
Dépense de l'exercice	343	328
Obligation pour indemnités de départ, à la fin de l'exercice	2 584	2 595

7. Passif net

Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds

L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds représente les recettes et les débours cumulés au cours de la durée de vie du Fonds.

Surplus accumulé

Le surplus accumulé correspond à la somme des résultats nets d'exploitation de chaque exercice, incluant l'imputation du déficit d'ouverture de 9 448 000 \$ au moment de l'établissement du Fonds.

	2020	2019
	(en milliers de dollars)	
Surplus accumulé, au début de l'exercice	99 334	104 002
Résultats net	(30 725)	(4 668)
Surplus accumulé, à la fin de l'exercice	68 609	99 334
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice.....	(139 728)	(153 035)
Ressources financières nettes employées et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice.....	14 882	13 307
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice	(124 846)	(139 728)
Passif net, à la fin de l'exercice	(56 237)	(40 394)

8. Obligations contractuelles

L'OPIC loue ses locaux aux termes d'accords d'occupation. Un accord d'occupation constitue une entente formelle que concluent l'OPIC et Services publics et Approvisionnement Canada et qui stipule les modalités régissant la fourniture et l'occupation des locaux. Les paiements futurs prévus par année financière sont les suivants :

	(en milliers de dollars)
2021	7 323
2022	7 081
2023	7 013
2024	6 870
2025 et les exercices ultérieurs.....	35 164

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada – fin

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2020 – fin

9. Opérations entre apparentés

Le Fonds est apparenté, à titre de propriété commune, à tous les ministères, organismes et sociétés d'État créés par le gouvernement fédéral. Les paiements reliés au logement, au contentieux, à la rémunération et avantages sociaux, aux services de courrier et de sécurité ainsi qu'aux services informatiques pour l'ordinateur central sont effectués avec les parties concernées dans le cours normal des opérations.

Office national du film

Déclaration de responsabilité de la direction englobant le contrôle interne en matière de rapports financiers

La responsabilité de l'intégrité et de l'objectivité des états financiers ci-joints pour l'exercice s'étant terminé le 31 mars 2020 et de tous les renseignements qui y figurent incombe à la direction de l'Office national du film (l'«Office»). Ces états financiers ont été préparés par la direction à partir des politiques comptables du gouvernement, lesquelles s'appuient sur les normes comptables canadiennes du secteur public. Ils ont été approuvés par les membres du Conseil d'administration de l'Office.

La direction est responsable de l'intégrité et de l'objectivité des données présentées dans ces états financiers. Certains renseignements présentés dans les états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et le jugement de la direction, compte tenu de l'importance relative des postes en question. Pour s'acquitter de ses obligations au chapitre de la comptabilité et de la présentation de rapports, la direction tient des comptes qui permettent l'enregistrement centralisé des opérations financières de l'Office. Les renseignements financiers présentés aux fins de l'établissement des *Comptes publics du Canada* et figurant dans le *Rapport sur les résultats ministériels* de l'Office concordent avec ces états financiers.

Il incombe aussi à la direction de tenir un système efficace de contrôle interne en matière de rapports financiers (CIRF) conçu pour donner une assurance raisonnable que l'information financière est fiable, que les actifs sont protégés et que les opérations sont autorisées et enregistrées adéquatement, conformément à la *Loi sur la gestion des finances publiques* et à d'autres lois, règlements, autorisations et politiques applicables.

La direction veille également à assurer l'objectivité et l'intégrité des données figurant dans ses états financiers en choisissant soigneusement des employés qualifiés et en assurant leur formation et leur perfectionnement, en prenant des dispositions pour assurer une répartition appropriée des responsabilités, en établissant des programmes de communication pour faire en sorte que tous les membres de l'Office sont au fait des règlements, des politiques, des normes et des pouvoirs de la direction, et en procédant tous les ans à une évaluation fondée sur le risque de l'efficacité du système de contrôle interne en matière de rapports financiers (CIRF).

Le système contrôle interne en matière de rapports financiers (CIRF) est conçu pour atténuer les risques à un niveau raisonnable fondé sur un processus continu qui vise à identifier les risques clés, à évaluer l'efficacité des contrôles clés associés, et à apporter les ajustements nécessaires.

L'Office fait l'objet d'audits périodiques des contrôles de base par le Bureau du contrôleur général et utilise les résultats de ces audits dans le but d'adhérer à la *Politique sur le contrôle interne du Conseil du Trésor*.

Un audit des contrôles de base a été effectué en 2016-2017 par le Bureau du contrôleur général du Canada (BCG). Le rapport d'audit et le plan d'action de la direction qui y donne suite sont affichés sur le site Web du ministère, à l'adresse suivante : www.onf.gc.ca.

Le Bureau du vérificateur général, auditeur indépendant du gouvernement du Canada, a émis une opinion sur la présentation fidèle des états financiers de l'Office sans donner d'opinion de l'auditeur au sujet de l'évaluation annuelle de l'efficacité des contrôles interne de l'Office en matière de rapports financiers.

Approuvée par :

Commissaire du gouvernement à la cinématographie
Claude Joli-Coeur

Directrice générale, Finances, opérations et technologie
(Dirigeante principale des finances)
Luisa Frate, CPA, CA

Montréal, Canada
Le 9 juillet 2020

Office national du film – suite

État de l'autorisation fournie (employée) (non audité) pour l'exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2020		2019	
	Prévisions ¹	Chiffres réels	Prévisions ¹	Chiffres réels
Coût de l'exploitation	(66 756)	(69 621)	(74 568)	(67 062)
Éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds.....	–	4 025	–	3 721
Fonds provenant (employés) de l'exploitation.....	(66 756)	(65 596)	(74 568)	(63 341)
Éléments nécessitant l'utilisation de fonds				
Acquisitions nettes d'immobilisations.....	–	(10 201)	–	(7 591)
Autres éléments nets d'actifs et de passifs.....	–	(112)	–	435
Projets financés par le fonds renouvelable.....	–	(4 327)	–	–
Autorisation fournie (employée)	(66 756)	(80 236)	(74 568)	(70 497)
Autorisation annuelle votée (employée).....	–	(75 797)	–	(70 932)
Autorisation législative du fonds renouvelable fournie (employée)	–	(4 439)	–	435

¹ Les chiffres de la colonne « Prévisions » pour l'exercice en cours et précédent proviennent, lorsque disponibles, du budget des dépenses de l'exercice en cours, Partie II – Budget principal des dépenses.

Rapprochement de l'autorisation non employée (non audité) au 31 mars

(en milliers de dollars)

	2020	2019
Solde créditeur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(4 780)	(9 792)
Autres éléments nets d'actifs et de passifs nécessitant l'utilisation du fonds renouvelable	(112)	435
Autorisation nette législative du fonds renouvelable employée, à la fin de l'exercice	(4 892)	(9 357)
Limite de l'autorisation législative du fonds renouvelable	15 000	15 000
Autorisation législative du fonds renouvelable non employée reportée.....	10 108	5 643

Office national du film – suite

Rapport de l'auditeur indépendant

Au ministre du Patrimoine canadien

Rapport sur l'audit des états financiers

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de l'Office national du film (l'«Office»), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2020, et l'état des résultats et de la situation financière nette ministérielle, l'état de la variation de la dette nette ministérielle et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'Office au 31 mars 2020, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'Office conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'Office à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'Office ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'Office.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'Office;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

Office national du film – suite

Rapport de l'auditeur indépendant – fin

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'Office à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'Office à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Rapport relatif à la conformité aux autorisations spécifiées

Opinion

Nous avons effectué l'audit de la conformité aux autorisations spécifiées des opérations de l'Office national du film dont nous avons pris connaissance durant l'audit des états financiers. Les autorisations spécifiées à l'égard desquelles l'audit de la conformité a été effectué sont les suivantes : la *Loi sur le cinéma* et au règlement administratif de l'Office national du film.

À notre avis, les opérations de l'Office national du film dont nous avons pris connaissance durant l'audit des états financiers sont conformes, dans tous leurs aspects significatifs, aux autorisations spécifiées susmentionnées.

Responsabilités de la direction à l'égard de la conformité aux autorisations spécifiées

La direction est responsable de la conformité de l'Office national du film aux autorisations spécifiées indiquées ci-dessus, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la conformité de l'Office national du film à ces autorisations spécifiées.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de la conformité aux autorisations spécifiées

Nos responsabilités d'audit comprennent la planification et la mise en œuvre de procédures visant la formulation d'une opinion d'audit et la délivrance d'un rapport sur la question de savoir si les opérations dont nous avons pris connaissance durant l'audit des états financiers sont en conformité avec les exigences spécifiées susmentionnées.

Pour la vérificatrice générale du Canada,
Tina Swiderski, CPA auditrice, CA
Directrice principale

Montréal, Canada
Le 9 juillet 2020

Office national du film – suite

État de la situation financière au 31 mars 2020

(en milliers de dollars)

	2020	2019
Passifs		
Créditeurs et charges à payer (note 4).....	7 231	8 422
Salaires à payer	2 717	2 373
Indemnités de vacances et provision pour révisions salariales	3 866	3 813
Revenus reportés	614	603
Obligation au titre d'immobilisations corporelles louées (note 5)	2 591	108
Avantages sociaux futurs (note 6).....	4 024	3 653
Total des passifs nets.....	21 043	18 972
Actifs financiers		
Montant à recevoir du Trésor	8 004	10 233
Débiteurs (note 7).....	2 912	2 177
Dépôts	129	110
Total des actifs financiers nets	11 045	12 520
Dette nette ministérielle	9 998	6 452
Actifs non financiers		
Charges payées d'avance	477	358
Stocks.....	50	84
Immobilisations corporelles (note 8)	26 341	16 704
Total des actifs non financiers	26 868	17 146
Situation financière nette ministérielle	16 870	10 694

Obligations contractuelles (note 9)

Passif éventuel (note 10)

Droits contractuels (note 14)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Approuvé par le conseil d'administration :

Commissaire du gouvernement à la cinématographie et
Président de l'Office National du Film du Canada
Claude Joli-Coeur

Président, Comité finances et audit
Keith Clarkson

Le 9 juillet 2020

Office national du film – suite

État des résultats et de la situation financière nette ministérielle pour l'exercice terminé le 31 mars 2020

(en milliers de dollars)

	2020	2020	2019
	Résultats prévus		
Charges (note 11a)			
Productions audiovisuelles	36 964	37 416	35 403
Accessibilité et interaction avec l'auditoire	24 944	26 102	24 122
Services internes	10 020	11 141	11 725
Total des charges	71 928	74 659	71 250
Revenus (note 11b)			
Produits audiovisuels	2 705	2 766	2 562
Partenariats et préventes	2 367	2 220	1 560
Autres revenus	100	52	66
Total des revenus	5 172	5 038	4 188
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	66 756	69 621	67 062
Financement du gouvernement et transferts			
Encaisse nette fournie par le gouvernement du Canada	68 891	78 026	69 177
Variations des montants à recevoir du Trésor	–	(2 229)	1 755
Revenu de fonctionnement net après le financement du gouvernement et les transferts	(2 135)	(6 176)	(3 870)
Situation financière nette ministérielle, début de l'exercice	10 694	10 694	6 824
Situation financière nette ministérielle, fin de l'exercice	12 829	16 870	10 694

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Office national du film – suite

État de la variation de la dette nette ministérielle pour l'exercice terminé le 31 mars 2020

(en milliers de dollars)

	2020	2020	2019
	Résultats prévus		
Revenu de fonctionnement net après le financement du gouvernement et les transferts	(2 135)	(6 176)	(3 870)
Variation due aux immobilisations corporelles			
Acquisition d'immobilisations corporelles	6 175	9 771	7 498
Acquisition d'immobilisations corporelles louées	–	2 913	130
Amortissement des immobilisations corporelles	(3 507)	(2 679)	(1 998)
Perte sur l'aliénation des immobilisations corporelles	–	(368)	(194)
Total de la variation due aux immobilisations corporelles	2 668	9 637	5 436
Variation due aux stocks	–	(34)	(11)
Variation due aux charges payées d'avance	–	119	(385)
Variation nette de la dette nette ministérielle	533	3 546	1 170
Dette nette ministérielle, début de l'exercice	6 452	6 452	5 282
Dette nette ministérielle, fin de l'exercice	6 985	9 998	6 452

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

État des flux de trésorerie pour l'exercice terminé le 31 mars 2020

(en milliers de dollars)

	2020	2019
Activités de fonctionnement		
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	69 621	67 062
Éléments n'affectant pas l'encaisse		
Amortissement des immobilisations corporelles	(2 679)	(1 998)
Perte sur l'aliénation des immobilisations corporelles	(368)	(194)
Variation des avantages sociaux futurs	(652)	(492)
Constataion des revenus reportés	603	–
Charge de provision pour créances douteuses	(26)	–
Utilisation des charges payées d'avance	(236)	(525)
Variations de l'état de la situation financière		
Variation des salaires à payer	(344)	(262)
Variation des indemnités de vacances et provision pour révisions salariales	(53)	1 005
Entrées de fonds relatives aux revenus reportés	(614)	(147)
Sorties de fonds relatives aux avantages sociaux futurs	281	–
Variation des créditeurs et charges à payer	(380)	765
Variation des débiteurs	761	(1 483)
Variation des dépôts	19	45
Sorties de fonds relatives aux charges payées d'avance	355	140
Variation des stocks	(34)	(11)
Encaisse utilisée pour les activités de fonctionnement	66 254	63 905
Activités d'investissement en immobilisations		
Sorties de fonds relatives à l'acquisition d'immobilisations corporelles	11 342	5 179
Encaisse utilisée pour les activités d'investissement en immobilisations	11 342	5 179
Activités de financement		
Paiement sur l'obligation au titre d'immobilisations corporelles louées	430	93
Encaisse utilisée pour les activités de financement	430	93
Encaisse nette fournie par le gouvernement du Canada	78 026	69 177

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Office national du film – suite

Notes complémentaires aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2020

1. Statut et objectif

L'Office national du film a été fondé en 1939 en vertu de la *Loi sur le cinéma* et est l'organisme chargé d'administrer cette loi.

Relevant du ministre du Patrimoine canadien, l'Office national du film (l'«Office») est un organisme culturel mentionné à l'annexe I.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Il est dirigé par un conseil d'administration dont les membres sont nommés par le gouverneur en conseil et dont le président est le commissaire du gouvernement à la cinématographie.

Le mandat législatif de l'Office est de susciter et de promouvoir la production et la distribution de films dans l'intérêt national et, notamment, de :

- produire et distribuer des films destinés à faire connaître et comprendre le Canada aux Canadiens et aux autres nations, et promouvoir la production et la distribution de tels films;
- représenter le gouvernement du Canada dans ses relations avec des personnes exerçant une activité cinématographique commerciale quant à des films cinématographiques pour le gouvernement ou l'un quelconque de ses ministères;
- faire des recherches sur les activités cinématographiques et en mettre les résultats à la disposition des personnes s'adonnant à la production de films;
- conseiller le gouverneur en conseil à l'égard d'activités cinématographiques; et
- remplir, en matière d'activités cinématographiques, les autres fonctions que le gouverneur en conseil peut lui assigner.

L'Office n'est pas assujéti aux impôts sur le revenu.

2. Conventions comptables importantes

Ces états financiers ont été préparés conformément aux conventions comptables du gouvernement énoncées ci-dessous, lesquelles s'appuient sur les normes comptables canadiennes pour le secteur public. La présentation et les résultats qui découlent de l'utilisation des conventions comptables énoncées ne donnent lieu à aucune différence importante par rapport aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Sauf indication contraire, les chiffres dans les états financiers sont présentés en milliers de dollars canadiens.

Les conventions les plus importantes sont les suivantes :

a) Autorisations parlementaires

Le financement des activités provient d'une autorisation permanente du Parlement (Fonds renouvelable) et d'autorisations parlementaires votées annuellement.

Le Fonds renouvelable permet à l'Office de puiser dans le Trésor pour effectuer des paiements relatifs au fonds de roulement, au financement temporaire des charges d'exploitation et à l'acquisition des immobilisations. Conformément à une décision du Conseil du trésor émise en 2001, le montant cumulé du fonds de roulement admissible et de la valeur comptable nette des immobilisations ne doit pas excéder 15 millions de dollars. L'Office a utilisé le Fonds renouvelable en 2020 pour un montant de 4 327 \$ afin de financer temporairement des charges d'exploitation et les acquisitions des immobilisations relatives aux projets de son plan d'investissement. Ces montants sont inscrits dans les autorisations de l'exercice en cours utilisées à la note 3b. L'utilisation de l'année 2020 sera remboursée selon les directives et modalités du Secrétariat du conseil du trésor.

L'Office est aussi financé en partie par le gouvernement du Canada au moyen d'autorisations parlementaires votées annuellement. La présentation des autorisations consenties à l'Office ne correspond pas à la présentation des rapports financiers selon les principes comptables généralement reconnus étant donné que les autorisations sont fondées, dans une large mesure, sur les besoins de trésorerie. Par conséquent, les postes comptabilisés dans l'état des résultats et de la situation financière nette ministérielle ainsi que dans l'état de la situation financière ne sont pas nécessairement les mêmes que ceux qui sont prévus par les autorisations parlementaires. La note 3 présente un rapprochement entre les deux méthodes de présentation des rapports financiers.

Les montants des résultats prévus dans les sections «Charges» et «Revenus» de l'État des résultats et de la situation financière nette ministérielle correspondent aux montants rapportés dans l'État des résultats prospectif intégré au *Plan ministériel 2019-2020*. Les montants des résultats prévus inclus dans la section «Financement du gouvernement et transferts» de l'État des résultats et de la situation financière nette ministérielle et dans l'État de la variation de la dette nette ministérielle ont été préparés aux fins de gestion interne et n'ont pas été publiés précédemment.

Office national du film – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2020 – suite

Chaque année, l'Office présente au Parlement des informations sur les dépenses prévues dans le Budget des dépenses. Ces estimations aboutissent au dépôt de projets de loi de crédits (qui une fois adoptés deviennent des lois de crédits), conformément au cycle des rapports sur les dépenses gouvernementales. L'Office procède ensuite aux engagements des dépenses de manière à ce que les soldes non grevés des affectations et des crédits budgétaires fassent régulièrement l'objet d'une surveillance et de rapports pour s'assurer que les crédits suffiront pour toute la période et pour veiller à ne pas les dépasser.

Le risque de liquidité est le risque qu'un ministère éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à des passifs financiers. Pour gérer ce risque, l'Office se doit de gérer ses activités et ses dépenses dans le respect des crédits qui ont été approuvés par le Parlement ou des limites des affectations approuvées par le Conseil du Trésor.

Conformément à l'article 32 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, la politique de gestion du risque de liquidité de l'Office stipule ce qui suit : « Il ne peut être passé de marché ou autre entente prévoyant un paiement, dans le cadre d'un programme auquel est affecté un crédit ou un poste figurant dans les prévisions de dépenses alors déposées devant la Chambre des communes et sur lequel le paiement sera imputé, que si le solde disponible non grevé du crédit ou du poste est suffisant pour l'acquittement de toutes les dettes contractées à cette occasion pendant l'exercice au cours duquel a lieu la passation. »

L'exposition au risque de l'Office, ses objectifs, politiques et processus de gestion et d'évaluation de ce risque n'ont pas changé de manière notable par rapport à l'exercice précédent.

b) Encaisse nette fournie par le gouvernement du Canada

L'Office fonctionne au moyen du Trésor, qui est administré par le receveur général du Canada. La totalité de l'encaisse reçue par l'Office est déposée au Trésor, et tous les décaissements faits par l'Office sont prélevés sur le Trésor. L'encaisse nette fournie par le gouvernement est la différence entre toutes les entrées de fonds et toutes les sorties de fonds, y compris les opérations entre les ministères au sein du gouvernement fédéral.

c) Montant à recevoir du Trésor (ou à lui verser)

Le montant à recevoir du Trésor (ou à lui verser) découle d'un écart temporaire entre le moment où une opération affecte les autorisations de l'Office et le moment où elle est traitée par le Trésor. Le montant à recevoir du Trésor correspond au montant net de l'encaisse que l'Office a le droit de prélever du Trésor sans autre affectation d'autorisations pour s'acquitter de ses passifs. Ce montant n'est pas considéré comme un instrument financier.

d) Constatation des charges

Les charges sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les charges reliées aux Productions audiovisuelles comprennent les coûts des activités pour le développement et la production d'œuvres audiovisuelles de toute forme. Les charges reliées à l'Accessibilité et interaction avec l'auditoire incluent les activités nécessaires pour rendre les productions de l'Office accessibles, ce qui comprend la préservation et conservation de la collection ainsi que la promotion et la distribution des œuvres. Les Services internes sont les charges encourues de façon à répondre aux activités et autres obligations générales de l'Office.

Les indemnités de vacances sont passées en charges au fur et à mesure que les employés en acquièrent le droit en vertu de leurs conditions d'emploi.

e) Revenus

Les Partenariats et préventes et les revenus de produits audiovisuels autres que les revenus de redevances sont comptabilisés lorsque les montants sont exigibles.

Les revenus de redevances sont comptabilisés une fois que toutes les obligations de l'Office sont acquittées et que les charges qui y sont reliées sont comptabilisées, quelles que soient les dates d'utilisation de l'acquéreur.

Les autres revenus sont comptabilisés dans l'exercice pendant lequel les opérations ou les faits sous-jacents surviennent.

f) Débiteurs

Les débiteurs sont comptabilisés en fonction des montants que l'on prévoit réaliser. Une provision est établie pour les débiteurs parties externes dont le recouvrement est incertain.

Le risque de crédit est le risque qu'une partie, ayant un instrument financier, manque à une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. L'Office n'est pas exposé à un risque de crédit important. L'Office fournit des services à d'autres ministères et organismes publics et à des organisations externes dans le cadre normal de ses activités. Les créances sont payables sur demande. L'exposition maximale de l'Office au risque de crédit est égale à la valeur comptable de ses créances.

Office national du film – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2020 – suite

g) Stocks

Les fournitures et approvisionnements sont évalués au coût.

Les copies de films et les autres formes de présentations visuelles destinées à la vente sont évaluées au moindre du coût ou de la valeur de réalisation nette.

h) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles dont le coût initial est d'au moins 10 000 \$ et les améliorations locatives supérieures à 10 000 \$ sont comptabilisées à leur coût d'achat.

Les immobilisations corporelles sont amorties selon la méthode linéaire sur la durée de vie utile estimative de l'immobilisation, comme suit :

<u>Catégorie d'immobilisations corporelles</u>	<u>Période d'amortissement</u>
Équipement technique	de 4 à 10 ans
Logiciels et équipement informatique	de 5 à 10 ans
Mobilier, équipement de bureau et autres	de 5 à 10 ans
Améliorations locatives	durée des baux

Les sommes relatives aux travaux en cours sont reportées à la rubrique appropriée des immobilisations corporelles lorsque le projet est achevé et elles sont amorties conformément à la politique de l'Office.

L'Office détient une collection de près de 20 000 œuvres audiovisuelles produites depuis 1895. Cette collection inestimable d'une valeur indéterminée n'est pas destinée à la vente. Cependant, une valeur symbolique de 1 \$ lui a été attribuée dans les états financiers. Elle est inscrite à l'état de la situation financière et à la note 8 comme immobilisation corporelle pour s'assurer que le lecteur est conscient de son existence. L'Office n'inscrit pas à l'actif d'autres biens incorporels ayant une valeur culturelle, esthétique ou historique.

L'Office passe des contrats de location-exploitation pour l'acquisition de droits exclusifs d'utilisation de certaines immobilisations corporelles pour la durée du bail. Il comptabilise les loyers qui en découlent aux résultats de l'exercice au cours duquel ils s'appliquent. L'Office passe aussi des contrats de location-acquisition par lesquels pratiquement tous les avantages et risques inhérents à la propriété du bien lui sont transférés. Il les comptabilise comme une acquisition d'actif et une prise en charge d'obligations correspondant à la valeur actualisée des paiements minimaux exigibles au titre de la location, abstraction faite de la partie de ces paiements qui a trait aux frais accessoires. Les actifs comptabilisés dans le cadre de contrats de location-acquisition sont amortis selon la même méthode et les mêmes taux que les autres immobilisations corporelles détenues par l'Office, et les obligations sont amorties sur la durée des baux.

i) Autres actifs financiers et passifs financiers

Les instruments financiers de l'Office sont tous comptabilisés au coût ou au coût amorti. Les actifs financiers sont constitués des éléments d'actifs qui pourraient être consacrés à rembourser les passifs existants ou à financer des activités futures.

L'Office détient les actifs financiers suivants :

- débiteurs liés à la vente de produits audiovisuels à des parties externes ou autres ministères et organismes (nets des provisions pour créances douteuses);
- dépôts liés aux productions à l'étranger.

Les passifs financiers sont constitués des crédateurs et charges à payer et des salaires à payer.

j) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont des actifs qui sont destinés à être utilisés dans le cours normal des opérations. Ils sont convertis en charges dans des périodes futures et incluent les immobilisations corporelles, les stocks et les charges payées d'avance.

Office national du film – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2020 – suite

k) Avantages sociaux futurs

Prestations de retraite

Les employés admissibles participent au Régime de retraite de la fonction publique, un régime d'avantages sociaux multi-employeurs administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations de l'Office au Régime sont passées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées et elles représentent l'obligation totale de l'Office découlant du Régime. La responsabilité de l'Office relative au Régime de retraite se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, en sa qualité de répondant du Régime.

Indemnités de départ

Les employés ont droit à des indemnités de départ, prévues par leurs conventions collectives ou conditions d'emploi. En 2012, le programme pour l'ensemble du personnel a été éliminé et par conséquent, les indemnités de départ ont cessé de s'accumuler. Le coût des indemnités de départ a été comptabilisé au cours des exercices pendant lesquels les indemnités ont été gagnées par les employés. L'obligation au titre des indemnités de départ est calculée à la valeur actuelle selon les hypothèses les plus probables de la direction en matière d'évolution des salaires, de taux d'actualisation et du moment de départ à la retraite. Ces hypothèses sont révisées annuellement.

Absences rémunérées

Les employés ont droit à des congés de maladie et à des indemnités d'accident de travail prévus par leurs conventions collectives ou leurs conditions d'emploi. Les jours de congé de maladie s'accumulent mais ne s'acquièrent pas, et permettent à l'employé d'être rémunéré pendant son absence pour raison de maladie en reconnaissance de services rendus antérieurement. À mesure que les employés rendent des services, la valeur des congés de maladie rémunérés correspondant à ces services est constatée à titre de passif et de charge. L'Office comptabilise le coût des indemnités d'accident de travail à verser lorsque le fait à l'origine de l'obligation se produit. La direction utilise des hypothèses et ses meilleures estimations telles que le taux d'actualisation, l'âge de la retraite, le taux d'utilisation des jours excédentaires aux congés octroyés annuellement, la probabilité de départ et le taux de révision salariale pour calculer la valeur actualisée de l'obligation au titre d'absences rémunérées. Ces hypothèses sont révisées annuellement.

l) Passif éventuel

Le passif éventuel représente des obligations possibles qui peuvent devenir des obligations réelles selon que certains événements futurs se produisent ou non. Dans la mesure où l'événement futur risque de se produire ou non, et si l'on peut établir une estimation raisonnable de la perte, on comptabilise un passif estimatif et une charge. Si la probabilité ne peut être déterminée ou s'il est impossible de faire une estimation raisonnable du montant, l'éventualité est présentée dans les notes complémentaires aux états financiers.

m) Incertitude relative à la mesure

La préparation des états financiers exige de la direction qu'elle fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants déclarés des actifs, des passifs, des revenus et des charges présentés dans les états financiers. Au moment de la préparation des présents états financiers, la direction considère que les estimations et les hypothèses sont raisonnables. Les principaux éléments pour lesquels des estimations sont faites sont la provision pour créances douteuses, le passif éventuel, le passif au titre d'avantages sociaux futurs et la durée de vie utile des immobilisations corporelles. Il se pourrait que les résultats réels diffèrent des estimations de manière significative. Les estimations de la direction sont examinées périodiquement et, à mesure que les ajustements deviennent nécessaires, ceux-ci sont constatés dans les états financiers de l'exercice où ils sont connus.

Office national du film – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2020 – suite

3. Autorisations parlementaires

L'Office reçoit la plus grande partie de son financement au moyen d'autorisations parlementaires annuelles. Les éléments comptabilisés dans l'état des résultats et de la situation financière nette ministérielle ainsi que dans l'état de la situation financière d'un exercice peuvent être financés au moyen d'autorisations parlementaires qui ont été approuvées au cours d'un exercice précédent, pendant l'exercice en cours ou qui le seront dans un exercice futur. Par conséquent, les résultats des activités de fonctionnement nets de l'Office pour l'exercice diffèrent selon qu'ils sont présentés selon leur financement octroyé par le gouvernement ou selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les différences sont rapprochées dans les tableaux suivants :

a) Rapprochement du coût de fonctionnement net et des autorisations parlementaires de l'exercice en cours utilisés

	2020	2019
	(en milliers de dollars)	
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	69 621	67 062
Ajustements pour les postes ayant une incidence sur le coût de fonctionnement net, mais qui n'ont pas d'incidence sur les autorisations		
Ajouter (déduire)		
Variation des indemnités de vacances et provision pour révisions salariales non imputées aux autorisations	(513)	(762)
Variation des charges non imputées aux autorisations	(94)	(275)
Variation nette pour avantages sociaux futurs	(371)	(492)
Perte sur l'aliénation des immobilisations corporelles.....	(368)	(194)
Amortissement des immobilisations corporelles.....	(2 679)	(1 998)
	(4 025)	(3 721)
Ajustements pour les postes sans incidence sur le coût de fonctionnement net, mais ayant une incidence sur les autorisations		
Ajouter (déduire)		
Acquisition d'immobilisations corporelles.....	9 771	7 498
Paiement sur l'obligation au titre d'immobilisations corporelles louées	430	93
	10 201	7 591
Autorisations de l'exercice en cours utilisées	75 797	70 932

b) Autorisations fournies et utilisées

	2020	2019
	(en milliers de dollars)	
Autorisations fournies		
Budget principal des dépenses.....	68 371	74 568
Budget supplémentaire des dépenses.....	6 351	4 208
Moins		
Autorisations disponibles pour emploi au cours des exercices ultérieurs	(3 252)	(3 244)
Affectation bloquée	–	(4 600)
Plus		
Utilisation de l'autorisation pour projets financés par le fonds renouvelable.....	4 327	–
Autorisations de l'exercice en cours utilisées	75 797	70 932

Office national du film – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2020 – suite

4. Crédoiteurs et charges à payer

Les crédoiteurs et les charges à payer sont évalués au coût et sont dus, en majorité, dans un délai de six mois suivant la date de clôture.

Le tableau ci-dessous présente les détails des crédoiteurs et des charges à payer de l'Office.

	2020	2019
	(en milliers de dollars)	
Créditeurs et charges à payer – Autres ministères et organismes	2 640	4 933
Créditeurs et charges à payer – Parties externes	4 226	3 489
Charges à payer – réorganisation	365	–
Total des crédoiteurs et des charges à payer	7 231	8 422

En décembre 2019, l'Office a annoncé une réorganisation de ses opérations. En conséquence, l'Office a comptabilisé au 31 mars 2020 une obligation au titre des prestations de cessation d'emploi au montant de 365 \$ dans ses charges à payer pour les coûts estimatifs du réaménagement des effectifs.

5. Obligation au titre d'immobilisations corporelles louées

L'Office a des ententes pour la location d'équipement technique en vertu de dix contrats de location-acquisition (note 8). Les actifs ont été capitalisés en utilisant des taux d'intérêt implicites variant de 1.4% à 1.8%. Les obligations correspondantes seront remboursées pendant les durées du bail de 3 à 5 ans. Les ententes comprennent des options de renouvellement à un loyer mensuel prévu aux contrats ainsi que des options de rachat évaluées au terme de la location en fonction de la juste valeur marchande des biens loués. Les paiements effectués pour l'exercice terminé le 31 mars 2020 totalisent 432 \$ (2019 – 93 \$). Des intérêts de 2 \$ (2019 – 1 \$) sont imputés aux résultats.

	2020	2019
	(en milliers de dollars)	
2019	–	44
2020	655	44
2021	633	23
2022	586	–
2023	586	–
2024	223	–
Total des futurs paiements minimaux en vertu des contrats de location-acquisition	2 683	111
Moins : intérêts théoriques	(92)	(3)
Solde de l'obligation au titre d'immobilisations corporelles louées	2 591	108

6. Avantages sociaux futurs

Prestations de retraite

Les employés de l'Office participent au Régime de retraite de la fonction publique (le Régime), qui est parrainé et administré par le gouvernement du Canada. Les prestations de retraite s'accumulent sur une période maximale de 35 ans au taux de 2 % par année de service ouvrant droit à pension multiplié par la moyenne des gains des cinq meilleures années consécutives. Les bénéficiaires sont intégrés aux bénéficiaires du Régime de pensions du Canada/Régime de rentes du Québec et sont indexés à l'inflation.

Tant les employés que l'Office versent des cotisations couvrant le coût du régime. En raison de modifications à la *Loi sur la pension de la fonction publique* à la suite de la mise en œuvre des dispositions liées au *Plan d'action économique 2012*, les employés cotisants ont été répartis en deux groupes. Les cotisants du groupe 1 sont les membres existants au 31 décembre 2012, et les cotisants du groupe 2 sont les cotisants qui ont rejoint le régime depuis le 1er janvier 2013. Le taux de cotisation de chaque groupe est différent.

En 2020, les charges pour les membres du groupe 1 et du groupe 2 s'élèvent à 3 603 \$ (2019 – 3 520 \$). Pour les membres du groupe 1, les charges correspondent à environ 1,01 fois les cotisations des employés et pour le groupe 2, à environ 1,00 fois les cotisations des employés. En 2019, pour les membres du groupe 1, les charges correspondent à environ 1,01 fois les cotisations des employés et pour le groupe 2, à environ 1,00 fois les cotisations des employés.

Office national du film – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2020 – suite

La responsabilité de l'Office relative au Régime de retraite se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, en sa qualité de répondant du Régime.

Indemnités de départ et absences rémunérées

Indemnités de départ

L'Office verse des indemnités de départ à ses employés en fonction de l'admissibilité, des années de service et du salaire à la cessation d'emploi. Ces indemnités ne sont pas capitalisées d'avance. Les prestations seront prélevées sur les autorisations futures.

Dans le cadre des négociations des conventions collectives et des conditions d'emploi, l'accumulation des indemnités de départ au titre du programme de paie des employés a cessé à compter de 2012. Les employés visés par ces changements avaient, jusqu'au 31 décembre 2013, la possibilité d'être payés immédiatement la valeur totale ou partielle des prestations accumulées à ce jour ou de percevoir la valeur totale ou restante de prestations à la cessation d'emploi dans la fonction publique.

Au 31 mars 2020, pour calculer l'obligation de la valeur restante, l'Office utilise un taux de croissance de la rémunération de 1,50 % (2019 – 1,60 %), un taux d'actualisation de 1,12 % (2019 – 1,69 %) et un horizon de départ à la retraite estimé à 60 ans.

Absences rémunérées

L'Office offre à ses employés des indemnités de congé de maladie en fonction de leur salaire et des droits accumulés au cours de leurs années de service. Ces droits peuvent être accumulés mais ne s'acquière pas. L'Office a également reconnu une obligation au titre d'indemnités d'accident de travail.

Pour calculer l'obligation au titre de congé de maladie, l'Office utilise un salaire journalier moyen de 330 \$ (2019 – 310 \$), un taux d'augmentation des salaires de 3,01 % (2019 – 2,06 %), un taux d'utilisation annuel moyen de 2,84 % (2019 – 2,98 %), un taux d'actualisation de 1,12 % (2019 – 1,69 %), un taux de départ de 4,81 % (2019 – 4,75 %) et un horizon de départ à la retraite estimé à 60 ou 65 ans selon la date de début d'emploi.

Pour calculer l'obligation au titre d'indemnités d'accidents du travail, l'Office utilise les dispositions du régime d'indemnités d'accident du travail applicable et un taux d'actualisation de 1,12 % (2019 – 1,69 %).

Au 31 mars 2020, les renseignements utiles à l'égard du régime d'indemnités de départ et des absences rémunérées sont les suivants :

	Indemnités de départ	Absences rémunérées	Total
(en milliers de dollars)			
Solde au 31 mars 2018	971	2 190	3 161
Charge pour l'exercice.....	48	497	545
Indemnités versées au cours de l'exercice.....	(26)	(27)	(53)
Solde au 31 mars 2019	993	2 660	3 653
Charge pour l'exercice.....	146	506	652
Indemnités versées au cours de l'exercice.....	(256)	(25)	(281)
Solde au 31 mars 2020	883	3 141	4 024

7. Débiteurs

Le tableau suivant présente les détails des débiteurs de l'Office :

	2020	2019
(en milliers de dollars)		
Débiteurs – Autres ministères et organismes	405	312
Débiteurs – Parties externes	2 926	2 276
	3 331	2 588
Provision pour créances douteuses sur les débiteurs des parties externes	(419)	(411)
Total des débiteurs	2 912	2 177

Office national du film – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2020 – suite

8. Immobilisations corporelles

	31 mars 2019	Additions	Aliénations et radiations		Transferts	31 mars 2020
(en milliers de dollars)						
Équipement technique						
Coût.....	17 894	4 080	(507)		447	21 914
Amortissement cumulé.....	(16 499)	(783)	507		–	(16 775)
	1 395	3 297	–		447	5 139
Logiciels et équipement informatique						
Coût.....	15 973	940	(3 014)		357	14 256
Amortissement cumulé.....	(13 596)	(1 136)	3 003		–	(11 729)
	2 377	(196)	(11)		357	2 527
Mobilier, équipement de bureau et autres						
Coût.....	505	1 404	(411)		–	1 498
Amortissement cumulé.....	(454)	(137)	411		–	(180)
	51	1 267	–		–	1 318
Matériel roulant						
Coût.....	–	25	–		–	25
Amortissement cumulé.....	–	(1)	–		–	(1)
	–	24	–		–	24
Améliorations locatives						
Coût.....	6 137	–	(1 643)		15 598	20 092
Amortissement cumulé.....	(3 780)	(622)	1 643		–	(2 759)
	2 357	(622)	–		15 598	17 333
Collection ¹	–	–	–		–	–
Travaux en cours.....	10 524	6 235	(357)		(16 402)	–
Total						
Coût.....	51 033	12 684	(5 932)		–	57 785
Amortissement cumulé.....	(34 329)	(2 679)	5 564		–	(31 444)
Valeur nette comptable.....	16 704	10 005	(368)		–	26 341

¹ La collection de l'Office a une valeur symbolique de 1 \$.

Les biens susmentionnés comprennent des équipements acquis en vertu de contrats de location-acquisition (note 5) d'une valeur brute de 3 043 \$ (2019 – 544 \$) moins l'amortissement cumulé de 347 \$ (2019 – 297 \$). L'amortissement de l'exercice pour les biens en location-acquisition est de 340 \$ (2019 – 97 \$).

Les aliénations et radiations de l'exercice de 368 \$ (2019 – 194 \$) sont reliées à l'abandon du développement d'un logiciel et d'équipements désuets.

Les travaux en cours qui sont en lien avec le déménagement du siège social ont été finalisés et transférés aux améliorations locatives de 15 598 \$ ainsi que ceux en lien avec un logiciel pour la plateforme éducative de 357 \$ finalisé et transféré aux logiciels et équipement informatique.

Office national du film – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2020 – suite

9. Obligations contractuelles

De par leur nature, les activités de l'Office peuvent donner lieu à des contrats et des obligations en vertu desquels il sera tenu d'effectuer des paiements échelonnés sur plusieurs années pour l'acquisition de biens ou de services. Voici les principales obligations contractuelles pour lesquelles une estimation raisonnable peut être faite :

	2021	2022	2023	2024	2025 +	Total
	(en milliers de dollars)					
Locaux.....	7 637	7 689	7 690	7 753	114 217	144 986
Autres biens et services.....	716	84	79	59	97	1 035
Total.....	8 353	7 773	7 769	7 812	114 314	146 021

Les ententes pour la location de locaux totalisent 144 986 \$ et ont été signées avec Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC). L'Office a engagé avec Service Public et Approvisionnement Canada une entente pour une période de 20 ans à partir de l'exercice 2020 pour la location des nouveaux locaux du siège social, ainsi qu'une entente pour une période de 20 ans pour la location des locaux de la salle de conservation.

10. Passif éventuel

Dans le cours normal de ses activités, l'Office est assujéti à diverses réclamations ou poursuites judiciaires. La direction est d'avis que dans l'éventualité où l'Office serait tenu responsable, le montant global du passif qui en résulterait ne serait pas significatif.

11. Charges par principaux articles de dépenses et types de revenus

Le tableau qui suit présente les charges engagées et les revenus générés par principaux articles de dépenses et type de revenus.

(a) Charges

	2020	2019
	(en milliers de dollars)	
Salaires et avantages sociaux.....	45 168	43 030
Services professionnels et spécialisés.....	10 347	11 863
Location.....	6 956	5 553
Transport et communication.....	2 858	3 114
Amortissement des immobilisations corporelles.....	2 679	1 998
Matériel et fournitures.....	2 172	1 483
Participation en espèces dans les coproductions.....	1 449	1 466
Réparations et entretien.....	1 289	1 129
Information.....	647	583
Redevances.....	369	577
Perte sur l'aliénation des immobilisations corporelles.....	368	194
Divers.....	187	39
Sous-traitance pour production de films et développement en laboratoire.....	170	221
	74 659	71 250

(a) Revenus

	2020	2019
	(en milliers de dollars)	
Redevances et abonnements.....	2 280	1 919
Partenariats et préventes.....	2 220	1 560
Plans d'archives.....	361	460
Copies de films et téléchargements.....	125	183
Divers.....	52	66
	5 038	4 188

Office national du film – fin

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2020 – fin

12. Opérations entre apparentées

En vertu du principe de propriété commune, l'Office est apparenté à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada ainsi qu'avec ses principaux dirigeants, les proches parents de ceux-ci et les entités soumises au contrôle de ces personnes. L'Office conclut des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités et selon des modalités commerciales normales. Ces transactions sont constatées à la valeur d'échange à l'exception des services non constatés à l'état des résultats et de la situation financière nette ministérielle.

Le gouvernement a centralisé certaines de ses activités administratives de manière à optimiser l'efficacité et l'efficacité de la prestation des programmes auprès du public. Le gouvernement fait donc appel à des organismes centraux et à des organisations de services communs, de sorte qu'un seul ministère fournit gratuitement des services à tous les autres ministères et organismes. Le coût de ces services, qui comprennent les services de paye et d'émission des chèques offerts à tous les ministères et organismes par SPAC, les services d'audit interne offerts par le Bureau du contrôleur général ainsi que les services d'audit offerts par le Bureau du vérificateur général, n'est pas inclus dans l'état des résultats et de la situation financière nette ministérielle.

	2020	2019
	(en milliers de dollars)	
Débiteurs	401	382
Créditeurs	2 641	4 947
Charges	22 162	19 907
Revenus	1 253	942

Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2020, l'Office a loué des locaux de Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) pour un montant de 5 919 \$ (2019 – 4 558 \$). Ce montant est inclus dans les Charges. Le montant des Charges de 2020 inclut un montant capitalisé de 6 491 \$ (2019 – 6 909 \$).

13. The Documentary Channel

Depuis 2002, l'Office a une participation permanente de 14 %, soit 14 unités de 1 \$ chacune, dans la chaîne de télévision spécialisée The Documentary Channel. L'entente de participation stipule que les obligations de l'Office à l'égard des dettes, des passifs et autres obligations se limitent au capital investi.

Les revenus tirés de placements de portefeuille ne sont constatés que dans la mesure où ils sont reçus ou exigibles et sont présentés aux revenus divers à l'état des résultats et de la situation financière nette ministérielle au montant de 0 \$ (0 \$ en 2019).

14. Droits contractuels

De par leur nature, les activités de l'Office peuvent donner lieu à des droits aux ressources économiques découlant de contrats ou d'accords qui donneront lieu à des actifs et à des revenus dans l'avenir. Au cours de l'exercice, l'Office a conclu une entente avec un collaborateur d'une valeur de 1 000 \$, dont 597 \$ reste à être encaissé au cours des exercices ultérieurs. Au cours de l'exercice 2018, l'Office a conclu une entente avec un collaborateur d'une valeur de 1 540 \$, dont la balance a été encaissée au cours de l'exercice.

	2021	2022	2023	2024	2025 +	Total
	(en milliers de dollars)					
Droits contractuels	597	–	–	–	–	597

Fonds renouvelable de Passeport Canada

Déclaration de responsabilité de la direction

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de Passeport Canada tels qu'exigés par et selon la politique du Conseil du Trésor énoncée dans la *Directive sur l'imputation et les autorisations financières spéciales* et les exigences de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés par la gestion du Fonds selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers incombe à la gestion du Fonds. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et jugements de la gestion tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, le Fonds maintient une série de comptes qui représentent un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. L'information financière soumise pour la préparation des *Comptes publics du Canada* et incluse dans le *Rapport sur les résultats ministériels* du ministère concorde avec les états financiers ci-joints.

La gestion financière du Fonds élabore et distribue les politiques financières et comptables et émet des directives spécifiques assurant le respect des normes de comptabilité et de gestion financière. Le Fonds maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ces systèmes sont conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées par le Parlement, exécutées selon les règlements applicables et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la gestion du Fonds. Des programmes d'audit interne augmentent l'efficacité des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Le Fonds s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et autorités directoriales soient compris dans toute l'organisation.

Approuvé par :

Adjointe au dirigeant principal des finances et
Directrice générale, Direction générale stratégie financière
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada
Julie Chassé, CPA, CMA

Dirigeant principal des finances et Contrôleur
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada
Hughes St-Pierre, MA, CPA, CMA

Le 29 juin 2020
Ottawa, Ontario

Fonds renouvelable de Passeport Canada – suite

État de l'autorisation fournie (employée) (non audité) pour l'exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2020		2019	
	Prévisions ¹	Chiffres réels	Prévisions ¹	Chiffres réels
Résultats nets	(146 497)	(95 383)	(68 692)	7 875
Éléments n'affectant pas l'encaisse	3 194	2 579	3 085	2 726
Fonds provenant (employés) de l'exploitation.....	(143 303)	(92 804)	(65 607)	10 601
Éléments affectant l'encaisse				
Acquisitions nettes d'immobilisations corporelles	(35 521)	(1 365)	(20 000)	(96)
Autres éléments nets d'actifs et de passifs.....	–	(7 139)	–	3 653
Autorisation fournie (employée)	(178 824)	(101 308)	(85 607)	14 158

¹ Les chiffres de la colonne « Prévisions » pour l'exercice en cours et précédent proviennent, lorsque disponibles, du budget des dépenses de l'exercice en cours, Partie II – Budget principal des dépenses.

Rapprochement de l'autorisation non employée (non audité) au 31 mars

(en milliers de dollars)

	2020	2019
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	1 220 106	1 311 466
Imputation des crédateurs sur le crédit à la fin de l'exercice.....	(51 051)	(44 708)
Créances affectées au crédit à la fin de l'exercice	2 697	6 302
Autorisation nette fournie à la fin de l'exercice	1 171 752	1 273 060
Autorisation non employée reportée.....	1 171 752	1 273 060

Fonds renouvelable de Passeport Canada – suite

État de la situation financière (non audité) au 31 mars 2020

(en milliers de dollars)

	2020	2019
Actifs		
Actifs financiers		
Débiteurs (note 3).....	3 003	7 282
Stocks destinés à la revente (note 4).....	8 163	5 752
	11 166	13 034
Actifs non financiers		
Frais payés d'avance (note 5).....	28 548	24 333
Stocks détenus pour fins de consommation (note 4).....	4 131	2 394
Immobilisations corporelles (note 6).....	3 183	4 232
	35 862	30 959
	47 028	43 993
Passifs		
Créiteurs et charges à payer (note 7).....	55 200	48 307
Avantages sociaux futurs.....	2 643	2 478
	57 843	50 785
Passif net (note 8).....	(10 815)	(6 792)
Situation financière nette du Fonds.....	47 028	43 993

Obligations contractuelles (note 9)

Passifs éventuels (note 10)

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable de Passeport Canada – suite

État des résultats et du passif net (non audité) pour l'exercice terminé le 31 mars 2020

(en milliers de dollars)

	2020	2019
Revenus		
Droits gagnés.....	274 885	367 075
Revenus divers	236	234
	275 121	367 309
Frais d'exploitation		
Services professionnels et spéciaux	215 237	203 768
Traitements et avantages sociaux.....	87 341	77 568
Fret, messagerie et camionnage.....	19 375	22 404
Matériel de passeport.....	17 160	20 465
Services de passeports dans les missions à l'étranger.....	10 404	9 666
Location	6 411	5 977
Locaux	5 174	4 457
Amortissement des immobilisations corporelles.....	2 414	2 712
Information	2 392	1 470
Imprimerie, papeterie et fournitures.....	2 061	7 965
Entretien et réparation	1 466	1 980
Voyages et réinstallations.....	851	959
Provision pour avantages sociaux futurs.....	165	16
Autres.....	53	27
Total des frais d'exploitation	370 504	359 434
Résultats nets	(95 383)	7 875
Actif (passif) net, au début de l'exercice.....	(6 792)	6 088
Ressources financières nettes employées (fournies) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	91 360	(20 753)
Transfert des paiements de transition pour la mise en oeuvre des paiements de salaires en arrérages	–	(2)
Passif net, à la fin de l'exercice (note 8)	(10 815)	(6 792)

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable de Passeport Canada – suite

État des flux de trésorerie (non audité) pour l'exercice terminé le 31 mars 2020

(en milliers de dollars)

	2020	2019
Activités d'exploitation		
Résultats nets.....	(95 383)	7 875
Éléments n'affectant pas l'encaisse		
Amortissement des immobilisations corporelles	2 414	2 712
Provision pour avantages sociaux futurs	165	16
Transfert des paiements de transition pour la mise en œuvre des paiements de salaires en arrérages	–	(2)
	(92,804)	10,601
Variation de l'état de la situation financière		
Diminution des débiteurs.....	4 279	4 644
Augmentation des frais payés d'avance	(4 215)	(2 147)
Diminution (augmentation) des stocks destinés à la revente	(2 411)	4 713
Diminution (augmentation) des stocks détenus pour fins de consommation	(1 737)	647
Augmentation des créditeurs et des charges à payer	6 893	2 391
	(89 995)	20 849
Activité d'investissement en immobilisations		
Acquisition d'immobilisations corporelles.....	(1 365)	(96)
Ressources financières nettes fournies (employées) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice.....	(91 360)	20 753
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice.....	1 311 466	1 290 713
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice (note 8).....	1 220 106	1 311 466

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable de Passeport Canada – suite

Notes aux états financiers (non auditées) pour l'exercice terminé le 31 mars 2020

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable de Passeport Canada (le « Fonds ») a été établi en 1969 pour assurer la délivrance de passeports et autres documents de voyage au Canada et à l'étranger. La *Loi sur les fonds renouvelables* autorise le fonctionnement du Fonds.

Une autorisation permanente du Parlement, au montant de 1\$, autorise le Fonds à effectuer des paiements à partir du Trésor pour le fonds de roulement et l'acquisition d'immobilisations corporelles.

2. Sommaire des principales conventions comptables

Les présents états financiers ont été établis selon les exigences de rapport du receveur général du Canada en matière de fonds renouvelables. Le référentiel comptable qui a servi à préparer ces états financiers diffère des principes comptables généralement reconnus pour le secteur public pour les raisons suivantes :

- l'indicateur de la dette nette et l'état de la variation de la dette nette ne sont pas présentés dans les états financiers.
- les services reçus sans frais d'autres ministères et organismes gouvernementaux ne sont pas comptabilisés à titre de charges.
- les charges sont comptabilisées par type dans l'état des résultats et du passif net et non par fonction ou par principaux programmes.
- aucun passif n'est comptabilisé au titre des congés de maladie.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

a) Constatation des revenus

Les revenus tirés des droits de passeport sont comptabilisés au moment de la demande, qui est effectuée lors de la réception du paiement et de la vérification de l'intégralité des données contenues dans la demande.

b) Stocks

Les stocks de matériel et de fournitures sont évalués au coût le plus bas entre le coût moyen et la valeur de réalisation nette.

c) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et amorties selon la méthode linéaire sur leur durée de vie utile estimative comme suit :

<u>Catégorie d'immobilisations</u>	<u>Période d'amortissement</u>
Mobilier de bureau	10 ans
Véhicules	8 ans
Matériel informatique	5 à 10 ans
Logiciels (achetés et développés)	3 à 10 ans
Machines et matériel	15 ans
Améliorations locatives	Le moindre du reste de la durée du bail ou de la vie utile estimative de l'amélioration

Les actifs en construction sont comptabilisés dans la catégorie d'actifs applicable dans l'exercice au cours duquel ils deviennent utilisables et ne sont amortis qu'à partir de cette date.

d) Avantages sociaux futurs

Prestations de retraite

Les employés admissibles du Fonds participent au Régime de retraite de la fonction publique, un régime d'avantages sociaux multi employeurs administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations du Fonds au régime sont passées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées et elles représentent l'obligation totale du Fonds découlant du régime. La responsabilité du Fonds relative au régime de retraite se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, répondant du régime.

Fonds renouvelable de Passeport Canada – suite

Notes aux états financiers (non auditées) pour l'exercice terminé le 31 mars 2020 – suite

Indemnités de cessation d'emploi

L'accumulation des indemnités de départ pour les départs volontaires a cessé pour la majorité des employés. L'obligation restante pour les employés du Fonds qui n'ont pas retiré leurs indemnités est calculée à l'aide de l'information provenant des résultats du passif déterminé sur une base actuarielle pour les indemnités de départ pour l'ensemble du gouvernement.

3. Débiteurs

Le tableau ci-dessous présente le détail des débiteurs du Fonds :

	2020	2019
	(en milliers de dollars)	
Débiteurs		
Débiteurs – Gouvernement du Canada.....	2 950	6 989
Débiteurs – Parties externes.....	53	293
	3 003	7 282

4. Stocks

Le tableau ci-dessous présente le détail des stocks du Fonds, évalués au coût le plus bas entre le coût moyen et la valeur de réalisation nette :

	2020	2019
	(en milliers de dollars)	
Stocks		
Stocks destinés à la revente	8 163	5 752
Stocks détenus pour les fins de consommation	4 131	2 394
	12 294	8 146

Les stocks destinés à la revente sont des livrets de passeports. Les stocks détenus pour fins de consommation sont principalement composés d'enveloppes prépayées et de matériel informatique.

Le coût des stocks utilisés reconnu en tant que charges dans l'État des résultats et du passif net du Fonds est 33 034 341 \$ pour 2019-2020 (38 554 525 \$ pour 2018-2019).

5. Frais payés d'avance

Le tableau ci-dessous présente le détail des frais payés d'avance:

	2020	2019
	(en milliers de dollars)	
Frais payés d'avance		
Frais payés d'avance – Initiative de la modernisation.....	27 645	24 084
Frais payés d'avance – Autres.....	903	249
	28 548	24 333

Dans le cadre de l'initiative de la modernisation, le programme de Passeport effectue une transition vers le système mondial de gestion des cas (SMGC) et le système intégré de gestion des paiements et des revenus (SIGPR) d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) pour le traitement des demandes de passeports. Les charges affectées à cette initiative sont enregistrées en tant que frais payés d'avance dans les états financiers du Fonds. Les frais payés d'avance sont ensuite graduellement constatés comme charges afin de refléter l'utilisation des systèmes d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) par le Fonds.

Fonds renouvelable de Passeport Canada – suite

Notes aux états financiers (non auditées) pour l'exercice terminé le 31 mars 2020 – suite

6. Immobilisations corporelles

Le tableau ci-dessous présente le détail des immobilisations corporelles du Fonds détenues au cours de l'année :

Coût	Solde au début de l'exercice	Acquisitions	Cessions	Solde à la fin de l'exercice
	(en milliers de dollars)			
Plan de perfectionnement de la technologie	2 906	–	–	2 906
Améliorations locatives.....	4 353	–	–	4 353
Mobilier de bureau.....	82	–	–	82
Matériel informatique	5 124	–	–	5 124
Logiciels	27 086	–	–	27 086
Véhicules	21	–	–	21
Machines et matériel	406	–	–	406
Actifs en construction	–	1 365	–	1 365
	39 978	1 365	–	41 343
	Solde au début de l'exercice	Amortissement	Ajustements	Solde à la fin de l'exercice
	(en milliers de dollars)			
Plan de perfectionnement de la technologie	2 906	–	–	2 906
Améliorations locatives.....	4 353	–	–	4 353
Mobilier de bureau.....	29	7	–	36
Matériel informatique	5 071	53	–	5 124
Logiciels	23 145	2 332	–	25 477
Véhicules	13	2	–	15
Machines et matériel	229	20	–	249
	35 746	2 414	–	38 160
Valeur comptable nette			2020	2019
			(en milliers de dollars)	
Plan de perfectionnement de la technologie			–	–
Améliorations locatives.....			–	–
Mobilier de bureau.....			46	53
Matériel informatique			–	53
Logiciels			1 609	3 941
Véhicules			6	8
Machines et matériel			157	177
Actifs en construction			1 365	–
			3 183	4 232

7. Crédoiteurs et charges à payer

Le tableau ci-dessous présente le détail des crédoiteurs et charges à payer du Fonds :

	2020	2019
	(en milliers de dollars)	
Crédoiteurs et charges à payer		
Crédoiteurs – Gouvernement du Canada	33 467	23 467
Crédoiteurs – Parties externes.....	8 154	10 399
Charges à payer – Parties externes.....	12 765	14 307
Retenues sur paiements aux entrepreneurs.....	814	134
	55 200	48 307

Fonds renouvelable de Passeport Canada – suite

Notes aux états financiers (non auditées) Pour l'exercice terminé le 31 mars 2020 – suite

8. Passif net

Le surplus accumulé est l'accumulation des surplus et des déficits de chacun des exercices financiers depuis la création du Fonds.

L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds représente les recettes et déboursés cumulatifs depuis la création du Fonds.

L'apport en capital correspond à la valeur des immobilisations corporelles financées par les apports en capital à la création du Fonds.

	2020	2019
	(en milliers de dollars)	
Passif net		
Surplus accumulé:		
Solde d'ouverture	1 224 200	1 216 327
Résultats nets	(95 383)	7 875
Transfert des paiements de transition pour la mise en œuvre des paiements de salaires en arrérages.....	–	(2)
Solde de clôture	1 128 817	1 224 200
Imputation nette accumulée su l'autorisation du Fonds:		
Solde d'ouverture	(1 311 466)	(1 290 713)
Ressources financières nettes employées (fournies) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	91 360	(20 753)
Solde de clôture	(1 220 106)	(1 311 466)
Apport en capital	80 474	80 474
Passif net, fin d'exercice	(10 815)	(6 792)

9. Obligations contractuelles

Le Fonds est lié à des obligations contractuelles pour l'achat de biens et d'autres services de par la nature de ses activités.

Les versements futurs maximums prévus au contrat avec son fournisseur de passeports vierges, la location de locaux et les autres fournisseurs se chiffrent approximativement à :

	(en milliers de dollars)
2021	61 968
2022	31 931
2023	28 040
2024	44 012
2025	44 591
2026 et années subséquentes	317 088
	527 630

10. Passifs éventuels

Dans le cours normal de ses activités, le Fonds peut être impliqué dans diverses procédures judiciaires. Certaines de ces procédures peuvent occasionner des obligations réelles selon que certains événements futurs se produisent ou non. Les réclamations et litiges pour lesquels le dénouement est indéterminable et dont le montant peut faire l'objet d'une estimation raisonnable de la direction s'élèvent à 500 000 \$ au 31 mars 2020.

Fonds renouvelable de Passeport Canada – fin

Notes aux états financiers (non auditées) Pour l'exercice terminé le 31 mars 2020 – fin

11. Opérations entre apparentés

Le Fonds est apparenté à titre de propriété commune à tous les ministères, organismes et sociétés d'État créés par le gouvernement fédéral. Les paiements liés aux services de passeports dans les missions à l'étranger, à la prestation de services et de traitement des demandes de passeports au Canada, à la location de locaux, aux services juridiques ainsi qu'aux cotisations de l'employeur aux régimes de soins de santé et de soins dentaires ont été effectués entre les apparentés dans le cours normal des activités. Toutes les opérations entre apparentés sont comptabilisées à la valeur d'échange, laquelle est représentative de l'entente entre les deux parties.

Le coût présenté à titre de services professionnels et spéciaux à l'état des résultats et du passif net inclut les principales transactions suivantes avec Services Partagés Canada (SPC) et Emploi et Développement Social Canada (EDSC) :

	2020	2019
	(en milliers de dollars)	
Opérations entre apparentés		
Prestation de services, opérations et services internes (EDSC)	150 323	152 972
Services liés aux technologies de l'information (SPC).....	15 753	14 776
Traitement des demandes de passeport (EDSC).....	11 065	11 264
Transition et modernisation (EDSC).....	7 135	4 420
e-Passeport (EDSC).....	1 732	735
	186 008	184 167

Le tableau suivant présente le total des autres transactions entre apparentés telles que la location de locaux, les services juridiques, les cotisations de l'employeur aux régimes de soins de santé et de soins dentaires et les revenus d'autres ministères gouvernementaux :

	2020	2019
	(en milliers de dollars)	
Charges– Autres ministères et organismes gouvernementaux	38 205	34 787
Revenus– Autres ministères et organismes gouvernementaux.....	(3 893)	(3 824)

Une partie intégrante des activités d'opération du Fonds est de percevoir les frais consulaires pour le compte de la division des affaires consulaires des Affaires mondiales Canada (AMC). Ces frais consulaires ne font pas partie des revenus dans l'état des résultats et du passif net. Pour l'exercice 2019-2020, le Fonds a perçu et remis aux AMC des frais consulaires de 35 911 550 \$ (51 390 875 \$ en 2018-2019).

12. Chiffres comparatifs

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés afin d'être conformes à la présentation de l'exercice en cours.

Fonds renouvelable de la production de défense

Déclaration de responsabilité de la direction

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de la production de défense (le « Fonds ») tels qu'exigés par la politique du Conseil du Trésor sur la *Directive sur l'imputation et les autorisations financières spéciales* selon les exigences de rapport du receveur général du Canada.

Il n'y a eu aucune transaction financière portée au Fonds pour l'exercice terminé le 31 mars 2020.

Approuvée par :

Dirigeant principal des finances par intérim
Services publics et Approvisionnement Canada
Michel D'Amour, CPA, CMA,

Sylvie Girard pour
Sous-ministre adjoint
Direction générale de l'approvisionnement maritime et de défense
Services publics et Approvisionnement Canada
André Fillion

Le 3 juillet 2020
Gatineau, Canada

Fonds renouvelable de la production de défense

Rapprochement de l'autorisation non employée (non audité) au 31 mars

(en milliers de dollars)

	2020	2019
Limite conjointe d'autorisation (note 1).....	100 000	100 000
Autorisation nette disponible pour l'autorisation du Fonds.....	100 000	100 000
Autorisation non employée reportée.....	100 000	100 000

Compte de prêts de la production de défense

Rapprochement de l'autorisation non employée (non audité) au 31 mars

(en milliers de dollars)

	2020	2019
Limite conjointe d'autorisation (note 1).....	100 000	100 000
Autorisation imputée au Fonds renouvelable de la production de défense.....	(100 000)	(100 000)
Autorisation non employée reportée.....	-	-

Fonds renouvelable de la production de défense – fin

Note afférente aux états financiers (non audités) pour l'exercice clos le 31 mars 2020

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable de la production de défense (le « Fonds ») a été autorisé en vertu de l'article 15 de la *Loi sur la production de défense*. Il a été établi en 1951 dans le but :

- a) de financer le stockage de fournitures de défense ou de matériel stratégique;
- b) d'octroyer des prêts ou avances afin de faciliter les achats concernant la défense, tels que des prêts de fonds de roulement qui serviront à faire des paiements anticipés sur contrat; toutefois les prêts ou paiements anticipés ne peuvent être utilisés à titre de dépense en capital; et
- c) de permettre des paiements initiaux au titre de fournitures de défense qui peuvent être rapidement facturés à un ministère, un organisme gouvernemental ou un gouvernement associé avant la livraison effective des biens.

La *Loi sur la régularisation des comptes* (S.C. 1980, C.17) a eu pour effet de créer un compte de prêt pour la production de défense séparé pour les prêts ou les avances autorisés en vertu de la *Loi sur la production de défense*, article b) ci-dessus.

Le Fonds et le Compte de prêts de la production de défense ont une autorisation conjointe, permanente et continue conférée par le Parlement, d'effectuer des paiements sur le Trésor, le montant total ne devant excéder 100 millions \$ en aucun temps.

Fonds renouvelable des Services immobiliers

Déclaration de responsabilité de la direction

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable des Services immobiliers tels qu'exigés par la *Directive sur l'imputation et les autorisations financières spéciales* du Conseil du Trésor selon les exigences de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés par la direction du Fonds selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Les renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et jugements de la direction tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, la direction maintient une série de comptes centralisés où sont enregistrées les opérations financières du Fonds. L'information financière soumise pour la préparation des *Comptes publics du Canada* et incluse dans le Rapport sur les résultats ministériels concorde avec les états financiers ci-joints.

La direction élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect des normes de comptabilité et de gestion financière. La direction maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ils sont conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées, exécutées selon des règlements applicables, et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la direction du Fonds. Des programmes d'audit interne augmentent l'efficacité des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. La direction s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et pouvoirs de la direction soient compris dans toute l'organisation.

La direction a présenté les états financiers à l'auditeur indépendant externe, qui les a audités dans le but de fournir sur ceux-ci une opinion indépendante qui est annexée aux présents états financiers.

Approuvée par :

Dirigeant principal des finances par intérim,
Services publics et Approvisionnement Canada
Michel D'Amour, CPA, CMA

Sous-ministre adjoint
Direction générale des services immobiliers
Services publics et Approvisionnement Canada
Stéphane Déry, CPA, CMA, MPA

Le 3 juillet 2020
Gatineau, Canada

Fonds renouvelable des Services immobiliers – suite

État de l'autorisation fournie (employée) (non audité) pour l'exercice clos le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2020		2019	
	Prévisions ¹	Chiffres réels	Prévisions ¹	Chiffres réels
Résultats nets	(14 404)	(20 209)	(2 700)	(3 556)
Fonds provenant (employés) de l'exploitation.....	(14 404)	(20 209)	(2 700)	(3 556)
Éléments affectant l'encaisse				
Transfert de salaires payés en surplus entre ministères	–	98	–	71
Autres éléments nets d'actifs et de passifs.....	3 190	14 244	(1 000)	1 312
Autorisation fournie (employée)	(11 214)	(5 867)	(3 700)	(2 173)

¹ Les chiffres de la colonne « Prévisions » pour l'exercice en cours et précédent proviennent, lorsque disponibles, du budget des dépenses de l'exercice en cours, Partie II – Budget principal des dépenses.

Rapprochement de l'autorisation non employée (non audité) au 31 mars

(en milliers de dollars)

	2020	2019
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	145 006	270 618
Imputation des créateurs sur le crédit à la fin de l'exercice	(345 758)	(438 675)
Créances affectées au crédit à la fin de l'exercice	242 828	215 675
Autres éléments.....	16 560	16 885
Autorisation nette fournie (employée), à la fin de l'exercice	58 636	64 503
Limite de l'autorisation (note 1).....	150 000	150 000
Autorisation non employée reportée.....	208 636	214 503

Fonds renouvelable des Services immobiliers – suite

Rapport de l'auditeur indépendant

Au sous-ministre, Services publics et Approvisionnement Canada

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers du Fonds renouvelable des Services immobiliers (le « Fonds »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2020, et les états des résultats, du passif net et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables (appelés collectivement les « états financiers »).

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Fonds au 31 mars 2020, ainsi que des résultats de ses activités, du passif net et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux dispositions en matière d'information financière stipulées pour les fonds renouvelables décrites par le receveur général du Canada de la *Directive sur l'imputation et les autorisations financières spéciales*.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues (NAGR) du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants du Fonds conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Référentiel comptable

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention des lecteurs sur la note 2 des états financiers, qui décrit le référentiel comptable appliqué. Les états financiers ont été préparés pour permettre au Fonds de se conformer aux dispositions en matière d'information financière stipulées pour les fonds renouvelables décrites par le receveur général du Canada dans la *Directive sur l'imputation et les autorisations financières spéciales*. En conséquence, il est possible que les états financiers ne puissent se prêter à un usage autre.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux dispositions en matière d'information financière stipulées pour les fonds renouvelables décrites par le receveur général du Canada de la *Directive sur l'imputation et les autorisations financières spéciales*, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du Fonds à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le Fonds ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du Fonds.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Fonds renouvelable des Services immobiliers – suite

Rapport de l'auditeur indépendant – fin

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Fonds.
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Fonds à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le Fonds à cesser son exploitation.
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Deloitte S E N C R L / s r l
Comptables professionnels agréés
Experts-comptables autorisés

Le 3 juillet 2020

Fonds renouvelable des Services immobiliers – suite

État de la situation financière au 31 mars 2020

(en milliers de dollars)

	2020	2019
Actifs		
Actifs financiers		
Fonds en transit	1	903
Débiteurs (note 3).....	255 670	228 109
Autres actifs (note 4)	25 847	34 061
	281 518	263 073
Actifs non financiers		
Charges payées d'avance	66	45
Total des actifs.....	281 584	263 118
Passifs		
Créditeurs et charges à payer (note 5).....	355 374	445 403
Indemnités de vacances et congés compensatoires	19 670	14 748
Dépôts de garantie des entrepreneurs.....	818	2 638
Indemnité de départ aux employés (note 6)	12 858	12 966
	388 720	475 755
Passif net (note 7)	(107 136)	(212 637)
Situation financière nette du Fonds	281 584	263 118

Obligations contractuelles (note 8)

Passifs éventuels (note 9)

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable des Services immobiliers – suite

État des résultats et du passif net pour l'exercice clos le 31 mars 2020

(en milliers de dollars)

	2020	2019
Revenus		
Services de biens immobiliers – autres ministères	1 748 407	1 740 040
Services de biens immobiliers – portefeuille Services publics et Approvisionnement Canada	287 661	259 207
Autres revenus	4 149	3 222
	2 040 217	2 002 469
Coût des ventes	(1 569 045)	(1 551 262)
Bénéfice brut	471 172	451 207
Frais d'exploitation		
Salaires et avantages sociaux	357 005	319 521
Services généraux et administratifs	81 178	82 969
Services professionnels et spéciaux	22 709	24 060
Coûts d'occupation	17 600	16 285
Services publics, fournitures et approvisionnements	3 840	4 509
Transports et télécommunications	3 714	3 619
Autres charges	3 373	717
Indemnités de départ aux employés (note 6)	1 962	3 083
Total des frais d'exploitation	491 381	454 763
Résultats nets	(20 209)	(3 556)
Passif net, au début de l'exercice	(212 637)	(203 276)
Transfert de salaires payés en surplus entre ministères	98	71
Ressources financières nettes employées (fournies) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice (note 7)	125 612	(5 876)
Passif net, à la fin de l'exercice (note 7)	(107 136)	(212 637)

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable des Services immobiliers – suite

État des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 mars 2020

(en milliers de dollars)

	2020	2019
Activités d'exploitation		
Résultats nets.....	(20 209)	(3 556)
Variation de l'état de la situation financière		
Diminution (augmentation) des fonds en transit.....	902	317
Diminution (augmentation) des débiteurs	(27 561)	16 194
Diminution (augmentation) des autres actifs	8 214	(1 058)
Diminution (augmentation) des charges payées d'avance.....	(21)	(16)
Augmentation (diminution) des créditeurs et charges à payer	(90 029)	(7 235)
Augmentation (diminution) des indemnités de vacances et congés compensatoires	4 922	77
Augmentation (diminution) des dépôts de garantie des entrepreneurs.....	(1 820)	771
Augmentation (diminution) des indemnités de départ aux employés.....	(108)	311
	(105 501)	9 361
Transfert de salaires payés en surplus entre ministères	98	71
Ressources financières nettes fournies (employées) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice (note 7)	(125 612)	5 876
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice.....	270 618	264 742
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice	145 006	270 618

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable des Services immobiliers – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2020

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable des Services immobiliers (le « Fonds ») est un mécanisme de financement pour le programme des Services des biens immobiliers (SBI). Ce programme fournit trois types de services immobiliers : la livraison de projets, la gestion des immeubles et des installations ainsi que des avis. Ces services sont rendus au portefeuille des biens immobiliers de Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) ainsi qu'aux autres ministères du gouvernement du Canada. Selon la *Loi sur les fonds renouvelables*, le programme peut dépenser les revenus provenant de ces services sans l'approbation du Conseil du Trésor. La somme des dépenses ne peut, à aucun moment, dépasser de plus de 150 000 000 \$ la somme des recettes perçues.

Le Fonds a reçu l'autorisation du Conseil du Trésor de prélever de son autorisation non utilisée un montant total ne dépassant pas 10 000 000 \$ pour financer provisoirement des éléments de caisse en fin d'exercice.

2. Principales conventions comptables

Ces états financiers ont été préparés conformément aux principales conventions comptables décrites ci-après afin de satisfaire aux exigences de présentation de l'information à l'égard des fonds renouvelables définies par le receveur général du Canada selon la *Directive sur l'imputation et les autorisations financières spéciales* du Secrétariat du Conseil du Trésor. La méthode de comptabilisation utilisée pour l'établissement des états financiers diffère des normes comptables canadiennes pour le secteur public principalement parce que :

- aucun passif n'est constaté pour les congés de maladie;
- l'indicateur de la dette nette, et l'état de la variation de la dette nette ne sont pas présentés dans les états financiers;
- les droits contractuels, les actifs éventuels ainsi que les transactions inter-entités et les parties liées ne sont pas présentés dans les états financiers.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

a) Constatation des revenus

Les revenus générés au titre des services professionnels et techniques sont constatés lorsque les services sont rendus. Les recouvrements sur les débours pour le compte des ministères et organismes fédéraux et de parties de l'extérieur sont constatés au fur et à mesure que les coûts sont encourus par le Fonds et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

b) Débiteurs

Les débiteurs sont comptabilisés en fonction des montants que l'on prévoit réaliser. Une provision est établie pour les débiteurs dont le recouvrement est incertain.

c) Constatation des charges

Les charges sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les indemnités de vacances et les congés compensatoires sont comptabilisés au fur et à mesure que les employés en acquièrent le droit en vertu de leurs conditions d'emploi.

d) Avantages sociaux futurs

Prestations de retraite

Les employés admissibles du Fonds participent au régime de pension de retraite de la fonction publique (le « régime »), un régime d'avantages postérieurs à l'emploi multi employeurs administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations du Fonds au régime sont passées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées et elles représentent l'obligation totale du Fonds découlant du régime. La responsabilité du Fonds relative au régime se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, en sa qualité de répondant du régime.

Fonds renouvelable des Services immobiliers – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2020 – suite

Indemnités de départ

Les employés du Fonds avaient droit à des indemnités de départ prévues dans leurs conventions collectives ou conditions d'emploi. Ces avantages s'accumulaient à mesure que les services y donnant droit étaient rendus. L'obligation au titre des indemnités de départ acquises par les employés est calculée en utilisant l'information issue des résultats des passifs établis par des calculs actuariels relatifs aux indemnités de départ des employés du gouvernement dans son ensemble.

e) Congés de maladie

Les employés ont le droit d'accumuler des congés de maladie non utilisés. Toutefois, ces congés ne peuvent être utilisés qu'en cas de maladie. Selon la pratique gouvernementale courante, les congés de maladie non utilisés au moment de la cessation d'emploi ne deviennent pas payables à l'employé. Par conséquent, aucun passif n'a été comptabilisé à cet égard dans les présents états financiers. Les paiements des congés de maladie sont inclus dans les opérations courantes lorsqu'ils sont engagés.

f) Passifs éventuels

Le passif éventuel représente des obligations possibles qui peuvent devenir des obligations réelles selon que certains événements futurs se produisent ou non. Dans la mesure où l'événement futur risque de se produire ou non, et si l'on peut établir une estimation raisonnable de la perte, on comptabilise un passif estimatif et une charge. Si la probabilité ne peut être déterminée ou s'il est impossible de faire une estimation raisonnable du montant, l'éventualité est présentée dans les notes afférentes aux états financiers.

g) Incertitude relative à la mesure

La préparation des états financiers exige de la direction qu'elle fasse des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants des actifs, des passifs, des revenus et des charges présentés dans les états financiers. Au moment où elle a préparé les présents états financiers, la direction considère que les estimations et les hypothèses sont raisonnables. Les principaux éléments pour lesquels des estimations sont faites sont la provision pour créances douteuses sur les débiteurs de parties externes, le montant de certaines charges à payer, le passif lié aux indemnités de vacances et congés compensatoires et le passif lié aux indemnités de départ aux employés. Il se pourrait que les résultats réels diffèrent des estimations de manière importante. Les estimations de la direction sont examinées périodiquement et, à mesure que les ajustements deviennent nécessaires, ils sont constatés dans les états financiers de l'exercice où ils sont connus.

3. Débiteurs

	2020	2019
	(en milliers de dollars)	
Autres ministères et organismes gouvernementaux	242 828	215 675
Parties externes	13 006	12 648
	255 834	228 323
Moins : provision pour créances douteuses sur les débiteurs de parties externes	(164)	(214)
Débiteurs nets	255 670	228 109

4. Autres actifs

	2020	2019
	(en milliers de dollars)	
Avances remboursables de la taxe de vente	24 951	33 256
Autres avances	896	805
Total autres actifs	25 847	34 061

Fonds renouvelable des Services immobiliers – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2020 – suite

5. Crédoiteurs et charges à payer

	2020	2019
	(en milliers de dollars)	
Parties externes	327 594	424 660
Autres ministères et organismes gouvernementaux	18 164	14 015
	345 758	438 675
Charges à payer.....	9 616	6 728
Total des crédoiteurs et charges à payer.....	355 374	445 403

6. Indemnités de départ aux employés

Le Fonds verse des indemnités de départ aux employés en fonction de l'admissibilité, des années de service et du salaire à la cessation d'emploi. Ces indemnités ne sont pas financées d'avance. Les prestations seront versées en utilisant des autorités futures.

Débutant en 2012, dans le cadre des négociations de conventions collectives et des changements apportés aux conditions d'emploi, l'accumulation des indemnités de départ au titre du programme de paiements d'indemnités de départ aux employés a cessé. Les employés visés par ces changements ont eu la possibilité de se faire payer immédiatement la valeur totale ou partielle des indemnités accumulées à ce jour ou de percevoir la valeur totale ou restante des indemnités à la cessation d'emploi dans la fonction publique. Ces modifications ont été intégrées dans le calcul de l'obligation au titre des indemnités de départ à payer.

Au 31 mars, les indemnités de départ totalisaient :

	2020	2019
	(en milliers de dollars)	
Obligation au titre des indemnités de départ, début de l'exercice.....	12 966	12 655
Charge de l'exercice	1 962	3 083
Indemnités versées au cours de l'exercice.....	(2 070)	(2 772)
Obligation au titre des indemnités de départ, fin de l'exercice.....	12 858	12 966

7. Passif net

Le surplus accumulé est l'accumulation des surplus et des déficits de chacun des exercices financiers depuis la création du Fonds.

L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds (INASAF) représente les recettes et les déboursés cumulatifs depuis la création du Fonds.

	2020	2019
	(en milliers de dollars)	
Surplus accumulé, début de l'exercice	57 981	61 466
Résultats nets.....	(20 209)	(3 556)
Transfert de salaires payés en surplus entre ministères	98	71
Surplus accumulé, fin de l'exercice	37 870	57 981
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, début de l'exercice	(270 618)	(264 742)
Ressources financières nettes employées (fournies) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	125 612	(5 876)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, fin de l'exercice	(145 006)	(270 618)
Passif net, à la fin de l'exercice	(107 136)	(212 637)

Fonds renouvelable des Services immobiliers – fin

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2020 – fin

8. Obligations contractuelles

De par leur nature, les activités du Fonds peuvent donner lieu à des contrats et à des obligations en vertu desquels le Fonds sera tenu d'effectuer des paiements échelonnés sur plusieurs années lors de l'acquisition de biens ou de services. Les paiements estimatifs futurs des principales obligations contractuelles sont les suivants:

	(en milliers de dollars)
Exercices se terminant le 31 mars	
2021	561 418
2022	187 547
2023	41 249
2024	8 022
2025 et les exercices suivants	56 749
Total des obligations contractuelles	854 985

9. Passifs éventuels

Dans le cadre de ses opérations, le Fonds doit se défendre dans certains cas de litige. Les causes en instance sont évaluées à 2,7 millions \$ (2,3 millions \$ en 2018-2019). Le règlement éventuel de ces litiges sera imputé, le cas échéant, aux bénéfices des exercices pertinents.

10. Opérations entre apparentés

En vertu du principe de propriété commune, le Fonds est apparenté à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. Le Fonds conclut des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités et selon des modalités commerciales normales.

Fonds renouvelable des Services optionnels

Déclaration de responsabilité de la direction

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable des Services optionnels tels qu'exigés par la *Directive sur l'imputation et les autorisations financières spéciales* du Conseil du Trésor selon les exigences de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés par la direction du Fonds selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Les renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et jugements de la direction tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, la direction maintient une série de comptes centralisés où sont enregistrées les opérations financières du Fonds. L'information financière soumise pour la préparation des *Comptes publics du Canada* et incluse dans le Rapport sur les résultats ministériels concorde avec les états financiers ci-joints.

La direction élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect des normes de comptabilité et de gestion financière. La direction maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ils sont conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées, exécutées selon des règlements applicables et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la direction du Fonds. Des programmes d'audit interne augmentent l'efficacité des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. La direction s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et pouvoirs de la direction soient compris dans toute l'organisation.

La direction a présenté les états financiers à l'auditeur indépendant externe, qui les a audités dans le but de fournir sur ceux-ci une opinion indépendante qui est annexée à ces états financiers.

Approuvée par :

Dirigeant principal des finances par intérim,
Services publics et Approvisionnement Canada
Michel D'Amour, CPA, CMA

Sous-ministre adjointe,
Direction générale de l'approvisionnement
Services publics et Approvisionnement Canada
Arianne Reza

Le 3 juillet 2020
Gatineau, Canada

Fonds renouvelable des Services optionnels – suite**État de l'autorisation fournie (employée) (non audité) pour l'exercice clos le 31 mars**

(en milliers de dollars)

	2020		2019	
	Prévisions ¹	Chiffres réels	Prévisions ¹	Chiffres réels
Résultats nets	(208)	1 017	–	1 103
Éléments n'affectant pas l'encaisse	50	–	50	–
Fonds provenant (employés) de l'exploitation.....	(158)	1 017	50	1 103
Éléments affectant l'encaisse				
Autres éléments nets d'actifs et de passifs.....	(50)	3 082	(50)	(3 221)
Autorisation fournie (employée)	(208)	4 099	–	(2 118)

¹ Les chiffres de la colonne « Prévisions » pour l'exercice en cours et précédent proviennent, lorsque disponibles, du budget des dépenses de l'exercice en cours, Partie II – Budget principal des dépenses.

Rapprochement de l'autorisation non employée (non audité) au 31 mars

(en milliers de dollars)

	2020	2019
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	12 531	10 930
Imputation des créateurs sur le crédit à la fin de l'exercice	(10 638)	(22 195)
Créances affectées au crédit à la fin de l'exercice	1 830	1 600
Autres éléments	(1 551)	7 738
Autorisation nette fournie (employée), à la fin de l'exercice	2 172	(1 927)
Limite de l'autorisation (note 1)	35 000	35 000
Autorisation non employée reportée	37 172	33 073

Fonds renouvelable des Services optionnels – suite

Rapport de l'auditeur indépendant

Au sous-ministre, Services publics et Approvisionnement Canada

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers du Fonds renouvelable des Services optionnels (le « Fonds »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2020, et les états des résultats, du passif net et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables (appelés collectivement les « états financiers »).

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Fonds au 31 mars 2020, ainsi que des résultats de ses activités, du passif net et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux dispositions en matière d'information financière stipulées pour les fonds renouvelables décrites par le receveur général du Canada de la *Directive sur l'imputation et les autorisations financières spéciales*.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues (NAGR) du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants du Fonds conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Référentiel comptable

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention des lecteurs sur la note 2 des états financiers, qui décrit le référentiel comptable appliqué. Les états financiers ont été préparés pour permettre au Fonds de se conformer aux dispositions en matière d'information financière stipulées pour les fonds renouvelables décrites par le receveur général du Canada dans la *Directive sur l'imputation et les autorisations financières spéciales*. En conséquence, il est possible que les états financiers ne puissent se prêter à un usage autre.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux dispositions en matière d'information financière stipulées pour les fonds renouvelables décrites par le receveur général du Canada de la *Directive sur l'imputation et les autorisations financières spéciales*, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du Fonds à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le Fonds ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du Fonds.

Fonds renouvelable des Services optionnels – suite

Rapport de l'auditeur indépendant – fin

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Fonds.
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Fonds à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le Fonds à cesser son exploitation.
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Deloitte S E N C R L /s r l
Comptables professionnels agréés,
Experts-comptables autorisés

Le 3 juillet 2020

Fonds renouvelable des Services optionnels – suite

État de la situation financière au 31 mars 2020

(en milliers de dollars)

	2020	2019
Actifs		
Actifs financiers		
Fonds en transit	167	9 370
Débiteurs (note 3).....	9 154	12 010
Avances remboursables de la taxe de vente	–	32
Total des actifs	9 321	21 412
Passifs		
Créditeurs et charges à payer (note 4).....	10 641	22 208
Indemnités de vacances et congés compensatoires	92	71
Indemnités de départ aux employés (note 5).....	80	41
	10 813	22 320
Passif net (note 6)	(1 492)	(908)
Situation financière nette du Fonds	9 321	21 412

Obligations contractuelles (note 7)

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable des Services optionnels – suite

État des résultats et du passif net pour l'exercice clos le 31 mars 2020

(en milliers de dollars)

	2020	2019
Revenus		
Vaccins et médicaments	159 301	161 203
Services liés aux voyages et aux réinstallations	12 565	12 928
Services d'approvisionnement en communication.....	3 290	2 958
	175 156	177 089
Coûts des ventes	(169 264)	(171 462)
Bénéfice brut	5 892	5 627
Frais d'exploitation		
Salaires et avantages sociaux	2 392	2 179
Services généraux et administratifs	1 338	1 330
Services professionnels et spéciaux	940	834
Coûts d'occupation	112	104
Indemnités de départ aux employés (note 5).....	70	(2)
Autres charges.....	23	79
Total des frais d'exploitation	4 875	4 524
Résultats nets	1 017	1 103
Passif net, au début de l'exercice	(908)	(4 213)
Ressources financières nettes employées (fournies) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds au cours de l'exercice (note 6).....	(1 601)	2 202
Passif net, à la fin de l'exercice (note 6)	(1 492)	(908)

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable des Services optionnels – suite

État des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 mars 2020

(en milliers de dollars)

	2020	2019
Activités d'exploitation		
Résultats nets.....	1 017	1 103
Variation de l'état de la situation financière		
Diminution (augmentation) des fonds en transit.....	9 203	(9 370)
Diminution (augmentation) des débiteurs	2 856	(3 860)
Diminution (augmentation) des avances remboursables de la taxe de vente.....	32	90
Augmentation (diminution) des créditeurs et charges à payer	(11 567)	9 843
Augmentation (diminution) des indemnités de vacances et congés compensatoires	21	(6)
Augmentation (diminution) des indemnités de départ aux employés.....	39	(2)
	584	(3 305)
Ressources financières nettes fournies (employées) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice (note 6)	1 601	(2 202)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice.....	10 930	13 132
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice	12 531	10 930

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable des Services optionnels – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2020

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable des Services optionnels (le « Fonds ») fournit des services spécialisés aux ministères et organismes fédéraux, et aux gouvernements provinciaux et territoriaux. Le Fonds procure des vaccins et médicaments, fournit des services liés aux voyages et aux réinstallations, ainsi que des services d'approvisionnement en communication. Le Fonds a été constitué en vertu de la *Loi de crédits n°4 de 1991-1992*, qui a été annulée et remplacée en 1996 par l'article 5.5 de la *Loi sur les fonds renouvelables*.

Le Fonds dispose d'une autorisation permanente continue conférée par le Parlement d'effectuer des paiements à même le Trésor pour couvrir le fonds de roulement, l'achat d'immobilisations et pour financer provisoirement les déficits de fonctionnement accumulés, dont le montant total ne devrait excéder 35 000 000 \$ en aucun temps.

Le Fonds a reçu l'autorisation du Conseil du Trésor de prélever de son autorisation non utilisée un montant total ne dépassant pas 10 000 000 \$ pour financer provisoirement des éléments de caisse en fin d'exercice.

2. Principales conventions comptables

Ces états financiers ont été préparés conformément aux principales conventions comptables décrites ci-après afin de satisfaire aux exigences de présentation de l'information à l'égard des fonds renouvelables définies par le receveur général du Canada selon la *Directive sur l'imputation et les autorisations financières spéciales* du Secrétariat du Conseil du Trésor. La méthode de comptabilisation utilisée pour l'établissement des états financiers diffère des normes comptables canadiennes pour le secteur public principalement parce que :

- aucun passif n'est constaté pour les congés de maladie;
- l'indicateur de la dette nette et l'état de la variation de la dette nette ne sont pas présentés dans les états financiers;
- les droits contractuels et les transactions inter-entités et les parties liées ne sont pas présentés dans les états financiers.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

a) Constatation des revenus

Les revenus liés aux vaccins et aux médicaments sont constatés en fonction d'un taux pondéré établi par contrat à prix fixe selon la proportion des biens totaux livrés à la fin de l'exercice. Le cas échéant, les pertes sur les contrats à prix fixe sont constatées au cours de la période pendant laquelle elles sont subies.

Les revenus liés aux services de voyages et aux réinstallations comprennent des rabais, commissions et honoraires, et ils sont constatés à l'utilisation.

Les revenus générés sur les services d'approvisionnement en communication sont constatés selon la méthode de l'achèvement des travaux.

b) Débiteurs

Les débiteurs sont comptabilisés en fonction des montants que l'on prévoit réaliser. Une provision est établie pour les débiteurs dont le recouvrement est incertain.

c) Constatation des charges

Les charges sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les indemnités de vacances et les congés compensatoires sont comptabilisés au fur et à mesure que les employés en acquièrent le droit en vertu de leurs conditions d'emploi.

d) Avantages sociaux futurs

Prestations de retraite

Les employés admissibles du Fonds participent au régime de pension de retraite de la fonction publique (le « régime »), un régime d'avantages postérieurs à l'emploi multi-employeurs administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations du Fonds au régime sont passées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées et elles représentent l'obligation totale du Fonds découlant du régime. La responsabilité du Fonds relative au régime se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, en sa qualité de répondant du régime.

Fonds renouvelable des Services optionnels – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2020 – suite

Indemnités de départ

Les employés du Fonds avaient droit à des indemnités de départ prévues dans leurs conventions collectives ou conditions d'emploi. Ces avantages s'accumulaient à mesure que les services y donnant droit étaient rendus. L'obligation au titre des indemnités de départ acquises par les employés est calculée en utilisant l'information issue des résultats des passifs établis par des calculs actuariels relatifs aux indemnités de départ des employés du gouvernement dans son ensemble.

e) Congés de maladie

Les employés ont le droit d'accumuler des congés de maladie non utilisés. Toutefois, ces congés ne peuvent être utilisés qu'en cas de maladie. Selon la pratique gouvernementale courante, les congés de maladie non utilisés au moment de la cessation d'emploi ne deviennent pas payables à l'employé. Par conséquent, aucun passif n'a été comptabilisé à cet égard dans les présents états financiers. Les paiements des congés de maladie sont inclus dans les opérations courantes lorsqu'ils sont engagés.

f) Incertitude relative à la mesure

La préparation des états financiers exige de la direction qu'elle fasse des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants des actifs, des passifs, des revenus et des charges déclarés dans les états financiers. Au moment où elle a préparé les présents états financiers, la direction considère que les estimations et les hypothèses sont raisonnables. Les principaux éléments pour lesquels des estimations sont faites sont la provision pour les indemnités de vacances et congés compensatoires ainsi que la provision pour les indemnités de départ aux employés. Il se pourrait que les résultats réels diffèrent des estimations de manière significative. Les estimations de la direction sont examinées périodiquement et, à mesure que les ajustements deviennent nécessaires, ils sont constatés dans les états financiers de l'exercice où ils sont connus.

3. Débiteurs

	2020	2019
	(en milliers de dollars)	
Parties externes	7 324	10 410
Autres ministères et organismes gouvernementaux	1 830	1 600
Débiteurs nets.....	9 154	12 010

4. Crédoiteurs et charges à payer

	2020	2019
	(en milliers de dollars)	
Parties externes	10 602	22 155
Autres ministères et organismes gouvernementaux	36	40
Charges à payer.....	10 638	22 195
Total des crédoiteurs et charges à payer	10 641	22 208

Fonds renouvelable des Services optionnels – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2020 – suite

5. Indemnités de départ aux employés

Le Fonds verse des indemnités de départ aux employés en fonction de l'admissibilité, des années de service et du salaire à la cessation d'emploi. Ces indemnités de départ ne sont pas financées d'avance. Les prestations seront versées en utilisant des autorités futures.

Débutant en 2012, dans le cadre des négociations de conventions collectives et des changements apportés aux conditions d'emploi, l'accumulation des indemnités de départ au titre du programme de paiements d'indemnités de départ aux employés a cessé. Les employés visés par ces changements ont eu la possibilité de recevoir immédiatement la valeur totale ou partielle des indemnités accumulées à ce jour ou de percevoir la valeur totale ou restante des indemnités à la cessation d'emploi dans la fonction publique. Ces modifications ont été intégrées dans le calcul de l'obligation au titre des indemnités de départ à payer.

Au 31 mars, les indemnités de départ totalisaient:

	2020	2019
	(en milliers de dollars)	
Obligation au titre des indemnités de départ, début de l'exercice.....	41	43
Charge pour l'exercice.....	70	(2)
Indemnités versées au cours de l'exercice.....	(31)	–
Obligation au titre des indemnités de départ, fin de l'exercice	80	41

6. Passif net

Le surplus accumulé est l'accumulation des surplus et des déficits des exercices financiers depuis la création du Fonds.

L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds (INASAF) représente les recettes et les déboursés cumulatifs depuis la création du Fonds.

	2020	2019
	(en milliers de dollars)	
Surplus accumulé, début de l'exercice.....	10 022	8 919
Résultats nets.....	1 017	1 103
Surplus accumulé, fin de l'exercice	11 039	10 022
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, début de l'exercice	(10 930)	(13 132)
Ressources financières nettes employées (fournies) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	(1 601)	2 202
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, fin de l'exercice	(12 531)	(10 930)
Passif net, à la fin de l'exercice	(1 492)	(908)

Fonds renouvelable des Services optionnels – fin

Notes aux états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2020 – fin

7. Obligations contractuelles

De par leur nature, les activités du Fonds peuvent donner lieu à des contrats et à des obligations en vertu desquels le Fonds sera tenu d'effectuer des paiements échelonnés sur plusieurs années lors de l'acquisition de biens ou de services. Les paiements estimatifs futurs sont les suivants:

	(en milliers de dollars)
Exercices se terminant le 31 mars	
2021	470
2022	111
2023	19
2024	-
2025 et les exercices suivants	-
Total des obligations contractuelles	600

8. Opérations entre apparentés

En vertu du principe de propriété commune, le Fonds est apparenté à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. Le Fonds conclut des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités et selon des modalités commerciales normales.

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 2

Comptes publics du Canada 2019-2020

Informations supplémentaires exigées par la *Loi sur la gestion des finances publiques*

Table des matières

	<i>Page</i>
Remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes	138
Créances – radiations ou renoncations	142
Avances à justifier.....	146
Pertes de fonds et de biens publics	
Pertes de revenus suite à une fraude ou à une fausse déclaration intentionnelle – découvertes ou détectées en 2019-2020.....	149
Pertes de fonds publics attribuables à une infraction, un acte illégal ou un accident – survenues ou découvertes en 2019-2020.....	150
Pertes de biens publics attribuables à une infraction ou autre acte illégal – survenues ou découvertes en 2019-2020	153
Pertes de biens publics attribuables à une perte, destruction ou un dommage accidentel – survenues ou découvertes en 2019-2020.....	158
Pertes de fonds ou de biens publics – mise à jour des cas déclarés dans les <i>Comptes publics du Canada</i> des exercices antérieurs.....	166

Remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes

Les informations sur les décrets de remise sont requises en vertu de l'article 24 (2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

Sommaire sur les remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes

(en dollars)

Description	Montant ¹
<i>Loi sur la gestion des finances publiques (Article 23)</i>	
Famille, Enfants et Développement social	
Ministère de l'Emploi et du Développement social	480
Finances	
Ministère des Finances.....	26 814 570
Justice	
Ministère de la Justice.....	11 123 317
Revenu national	
Agence du revenu du Canada.....	2 629 955 849
Sécurité publique et Protection civile	
Agence des services frontaliers du Canada	768 002 448
<i>Tarif des douanes (Article 115)</i>	
Sécurité publique et Protection civile	
Agence des services frontaliers du Canada	143 116 758
Total.....	3 579 013 422

¹ Pour les détails, consulter l'état suivant intitulé « Détail sur les remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes ».

Détail sur les remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes

(en dollars)

Description du décret (par numéro du Bureau du Conseil privé (C.P.))	Montant
En vertu de l'article 23 de la Loi sur la gestion des finances publiques	
Famille, Enfants et Développement social	
Ministère de l'Emploi et du Développement social	
C.P. 2019-1145, 7 août 2019, fait remise de sommes payées ou à payer par Tonele Benoit à titre de remboursement des prestations reçues au cours de l'année d'imposition 2016, aux termes de la <i>Loi sur la prestation universelle pour la garde d'enfants</i> .	480
Finances	
Ministère des Finances	
C.P. 2019-962, 22 juin 2019, décret de remise des montants dû au titre de paiements de stabilisation versés en trop à l'Alberta et à Terre-Neuve-et-Labrador sous le régime de la <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i> pour l'exercice 2015-2016.	26 814 570
Justice	
Ministère de la Justice	
C.P. 2019-0136, 28 février 2019, modification du Règlement sur la saisie-arrêt pour l'exécution d'ordonnances et d'ententes alimentaires fait par le conseil C.P. 1988-0473 du 17 mars 1988, que la remise est accordée au débiteur du solde des frais d'administration relatifs au traitement du bref de saisie-arrêt qui demeurent payables à la fin d'une année ou au moment où Sa Majesté cesse d'être liée par le bref.	11 123 317
Revenu national	
Agence du revenu du Canada	
C.P. 1990-2854, 21 décembre 1990, Décret de remise concernant la TPS accordée aux ministères du gouvernement fédéral, fait remise aux ministères fédéraux de la TPS payée ou payable sur leurs achats taxables de produits et de services. Cette remise n'a pas de répercussion sur la TPS nette que le gouvernement conserve à cette fin.	2 609 487 606
C.P. 1992-1052, 14 mai 1992, Décret de remise visant les Indiens et les bandes dans certains établissements indiens, fait remise de certains impôts sur le revenu ou de la TPS/TVH payés ou à payer par les Indiens ou par les bandes ou certains établissements indiens désignés qui ne sont pas encore désignés comme réserves.	8 245 438
C.P. 1992-2399, 19 novembre 1992, Décret de remise visant les forces étrangères présentes au Canada (partie IX de la <i>Loi sur la taxe d'accise</i>), fait remise de la TPS/TVH payée ou à payer sur la fourniture au Canada de biens meubles corporels, d'immeubles ou de services pour usage officiel par les forces étrangères présentes au Canada.	6 009 362
C.P. 1994-0568, 14 avril 1994, Décret de remise visant les Bureaux économiques et culturels de Taipei, fait remise aux Bureaux économiques et culturels de Taipei situés au Canada, à leurs agents, aux membres du personnel administratif et technique et aux membres de leurs familles faisant partie de leur ménage au Canada, une remise des droits de douanes, ainsi que des droits d'accise et de certaines taxes imposées en vertu de la <i>Loi sur la taxe d'accise</i> . La remise ne s'étend cependant pas aux membres du personnel et aux membres de leurs familles qui sont citoyens ou résidents permanents du Canada.	18 587
C.P. 1994-0585, 14 avril 1994, Décret de remise visant les droits fonciers issus de traités (Saskatchewan), fait remise de la TPS payée ou payable sur les terres achetées par certaines bandes indiennes de la Saskatchewan dans le cadre d'un accord exécutoire propre à chaque bande, aux fins du règlement des revendications fondées sur les droits fonciers issus de traités.	598 471
C.P. 1997-1529, 23 octobre 1997, Décret de remise visant les Indiens et les bandes dans certains établissements indiens (1997), fait remise d'un certain montant d'impôts et de la TPS/TVH payés ou payables par des Indiens ou des bandes dans les établissements indiens de Summer Beaver (Ontario), de Winneway (Québec) et de God's River (Manitoba).	2 563 617
C.P. 1998-0396, 19 mars 1998, modifiant le décret de 1988 sur la remise d'impôt sur le revenu gagné au Québec, pris par les décrets C.P. 1989-1204 du 22 juin 1989 et C.P. 1994-0567 du 14 avril 1994, pour prolonger l'application des sections 3 à 6 du Décret aux années d'imposition 1994, 1995 et 1996.	1 301 276
C.P. 2000-1767, 13 décembre 2000, Décret de remise visant les droits fonciers issus de traités (Manitoba) fait remise de la TPS payée ou payable sur les terres achetées par certaines bandes indiennes du Manitoba dans le cadre d'un accord exécutoire propre à chaque bande, aux fins du règlement des revendications fondées sur les droits fonciers issus de traités.	1 209 375
C.P. 2003-0910, 12 juin 2003, fait remise de l'impôt fédéral et de la TPS aux Indiens et aux bandes indiennes sur le campus du Saskatchewan Indian Federated College.	424 908

Détail sur les remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes – suite

(en dollars)

Description du décret (par numéro du Bureau du Conseil privé (C.P.))	Montant
C.P. 2013-0037, 31 janvier 2013, Décret modifiant le Décret de remise sur les boissons alcooliques vendues aux forces étrangères présentes au Canada, fait remise des droits de douane, des droits d'accise et de la TPS/TVH sur les boissons alcooliques vendues au personnel des forces étrangères présentes au Canada.	43 888
C.P. 2018-1253, 4 octobre 2018, fait remise de l'impôt sur le revenu, payé ou à payer par la succession de Laura Janet Brophy, pour l'année d'imposition 1994.	1 043
C.P. 2019-0270, 5 avril 2019, fait remise des sommes payées ou à payer par la Lazarus Family Trust pour les années d'imposition 2002, 2003, 2004 et 2005, respectivement, au titre de l'impôt exigible en vertu de la partie I de la <i>Loi de l'impôt sur le revenu</i> , ainsi que des intérêts y afférents.	31 279
C.P. 2019-1145, 7 août 2019, fait remise de la prestation fiscale canadienne pour enfants, de l'allocation canadienne pour enfants, du crédit pour la taxe sur les produits et services/taxe de vente harmonisée et la prestation universelle pour la garde d'enfants qui ont été versées à Tonele Benoit, alors qu'elle n'y avait pas droit.	7 527
C.P. 2020-0029, 30 janvier 2020, fait remise de la TVH à payer par Smart Net Systems Ltd. pour la période commençant le 1er février 2010 et se terminant le 30 avril 2011 en raison d'une mesure erronée prise par l'Agence du revenu du Canada.	13 472
Total	<u>2 629 955 849</u>
Sécurité publique et Protection civile	
Agence des services frontaliers du Canada	
C.P. 1964-5000, 30 juin 1964, remise des droits et des taxes de vente et d'accise sur des importations pour le compte du Parc national de Roosevelt-Campobello.	2 625
C.P. 1973-2529, 21 août 1973, remise de la TPS et des taxes d'accise sur les marchandises à utiliser en cas d'urgence.	87 625
C.P. 1976-1884, 20 juillet 1976, remise de la TPS et des taxes d'accise, à l'égard des dispositifs de cirque et d'autres dispositifs de divertissement, excédant certains montants minimums cotisés pour chaque période où les marchandises sont au Canada.	2 673
C.P. 1976-2984, 2 décembre 1976, remise de la TPS et des taxes d'accise sur des échantillons de valeur négligeable.	93 243
C.P. 1979-0395, 15 février 1979, remise des droits de douane et des taxes d'accise à l'égard des importations non commerciales avec des rajustements des garanties.	3 348
C.P. 1982-1994, 30 juin 1982, remise de la TPS sur des aéronefs civils canadiens, leurs moteurs et les simulateurs de vols canadiens et leurs pièces qui sont réparés à l'étranger.	747 599 740
C.P. 1984-0867, 15 mars 1984, remise de la TPS et des taxes d'accise sur les marchandises importées pour les réunions tenues au Canada par des organismes étrangers.	32
C.P. 1985-2955, 3 octobre 1985, remise des droits de douane, de la TPS et des taxes d'accise sur certaines marchandises importées par services de messagerie.	1 309 042
C.P. 1987-1044, 21 mai 1987, remise de la TPS et des taxes d'accise sur les marchandises importées au Canada pour des essais ou des examens pour attestation par un organisme accrédité.	364 475
C.P. 1990-2848, 21 décembre 1990, remise des droits y compris la TPS sur les marchandises destinées aux projets conjoints des gouvernements du Canada et des États-Unis.	5 556
C.P. 1990-2849, 21 décembre 1990, remise de la TPS et des taxes d'accise sur les produits et services sur des aliments et produits de Pâques d'une catégorie non disponible au Canada.	1 145
C.P. 1990-2854, 21 décembre 1990, Décret de remise concernant la Taxe sur les produits et services (TPS) accordée aux ministères du gouvernement fédéral, fait remise aux ministères fédéraux de la TPS payée ou payable sur leurs achats taxables de produits et de services. Cette remise n'a pas de répercussion sur la TPS nette que le gouvernement conserve à cette fin.	18 532 612
C.P. 1992-2397, 19 novembre 1992, remise des droits de douane et de la TPS sur les machines et l'équipement importés au Canada pour l'entretien d'aéronefs étrangers.	190
C.P. 1997-2037, 29 décembre 1997, remise de la TPS et des taxes en vertu de la section III de la partie IX et en vertu de toute autre partie de la <i>Loi sur la taxe d'accise</i> à l'égard des marchandises données aux institutions religieuses, aux établissements de charité ou aux maisons d'enseignement au Canada par des personnes n'y résidant pas.	142
Total	<u>768 002 448</u>

Détail sur les remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes – fin

(en dollars)

Description du décret (par numéro du Bureau du Conseil privé (C.P.))	Montant
En vertu de l'article 115 du Tarif des douanes	
Sécurité publique et Protection civile	
Agence des services frontaliers du Canada	
C.P. 1995-0132, 31 janvier 1995, remise de la TPS et de la taxe d'accise sur certaines marchandises importées au Canada par des expéditions scientifiques ou exploratoires.	31 060
C.P. 1995-1202, 26 juillet 1995, remise de la TPS sur les imprimés importés pour être utilisés par des transporteurs étrangers.	18 323
C.P. 2008-0815, 1 mai 2008, remise des droits de douane à l'égard de l'importation de vêtements qui sont produits dans un pays ou territoire bénéficiant du tarif de préférence général selon la Liste des pays et traitements tarifaires qui leur sont accordés figurant à l'annexe du Tarif des douanes en partie ou en totalité à partir de textiles produits au Canada et expédiés directement du Canada à ce pays ou territoire, sans faire l'objet d'un traitement supplémentaire à l'extérieur de ce pays ou territoire, et qui sont ensuite expédiés directement au Canada.	343 791
C.P. 2010-1163, 23 septembre 2010, remise des droits de douane payés aux termes du Décret de remise visant certains transbordeurs, bateaux-citernes et navires de charge.	47 840 184
C.P. 2018-1272, 10 octobre 2018, remise des surtaxes imposées par le Décret imposant une surtaxe aux États-Unis (acier et aluminium) DORS/2018-152 et le Décret imposant une surtaxe aux États-Unis (autres marchandises) DORS/2018-153 entrés en vigueur le 1 Juillet 2018 (25 % pour certains produits d'acier, 10 % pour certains produits d'aluminium et 10 % pour d'autres marchandises précisées dans le décret).	94 883 400
Total	143 116 758

Créances, radiations ou renonciations

Les catégories d'approbation ou d'autorisation pour les radiations ou les renonciations (y compris les dispenses et les remises) de créances (obligations, dettes et réclamations) sont comme suit :

i. Approbation ministérielle

Une approbation ministérielle représente l'autorité donnée aux ministres en vertu de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (LGFP) ou d'autres lois du Parlement comme suit :

- L'article 25(1) de la LGFP donne aux ministres, par des règlements du Conseil du Trésor, l'autorité générale d'approuver les radiations de toute obligation, dette ou réclamation autre que les avances à justifier ou les paiements en trop au titre de traitements, de salaires, ou d'indemnités liées à un emploi ne résultant pas en une imputation à un crédit.
- L'article 155.1 (4) de la LGFP donne aux ministres, par des règlements du Conseil du Trésor, l'autorité de dispenser des intérêts moratoires dus à Sa Majesté et des frais d'administration visant les effets non réglés (p. ex. chèques sans provision) institués par l'article susmentionné.
- Les autres lois du Parlement (p. ex. *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*) donnent aux ministres l'autorité générale d'approuver la radiation ou la renonciation d'obligations, dettes ou réclamations spécifiques.

ii. Approbation du Conseil du Trésor

L'article 25(1) de la LGFP, par des règlements du Conseil du Trésor, permet à un ministre, qui a une approbation spécifique du Conseil du Trésor, de radier toute obligation, dette ou réclamation due à des avances à justifier ou des paiements en trop au titre de traitements, de salaires ou d'indemnités liés à un emploi ne résultant pas en une imputation à un crédit.

iii. Autorité du gouverneur en conseil et autorité parlementaire

- L'article 23(2.1) de la LGFP stipule que le gouverneur en conseil peut, sur recommandation du Conseil du Trésor, faire remise de toutes autres dettes, ainsi que des intérêts afférents, s'il estime que leur recouvrement est déraisonnable ou injuste ou que, d'une façon générale, l'intérêt public en justifie la remise.
- L'article 24.1 de la LGFP requiert que lorsqu'une dette ou une obligation, présentée à l'état de la situation financière, doit être renoncée et constitue une imputation à un crédit, alors le montant de la renonciation doit être autorisé en vertu d'une loi du Parlement, incluant une *Loi de crédits*.
- L'article 25(2) de la LGFP stipule qu'une dette, obligation ou réclamation présentée à l'état de la situation financière, devant être radiée et constituant une imputation à un crédit, le montant de la radiation doit être autorisé par le Parlement comme une dépense budgétaire dans une *Loi de crédits* ou toute autre loi.

Les codes suivants sont utilisés :

Codes

A	Radiation
B	Renonciation
C	Remise
D	Dispense

Créances, radiations ou renonciations

(en dollars)

Description	Code ¹	Approbation ministérielle		Approbation du Conseil du Trésor		Gouverneur en conseil et autorité du Parlement			Total	
		Nombre	Montant	Nombre	Montant	Numéro du crédit ou Loi	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Loi sur la gestion des finances publiques										
Affaires mondiales										
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	A	55	446 838	-	-	-	-	-	55	446 838
Agriculture et Agroalimentaire										
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	A	248	19 560 797	-	-	-	-	-	248	19 560 797
Commission canadienne des grains	A	6	1 003	-	-	-	-	-	6	1 003
Anciens Combattants										
Ministère des Anciens Combattants.....	A	201	504 060	-	-	-	-	-	201	504 060
Conseil privé										
Bureau du Conseil privé	A	7	31 689	-	-	-	-	-	7	31 689
Défense nationale										
Ministère de la Défense nationale.....	A	211	2 506 628	-	-	-	-	-	211	2 506 628
Environnement et Changement climatique										
Ministère de l'Environnement.....	A/D	97	42 682	-	-	-	-	-	97	42 682
Agence Parcs Canada	A	14	72 616	-	-	-	-	-	14	72 616
Famille, Enfants et Développement social										
Ministère de l'Emploi et du Développement social.....	A/C/D	10 891	45 595 431	-	-	² /90b	32 906	179 127 905	43 797	224 723 336
Finances										
Ministère des Finances	C	-	-	-	-	²	2	26 814 570	2	26 814 570
Centre d'analyse des opérations et de déclarations financières du Canada	A	5	77 693	-	-	-	-	-	5	77 693
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté										
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	A	3 397	522 375	-	-	-	-	-	3 397	522 375
Innovation, Sciences et Développement économique										
Ministère de l'Industrie.....	A/D	145	1 111 319	-	-	-	-	-	145	1 111 319
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec....	A/D	33	12 495 110	-	-	-	-	-	33	12 495 110
Agence de promotion économique du Canada atlantique.....	D	26	1 867	-	-	-	-	-	26	1 867
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario.....	A	3	9 171 409	-	-	-	-	-	3	9 171 409
Conseil national de recherches du Canada	A	9	910 425	-	-	-	-	-	9	910 425
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	A/D	2	250 049	-	-	-	-	-	2	250 049
Statistique Canada.....	A/D	78	3 162	-	-	-	-	-	78	3 162
Justice										
Ministère de la Justice.....	A/C	20	118 078	-	-	²	65 331	11 123 317	65 351	11 241 395
Registraire de la Cour suprême du Canada	A	2	150	-	-	-	-	-	2	150
Patrimoine canadien										
Bibliothèque et Archives du Canada.....	A	3	168	-	-	-	-	-	3	168
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne										
Ministère des Pêches et des Océans.....	A/D	105	1 114 740	-	-	-	-	-	105	1 114 740
Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord										
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien.....	A	6	3 844 187	-	-	-	-	-	6	3 844 187
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord.....	A/B	12	124 987	-	-	-	98	914 022 919	110	914 147 906
Ressources naturelles										
Ministère des Ressources naturelles	A/D	14	9 170	-	-	-	-	-	14	9 170
Commission canadienne de sûreté nucléaire..	A	1	1 272	-	-	-	-	-	1	1 272

Créances, radiations ou renonciations – suite

(en dollars)

Description	Code ¹	Approbation ministérielle		Approbation du Conseil du Trésor		Gouverneur en conseil et autorité du Parlement			Total	
		Nombre	Montant	Nombre	Montant	Numéro du crédit ou Loi	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Revenu national										
Agence du revenu du Canada	A	1 211 742	3 157 766 234	–	–	–	–	–	1 211 742	3 157 766 234
Santé										
Ministère de la Santé	A/C	98	302 353	–	–	–	3	69 000	101	371 353
Agence canadienne d'inspection des aliments	A	69	46 103	–	–	–	–	–	69	46 103
Agence de la santé publique du Canada	A	33	130 444	–	–	–	–	–	33	130 444
Instituts de recherche en santé du Canada	A	7	36 079	–	–	–	–	–	7	36 079
Sécurité publique et Protection civile										
Agence des services frontaliers du Canada	A	293	18 844 169	–	–	–	–	–	293	18 844 169
Gendarmerie royale du Canada	A	2	1 100	–	–	–	–	–	2	1 100
Service canadien du renseignement de sécurité	D	9	569	–	–	–	–	–	9	569
Service correctionnel du Canada	A	70	19 724	–	–	–	–	–	70	19 724
Services aux Autochtones										
Ministère des Services aux Autochtones	A	26	1 224 751	–	–	–	–	–	26	1 224 751
Services publics et Approvisionnement										
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	A	67	2 531 483	–	–	–	–	–	67	2 531 483
Transports										
Ministère des Transports	A	20	5 219	–	–	–	–	–	20	5 219
		1 228 027	3 279 426 133	–	–	–	98 340	1 131 157 711	1 326 367	4 410 583 844
Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants										
Famille, Enfants et Développement social										
Ministère de l'Emploi et du Développement social	B	341 541	371 074 479	–	–	–	–	–	341 541	371 074 479
Loi fédérale sur les prêts aux étudiants										
Famille, Enfants et Développement social										
Ministère de l'Emploi et du Développement social	B	187	2 041 103	–	–	–	–	–	187	2 041 103
Loi sur la faillite et l'insolvabilité										
Revenu national										
Agence du revenu du Canada	A	21 769	304 195 314	–	–	–	–	–	21 769	304 195 314
Loi sur la sécurité de la vieillesse										
Famille, Enfants et Développement social										
Ministère de l'Emploi et du Développement social	C	7 054	10 291 336	–	–	–	–	–	7 054	10 291 336
Loi sur la taxe d'accise										
Revenu national										
Agence du revenu du Canada ³	B	6 461	104 592 254	–	–	–	–	–	6 461	104 592 254
Loi sur l'agence canadienne d'inspection des aliments										
Santé										
Agence canadienne d'inspection des aliments	C	11 477	1 127 248	–	–	–	–	–	11 477	1 127 248
Loi sur l'assurance-emploi										
Famille, Enfants et Développement social										
Ministère de l'Emploi et du Développement social	A	82 029	71 666 246	–	–	–	–	–	82 029	71 666 246
Loi sur le bien-être des vétérans										
Anciens Combattants										
Ministère des Anciens Combattants	B	58	1 046 824	–	–	–	–	–	58	1 046 824
Loi sur le bureau du surintendant des institutions financières										
Finances										
Bureau du surintendant des institutions financières	A	5	2 150	–	–	–	–	–	5	2 150

Créances, radiations ou renoncations – fin

(en dollars)

Description	Code ¹	Approbation ministérielle		Approbation du Conseil du Trésor		Gouverneur en conseil et autorité du Parlement			Total	
		Nombre	Montant	Nombre	Montant	Numéro du crédit ou Loi	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Loi sur le financement des petites entreprises du Canada										
Innovation, Sciences et Développement économique										
Ministère de l'Industrie.....	A	620	41 295 084	–	–	–	–	–	620	41 295 084
Loi sur le ministère des Anciens Combattants										
Anciens Combattants										
Ministère des Anciens Combattants.....	B	7	20 548	–	–	–	–	–	7	20 548
Loi sur les douanes										
Sécurité publique et Protection civile										
Agence des services frontaliers du Canada	D	204	2 398 402	–	–	–	–	–	204	2 398 402
Loi sur les pensions										
Anciens Combattants										
Ministère des Anciens Combattants.....	B	28	257 374	–	–	–	–	–	28	257 374
Loi sur les prêts aux apprentis										
Famille, Enfants et Développement social										
Ministère de l'Emploi et du Développement social	B	452	93 713	–	–	–	–	–	452	93 713
Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés										
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté										
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration.....	D	2	200	–	–	–	–	–	2	200
Loi de l'impôt sur le revenu										
Revenu national										
Agence du revenu du Canada ³	B/D	507 508	449 468 334	–	–	–	–	–	507 508	449 468 334
		2 207 429	4 638 996 742	–	–	–	98 340	1 131 157 711	2 305 769	5 770 154 453
Sommaire										
Radiations.....	A	1 332 126	3 696 336 105	–	–	–	32 905	179 127 425	1 365 031	3 875 463 530
Renoncations.....	B	385 441	772 421 074	–	–	–	98	914 022 919	385 539	1 686 443 993
Remises	C	18 531	11 418 584	–	–	–	65 337	38 007 367	83 868	49 425 951
Dispenses	D	471 331	158 820 979	–	–	–	–	–	471 331	158 820 979
		2 207 429	4 638 996 742	–	–	–	98 340	1 131 157 711	2 305 769	5 770 154 453

¹ Consulter l'introduction du tableau ci-dessus pour la description des codes.² Les remises d'autres dettes par décret en conseil telles que déterminées en vertu de l'article 23(2.1) de la LGFP. Toute information additionnelle touchant les remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes commence à la page 138 de cette section.³ Renoncation afférente aux dispositions d'allègement pour les contribuables provenant des lois déterminées.

Avances à justifier

Les informations sur les avances à justifier sont exigées en vertu de l'article 38(3) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

Avances à justifier

(en dollars)

Ministère et organisme	Avances en circulation au 31 mars 2020		Avances réglées en avril 2020		Avances en circulation au 30 avril 2020	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Affaires mondiales						
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	3 391	23 950 528	216	221 649	3 175	23 728 879
Commission mixte internationale (section canadienne)	5	8 485	4	2 129	1	6 356
Investir au Canada	4	4 280	–	–	4	4 280
	3 400	23 963 293	220	223 778	3 180	23 739 515
Agriculture et Agroalimentaire						
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	52	39 935	42	29 275	10	10 660
Commission canadienne des grains	14	9 366	1	2 036	13	7 330
Commission canadienne du lait	1	400	–	–	1	400
	67	49 701	43	31 311	24	18 390
Anciens Combattants						
Ministère des Anciens Combattants	332	496 924	5	6 354	327	490 570
Tribunal des anciens combattants (révision et appel)	7	14 583	–	1 517	7	13 066
	339	511 507	5	7 871	334	503 636
Bureau du secrétaire du gouverneur général						
Bureau du secrétaire du gouverneur général	5	2 700	–	–	5	2 700
Conseil du Trésor						
Secrétariat du Conseil du Trésor	283	479 389	4	2 925	279	476 464
Commissariat au lobbying	1	200	–	–	1	200
	284	479 589	4	2 925	280	476 664
Conseil privé						
Bureau du Conseil privé	102	175 643	2	3 880	100	171 763
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	15	9 200	–	9 200 ¹	15	–
Bureau du commissaire au renseignement	1	300	–	–	1	300
Bureau du directeur général des élections	47	41 387	6	4 612	41	36 775
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité ...	1	300	–	–	1	300
Commissariat aux langues officielles	7	2 000	7	2 000	–	–
Commission de la fonction publique	105	227 020	2	12 174	103	214 846
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	2	600	–	–	2	600
	280	456 450	17	31 866	263	424 584
Défense nationale						
Ministère de la Défense nationale	10 700	50 758 344	2 337	5 224 526	8 363	45 533 818
Centre de la sécurité des télécommunications	164	677 647	18	128 910	146	548 737
	10 864	51 435 991	2 355	5 353 436	8 509	46 082 555
Environnement et Changement climatique						
Ministère de l'Environnement	326	513 849	1	6 909	325	506 940
Agence canadienne d'évaluation d'impact	33	47 163	–	–	33	47 163
Agence Parcs Canada	1 667	3 659 329	186	278 622	1 481	3 380 707
	2 026	4 220 341	187	285 531	1 839	3 934 810
Famille, Enfants et Développement social						
Ministère de l'Emploi et du Développement social	2 592	8 028 787	24	72 542	2 568	7 956 245
Femmes et Égalité des genres						
Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres	18	25 457	–	584	18	24 873

Avances à justifier – suite

(en dollars)

Ministère et organisme	Avances en circulation au 31 mars 2020		Avances réglées en avril 2020		Avances en circulation au 30 avril 2020	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Finances						
Ministère des Finances	64	2 745	–	974 ¹	64	1 771
Bureau du surintendant des institutions financières	7	7 750	1	1 050	6	6 700
Bureau du vérificateur général.....	5	1 700	5	1 700	–	–
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada.....	4	3 939	–	–	4	3 939
	80	16 134	6	3 724	74	12 410
Gouvernement numérique						
Services partagés Canada	63	121 551	2	4 370	61	117 181
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté						
Commission de l'immigration et du statut de réfugié	94	236 438	1	5 953	93	230 485
Infrastructure et Collectivités						
Bureau de l'infrastructure du Canada	12	9 657	2	2 721	10	6 936
Innovation, Sciences et Développement économique						
Ministère de l'Industrie	230	545 600	34	22 475	196	523 125
Agence canadienne de développement économique du Nord.....	2	2 295	–	–	2	2 295
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	3	3 921	–	375 ¹	3	3 546
Agence de promotion économique du Canada atlantique.....	7	1 500	–	–	7	1 500
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	58	144 643	–	1 205 ¹	58	143 438
Agence spatiale canadienne	19	39 580	1	1 411	18	38 169
Conseil de recherches en sciences humaines	1	100	–	–	1	100
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	1	100	–	–	1	100
Commission du droit d'auteur.....	2	1 595	–	–	2	1 595
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien....	4	1 680	–	211 ¹	4	1 469
Statistique Canada	36	184 634	–	534 ¹	36	184 100
	363	925 648	35	26 211	328	899 437
Justice						
Ministère de la Justice	28	8 014 450	–	–	28	8 014 450
Bureau du commissaire à la magistrature fédérale.....	33	345 791	–	–	33	345 791
Bureau du directeur des poursuites pénales	23	20 774	–	–	23	20 774
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada.....	24	56 600	–	2 142 ¹	24	54 458
Commission canadienne des droits de la personne	15	36 348	–	–	15	36 348
Registraire de la Cour suprême du Canada	8	3 440	–	–	8	3 440
Service administratif des tribunaux judiciaires	54	17 967	–	–	54	17 967
Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs.....	8	11 356	–	–	8	11 356
	193	8 506 726	–	2 142	193	8 504 584
Parlement						
Chambre des communes.....	438	880 712	4	652	434	880 060
Bibliothèque du Parlement	2	1 020	–	–	2	1 020
Bureau du conseiller sénatorial en éthique.....	1	250	–	–	1	250
Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique	2	1 400	1	900	1	500
Bureau du directeur parlementaire du budget	1	200	–	–	1	200
Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement	1	200	–	–	1	200
Sénat	11	5 100	–	–	11	5 100
Service de protection parlementaire.....	9	5 538	–	–	9	5 538
	465	894 420	5	1 552	460	892 868
Patrimoine canadien						
Ministère du Patrimoine canadien	134	401 937	–	–	134	401 937
Bibliothèque et Archives du Canada.....	11	4 150	–	–	11	4 150
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	39	174,387	–	1,715 ¹	39	172,672
Office national du film	103	116,247	21	9,549	82	106,698
	287	696 721	21	11 264	266	685 457

Avances à justifier – fin

(en dollars)

Ministère et organisme	Avances en circulation au 31 mars 2020		Avances réglées en avril 2020		Avances en circulation au 30 avril 2020	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne						
Ministère des Pêches et des Océans.....	223	190 001	175	136 659	48	53 342
Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord						
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord	143	168 502	–	–	143	168 502
Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique.....	1	576	–	–	1	576
	144	169 078	–	–	144	169 078
Ressources naturelles						
Ministère des Ressources naturelles	237	616 853	1	10 036	236	606 817
Commission canadienne de sûreté nucléaire.....	14	8 210	1	500	13	7 710
Régie canadienne de l'énergie.....	5	3 889	–	–	5	3 889
	256	628 952	2	10 536	254	618 416
Revenu national						
Agence du revenu du Canada	2 454	1 871 879	9	267 340	2 445	1 604 539
Santé						
Ministère de la Santé	489	1 545 417	57	27 925	432	1 517 492
Agence canadienne d'inspection des aliments.....	144	241 033	136	240 163	8	870
Agence de la santé publique du Canada.....	112	380 368	18	6 697	94	373 671
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés.....	7	18 048	1	500	6	17 548
	752	2 184 866	212	275 285	540	1 909 581
Sécurité publique et Protection civile						
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile.....	173	323 464	–	–	173	323 464
Agence des services frontaliers du Canada	1 431	1 212 800	114	68 359	1 317	1 144 441
Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada	5	19 977	–	–	5	19 977
Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada	6	16 200	–	–	6	16 200
Commission des libérations conditionnelles du Canada.....	24	22 403	–	–	24	22 403
Gendarmerie royale du Canada.....	2 399	21 226 381	1 452	13 496 623	947	7 729 758
Service canadien du renseignement de sécurité	176	14 451 243	2	6 500 410	174	7 950 833
Service correctionnel du Canada	2 278	4 435 656	28	29 698	2 250	4 405 958
	6 492	41 708 124	1 596	20 095 090	4 896	21 613 034
Services aux Autochtones						
Ministère des Services aux Autochtones.....	487	911 435	1	59	486	911 376
Services publics et Approvisionnement						
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux.....	1 452	15 737 620	29	11 760 972	1 423	3 976 648
Transports						
Ministère des Transports	342	277 558	2	4 732	340	272 826
Office des transports du Canada	3	6 745	1	2 659	2	4 086
	345	284 303	3	7 391	342	276 912
Total.....	34 037	164 267 369	4 954	38 621 113	29 083	125 646 256

¹ Règlement partiel.

Pertes de fonds et de biens publics

Les états suivants présentent l'information sur les pertes de fonds et de biens publics tel qu'exigé en vertu de la *Directive sur la gestion des fonds publics et des comptes débiteurs* du Conseil du Trésor.

Pertes de revenus suite à une fraude ou à une fausse déclaration intentionnelle – Découvertes ou détectées en 2019-2020

(en dollars)

Brève description de la perte	Nombre de cas	Montant de la perte	Montant recouvré en 2019-2020	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Revenu national					
Agence du revenu du Canada					
Causes devant les tribunaux (estimation par l'Agence du revenu du Canada du montant total d'évasions fiscales ou de remboursements d'impôts obtenus frauduleusement) ¹					
Impôt sur le revenu	30	12 220 596	–	2	2
Taxe sur les produits et services/taxe de vente harmonisée	22	8 312 193	–	2	2
Total.....	52	20 532 789	–	–	–
Sentences légales (montant total d'évasions fiscales ou de remboursements d'impôts obtenus frauduleusement selon la Cour)					
Impôt sur le revenu	17	2 484 546	92 034	290 757	2 101 755
Taxe sur les produits et services/taxe de vente harmonisée	30	13 893 312	411 390	10 945 071	2 536 851
Autres pertes administrées	1	57 076	49 020	8 056	–
Total.....	48	16 434 934	552 444	11 243 884	4 638 606

¹ Une fois qu'un jugement est prononcé devant les tribunaux, ces cas seront ensuite présentés à la section des sentences légales dans les années futures.

² Ces montants ne peuvent être estimés qu'après une sentence légale.

Pertes de fonds publics attribuables à une infraction, un acte illégal ou un accident – Survenues ou découvertes en 2019-2020

(en dollars)

Brève description de la perte	Nombre de cas	Imputée au crédit de 2019-2020	Montant de la perte	Montant recouvré en 2019-2020	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement dans les exercices ultérieurs
Affaires mondiales						
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement						
Perte d'argent consulaire.....	3	1	495	–	495	–
Perte de chèque.....	1	1	8 087	–	–	8 087
Perte de fonds liée à un virement bancaire non-récupérable.....	1	1	643	–	643	–
Perte de fonds liée à une réclamation frauduleuse par courriel.....	1	1	3 435	–	3 435	–
Perte d'une avance liée à l'accueil.....	1	1	355	–	355	–
Utilisation frauduleuse de carte de carburant.....	1	1	133 828	–	133 828	–
Utilisation frauduleuse des fonds de contribution.....	5	10	146 436	42 204	–	104 232
Conseil du Trésor						
Secrétariat du Conseil du Trésor						
Demande de prestation falsifiée.....	14	20	129 320	59 020	–	70 300
Défense nationale						
Ministère de la Défense nationale						
Usage non autorisé de billet de taxi.....	18	1	398	–	398	–
Emploi frauduleux de carte d'achat par une organisation / personne inconnue.....	1	1	57 101	15 430	–	41 671
Perte de fonds – opérations déployées.....	5	1	81 514	–	81 514	–
Environnement et Changement climatique						
Ministère de l'Environnement						
Emploi non autorisé d'une carte de voyage.....	2	1	4 868	1 063	–	3 805
Agence Parcs Canada						
Carte de voyage non payée.....	7	1	12 475	5 246	–	7 229
Déficits nets de la caisse (déficits bruts 98 352 \$; surplus bruts 72 656 \$).....	1	1	25 696	–	25 696	–
Emploi non autorisé d'une carte d'acquisition.....	2	1	381	275	–	106
Perte de petite caisse.....	4	1	780	–	780	–
Perte de recette.....	2	1	160	–	160	–
Utilisation frauduleuse d'une carte d'acquisition.....	28	1	57 034	47 954	258	8 822
Utilisation frauduleuse d'une carte voyage.....	2	1	6 589	3 627	–	2 962
Famille, Enfants et Développement social						
Ministère de l'Emploi et du Développement social						
Perte de dépôt.....	1	1	100	–	100	–
Perte due à une erreur administrative.....	1	1	15	–	15	–
Réclamation frauduleuse de prestations d'assurance-emploi.....	82 981	(S)	151 716 218	36 707 683	75 487	114 933 048
Réclamation frauduleuse de prêts canadiens aux étudiants.....	37	(S)	418 983	8 246	99 802	310 935
Réclamation frauduleuse de sécurité de la vieillesse.....	12	(S)	166,727	15,889	–	150,838
Réclamation frauduleuse du régime de pensions du Canada.....	4	(S)	29 667	117	–	29 550
Réclamation frauduleuse ou non justifiée de subvention et de contribution.....	5	5, (S)	46 557	–	–	46 557
Gouvernement numérique						
Services partagés Canada						
Perte de fonds de petite caisse.....	1	1	1 174	–	1 174	–
Usage non autorisé de billet de taxi.....	1	1	250	–	250	–
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté						
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration						
Emploi non autorisé de carte de voyage.....	3	1	8 491	5 909	–	2 582
Perte de recette pour frais de service d'immigration.....	5 163		858 518	69 884	680 943	107 691

Pertes de fonds publics attribuables à une infraction, un acte illégal ou un accident –**Survenues ou découvertes en 2019-2020 – suite**

(en dollars)

Brève description de la perte	Nombre de cas	Imputée au crédit de 2019-2020	Montant de la perte	Montant recouvré en 2019-2020	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement dans les exercices ultérieurs
Innovation, Sciences et Développement économique						
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec						
Perte de fonds de petite caisse	1	1	45	–	45	–
Agence spatiale canadienne						
Emploi frauduleux d'une carte d'achat	2	1	2 265	1 658	–	607
Statistique Canada						
Perte d'avance à justifier	1	1	100	–	100	–
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne						
Ministère des Pêches et des Océans						
Emploi frauduleux de carte d'acquisition désignée dû à un vol d'identité	46	1	58 897	57 869	961	67
Emploi non autorisé de carte d'acquisition	32	1	14 579	14 428	4	147
Emploi non autorisé de carte de voyage	10	1	20 901	8 258	–	12 643
Usage non autorisé de billet de taxi	2	1	2 720	–	2 720	–
Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord						
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien						
Perte de trésorerie d'un traité	6	1	255	–	255	–
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord						
Emploi non autorisé de carte d'achat	1	1	2 873	2 873	–	–
Revenu national						
Agence du revenu du Canada						
Demandes de congé de maladie et autres congés falsifiés	1	1	11 290	7 544	–	3 746
Emploi non autorisé de carte de voyage	1	1	9 114	9 114	–	–
Paiement de salaire falsifié pour absences non consignées	9	1	31 319	10 164	–	21 155
Santé						
Ministère de la Santé						
Emploi frauduleux de formulaire d'approbation des dépenses d'accueil	1	1	100	100	–	–
Agence canadienne d'inspection des aliments						
Emploi frauduleux du système de paye	1	1	8 000	–	–	8 000
Emploi non autorisé de carte de voyage	1	1	291	291	–	–
Emploi non autorisé de carte d'achat	3	1	549	549	–	–
Instituts de recherche en santé du Canada						
Modification frauduleuse des informations de dépôt	1	70	1 820	–	1 820	–

**Pertes de fonds publics attribuables à une infraction, un acte illégal ou un accident –
Survenues ou découvertes en 2019-2020 – fin**

(en dollars)

Brève description de la perte	Nombre de cas	Imputée au crédit de 2019-2020	Montant de la perte	Montant recouvré en 2019-2020	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement dans les exercices ultérieurs
Sécurité publique et Protection civile						
Agence des services frontaliers du Canada						
Emploi frauduleux d'une carte d'achat	1		3 865	3 865	–	–
Gendarmerie royale du Canada						
Emploi frauduleux de carte d'achat	4	1	12 823	8 870	2 278	1 675
Vol de petite caisse	3	1	3 126	–	3 126	–
Vol de recettes	1	1	2 000	–	2 000	–
Service correctionnel du Canada						
Perte due à une erreur administrative	2	1	47	25	22	–
Trop-payé à un fournisseur	1	1	87	–	87	–
Services aux Autochtones						
Ministère des Services aux Autochtones						
Déficits de caisse	1	1	5	–	5	–
Perte de fonds de petite caisse	2	1	126	–	126	–
Perte de trésorerie d'un traité	8	1	330	–	330	–
Services publics et Approvisionnement						
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux						
Demande de remboursement de réinstallation non conforme	6	1	18 249	–	–	18 249
Emploi non autorisé de carte de voyage	10	1	28 024	2 833	–	25 191
Trop-payé – Caisse de retraite de la fonction publique	1	1	19 378	–	–	19 378
Trop-payé à un fournisseur	2	1	246 730	–	–	246 730
Utilisation frauduleuse de carte d'achat	1	1	1 180	–	–	1 180
Receveur général						
Instruments de paiement du receveur général incluant les paiements d'assurance-emploi et de la Banque du Canada						
Endossement d'instrument de paiement falsifié ou frauduleux, ou autre	6 307		7 911 381	6 550 661	1 360 720	–
Paiement électronique mal dirigé	9 619		6 573 662	2 507 473	2 218 633	1 847 556
Transports						
Ministère des Transports						
Perte d'un mandat de paiement	1		904	–	904	–
Vol d'une carte de crédit pour parc automobile	2		6 389	–	–	6 389
Total	104 399		168 909 719	46 169 122	4 699 469	118 041 128

**Pertes de biens publics attribuables à une infraction ou autre acte illégal –
Survenues ou découvertes en 2019-2020**

(en dollars)

Brève description de la perte	Nombre de cas	Montant de la perte	Montant recouvré en 2019-2020	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Affaires mondiales					
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement					
Vol de caméra	1	500	–	500	–
Vol d'ordinateur portable	8	4 819	–	4 819	–
Agriculture et Agroalimentaire					
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire					
Vandalisme à un véhicule de l'État	1	347	–	347	–
Vandalisme à une propriété de l'État	4	2 291	–	2 291	–
Vol de téléphone cellulaire	7	6 265	–	6 265	–
Vol de tracteur	1	44 998	–	44 998	–
Vol d'équipement	7	28 397	–	28 397	–
Conseil du Trésor					
Secrétariat du Conseil du Trésor					
Vol de tablette	3	4 416	–	4 416	–
Vol de téléphone cellulaire	3	2 400	–	2 400	–
Conseil privé					
Bureau du Conseil privé					
Vol d'iPhone	2	1 600	–	1 600	–
Vol de tablette	6	5 100	–	5 100	–
Défense nationale					
Ministère de la Défense nationale					
Vol d'armes et accessoires	1	2 328	–	58	2 270
Vol de machines	1	899	–	899	–
Vol de matériel de sécurité ministériel	14	350	–	350	–
Vol de matériel de télécommunication	5	9 362	1 039	2 000	6 323
Vol de matériel électrique	1	3 681	550	–	3 131
Vol de matériel électronique	1	2 451	–	2 451	–
Vol de matériel informatique	11	13 000	–	13 000	–
Vol de matériel technique	2	7 362	447	–	6 915
Vol de tenue de combat	31	36 136	1 027	3 025	32 084
Vol d'équipement non-spécifique aux militaires	25	24 684	1 131	2 753	20 800
Vol d'équipement spécifique aux militaires	23	32 997	200	4 304	28 493
Environnement et Changement climatique					
Ministère de l'Environnement					
Vandalisme à un véhicule de l'État	4	4 904	–	4 904	–
Vandalisme à une antenne	1	35	–	35	–
Vol de caméra et d'équipement audio	4	5 730	–	5 730	–
Vol de convertisseur catalytique	4	13 000	–	13 000	–
Vol de matériel	4	1 978	–	1 978	–
Vol de téléphone cellulaire	2	1 400	–	1 400	–
Vol de téléphone satellite et GPS	10	10 900	–	10 900	–
Vol d'équipement d'ordinateur	6	1 720	–	1 720	–
Vol d'ordinateur portable	4	5 250	–	5 250	–
Vol d'outils	6	750	–	750	–
Agence Parcs Canada					
Dompage à de l'équipement	2	1 050	–	1 050	–
Vandalisme à de l'équipement	9	25 345	–	25 345	–
Vandalisme à du matériel et fourniture	8	16 377	–	16 377	–
Vandalisme à un bien immobilier	11	4 600	–	4 600	–
Vandalisme à un édifice	9	28 634	–	28 634	–
Vandalisme à un véhicule de l'État	2	18 203	9 407	8 796	–
Vandalisme à une propriété de l'État	2	420	–	420	–
Vol d'aménagement	2	3 700	–	3 700	–
Vol de BlackBerry	2	600	–	600	–
Vol de cuivre	2	50 000	–	50 000	–

**Pertes de biens publics attribuables à une infraction ou autre acte illégal –
Survenues ou découvertes en 2019-2020 – suite**

(en dollars)

Brève description de la perte	Nombre de cas	Montant de la perte	Montant recouvré en 2019-2020	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Vol de matériel et de fourniture	9	22 150	–	21 750	400
Vol de produit dérivé officiel	1	360	–	360	–
Vol d'équipement	11	68 599	24 140	29 575	14 884
Vol d'équipement informatique	1	1 250	–	1 250	–
Famille, Enfants et Développement social					
Ministère de l'Emploi et du Développement social					
Vandalisme à un édifice	2	4 215	–	4 215	–
Vandalisme à un meuble.....	3	170	–	170	–
Vandalisme à un véhicule de l'État	4	2 642	–	2 642	–
Vol d'un véhicule de l'État.....	1	44 232	–	–	44 232
Vol de téléphone cellulaire	10	5 850	–	5 850	–
Vol d'ordinateur portable	3	3 650	–	3 650	–
Femmes et Égalité des genres					
Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres					
Vol de téléphone intelligent.....	2	1 076	–	1 076	–
Vol d'ordinateur portable	1	1 676	–	1 676	–
Finances					
Ministère des Finances					
Vol de tablette	1	2 020	–	2 020	–
Vol de téléphone cellulaire	1	825	–	825	–
Agence de la consommation en matière financière du Canada					
Vol d'iPhone.....	1	599	–	599	–
Bureau du surintendant des institutions financières					
Vol de BlackBerry.....	1	600	–	600	–
Bureau du vérificateur général					
Vol d'ordinateur portable	1	1 645	–	1 645	–
Gouvernement numérique					
Services partagés Canada					
Vol de carte d'accès	1	6	–	6	–
Vol de carte d'identité.....	1	6	–	6	–
Vol de clé	1	4	–	4	–
Vol de perceuse électrique.....	2	150	–	150	–
Vol d'ordinateur portable	3	3 600	–	3 600	–
Innovation, Sciences et Développement économique					
Ministère de l'Industrie					
Vandalisme à un véhicule de l'État	2	849	–	849	–
Vol de carte d'accès	3	70	–	70	–
Vol de tablette	4	4 054	–	4 054	–
Vol de téléphone cellulaire	1	850	–	850	–
Vol de thermomètre.....	2	800	–	800	–
Vol d'enregistreur vocal.....	1	70	–	70	–
Vol d'entonnoir de pompe à essence.....	1	567	–	567	–
Vol d'équipement informatique	1	6 000	–	6 000	–
Vol d'ordinateur.....	1	9 000	–	9 000	–
Vol d'outils	2	300	–	300	–
Agence de promotion économique du Canada atlantique					
Vol de Samsung Galaxy S9.....	2	1 200	–	1 200	–
Vol d'ordinateur portable	1	1 000	–	1 000	–
Conseil national de recherches du Canada					
Domage à un édifice lors d'une agression.....	1	1 000	–	1 000	–
Vandalisme à un hangar attaché	1	800	–	800	–
Vol de clé USB.....	3	184	–	184	–
Vol de téléphone cellulaire	3	2 250	–	2 250	–
Vol d'ordinateur portable	31	41 485	–	41 485	–

**Pertes de biens publics attribuables à une infraction ou autre acte illégal –
Survenues ou découvertes en 2019-2020 – suite**

(en dollars)

Brève description de la perte	Nombre de cas	Montant de la perte	Montant recouvré en 2019-2020	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien					
Vol de BlackBerry.....	1	250	–	250	–
Vol de caméra et d'équipement audio.....	1	4 002	–	4 002	–
Vol de téléphone cellulaire.....	2	2 000	–	2 000	–
Statistique Canada					
Vol de tablette.....	1	1 646	–	1 646	–
Vol de téléphone cellulaire.....	3	1 190	–	1 190	–
Vol d'ordinateur portable.....	2	2 182	–	2 182	–
Justice					
Ministère de la Justice					
Vol de carte d'identité et d'accès.....	2	40	–	40	–
Vol de clé de bureau.....	1	10	–	10	–
Vol d'ordinateur portable.....	3	4 500	–	4 500	–
Vol d'unité de vidéo conférence.....	1	1 000	–	1 000	–
Bureau du directeur des poursuites pénales					
Vol de BlackBerry.....	1	625	–	625	–
Vol d'équipement informatique.....	1	892	–	892	–
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada					
Vol d'ordinateur portable.....	1	1 768	–	1 768	–
Service administratif des tribunaux judiciaires					
Vol d'ordinateur portable.....	1	1 320	–	1 320	–
Parlement					
Chambre des communes					
Vol d'appareil photographique.....	1	541	–	541	–
Vol d'ordinateur portable.....	1	2 202	–	2 202	–
Patrimoine canadien					
Ministère du Patrimoine canadien					
Vol de tablette électronique.....	1	2 500	–	2 500	–
Vol de téléphone cellulaire.....	3	3 297	–	3 297	–
Vol d'ordinateur portable.....	2	3 200	–	3 200	–
Bibliothèque et Archives du Canada					
Vol d'équipement informatique.....	1	2 400	–	2 400	–
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes					
Vol d'iPhone.....	1	300	–	300	–
Office national du film					
Vol d'équipement technique.....	1	1 700	–	1 700	–
Vol d'ordinateur portable.....	2	3 400	–	3 400	–
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne					
Ministère des Pêches et des Océans					
Vandalisme à d'autres équipements de transport.....	1	250	–	250	–
Vandalisme à un édifice ou autres biens immobiliers.....	2	2 057	–	2 057	–
Vandalisme à un navire de l'État.....	1	1 889	–	1 889	–
Vandalisme à un véhicule de l'État.....	4	6 702	–	6 702	–
Vol d'autres équipements de transport.....	1	1 050	–	1 050	–
Vol de machinerie et d'équipement.....	4	11 500	–	11 500	–
Vol de matériel et de fourniture.....	6	3 028	–	3 028	–
Vol d'équipement de télécommunication.....	4	4 340	–	4 340	–
Vol d'équipement électronique.....	3	2 989	–	2 989	–
Vol d'équipement informatique.....	10	14 000	–	14 000	–
Vol d'un véhicule de l'État.....	2	14 702	2 369	12 333	–

**Pertes de biens publics attribuables à une infraction ou autre acte illégal –
Survenues ou découvertes en 2019-2020 – suite**

(en dollars)

Brève description de la perte	Nombre de cas	Montant de la perte	Montant recouvré en 2019-2020	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord					
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord					
Dommage à un véhicule de l'État attribuable à un acte illégal	1	7 928	–	7 928	–
Ressources naturelles					
Ministère des Ressources naturelles					
Dommage à un véhicule de l'État suite à un vol.....	1	414	–	414	–
Vol de chargeur de téléphone cellulaire.....	1	25	–	25	–
Vol de tablette	5	10 500	–	10 500	–
Vol de téléphone cellulaire	3	2 200	–	2 200	–
Vol d'équipement de caméra.....	6	12 400	–	12 400	–
Vol d'équipement de climatisation.....	17	9 621	–	9 621	–
Vol d'outils	1	132	–	132	–
Vol d'un véhicule récréatif de l'État	1	1	–	1	–
Revenu national					
Agence du revenu du Canada					
Vol de mobilier de bureau	1	100	–	100	–
Vol de téléphone cellulaire	5	1 857	–	1 857	–
Vol d'équipement de bureau	9	30	–	30	–
Vol d'équipement et pièces informatique	6	6 278	–	6 278	–
Vol d'ordinateur portatif	6	15 245	–	15 245	–
Santé					
Ministère de la Santé					
Vol de tablette	1	1 100	–	1 100	–
Vol d'ordinateur portatif	2	2 400	–	2 400	–
Agence canadienne d'inspection des aliments					
Vandalisme à un véhicule de l'État	33	28 356	–	28 356	–
Vol de badge d'inspecteur	4	160	–	160	–
Vol de boîte à outils et outils	6	260	–	260	–
Vol de boîte de masque N93.....	6	210	–	210	–
Vol de carte d'identité et de désignation	9	27	–	27	–
Vol de téléphone cellulaire	12	9 600	–	9 600	–
Vol de trousse de premiers soins	1	25	–	25	–
Vol de trousse routière d'urgence.....	2	140	–	140	–
Vol d'équipement vestimentaire.....	8	830	–	830	–
Vol d'ordinateur portatif	7	7 000	–	7 000	–
Agence de la santé publique du Canada					
Vol d'ordinateur portatif	1	1 100	–	1 100	–
Sécurité publique et Protection civile					
Agence des services frontaliers du Canada					
Vol d'équipement électronique	1	800	–	800	–
Vol d'équipement informatique	3	2 200	500	1 700	–
Vol de téléphone cellulaire	12	2 400	200	2 200	–
Gendarmerie royale du Canada					
Dommage à un véhicule de l'État attribuable à un acte illégal	114	358 281	36 282	105 973	216 026
Vandalisme à de l'équipement électronique	4	640	–	640	–
Vandalisme à un véhicule de l'État	53	35 973	850	29 649	5 474
Vol de fournitures.....	10	200	–	200	–
Vol de téléphone cellulaire	1	585	–	585	–
Vol de véhicule de l'État	2	12 291	–	12 291	–
Vol d'équipement électronique	3	1 229	–	1 229	–
Vol d'équipement informatique	1	3 390	–	3 390	–
Vol d'uniforme et d'équipement.....	5	350	–	350	–

**Pertes de biens publics attribuables à une infraction ou autre acte illégal –
Survenues ou découvertes en 2019-2020 – fin**

(en dollars)

Brève description de la perte	Nombre de cas	Montant de la perte	Montant recouvré en 2019-2020	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Service correctionnel du Canada					
Dompage à la suite d'un incendie intentionnel.....	12	11 628	1 000	10 628	–
Dompage à la suite d'une perturbation de détenus	307	69 504	299	48 320	20 885
Vandalisme à des biens et de l'équipement	2 345	156 273	1 048	150 041	5 184
Vandalisme à l'équipement.....	2	76	–	76	–
Vandalisme à une vitre.....	7	9 699	–	9 699	–
Vandalisme d'un véhicule motorisé	9	10 929	–	1 929	9 000
Vol de téléphone cellulaire.....	1	700	–	700	–
Vol d'équipement	1	1 600	–	1 600	–
Vol d'équipement de téléphone cellulaire	1	50	–	–	50
Services aux Autochtones					
Ministère des Services aux Autochtones					
Vandalisme à un véhicule de l'État	1	2 632	–	2 632	–
Vol d'ordinateur portable	1	400	–	400	–
Services publics et Approvisionnement					
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux					
Vandalisme à un édifice	10	16 416	–	16 416	–
Vandalisme à un véhicule de l'État	1	108	–	108	–
Vol de carte d'identité et d'accès.....	4	120	–	120	–
Vol de meuble	1	42	–	42	–
Vol de téléphone cellulaire.....	9	5 211	–	5 211	–
Vol d'équipement	1	28	–	28	–
Vol d'équipement informatique	7	869	–	869	–
Vol d'ordinateur portable	14	20 634	–	20 634	–
Transports					
Ministère des Transports					
Vandalisme à un véhicule de l'État	4	1 853	–	1 853	–
Vol d'appareil photographique.....	2	400	–	400	–
Vol de carte d'identité.....	3	21	–	21	–
Vol de clé USB	51	1 530	–	1 530	–
Vol de clés.....	1	43	–	43	–
Vol de GPS	1	90	–	90	–
Vol de carte d'accès.....	1	15	–	15	–
Vol de lumière baladeuse	1	66	–	66	–
Vol de parka d'hiver	1	950	–	950	–
Vol de sac à dos.....	1	41	–	41	–
Vol de tablette	2	3 344	–	3 344	–
Vol d'ordinateur portable	1	1 500	–	1 500	–
Vol de lampe portative	1	66	–	66	–
Vol de téléphone cellulaire.....	2	1 600	–	1 600	–
Office des transports du Canada					
Vol de téléphone cellulaire.....	1	797	–	797	–
Total.....	3 616	1 623 768	80 489	1 127 128	416 151

Pertes de biens publics attribuables à une perte, destruction ou un dommage accidentel – Survenues ou découvertes en 2019-2020

(en dollars)

Brève description de la perte	Nombre de cas	Montant de la perte	Montant recouvré en 2019-2020	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Affaires mondiales					
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement					
Destruction de bière et de vin due au transport	5	140	–	140	–
Perte de jeton SecurID	3	204	–	204	–
Perte de téléphone intelligent.....	86	63 250	–	63 250	–
Perte d'ordinateur portable.....	2	2 364	–	2 364	–
Agriculture et Agroalimentaire					
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire					
Domage à de l'équipement de transport	5	15 788	–	15 788	–
Domage à un véhicule de l'État.....	29	54 171	–	54 171	–
Domage à une propriété de l'État.....	4	15 334	–	15 334	–
Perte de carte d'accès.....	1	4	–	4	–
Perte de clé.....	2	30	–	30	–
Perte d'équipement	1	4 996	–	4 996	–
Perte de téléphone cellulaire.....	10	8 950	–	8 950	–
Commission canadienne des grains					
Domage à un véhicule de l'État.....	3	6 271	–	6 271	–
Domage au téléphone cellulaire.....	1	150	–	150	–
Perte de bacs d'élimination des grains.....	1	393	–	393	–
Perte de BlackBerry.....	1	521	–	521	–
Perte de carte d'identification et d'accès par proximité.....	6	55	–	55	–
Anciens Combattants					
Ministère des Anciens Combattants					
Perte de téléphone cellulaire.....	4	2 982	–	2 982	–
Perte d'ordinateur portable.....	4	4 800	–	4 800	–
Conseil du Trésor					
Secrétariat du Conseil du Trésor					
Perte de tablette.....	4	5 887	–	5 887	–
Perte de téléphone sans fil.....	25	20 000	–	20 000	–
Commissariat à l'intégrité du secteur public					
Perte de téléphone intelligent.....	1	700	–	700	–
École de la fonction publique du Canada					
Perte de commande de fournitures de bureau.....	1	150	–	150	–
Perte d'iPhone.....	5	3 863	–	3 863	–
Perte d'écran d'ordinateur	1	250	–	250	–
Perte d'ordinateur portable.....	2	3 000	–	3 000	–
Conseil privé					
Bureau du Conseil privé					
Domage à un iPhone	21	16 800	–	16 800	–
Domage à un iPhone irréparable.....	7	5 600	–	5 600	–
Domage à une tablette Microsoft.....	1	1 700	–	1 700	–
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports					
Domage à un véhicule de l'État.....	2	1 537	–	1 537	–
Perte de téléphone cellulaire.....	2	1 428	–	1 428	–
Bureau du directeur général des élections					
Perte d'ordinateur portable.....	3	3 585	–	3 585	–
Commissariat aux langues officielles					
Perte d'iPhone.....	1	950	–	950	–
Défense nationale					
Ministère de la Défense nationale					
Domage à de la propriété résidentielle.....	1	3 651	–	3 651	–
Domage à de l'équipement de télécommunication	1	12 433	–	12 197	236
Domage à de l'équipement spécifique militaire.....	6	21 495	–	288	21 207
Domage à de l'équipement spécifique non militaire.....	45	122 127	–	1 670	120 457

Pertes de biens publics attribuables à une perte, destruction ou un dommage accidentel – Survenues ou découvertes en 2019-2020 – suite

(en dollars)

Brève description de la perte	Nombre de cas	Montant de la perte	Montant recouvré en 2019-2020	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Domage à un avion - Canadair CT 144.....	1	1 268 624	–	1 268 624	–
Domage au véhicule de l'État	32	68 257	–	68 257	–
Domage à de l'équipement électrique	7	20 202	–	2 825	17 377
Domage causé par le feu à une propriété non résidentiel	315	2 522 982	–	2 522 982	–
Domage causé par le feu à une propriété résidentiel	34	758 703	–	724 269	34 434
Domage à un aéronef téléguidé	2	7 680 726	1 234 262	6 446 464	–
Domage à une tenue de combat	55	151 341	–	6 157	145 184
Perte d'armes et d'accessoires	165	63 286	380	10 896	52 010
Perte de machinerie	1	15 415	–	5 000	10 415
Perte de matériel.....	72	529 864	246	486 632	42 986
Perte de matériel de transport automobile.....	4	8 371	–	8 371	–
Perte de vêtements de combat.....	2 659	1 952 517	15 582	238 344	1 698 591
Perte d'équipement de télécommunication.....	29	106 944	–	37 159	69 785
Perte d'équipement électrique.....	7	101 921	–	6 417	95 504
Perte d'équipement informatique	10	106 892	–	34 220	72 672
Perte d'équipement spécifique militaire	1 048	8 554 903	69 952	1 567 304	6 917 647
Perte d'équipement spécifique non militaire	1 390	889 554	8 877	107 653	773 024
Environnement et Changement climatique					
Ministère de l'Environnement					
Domage à un véhicule de l'État	1	7 900	–	7 900	–
Perte de téléphone cellulaire.....	5	4 250	–	4 250	–
Agence canadienne d'évaluation d'impact					
Perte d'un Samsung J3.....	1	507	–	507	–
Agence Parcs Canada					
Domage à de l'équipement.....	17	30 009	250	28 321	1 438
Domage à de l'équipement électronique	2	3 050	–	3 050	–
Domage à des biens et de l'équipement	5	24 875	–	24 875	–
Domage à des biens immobiliers suite à une catastrophe naturelle	1	1 300 000	–	1 300 000	–
Domage à du matériel et fourniture	21	44 338	2 942	19 053	22 343
Domage à un bien immobilier	10	126 194	–	116 432	9 762
Domage à un BlackBerry	7	4 450	–	4 450	–
Domage à un édifice.....	2	150 800	–	150 800	–
Domage à un édifice et à de l'équipement causé par un incendie	6	457 650	–	457 650	–
Domage à un véhicule de l'État	66	153 452	1 060	152 392	–
Perte de BlackBerry	5	2 543	–	2 543	–
Perte d'équipement	3	1 564	–	1 564	–
Perte d'équipement électronique	1	750	–	750	–
Famille, Enfants et Développement social					
Ministère de l'Emploi et du Développement social					
Domage à de l'équipement informatique.....	10	6 538	–	6 538	–
Domage à un véhicule de l'État	1	682	–	682	–
Domage à une tablette	7	8 350	–	8 350	–
Perte de BlackBerry	17	3 400	–	3 400	–
Perte de clé USB	15	4 485	–	4 485	–
Perte de matériel et de fourniture.....	747	12 613	–	12 613	–
Perte de tablette.....	1	550	–	550	–
Perte de téléphone cellulaire.....	30	21 400	–	21 400	–
Perte d'équipement informatique	4	1 550	–	1 550	–
Perte d'ordinateur portable.....	5	3 900	–	3 900	–
Femmes et Égalité des genres					
Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres					
Domage à un ordinateur portable.....	1	694	–	694	–
Domage à un téléphone intelligent	3	2 482	–	2 482	–
Perte de téléphone intelligent.....	1	529	–	529	–

Pertes de biens publics attribuables à une perte, destruction ou un dommage accidentel – Survenues ou découvertes en 2019-2020 – suite

(en dollars)

Brève description de la perte	Nombre de cas	Montant de la perte	Montant recouvré en 2019-2020	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Finances					
Ministère des Finances					
Dommage à un ordinateur portable.....	4	5 260	–	5 260	–
Dommage à un téléphone cellulaire.....	5	1 000	–	1 000	–
Dommage à une clé accès à distance.....	15	2 175	–	2 175	–
Dommage à une clé USB.....	17	680	–	680	–
Dommage à une tablette portable.....	25	20 200	–	20 200	–
Perte de téléphone cellulaire.....	5	4 125	–	4 125	–
Perte d'un ordinateur portable.....	8	10 520	–	10 520	–
Perte d'une clé d'accès à distance.....	10	1 450	–	1 450	–
Perte d'une clé USB.....	15	730	–	730	–
Perte d'une tablette portable.....	10	20 200	–	20 200	–
Agence de la consommation en matière financière du Canada					
Dommage à de l'équipement de communications d'images/vidéos.....	1	4 927	–	4 927	–
Dommage à de l'équipement informatique.....	1	910	–	910	–
Dommage à un iPhone.....	1	599	–	599	–
Dommage à un téléphone cellulaire.....	1	599	–	599	–
Dommage à une tablette.....	1	1 674	–	1 674	–
Bureau du surintendant des institutions financières					
Dommage à un téléphone portable.....	5	3 500	–	3 500	–
Perte de téléphone cellulaire.....	1	700	–	700	–
Bureau du vérificateur général					
Perte d'un BlackBerry.....	1	100	–	100	–
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada					
Perte de carte d'accès.....	4	80	–	80	–
Perte de téléphone cellulaire.....	2	1 800	–	1 685	115
Gouvernement numérique					
Services partagés Canada					
Dommage à un compteur Fluke Netscout.....	1	5 000	–	5 000	–
Perte de carte d'identité.....	15	90	–	90	–
Perte de téléphone cellulaire.....	13	3 250	–	3 250	–
Perte d'écran d'ordinateur.....	1	500	–	500	–
Perte d'ordinateur portable.....	5	6 800	–	6 800	–
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté					
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration					
Perte de BlackBerry.....	1	50	–	50	–
Perte de clé USB.....	2	262	–	262	–
Perte de corde d'alimentation.....	1	180	–	180	–
Perte de téléphone cellulaire.....	5	3 599	–	3 599	–
Perte d'ordinateur portable.....	3	3 090	–	3 090	–
Commission de l'immigration et du statut de réfugié					
Perte d'équipement informatique.....	1	2 999	–	2 999	–
Infrastructure et Collectivités					
Bureau de l'infrastructure du Canada					
Dommage à un iPhone.....	16	10 720	–	10 720	–
Dommage à un ordinateur portable.....	2	3 734	–	3 734	–
Dommage à une tablette.....	25	37 725	–	37 725	–
Perte de clé USB.....	2	140	–	140	–
Perte de tablette.....	1	1 509	–	1 509	–
Perte d'iPhone.....	5	3 350	–	3 350	–

Pertes de biens publics attribuables à une perte, destruction ou un dommage accidentel – Survenues ou découvertes en 2019-2020 – suite

(en dollars)

Brève description de la perte	Nombre de cas	Montant de la perte	Montant recouvré en 2019-2020	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Innovation, Sciences et Développement économique					
Ministère de l'Industrie					
Dommage à un radiateur	1	2 565	–	2 565	–
Dommage à un véhicule de l'État	3	37 213	7 820	29 393	–
Perte d'appareil photographique	2	890	–	890	–
Perte de carte d'accès.....	6	105	–	105	–
Perte de clé de bureau.....	1	25	–	25	–
Perte de clé USB	2	225	–	225	–
Perte de console.....	1	493	–	493	–
Perte de photo d'art.....	1	1 292	–	1 292	–
Perte de radio	1	87	–	87	–
Perte de récepteur.....	1	16	–	16	–
Perte de réfrigérateur	1	132	–	132	–
Perte de scanner.....	1	904	–	904	–
Perte de système de conférence	1	108	–	108	–
Perte de système UPS d'alimentation sans coupure.....	1	532	–	532	–
Perte de tablette.....	5	2 146	–	2 146	–
Perte de téléphone cellulaire.....	3	2 550	–	2 550	–
Perte de télévision	1	2 225	–	2 225	–
Perte d'ordinateur	12	2 543	–	2 543	–
Perte d'ordinateur portatif.....	17	12 349	–	12 349	–
Perte d'outils.....	2	800	–	800	–
Agence de promotion économique du Canada atlantique					
Perte de BlackBerry	2	100	–	100	–
Perte de Samsung Galaxy S9.....	1	600	–	600	–
Agence spatiale canadienne					
Dommage à un ordinateur portatif.....	1	1 276	–	1 276	–
Dommage à un véhicule de l'État	1	484	–	484	–
Perte d'un BlackBerry.....	1	700	–	700	–
Commission du droit d'auteur					
Dommage à un appareil de téléconférence Polycom.....	1	770	–	–	770
Dommage à une table de conférence	1	2 695	–	–	2 695
Dommage à une télécommande.....	1	54	–	–	54
Conseil national de recherches du Canada					
Dommage à un édifice.....	1	1 384	–	–	1 384
Dommage à un véhicule de l'État	1	13 690	–	13 690	–
Perte de clé USB	4	246	–	246	–
Perte de ferraille	1	3 500	–	3 500	–
Perte de téléphone cellulaire.....	8	6 000	–	6 000	–
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien					
Dommage à de l'équipement informatique.....	1	50	–	50	–
Perte de clé USB cryptée.....	1	115	–	115	–
Perte d'équipement informatique	1	200	–	200	–
Statistique Canada					
Dommage à de l'équipement de télécommunication.....	3	1 125	–	1 125	–
Perte d'équipement	1	1 381	–	1 381	–
Perte d'équipement de télécommunication.....	7	1 925	–	1 925	–
Perte d'équipement informatique	2	2 182	–	2 182	–
Justice					
Ministère de la Justice					
Perte de carte d'identité et d'accès.....	37	1 685	–	1 685	–
Perte de clé de bureau.....	8	95	–	95	–
Perte de clé USB	1	5	–	5	–
Perte de téléphone cellulaire	10	8 000	–	8 000	–

Pertes de biens publics attribuables à une perte, destruction ou un dommage accidentel – Survenues ou découvertes en 2019-2020 – suite

(en dollars)

Brève description de la perte	Nombre de cas	Montant de la perte	Montant recouvré en 2019-2020	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Bureau du directeur des poursuites pénales					
Perte de BlackBerry	1	625	–	625	–
Perte de carte d'identité et d'accès.....	9	450	–	450	–
Perte de clé de bureau.....	4	100	–	100	–
Perte de clé de mallette sécurisée	1	45	–	45	–
Perte d'équipement informatique	1	75	–	75	–
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada					
Domage à un écran d'ordinateur	1	169	–	169	–
Domage à un ordinateur portable.....	2	3 220	–	3 220	–
Domage à un téléphone cellulaire.....	3	3 718	–	3 718	–
Commission canadienne des droits de la personne					
Domage à un téléphone intelligent	1	1 000	–	1 000	–
Perte de téléphone intelligent.....	2	2 000	–	2 000	–
Registraire de la Cour suprême du Canada					
Domage à de l'équipement informatique suite à une infiltration d'eau ...	1	460	–	460	–
Service administratif des tribunaux judiciaires					
Perte de lampe de poche tactique.....	1	140	–	140	–
Perte d'iPhone.....	1	914	–	914	–
Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs					
Perte de carte d'accès.....	2	22	–	–	22
Perte d'un Samsung S8	1	450	–	–	450
Parlement					
Chambre des communes					
Perte d'appareil photographique	1	320	–	320	–
Perte de petit électroménager.....	1	330	–	330	–
Perte d'équipement audio.....	1	151	–	151	–
Perte d'équipement d'appareil photographique.....	1	170	–	170	–
Perte d'ordinateur portable.....	1	807	–	807	–
Bibliothèque du Parlement					
Perte de téléphone intelligent (Samsung).....	1	109	–	–	109
Perte d'une souris.....	1	40	–	–	40
Perte d'une tablette (iPad Air 2g).....	1	800	–	–	800
Service de protection parlementaire					
Perte d'une Surface Pro.....	1	2 083	–	2 083	–
Sénat					
Perte d'ordinateur portable.....	1	1 259	–	1 259	–
Perte d'un BlackBerry.....	1	540	–	540	–
Perte d'un iPad.....	3	2 899	–	2 899	–
Perte d'un iPhone.....	4	2 454	–	2 454	–
Patrimoine canadien					
Ministère du Patrimoine canadien					
Domage à une tablette électronique	3	2 297	–	2 297	–
Domage à une télévision	1	10 616	–	10 616	–
Domage à un ordinateur portable.....	5	4 663	–	4 663	–
Perte de tablette électronique.....	1	1 600	–	1 600	–
Perte de téléphone cellulaire.....	4	4 396	–	4 396	–
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes					
Perte de téléphone cellulaire.....	1	150	–	150	–
Perte d'iPhone.....	1	750	–	750	–
Office national du film					
Perte de téléphone cellulaire.....	2	468	–	468	–

Pertes de biens publics attribuables à une perte, destruction ou un dommage accidentel – Survenues ou découvertes en 2019-2020 – suite

(en dollars)

Brève description de la perte	Nombre de cas	Montant de la perte	Montant recouvré en 2019-2020	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne					
Ministère des Pêches et des Océans					
Dommage à d'autres équipements de transport	1	699	–	–	699
Dommage à un édifice ou autre bien immobilier	8	275 875	–	275 875	–
Dommage à de l'équipement de télécommunication	4	4 050	–	4 050	–
Dommage à de l'équipement électronique	4	48 009	–	48 009	–
Dommage à de l'équipement informatique	7	9 800	–	9 800	–
Dommage à un véhicule de l'État	20	107 749	13 946	93 803	–
Perte de machinerie et d'équipement	2	32 300	–	32 300	–
Perte d'équipement de télécommunication	16	16 227	–	16 227	–
Perte d'équipement électronique	4	156 099	–	156 099	–
Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord					
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien					
Dommage à un téléphone cellulaire	2	1 198	–	1 198	–
Dommage à un véhicule de l'État	4	6 903	–	6 903	–
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord					
Dommage à un téléphone cellulaire	2	1 328	–	1 328	–
Perte de téléphone cellulaire	5	2 445	–	2 445	–
Ressources naturelles					
Ministère des Ressources naturelles					
Dommage à un véhicule de l'État	1	4 219	–	4 219	–
Perte de téléphone cellulaire	3	1 800	–	1 800	–
Perte d'ordinateur portable	1	1 600	–	1 600	–
Commission canadienne de sûreté nucléaire					
Perte d'une clé d'accès à distance	21	1 491	–	1 491	–
Perte d'une tablette Microsoft Surface Pro	1	2 318	–	2 318	–
Office national de l'énergie					
Perte d'un iPhone	1	750	–	750	–
Régie canadienne de l'énergie					
Perte d'ordinateur portable	1	1 500	–	1 500	–
Perte d'un iPhone	3	2 250	–	2 250	–
Revenu national					
Agence du revenu du Canada					
Dommage à un véhicule de l'État	7	3 278	–	3 278	–
Perte d'équipement et pièces informatiques	4 097	16 645	–	16 645	–
Perte de BlackBerry	6	4 154	–	4 154	–
Perte de mobilier de bureau	1	500	–	500	–
Perte de téléphone cellulaire	21	8 108	–	8 108	–
Perte d'équipement de bureau	18	924	–	924	–
Perte d'ordinateur	3	3 900	–	3 900	–
Perte d'ordinateur portable	6	5 088	–	5 088	–
Santé					
Ministère de la Santé					
Dommage à un véhicule de l'État	9	41 682	–	41 682	–
Perte d'approvisionnement	1	25	–	25	–
Perte de BlackBerry	3	600	–	600	–
Perte de téléphone cellulaire	7	3 800	–	3 800	–
Perte d'équipement électrique	3	650	–	650	–
Perte d'ordinateur portable	1	1 100	–	1 100	–

Pertes de biens publics attribuables à une perte, destruction ou un dommage accidentel – Survenues ou découvertes en 2019-2020 – suite

(en dollars)

Brève description de la perte	Nombre de cas	Montant de la perte	Montant recouvré en 2019-2020	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Agence canadienne d'inspection des aliments					
Dommage à un véhicule de l'État	66	240 320	979	97 871	141 470
Perte de badge d'inspecteur	12	480	–	480	–
Perte de carte d'identité et de désignation	80	240	–	240	–
Perte de téléphone cellulaire.....	14	11 200	–	11 200	–
Agence de la santé publique du Canada					
Dommage à un véhicule de l'État	1	869	–	869	–
Perte de téléphone cellulaire.....	1	200	–	200	–
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés					
Destruction de tablette.....	2	3 223	–	3 223	–
Destruction de téléphone cellulaire	5	4 660	–	4 660	–
Dommage à une tablette	2	1 006	–	1 006	–
Instituts de recherche en santé du Canada					
Perte de BlackBerry	1	820	–	820	–
Perte de clé USB	17	1 291	–	1 291	–
Perte d'iPhone	1	820	–	820	–
Sécurité publique et Protection civile					
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile					
Perte de téléphone cellulaire.....	3	1 100	–	–	1 100
Agence des services frontaliers du Canada					
Perte de téléphone cellulaire.....	10	2 000	–	2 000	–
Perte d'un article d'uniforme.....	114	4 973	2 632	2 341	–
Perte d'équipement informatique.....	50	840	15	825	–
Perte d'une clé	50	1 500	480	1 020	–
Commission des libérations conditionnelles du Canada					
Dommage à un véhicule de l'État	2	1 455	–	1 455	–
Gendarmerie royale du Canada					
Dommage à des biens immobiliers.....	26	260 363	–	260 363	–
Dommage à de l'équipement	2	1 133	–	1 133	–
Dommage à un véhicule de l'État	1 079	4 209 269	647 014	2 690 403	871 852
Dommage de téléphone cellulaire	22	13 710	–	13 710	–
Dommage d'équipement de télécommunication	1	6 055	–	6 055	–
Perte d'équipement informatique.....	439	26 509	1 244	25 265	–
Perte d'autre équipement de transport.....	1	159	–	159	–
Perte de téléphone cellulaire.....	63	45 775	8 200	37 575	–
Perte d'équipement de télécommunication.....	1	2 000	–	2 000	–
Perte d'uniforme et d'équipement	100	20 442	230	20 212	–
Service correctionnel du Canada					
Dommage à des biens et de l'équipement.....	18	28 756	450	28 306	–
Dommage à des biens et de l'équipement causé par la panne de l'équipement	1	24 356	–	24 356	–
Dommage à un édifice causé par un tuyau d'eau percé.....	1	330 000	–	330 000	–
Dommage à un téléphone cellulaire	9	3 125	–	3 125	–
Dommage à un véhicule de l'État	37	227 085	–	197 771	29 314
Dommage à une propriété suite à un incendie	1	30 769	–	30 769	–
Dommage à une vitre	11	3 253	–	3 253	–
Dommage d'équipement informatique.....	19	16 964	379	16 245	340
Perte de BlackBerry	2	1 001	–	1 001	–
Perte de matériel	1	1 012	–	–	1 012
Perte de téléphone cellulaire.....	6	2 498	–	2 498	–
Perte d'équipement	59	42 794	–	39 544	3 250
Perte d'équipement de télécommunication.....	16	28 912	–	28 912	–

Pertes de biens publics attribuables à une perte, destruction ou un dommage accidentel – Survenues ou découvertes en 2019-2020 – fin

(en dollars)

Brève description de la perte	Nombre de cas	Montant de la perte	Montant recouvré en 2019-2020	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Services aux Autochtones					
Ministère des Services aux Autochtones					
Dommage à un téléphone cellulaire.....	2	1 328	–	1 328	–
Dommage à un véhicule de l'État	1	3 140	–	3 140	–
Perte de téléphone cellulaire.....	8	4 145	–	4 145	–
Services publics et Approvisionnement					
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux					
Dommage à de la machinerie	2	23 571	–	23 571	–
Dommage à de l'équipement électronique	2	9 013	–	9 013	–
Dommage à de l'équipement informatique.....	1	200	–	200	–
Dommage à un BlackBerry	2	1 845	–	1 845	–
Dommage à un édifice de l'État	3	2 272	–	2 272	–
Dommage à un immeuble.....	8	56 984	46 812	10 172	–
Dommage à un meuble.....	2	900	–	900	–
Dommage à un téléphone cellulaire.....	26	14 148	–	14 148	–
Dommage à un véhicule de l'État	42	36 889	8 408	28 481	–
Perte de BlackBerry	11	6 255	–	6 255	–
Perte de carte d'identité et d'accès.....	61	1 830	–	1 830	–
Perte de clé.....	13	7 099	–	7 099	–
Perte de téléphone cellulaire.....	30	20 244	–	20 244	–
Perte d'équipement électronique.....	6	125	–	125	–
Perte d'équipement informatique	6	725	–	725	–
Perte d'ordinateur portatif.....	1	2 400	–	2 400	–
Transports					
Ministère des Transports					
Dommage à un BlackBerry	7	1 200	–	1 200	–
Dommage à un téléphone cellulaire.....	8	6 400	–	6 400	–
Dommage à un véhicule de l'État	48	93 675	6 754	85 195	1 726
Dommage à une tablette	2	200	–	200	–
Dommage aux interrupteurs d'éclairage en dehors des heures de travail...	1	100	–	100	–
Perte de BlackBerry	11	2 200	–	2 200	–
Perte de carte d'accès.....	37	555	–	555	–
Perte de carte d'identité.....	325	2 275	–	2 275	–
Perte de clé USB	9	270	–	270	–
Perte de jeton Entrust	25	125	–	125	–
Perte de la clé du cabinet.....	1	10	–	10	–
Perte de téléphone cellulaire.....	19	15 200	–	15 200	–
Perte d'un câble de chargement de tablette.....	1	20	–	20	–
Perte d'un clavier.....	1	50	–	50	–
Perte d'un projecteur.....	2	6 451	–	6 451	–
Perte d'un badge d'inspecteur.....	1	650	–	650	–
Perte d'une station d'accueil.....	1	500	–	500	–
Perte d'une tablette	1	1 569	–	1 569	–
Office des transports du Canada					
Dommage à un écran de portable	1	66	–	66	–
Perte de téléphone cellulaire.....	3	1 118	–	1 118	–
Total.....	14 951	34 613 293	2 078 914	21 372 105	11 162 274

Pertes de fonds ou de biens publics – Mise à jour des cas déclarés dans les Comptes publics du Canada des exercices antérieurs

(en dollars)

Breve description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les Comptes publics du Canada	Nom- bre de cas	Montant de la perte initiale	Modifications de la perte initiale depuis l'inauguration	Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2019-2020	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Affaires mondiales									
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement									
Emploi non autorisé de carte de voyage	2018-2019	1	12 883	–	12 883	1 585	–	–	11 298
Réclamations frauduleuses de demande de remboursement de frais de voyage ou d'heures supplémentaires	2003-2004	3	42 559	(410)	42 149	–	–	1 149	41 000
Réclamation frauduleuse d'heures supplémentaires	2018-2019	2	26 160	–	26 160	–	–	8 681	17 479
Utilisation frauduleuse de bons de taxi et de carte de voyage et d'achat	2015-2016	1	13 872	–	13 872	3 268	1 544	–	9 060
Utilisation frauduleuse de fonds de contribution	2018-2019	6	1 090 511	–	1 090 511	637 284	453 227	–	–
Vol de fonds de mission	2000-2001	3	935 794	–	935 794	–	325 237	–	610 557
Vol de fonds d'immigration, de visa de mission ou de fonds consulaires	1994-1995		176 857	–	176 857	–	–	–	176 857
Agriculture et Agroalimentaire									
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire									
Emploi non autorisé de carte d'achat	2018-2019	1	420	–	420	–	210	–	210
Commission canadienne des grains									
Mauvais usage des droits relatifs au réaménagement de l'effectif	2014-2015	1	9 670	50	9 720	–	–	–	9 720
Mauvais usage de carte de voyage d'employé du gouvernement	2011-2012	2	12 274	–	12 274	10 317	–	–	1 957
Perte d'équipement de laboratoire scientifique	2018-2019	1	16 000	–	16 000	–	16 000	–	–
Usage inapproprié de carte de voyage d'employés	2009-2010	4	13 472	–	13 472	12 588	–	–	884
Utilisation inappropriée de carte de voyage désignée	2012-2013	1	1 162	–	1 162	–	–	–	1 162
Anciens Combattants									
Ministère des Anciens Combattants									
Encaissement frauduleux de chèques de pension d'invalidité suite au décès du bénéficiaire :									
.....	2004-2005	1	30 108	(18 908)	11 200	6 606	¹ –	–	4 594
.....	2008-2009	5	378 004	(1)	378 003	44 689	–	330 797	2 517
Réclamations fausses ou frauduleuses de prestations d'allocations aux anciens combattants	1992-1993	2	97 219	(5 634)	91 585	47 600	5 600	18 584	19 801
Vol des paiements de pension d'invalidité suivant le décès du bénéficiaire :									
.....	2007-2008	3	51 893	(10 464)	41 429	15 217	195	–	26 017
.....	2008-2009	6	83 556	(14 175)	69 381	15 047	–	39 985	14 349
.....	2016-2017	1	26 817	–	26 817	1 500	1 200	–	24 117
Conseil du Trésor									
Secrétariat du Conseil du Trésor									
Demande de prestation falsifiée :									
.....	2014-2015	5	70 725	–	70 725	4 254	–	–	66 471
.....	2015-2016	4	320 150	(3 039)	¹ 317 111	176	–	–	316 935
.....	2016-2017	2	10 552	–	10 552	–	–	–	10 552
.....	2017-2018	5	37 840	217	38 057	8 076	–	–	29 981
.....	2018-2019	12	113 149	(2 723)	¹ 110 426	12 291	¹ 24 211	–	73 924
Demande de prestation falsifiée (Régimes de soins de santé et de soins dentaires)	2013-2014	5	189 739	–	189 739	40 431	¹ –	–	149 308

Pertes de fonds ou de biens publics – Mise à jour des cas déclarés dans les Comptes publics du Canada des exercices antérieurs – suite

(en dollars)

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les Comptes publics du Canada	Nom- bre de cas	Montant de la perte initiale	Modifications de la perte de la perte initiale depuis l'inauguration	Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2019-2020	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Conseil privé									
Bureau du Conseil privé									
Vol de coupons de taxi.....	2009-2010	2	5 509	–	5 509	945	–	4 564	–
Bureau du directeur général des élections									
Perte de moniteur.....	2018-2019	3	793	–	793	–	–	793	¹ –
Perte d'imprimante.....	2018-2019	4	752	–	752	–	–	752	¹ –
Perte d'ordinateur portatif.....	2018-2019	2	1 526	–	1 526	–	–	1 526	¹ –
Défense nationale									
Ministère de la Défense nationale									
Demande falsifiée par des fournisseurs et des entrepreneurs.....									
	2016-2017	1	1 300 000	–	1 300 000	–	–	–	1 300 000
Différence dans le compte du capital d'exploitation.....									
	2015-2016	2	1 990	(985)	1 005	–	–	–	1 005
Dommage à un édifice causé par un incendie.....									
	2017-2018	5	14 040	–	14 040	–	–	4 264	9 776
Dommage à un édifice causé par une collision automobile.....									
	2018-2019	1	4 000	–	4 000	–	–	2 000	2 000
Dommages au signe du bureau.....									
	2018-2019	1	2 000	1 840	3 840	–	3 840	–	–
Emploi frauduleux de carte d'achat désignée – Winnipeg.....									
	2015-2016	1	10 301	–	10 301	1 000	–	–	9 301
Erreur de virement direct de fonds.....									
	2016-2017	2	1 363	–	1 363	847	–	–	516
Perte d'armes et accessoires.....									
	2018-2019	286	16 022	–	16 022	1 178	–	14 665	179
Perte d'avance à justifier :									
.....	2015-2016	2	2 515	–	2 515	447	–	–	2 068
.....	2016-2017	1	1 879	–	1 879	–	–	638	1 241
Perte d'avance à justifier – Ottawa.....									
	2012-2013	1	12 966	1 249	14 215	1 991	–	–	12 224
Perte d'avance permanente Kandahar – vol suspecté.....									
	2008-2009	1	20 538	(1 879)	18 659	9 632	–	–	9 027
Perte de fonds publics – 8 Wing Trenton – vol.....									
	2009-2010	1	3 870	2 688	6 558	2 688	–	–	3 870
Perte de tenue de combat.....									
	2018-2019	3 033	254 051	–	254 051	15 297	–	236 019	2 735
Perte d'équipement de télécommunication.....									
	2018-2019	26	31 999	–	31 999	300	–	31 406	293
Perte d'équipement non spécifique aux militaires.....									
	2018-2019	1 158	95 716	–	95 716	3 631	–	89 344	2 741
Perte d'équipement spécifique aux militaires.....									
	2018-2019	1 110	196 420	–	196 420	7 081	–	181 677	7 662
Perte d'outils.....									
	2018-2019	217	12 571	–	12 571	1 543	–	10 197	831
Réclamations frauduleuses – Bases des forces canadiennes Halifax.....									
	2010-2011	1	68 374	872	69 246	–	–	–	69 246
Réclamations frauduleuses, encaissement de chèques et reçus de paye – Unité de soutien des Forces canadiennes Ottawa.....									
	1999-2000	1	28 305	85 277	113 582	35 391	–	–	78 191
Vol d'équipement informatique et de périphérique d'ordinateur.....									
	2014-2015	1	281 094	652 840	933 934	–	–	–	933 934
Environnement et Changement climatique									
Ministère de l'Environnement									
Dommages à une résidence de l'État de Yellowknife par un ancien employé.....									
	2010-2011	1	13 986	–	13 986	10 494	–	–	3 492
Emploi frauduleux de carte de voyage.....									
	2014-2015	1	7 307	–	7 307	2 887	–	–	4 420
Emploi non autorisé de carte d'achat.....									
	2018-2019	3	1 110	–	1 110	–	1 110	–	–
Emploi non autorisé de carte de voyage désignée.....									
	2012-2013	7	15 855	–	15 855	9 161	–	2 711	3 983
Perte de la petite caisse.....									
	2013-2014	5	7 894	(15)	7 879	–	–	–	7 879
Vol de fonds de petite caisse.....									
	2018-2019	1	150	–	150	–	–	–	150
Agence Parcs Canada									
Carte de voyage non payée :									
.....	2017-2018	5	1 825	–	1 825	646	856	323	–
.....	2018-2019	3	1 543	–	1 543	–	–	671	¹ 872
Dommage à un édifice.....									
	2018-2019	5	150 825	(50 220)	100 605	–	99 780	825	–

Pertes de fonds ou de biens publics – Mise à jour des cas déclarés dans les Comptes publics du Canada des exercices antérieurs – suite

(en dollars)

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les Comptes publics du Canada	Nom- bre de cas	Montant de la perte initiale	Modifications de la perte initiale depuis l'inauguration	Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2019-2020	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Dommage à un bien immobilier :									
.....	2017-2018	17	52 269	–	52 269	–	2 620	47 269	2 380
.....	2018-2019	24	244 960	–	244 960	75 139	–	49 798 ¹	120 023
Dommage à un véhicule de l'État :									
.....	2017-2018	78	205 834	–	205 834	3 136	24 668	178 030 ¹	–
.....	2018-2019	80	228 988	–	228 988	20 746	4 438	188 804	15 000
Utilisation frauduleuse de carte d'achat.....	2018-2019	10	9 069	–	9 069	8 964	105	–	–
Famille, Enfants et Développement social									
Ministère de l'Emploi et du Développement social									
Demandes frauduleuses d'application à l'égard des prêts canadiens aux étudiants.....	2009-2010	19	137 572	13 795	151 367	17 460 ¹	265	42 662	90 980
Opération frauduleuse par un employé :									
Sécurité de la vieillesse :									
.....	2008-2009	3	115 669	(49 798)	65 871	18 393	–	673	46 805
.....	2016-2017	1	39 546	–	39 546	18 700	–	–	20 846
Paiement de déplacement faussé.....	2014-2015	1	5 025	(225)	4 800	1 920	2 880	–	–
Réclamations frauduleuses de prestations :									
Allocations familiales :									
.....	1991-1992		79 520	(5 817)	73 703	25 689	–	42 967	5 047
.....	1993-1994		113 772	42 974	156 746	44 551	880	111 252	63
Prestations d'assurance-emploi :									
.....	2012-2013	112 693	158 787 153	(13 297 577)	145 489 576	108 448 095 ¹	278 642	36 762 839 ¹	–
.....	2013-2014	87 613	127 571 441	(9 757 958)	117 813 483	86 693 399 ¹	2 172 467	15 531 933 ¹	13 415 684
.....	2014-2015	80 696	106 864 887	(9 541 138)	97 323 749	69 212 974 ¹	3 071 185	2 907 877 ¹	22 131 713
.....	2015-2016	86 146	117 596 841	3 355 463	120 952 304	83 603 152 ¹	5 291 505	2 199 285 ¹	29 858 362
.....	2016-2017	103 342	163 978 027	(8 139 982)	155 838 045	96 410 282 ¹	11 194 022	1 724 122 ¹	46 509 619
.....	2017-2018	104 179	176 993 293	(9 604 136)	167 389 157	81 667 355 ¹	21 224 640	861 155 ¹	63 636 007
.....	2018-2019	93 659	168 605 168	(6 892 399)	161 712 769	40 893 159 ¹	38 396 641	343 727 ¹	82 079 242
Prestations universelle pour la garde d'enfants :									
.....	2011-2012	2	14 000	300	14 300	13 880	–	–	420
.....	2014-2015	3	40 000	–	40 000	3 360	–	–	36 640
Régime de pensions du Canada :									
.....	1990-1991		1 237 299	(1 025 188)	212 111	188 468	–	6 070	17 573
.....	1991-1992		400 740	89 095 ¹	489 835	420 283	900	34 993	33 659
.....	1992-1993		305 029	74 094	379 123	326 588	–	25 441	27 094
.....	1993-1994		244 571	(37 800)	206 771	180 430	1 551	8 562	16 228
.....	1994-1995		554 947	(190 296)	364 651	318 943	2 102	17 452	26 154
.....	1995-1996		724 248	413 861	1 138 109	948 156	7 068	72 169 ¹	110 716
.....	1996-1997		287 024	449 900	736 924	558 198	1 569	124 245	52 912
.....	1997-1998		1 862 075	(1 034 427)	827 648	614 698	4 135	49 997	158 818
.....	1998-1999		922 012	259 451 ¹	1 181 463	758 784	6 138	235 842	180 699
.....	1999-2000		1 166 820	178 670 ¹	1 345 490	1 035 487	13 462	109 544	186 997
.....	2000-2001		1 426 831	(381 557)	1 045 274	690 626	17 197	133 351 ¹	204 100
.....	2001-2002		1 675 005	(717 491)	957 514	711 992	10 204	167 629	67 689
.....	2002-2003		540 077	54 944 ¹	595 021	475 552	3 437	110 086	5 946
.....	2003-2004		331 076	454 325 ¹	785 401	521 486	4 052	195 812 ¹	64 051
.....	2004-2005		709 351	(107 220)	602 131	344 300	4 294	116 675 ¹	136 862
.....	2005-2006		392 020	47 072	439 092	321 066	2 076	48 787	67 163
.....	2006-2007		27 486	910 703 ¹	938 189	567 114	14 951	288 166 ¹	67 958
.....	2007-2008		852 364	63 306 ¹	915 670	492 695	5 265	200 381 ¹	217 329
.....	2008-2009		724 860	(427 348)	297 512	201 815	1 110	15 615	78 972
.....	2009-2010	292	606 033	352 322 ¹	958 355	579 532	11 785	90 046 ¹	276 992
.....	2010-2011	336	983 060	(624 713)	358 347	227 817	827	115 530 ¹	14 173
.....	2011-2012	36	319 457	(61 538)	257 919	136 313	8 878	58 973	53 755
.....	2013-2014	35	963 674	(207 390)	756 284	111 803	23 045	189 414 ¹	432 022
.....	2014-2015	61	710 001	(11 437)	698 564	314 390	11 187	30 138	342 849
.....	2015-2016	40	491 332	23 731	515 063	155 188	25 258	149 892	184 725

Pertes de fonds ou de biens publics – Mise à jour des cas déclarés dans les Comptes publics du Canada des exercices antérieurs – suite

(en dollars)

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les Comptes publics du Canada	Nombre de cas	Montant de la perte initiale	Modifications de la perte de la perte initiale depuis l'inauguration	Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2019-2020	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
.....	2016-2017	12	339 359	(81 676) ¹	257 683	38 983	2 489	18 446 ¹	197 765
.....	2017-2018	5	92 010	–	92 010	26 485	6 546	–	58 979
.....	2018-2019	5	55 035	(40 121) ¹	14 914	3 335	2 998	–	8 581
Sécurité de la vieillesse :									
.....	1985-1986		168 923	430 684	599 607	237 055 ¹	6 360	184 916	171 276
.....	1986-1987		173 459	68 877	242 336	97 884 ¹	240	143 876	336
.....	1987-1988		348 198	(103 471)	244 727	154 611 ¹	1 823	82 923	5 370
.....	1988-1989		1 149 776	(478 928)	670 848	236 695	–	271 880	162 273
.....	1989-1990		745 061	16 679	761 740	238 719 ¹	6 163	222 290	294 568
.....	1990-1991		450 788	34 157	484 945	120 607	–	192 431	171 907
.....	1991-1992		563 001	147 469	710 470	171 610 ¹	2 460	461 358	75 042
.....	1992-1993		541 650	565 793	1 107 443	179 289 ¹	256	821 811	106 087
.....	1993-1994		256 140	168 824	424 964	90 670	–	175 930	158 364
.....	1994-1995		1 076 882	138 857	1 215 739	209 131	–	775 160	231 448
.....	1995-1996		558 177	446 246	1 004 423	506 772	–	443 435	54 216
.....	1996-1997		556 744	1 014	557 758	53 884 ¹	298	419 849	83 727
.....	1997-1998		808 271	294 439 ¹	1 102 710	221 375 ¹	2 250	673 710	205 375
.....	1998-1999		955 473	197 250 ¹	1 152 723	333 190 ¹	8 478	422 651	388 404
.....	1999-2000		517 463	(63 522)	453 941	262 456 ¹	–	105 433	86 052
.....	2000-2001		985 419	(283 686)	701 733	240 695 ¹	243	121 595	339 200
.....	2001-2002		3 658 263	(3 147 092)	511 171	143 881 ¹	8 473	97 019	261 798
.....	2002-2003		843 538	(248 553)	594 985	172 735 ¹	4 462	344 524	73 264
.....	2003-2004		2 330 524	(1 216 337) ¹	1 114 187	161 509 ¹	166	284 353 ¹	668 159
.....	2004-2005		1 013 070	(694 547)	318 523	148 795 ¹	900	–	168 828
.....	2005-2006		718 362	(253 155)	465 207	92 805 ¹	5 400	167 638	199 364
.....	2008-2009		134 360	(18 514)	115 846	107 138 ¹	4 420	–	4 288
.....	2009-2010	15	606 989	1 106	608 095	160 313 ¹	9 052	–	438 730
.....	2010-2011	2	95 829	–	95 829	17 555	–	–	78 274
.....	2011-2012	1	14 995	–	14 995	11 925	–	–	3 070
.....	2012-2013	15	659 405	(129 369) ¹	530 036	200 326	14 709	–	315 001
.....	2013-2014	16	585 092	484	585 576	237 276	–	169 901	178 399
.....	2014-2015	41	2 055 396	(156 249)	1 899 147	631 616	15 600	111 068	1 140 863
.....	2015-2016	15	795 157	(104 226) ¹	690 931	168 295	(37 700)	–	560 336
.....	2016-2017	16	1 174 919	(10 717)	1 164 202	174 382	–	–	989 820
.....	2017-2018	10	494 490	–	494 490	40 134	21 317	–	433 039
.....	2018-2019	15	235 653	– ¹	235 653	10 849	99 826	–	124 978
Réclamations frauduleuses de prêts canadiens aux étudiants :									
.....	2012-2013	2	11 003	2 803	13 806	–	–	–	13 806
.....	2013-2014	75	696 810	(3 833)	692 977	335 105 ¹	22 686	98 672 ¹	236 514
.....	2014-2015	30	266 102	204	266 306	94 313 ¹	15 381	14 280	142 332
.....	2015-2016	25	267 856	11 357	279 213	54 832 ¹	3 725	11 332	209 324
.....	2016-2017	2	40 701	(26 713)	13 988	806	–	–	13 182
.....	2017-2018	20	361 592	–	361 592	8 841 ¹	8 500	–	344 251
.....	2018-2019	39	404 156	15 678 ¹	419 834	29 037 ¹	54 936	17 969	317 892
Réclamations frauduleuses de subventions et de contributions :									
.....	2011-2012	2	468 767	301 273	770 040	234 640	8 888	1	526 511
.....	2012-2013	3	620 814	(287 412)	333 402	100 214	2 496	82 102	148 590
.....	2014-2015	1	390 540	–	390 540	–	–	–	390 540
Réclamations frauduleuses ou non justifiées de subventions et de contributions :									
.....	2015-2016	2	2 756 135	661 751	3 417 886	400	–	1 959 612	1 457 874

Pertes de fonds ou de biens publics – Mise à jour des cas déclarés dans les Comptes publics du Canada des exercices antérieurs – suite

(en dollars)

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les Comptes publics du Canada	Nom- bre de cas	Montant de la perte initiale	Modifications de la perte initiale depuis l'inauguration	Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2019-2020	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté									
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration									
Emploi non autorisé de carte de voyage :									
.....	2017-2018	3	16 403	–	16 403	13 554	2 786	–	63
.....	2018-2019	1	8 911	–	8 911	2 550	6 361	–	–
Perte de recette pour frais de service d'immigration.....									
.....	2018-2019	4 848	714 803	–	714 803	15 907	14 661	684 235	–
Réclamation frauduleuse d'heures supplémentaires.....									
.....	2017-2018	1	1 718	–	1 718	–	–	–	1 718
Innovation, Sciences et Développement économique									
Conseil national de recherches du Canada									
Vol d'ordinateur portable.....	2018-2019	6	12 560	–	12 560	–	–	9 420	3 140
Statistique Canada									
Vol d'ordinateur portable.....	2018-2019	6	6 370	–	6 370	–	535	5 835	–
Parlement									
Chambre des communes									
Perte de dépôt.....	2018-2019	1	124	–	124	–	–	124	–
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne									
Ministère des Pêches et des Océans									
Dommages à d'autres équipements									
de transport.....	2018-2019	5	23 410	–	23 410	–	1 200	22 210	–
Dommages à un édifice ou autre bien									
immobilier.....	2018-2019	9	1 832 338	–	1 832 338	–	428 000	1 404 338	¹ –
Dommages à un édifice ou autre bien									
immobilier (inclus des ports pour petits bateaux).....	2016-2017	6	393 046	–	393 046	–	–	293 046	100 000
.....	2018-2019	33	81 106	–	81 106	–	20 348	60 758	¹ –
Emploi frauduleux de cartes d'acquisition désignées dû à un vol d'identité :									
.....	2017-2018	19	35 114	–	35 114	34 950	–	164	¹ –
.....	2018-2019	29	76 451	–	76 451	67 102	246	9 103	–
Emploi non autorisé de carte d'acquisition désignée :									
.....	2017-2018	3	1 286	–	1 286	1 188	–	–	98
.....	2018-2019	2	589	–	589	–	407	–	182
Emploi non autorisé de carte de voyage :									
.....	2013-2014	9	22 100	–	22 100	16 942	–	3 566	1 592
.....	2014-2015	17	27 758	(3 411)	24 347	20 547	–	3 690	110
.....	2015-2016	12	23 688	–	23 688	14 105	–	–	9 583
.....	2016-2017	24	51 028	–	51 028	6 934	43	–	44 051
Emploi non autorisé de carte de voyage désignée :									
.....	2012-2013	5	9 582	2 546	12 128	9 239	–	–	2 889
.....	2017-2018	15	38 962	–	38 962	–	1 629	–	37 333
.....	2018-2019	16	46 147	–	46 147	7 313	¹ 14 281	–	24 553
Emploi non autorisé ou frauduleux de carte d'achat ou de voyage désignée.....									
.....	2011-2012	258	63 046	196	63 242	62 675	–	–	567
Paiement non autorisé à des fournisseurs et des entrepreneurs.....									
.....	2012-2013	1	228 850	–	228 850	–	–	–	228 850
Perte de navire suite à un incendie.....									
.....	2010-2011	1	50 000	–	50 000	–	–	15 000	35 000
Vandalisme à un navire.....									
.....	2018-2019	1	11 000 000	–	11 000 000	–	–	–	11 000 000
Vol d'autres équipements de transport.....									
.....	2018-2019	2	9 357	–	9 357	–	9 357	–	–

Pertes de fonds ou de biens publics – Mise à jour des cas déclarés dans les Comptes publics du Canada des exercices antérieurs – suite

(en dollars)

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les Comptes publics du Canada	Nom- bre de cas	Montant de la perte initiale	Modifications de la perte depuis l'inauguration	Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2019-2020	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord									
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord									
Demande de contributions falsifiées	2015-2016	1	153 250	40 250	193 500	40 250	–	–	153 250
Domage à un édifice de l'État	2016-2017	2	6 209	–	6 209	–	–	–	6 209
Emploi non autorisé de carte d'achat :									
.....	2017-2018	1	5 024	–	5 024	–	–	–	5 024
.....	2018-2019	1	2 490	–	2 490	–	–	–	2 490
Emploi non autorisé de carte de voyage	2017-2018	1	1 100	–	1 100	–	–	–	1 100
Utilisation frauduleuse de carte d'achat	2010-2011	1	10 188	8 444	18 632	3 437	–	–	15 195
Utilisation frauduleuse de carte de voyage	2010-2011	1	19 784	–	19 784	–	–	–	19 784
Ressources naturelles									
Ministère des Ressources naturelles									
Encaissement frauduleux de chèques de voyage	2007-2008	2	12 895	–	12 895	8 664	–	–	4 231
Vol et utilisation non autorisée de coupon de taxi	2010-2011	1	769	–	769	–	–	–	769
Revenu national									
Agence du revenu du Canada									
Demande falsifiée de congé de maladie et autres congés :									
.....	2013-2014	5	6 020	–	6 020	5 174	–	563	283
.....	2014-2015	4	2 839	–	2 839	1 973	–	–	866
.....	2015-2016	3	1 588	–	1 588	973	–	–	615
.....	2016-2017	5	21 605	–	21 605	17 172	–	–	4 433
.....	2018-2019	2	1 403	–	1 403	–	299	–	1 104
Détournement de fonds	2018-2019	1	19 600	–	19 600	–	–	19 600	¹ –
Emploi non autorisé de carte de voyage	2017-2018	1	4 112	–	4 112	–	4 112	–	–
Emploi non autorisé de carte de voyage et réclamation de voyage falsifiée	2016-2017	2	5 350	(358)	¹ 4 992	4 992	–	–	–
Paiement de salaire falsifié pour absences non consignées :									
.....	2013-2014	6	77 379	–	77 379	49 988	–	17 772	9 619
.....	2014-2015	4	52 768	–	52 768	49 145	–	–	3 623
.....	2015-2016	3	10 610	–	10 610	3 106	–	–	7 504
.....	2016-2017	4	25 002	–	25 002	237	–	–	24 765
.....	2017-2018	16	100 679	(7 268)	93 411	25 250	6 386	–	61 775
.....	2018-2019	12	143 083	–	143 083	66 952	1 949	57 817	¹ 16 365
Sentences légales (montant total d'évasions fiscales ou de remboursements d'impôts obtenus frauduleusement selon la Cour) :									
Autres pertes administrées :									
.....	2009-2010	31	111 065	–	111 065	58 665	–	30 700	21 700
.....	2011-2012	42	431 140	–	431 140	148 060	–	275 392	7 688
.....	2012-2013	8	47 923	–	47 923	25 893	91	–	21 939
.....	2013-2014	7	30 089	–	30 089	2 353	–	–	27 736
.....	2014-2015	22	209 003	–	209 003	21 022	–	176 767	11 214
Impôt sur le revenu :									
.....	2003-2004	541	12 026 416	–	12 026 416	8 622 886	–	3 374 237	29 293
.....	2004-2005	916	7 922 895	–	7 922 895	5 582 532	–	2 332 987	7 376
.....	2005-2006	1 160	9 648 565	–	9 648 565	6 176 108	5 090	3 143 915	¹ 323 452
.....	2007-2008	2 020	13 004 212	–	13 004 212	4 041 506	6 848	8 895 673	60 185
.....	2008-2009	589	15 562 835	(501 070)	15 061 765	8 405 843	39 784	6 596 212	¹ 19 926
.....	2009-2010	653	7 428 731	–	7 428 731	3 482 681	–	3 637 881	¹ 308 169
.....	2010-2011	389	22 442 722	(20 048)	22 422 674	10 040 889	20 751	11 893 487	¹ 467 547
.....	2011-2012	252	4 611 681	–	4 611 681	2 544 253	26 697	1 755 075	¹ 285 656

Pertes de fonds ou de biens publics – Mise à jour des cas déclarés dans les Comptes publics du Canada des exercices antérieurs – suite

(en dollars)

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les Comptes publics du Canada	Nombre de cas	Montant de la perte initiale	Modifications de la perte de la perte initiale depuis l'inauguration	Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2019-2020	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
.....	2012-2013	298	11 841 323	(6 594)	11 834 729	5 999 758	10 346	4 600 280	¹ 1 224 345
.....	2013-2014	180	8 814 118	(11 126)	8 802 992	2 682 999	8 209	5 040 365	¹ 1 071 419
.....	2014-2015	237	3 508 671	–	3 508 671	1 792 214	4 879	915 026	796 552
.....	2015-2016	122	4 594 597	(79 287)	¹ 4 515 310	1 408 496	¹ 3 936	1 077 335	¹ 2 025 543
.....	2016-2017	79	3 700 231	154 470	3 854 701	894 656	17 081	816 801	2 126 163
.....	2017-2018	57	1 760 874	220 542	1 981 416	585 078	245 235	105 142	1 045 961
.....	2018-2019	41	2 187 366	–	2 187 366	1 086 302	281 429	347 449	472 186
Taxe sur produits et services/taxe de vente harmonisée :									
.....	2004-2005	413	4 581 548	–	4 581 548	1 293 290	–	3 288 258	¹ –
.....	2005-2006	509	5 924 283	–	5 924 283	1 566 063	1 971	4 356 249	–
.....	2006-2007	550	8 692 483	(17 804)	8 674 679	2 866 883	–	5 807 388	408
.....	2007-2008	652	17 198 434	–	17 198 434	3 453 267	–	13 745 167	¹ –
.....	2008-2009	600	13 735 115	–	13 735 115	5 419 877	687	8 292 860	¹ 21 691
.....	2009-2010	400	7 265 375	1 045 720	8 311 095	2 125 620	5 812	6 102 416	¹ 77 247
.....	2010-2011	380	4 445 660	–	4 445 660	1 997 153	–	2 297 244	¹ 151 263
.....	2011-2012	255	13 871 865	–	13 871 865	8 357 110	46 872	5 187 868	¹ 280 015
.....	2012-2013	598	21 919 300	–	21 919 300	1 568 123	193	20 176 837	¹ 174 147
.....	2013-2014	280	18 502 691	–	18 502 691	908 685	–	17 468 744	¹ 125 262
.....	2014-2015	217	8 703 643	–	8 703 643	1 450 548	–	6 801 183	¹ 451 912
.....	2015-2016	34	1 251 325	31 895	¹ 1 283 220	376 012	¹ –	867 054	40 154
.....	2016-2017	60	1 188 685	–	1 188 685	512 315	4 867	472 720	¹ 198 783
.....	2017-2018	36	1 452 077	(220 542)	1 231 535	309 826	7 324	647 899	¹ 266 486
.....	2018-2019	68	618 440	10 357 104	¹ 10 975 544	703 166	¹ 171 981	5 177 502	¹ 4 922 895
Santé									
Ministère de la Santé									
Demande de prestations frauduleuses.....	2007-2008	1	54 674	–	54 674	–	–	54 674	¹ –
Emploi frauduleux de carte d'achat et de voyage.....	2014-2015	2	15 707	–	15 707	8 553	–	–	7 154
Emploi non autorisé de billets de taxi.....	2017-2018	2	13 936	–	13 936	–	–	–	13 936
Agence canadienne d'inspection des aliments									
Dommege à un véhicule de l'État :									
.....	2017-2018	62	136 453	39 425	¹ 175 878	35 487	¹ 3 284	135 597	¹ 1 510
.....	2018-2019	87	272 056	27 690	¹ 299 746	21 497	¹ 1 541	227 783	¹ 48 925
Dommege à un véhicule de l'État lors d'un accident :									
.....	2016-2017	79	199 733	83 916	¹ 283 649	7 239	–	268 389	¹ 8 021
.....	2014-2015	87	103 497	156 824	¹ 260 321	42 084	–	209 916	¹ 8 321
.....	2015-2016	87	176 901	222 314	¹ 399 215	55 250	–	324 909	¹ 19 056
Emploi frauduleux de carte d'achat.....	2018-2019	1	9 100	–	9 100	–	9 100	–	–
Emploi non autorisé de carte de voyage.....	2014-2015	6	26 698	–	26 698	26 420	–	19	259
Emploi non autorisé de carte de voyage désignée.....	2012-2013	12	44 290	644	44 934	40 687	–	207	4 040
Agence de la santé publique du Canada									
Demande de subventions falsifiées.....	2018-2019	1	95 024	–	95 024	–	–	–	95 024
Emploi non autorisé de carte de voyage.....	2017-2018	1	3 956	–	3 956	700	700	–	2 556
Paiement de salaire et des frais d'études falsifié pour une formation non suivie.....	2017-2018	1	28 617	(4 757)	¹ 23 860	–	–	–	23 860
Instituts de recherche en santé du Canada									
Demande de subventions falsifiées :									
.....	2017-2018	1	263 914	–	263 914	–	105 566	–	158 348
.....	2018-2019	1	318 498	–	318 498	–	79 625	–	238 873
Perte d'un écran de confidentialité.....	2018-2019	1	100	–	100	–	100	–	–

Pertes de fonds ou de biens publics – Mise à jour des cas déclarés dans les Comptes publics du Canada des exercices antérieurs – suite
(en dollars)

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les Comptes publics du Canada	Nombre de cas	Montant de la perte initiale	Modifications de la perte initiale depuis l'inauguration	Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2019-2020	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Sécurité publique et Protection civile									
Agence des services frontaliers du Canada									
Perte de revenus due à des infractions contre la <i>Loi sur les douanes</i> –									
Autres infractions.....	2013-2014	1	27 266	–	27 266	17 623	946	–	8 697
Gendarmerie royale du Canada									
Dompage à des biens immobiliers.....	2018-2019	31	1 407 534	684 065	2 091 599	–	–	1 174 684	916 915
Dompage à un véhicule de l'État :									
.....	2011-2012	688	2 517 580	(18 587)	2 498 993	652 091	4 000	1 842 902	1
.....	2017-2018	603	1 455 908	20 654	1 476 562	85 641	–	1 390 921	1
.....	2018-2019	736	2 332 017	98 726	2 430 743	143 391	44 801	1 912 787	1
Perte d'équipement de télécommunication	2018-2019	23	122 781	–	122 781	–	5 500	117 281	1
Vandalisme à un véhicule de l'État :									
.....	2016-2017	33	75 691	–	75 691	27 751	2 893	45 047	1
.....	2018-2019	56	260 513	–	260 513	13 443	1 795	103 648	141 627
Vol de pièces à conviction.....	2013-2014	1	116 231	81	116 312	3 900	1 650	–	110 762
Service correctionnel du Canada									
Dompage à la vitrine.....	2016-2017	232	12 609	–	12 609	550	1	50	12 009
Dompage suite à un accident de véhicule motorisé.....									
.....	2018-2019	57	167 959	–	167 959	8 973	–	158 986	1
Vandalisme à des biens et de l'équipement :									
.....	2017-2018	707	126 397	–	126 397	2 213	172	122 446	1
.....	2018-2019	790	148 462	–	148 462	2 661	736	144 578	1
Services aux Autochtones									
Ministère des Services aux Autochtones									
Demande de contributions falsifiée :									
.....	2012-2013	1	84 017	(15 596)	68 421	–	–	–	68 421
.....	2017-2018	1	1 458 744	–	1 458 744	–	–	–	1 458 744
Demande de prestations frauduleuse.....	2007-2008	1	95 000	(438)	94 562	29 750	–	32 072	32 740
Demande de contributions fausses ou falsifiées :									
.....	2009-2010	2	3 699 000	(97 107)	3 601 893	947 307	–	–	2 654 586
.....	2010-2011	1	260 827	–	260 827	218 000	–	–	42 827
Demandes non supportées – Fournisseur de services de santé non assuré.....									
.....	2016-2017	1	7 623 092	–	7 623 092	–	–	–	7 623 092
Détournement de fonds gouvernementaux.....	2016-2017	1	779 825	–	779 825	–	–	–	779 825
Emploi non autorisé de carte d'achat.....	2017-2018	3	9 553	–	9 553	5 995	847	–	2 711
Réclamations frauduleuses dans le Programme de soutien aux étudiants de niveau postsecondaire, région de Québec.....									
.....	2005-2006	1	60 000	–	60 000	4 248	7 788	9 000	38 964
Réclamations frauduleuses de subventions et de contributions.....									
.....	2016-2017	1	1 200 000	–	1 200 000	–	–	543 843	656 157
Trop-payé – Fournisseur de services de santé non assuré :									
.....	2009-2010	2	6 805 708	(5 764 849)	1 040 859	5 000	–	341 020	694 839
.....	2015-2016	1	360 255	–	360 255	–	–	–	360 255
Usage inapproprié de carte d'achat de l'État.....									
.....	2009-2010	1	19 222	–	19 222	10 355	–	–	8 867
Utilisation inappropriée des ressources du gouvernement.....									
.....	2015-2016	1	11 963	–	11 963	–	–	–	11 963
Utilisation inappropriée des ressources du gouvernement et salaire non gagné.....									
.....	2013-2014	1	141 423	–	141 423	22 365	–	–	119 058
Vol d'ordinateur portable.....	2018-2019	2	2 600	–	2 600	–	–	2 600	–

Pertes de fonds ou de biens publics – Mise à jour des cas déclarés dans les Comptes publics du Canada des exercices antérieurs – fin
(en dollars)

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les Comptes publics du Canada	Nombre de cas	Montant de la perte initiale	Modifications de la perte de la perte initiale depuis l'inauguration	Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2019-2020	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs	
Services publics et Approvisionnement										
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux										
Emploi non autorisé de carte d'achat	2014-2015	3	5 669	(312)	5 357	2 386	–	2 971	1	–
Emploi non autorisé de carte de voyage :										
.....	2015-2016	4	8 697	–	8 697	7 265	–	–	–	1 432
.....	2017-2018	6	9 217	(657)	8 560	4 632	–	–	1	3 928
.....	2018-2019	15	20 523	(4 635)	15 888	863	10 338	–	–	4 687
Emploi non autorisé de fonds du régime de pension de retraite de la fonction publique	2018-2019	5	434 911	449	435 360	–	–	–	–	435 360
Fraude – Caisse de retraite de la fonction publique :										
.....	2006-2007	1	1 185 000	(912 069)	272 931	96 004	–	129 767	–	47 160
.....	2007-2008	1	87 464	(49 031)	38 433	1 920	–	–	–	36 513
.....	2008-2009	1	58 187	74 834	133 021	6 053	–	109 830	–	17 138
.....	2011-2012	1	71 131	–	71 131	11 355	–	2 000	–	57 776
Fraude – Employé de la paye	2006-2007	1	250 000	–	250 000	99 198	7 959	–	–	142 843
Malfaisance par un employé	2007-2008	1	2 775 542	–	2 775 542	992 367	14 433	1 474 120	1	294 622
Paiement de salaire falsifié pour absences non consignées	2018-2019	1	33 628	–	33 628	–	–	–	–	33 628
Perte de fonds attribuable à un acte illégal	2004-2005	1	3 452 066	–	3 452 066	507 588	13 081	2 898 744	–	32 653
Programme des commandites	2007-2008	2	2 568 561	–	2 568 561	1 248 512	–	1 320 049	1	–
Trop-payé – Caisse de retraite de la fonction publique :										
.....	2007-2008	1	2 088 274	(1 644 255)	444 019	327 977	–	98 160	–	17 882
.....	2009-2010	1	211 459	–	211 459	117 786	3 015	52 245	–	38 413
.....	2010-2011	1	145 480	–	145 480	84 258	750	14 623	–	45 849
.....	2012-2013	1	174 014	–	174 014	112 344	7 978	–	–	53 692
.....	2013-2014	1	497 792	–	497 792	232 174	20 837	6 549	–	238 232
.....	2015-2016	9	169 594	–	169 594	11 941	1 817	121 882	–	33 954
.....	2016-2017	11	21 214	(3 375)	17 839	16 781	557	–	–	501
Trop-payé à un fournisseur	2017-2018	1	511	–	511	–	–	–	–	511
Utilisation frauduleuse de carte d'achat :										
.....	2009-2010	1	4 087	–	4 087	2 099	–	–	–	1 988
.....	2018-2019	5	52 059	–	52 059	442	4 995	900	1	45 722
Utilisation frauduleuse de coupon de taxi	2009-2010	2	21 156	–	21 156	2 166	240	17 070	1	1 680
Utilisation frauduleuse d'un véhicule de l'État	2018-2019	1	6 779	–	6 779	6 779	–	–	–	–
Receveur général –										
Instruments de paiement du receveur général incluant les paiements d'assurance-emploi et la Banque du Canada –										
Paiement électronique mal dirigé :										
.....	2017-2018	10 860	8 345 320	(87 495)	8 257 825	6 991 857	–	1 265 968	1	–
.....	2018-2019	10 552	5 713 290	17 676	5 730 966	3 273 558	780 333	1 677 075	1	–
Transports										
Ministère des Transports										
Emploi non autorisé de carte de voyage	2018-2019	2	6 180	–	6 180	–	4 764	1 416	–	–
Réclamation de déplacement falsifiée	2009-2010	7	7 939	–	7 939	4 529	–	3 410	1	–
Total.....		719 724	1 414 778 198	(54 720 231)	1 360 057 967	699 771 793	85 647 174	250 148 390		324 490 610

¹ Modifie les Comptes publics du Canada de l'exercice précédent.

Section 3

Comptes publics du Canada

2019-2020

Services professionnels et spéciaux

Table des matières

	<i>Page</i>
Services professionnels et spéciaux.....	176

Services professionnels et spéciaux

L'état suivant présente le montant total dépensé au cours de l'exercice pour chaque catégorie principale de services réparti par ministère et organisme sous chaque portefeuille ministériel. Les montants présentés comprennent les dépenses découlant d'opérations internes et externes. Les dépenses découlant d'opérations externes impliquent le gouvernement et les tiers, tandis que les dépenses découlant d'opérations internes impliquent des organisations faisant partie du périmètre comptable du gouvernement du Canada.

Services professionnels et spéciaux

(en dollars)

Ministère et organisme	Services commerciaux	Services reliés à la construction	Services techniques et d'architecture (y compris la recherche)	Services de santé et de bien-être	Services informatiques	Services d'interprétation et de traduction
Affaires mondiales						
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	41 512 219	–	24 391 502	1 438 429	47 231 285	6 285 246
Commission mixte internationale (section canadienne).....	126 785	–	49 016	–	23 016	113 792
Exportation et développement Canada (Compte du Canada)	8 589 503	–	–	–	–	–
Investir au Canada	192 520	–	–	–	900 361	102 812
	50 421 027	–	24 440 518	1 438 429	48 154 662	6 501 850
Agriculture et Agroalimentaire						
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	17 038 512	–	5 703 767	226 463	41 612 706	3 437 390
Commission canadienne des grains	789 077	–	–	5 065	543 267	272 478
	17 827 589	–	5 703 767	231 528	42 155 973	3 709 868
Anciens Combattants						
Ministère des Anciens Combattants.....	61 702 283	–	–	415 256 652	2 715 522	1 984 204
Tribunal des Anciens Combattants (révision et appel)	132 652	–	–	3 000	–	82 508
	61 834 935	–	–	415 259 652	2 715 522	2 066 712
Bureau du secrétaire du gouverneur général						
Bureau du secrétaire du gouverneur général	227 800	–	–	43 988	725 139	366 814
Conseil du Trésor						
Secrétariat du Conseil du Trésor.....	1 943 551	–	–	161 453	38 784 605	3 143 744
Commissariat à l'intégrité du secteur public	358 518	–	–	2 710	196 823	29 191
Commissariat au lobbying	284 950	–	–	11 451	670 784	41 285
École de la fonction publique du Canada.....	210 206	–	–	118 276	7 052 888	723 825
	2 797 225	–	–	293 890	46 705 100	3 938 045

Les renseignements détaillés sont disponibles au <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/recgen/cpc-pac/2020/index-fra.html>. Ces renseignements comprennent pour chaque programme gouvernemental :

- le montant total dépensé au cours de l'exercice;
- le montant total dépensé pour chaque catégorie principale de services;
- une liste détaillée, pour chaque catégorie principale de services, de tous les versements (c.-à-d. les paiements en espèces et les charges à payer) à un particulier ou à une organisation totalisant 100 000 \$ ou plus. Ce détail comprend le nom et le lieu du bénéficiaire, ainsi que le montant total versé;
- le montant total et le nombre total de bénéficiaires, pour chaque catégorie principale de services, des versements à un particulier ou à une organisation totalisant moins de 100 000 \$.

Services juridiques	Services de conseillers en gestion	Services de protection	Services scientifiques et de recherche	Frais et services spéciaux	Services d'aide temporaire	Services d'enseignement et de formation	Autres services	Total
21 251 820	32 189 701	76 060 669	2 078 138	13 614 719	22 525 400	20 581 210	21 631 939	330 792 277
–	–	24 388	2 223 649	50 031	–	29 456	255 570	2 895 703
–	–	–	–	–	–	–	–	8 589 503
84 664	703 597	–	586 863	4 673 939	39 547	148 188	886 750	8 319 241
21 336 484	32 893 298	76 085 057	4 888 650	18 338 689	22 564 947	20 758 854	22 774 259	350 596 724
5 315 093	2 476 776	4 236 202	8 213 523	742 649	68 809	4 283 989	14 446 470	107 802 349
581 579	90 075	2 006	62 054	97 641	–	367 774	162 365	2 973 381
5 896 672	2 566 851	4 238 208	8 275 577	840 290	68 809	4 651 763	14 608 835	110 775 730
3 717 181	255 182	1 215 624	–	660 856	546 664	2 010 490	16 447 610	506 512 268
–	–	46 656	–	34 501	–	82 641	31 287	413 245
3 717 181	255 182	1 262 280	–	695 357	546 664	2 093 131	16 478 897	506 925 513
483	18 463	820	–	21 892	216 848	92 457	298 476	2 013 180
3 992 543	18 136 346	1 547 334	3 584 256	1 400 902	522 595	6 235 697	60 341 416	139 794 442
17 846	114 960	4 186	–	15 517	38 681	42 732	18 556	839 720
14 005	126 402	10 538	–	14 488	37 869	22 862	40 477	1 275 111
18 372	108 350	127 289	152 895	276 901	51 975	2 411 225	270 239	11 522 441
4 042 766	18 486 058	1 689 347	3 737 151	1 707 808	651 120	8 712 516	60 670 688	153 431 714

Services professionnels et spéciaux – suite

(en dollars)

Ministère et organisme	Services commerciaux	Services reliés à la construction	Services techniques et d'architecture (y compris la recherche)	Services de santé et de bien-être	Services informatiques	Services d'interprétation et de traduction
Conseil privé						
Bureau du Conseil privé	1 057 500	–	–	–	7 782 246	2 632 224
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	364 658	–	78 200	14 677	117 964	154 302
Bureau du commissaire au renseignement	58 550	–	–	710	30 291	9 935
Bureau du directeur général des élections	5 585 334	–	–	57 661	32 465 641	1 116 920
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité	56 216	–	–	–	15 219	37 194
Commissariat aux langues officielles	303 146	–	–	20 317	437 660	112 340
Commission de la fonction publique	573 264	–	–	15 118	3 310 144	285 172
Commission des débats des chefs	303 560	–	–	–	100 790	51 999
Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement	492 012	–	–	–	457 164	69 189
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	268 466	–	–	2 798	41 613	627 768
	9 062 706	–	78 200	111 281	44 758 732	5 097 043
Défense nationale						
Ministère de la Défense nationale	486 162 857	–	1 722 800 941	232 677 976	180 167 570	23 481 255
Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications	27 739	–	–	–	8 684	9 008
Comité externe d'examen des griefs militaires	142 807	–	–	3 148	61 044	13 734
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	147 718	–	–	3 900	35 861	29 474
	486 481 121	–	1 722 800 941	232 685 024	180 273 159	23 533 471
Environnement et Changement climatique						
Ministère de l'Environnement	23 690 848	–	80 612 424	271 917	11 568 193	6 601 720
Agence canadienne d'évaluation d'impact	2 160 641	–	–	4 304	2 027 969	759 148
Agence Parcs Canada	4 667 906	–	102 573 006	480 541	5 585 476	5 636 617
	30 519 395	–	183 185 430	756 762	19 181 638	12 997 485
Famille, Enfants et Développement social						
Ministère de l'Emploi et du Développement social	352 494 211	–	–	8 254 677	232 789 870	6 984 063
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	448 553	–	–	–	–	75 959
Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité	985 829	–	–	–	–	99 571
	353 928 593	–	–	8 254 677	232 789 870	7 159 593
Femmes et Égalité des genres						
Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres	455 494	–	–	91 097	537 016	423 110
Finances						
Ministère des Finances	1 665 212	–	–	57 824	1 939 583	580 092
Agence de la consommation en matière financière du Canada	201 416	–	–	9 166	1 358 049	157 397
Bureau du surintendant des institutions financières	42 240	–	–	2 800	15 855 926	441 582
Bureau du vérificateur général	2 046 177	–	–	65 391	882 385	401 877
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	75 014	–	6 475	5 095	846 460	335 883
	4 030 059	–	6 475	140 276	20 882 403	1 916 831

Services juridiques	Services de conseillers en gestion	Services de protection	Services scientifiques et de recherche	Frais et services spéciaux	Services d'aide temporaire	Services d'enseignement et de formation	Autres services	Total
1 432 298	644 062	2 436 232	106 436	525 989	726 996	1 432 782	2 988 390	21 765 155
287 076	392 617	86 536	14 858	70 347	582 437	397 855	4 405	2 565 932
59 850	49 250	–	–	9 962	–	12 420	14 320	245 288
829 253	5 273 907	1 938 431	667 096	460 490	1 276 021	1 014 449	962 588	51 647 791
3 700	780	3 690	–	12 298	–	8 406	7 068	144 571
53 243	394 276	41 807	43 409	67 278	612	158 681	450 316	2 083 085
1 432 697	1 566 822	211 627	2 999	69 400	205 860	664 616	1 983 257	10 320 976
206 585	–	–	–	2 779	–	–	385 484	1 051 197
4 950	65 400	16 890	–	29 651	7 560	45 766	171 092	1 359 674
–	40 560	24 884	18 100	1 882	–	15 414	41 321	1 082 806
4 309 652	8 427 674	4 760 097	852 898	1 250 076	2 799 486	3 750 389	7 008 241	92 266 475
28 077 405	42 028 916	100 114 214	32 465 638	6 422 877	48 778 073	154 028 614	664 064 191	3 721 270 527
41 356	12 450	–	–	777	–	–	4 810	104 824
2 320	28 898	11 063	–	18 002	757	43 552	35 010	360 335
–	25 460	593	–	29 256	16 477	61 314	357 675	707 728
28 121 081	42 095 724	100 125 870	32 465 638	6 470 912	48 795 307	154 133 480	664 461 686	3 722 443 414
14 799 334	7 243 729	3 700 072	27 616 151	1 622 452	1 913 555	7 452 799	8 438 651	195 531 845
2 325 010	1 019 070	17 738	298 439	79 141	301 547	533 334	96 780	9 623 121
4 351 170	881 629	3 152 668	6 467 591	1 084 024	85 210	2 826 019	45 142 975	182 934 832
21 475 514	9 144 428	6 870 478	34 382 181	2 785 617	2 300 312	10 812 152	53 678 406	388 089 798
10 830 066	37 778 202	7 593 853	2 427 450	1 821 206	522 532	12 955 786	3 633 038	678 084 954
–	–	1 941	–	120 283	–	39 391	428 317	1 114 444
–	46 510	–	10 925	5 798	–	10 066	206 955	1 365 654
10 830 066	37 824 712	7 595 794	2 438 375	1 947 287	522 532	13 005 243	4 268 310	680 565 052
53 020	197 626	109 158	3 574 464	81 692	203 122	611 698	4 102 285	10 439 782
2 866 589	112 745	653 155	1 268	912 806	29 710	1 017 511	789 460	10 625 955
475 654	–	4 794	–	170 926	4 617	271 446	2 148 330	4 801 795
870 427	–	209 236	–	920 097	287 336	1 635 895	3 944 928	24 210 467
167 036	263 987	215 551	–	993 515	–	1 460 566	317 721	6 814 206
926 113	255 639	418 726	–	137 535	7 904	483 096	355 881	3 853 821
5 305 819	632 371	1 501 462	1 268	3 134 879	329 567	4 868 514	7 556 320	50 306 244

Services professionnels et spéciaux – suite

(en dollars)

Ministère et organisme	Services commerciaux	Services reliés à la construction	Services techniques et d'architecture (y compris la recherche)	Services de santé et de bien-être	Services informatiques	Services d'interprétation et de traduction
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté						
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration.....	310 015 207	–	–	226 541 637	57 647 212	3 823 255
Commission de l'immigration et du statut de réfugié	3 843 537	–	–	14 774	4 708 873	11 225 048
	313 858 744	–	–	226 556 411	62 356 085	15 048 303
Infrastructure et Collectivités						
Bureau de l'infrastructure du Canada	2 193 189	–	31 724 385	101 517	8 549 425	881 529
Innovation, Sciences et Développement économique						
Ministère de l'Industrie	27 426 941	–	677 228	367 950	65 055 251	4 081 241
Agence canadienne de développement économique du Nord.....	72 180	–	–	460	288 176	193 002
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	283 662	–	565 930	–	709 421	309 788
Agence de promotion économique du Canada atlantique	306 799	–	61 876	1 745	190 502	346 254
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario.....	1 216 882	–	–	2 113	1 779 027	154 403
Agence spatiale canadienne.....	4 694 617	–	62 069 660	65 639	2 006 034	740 687
Commission du droit d'auteur.....	202 168	–	–	946	–	67 784
Conseil de recherches en sciences humaines	184 370	–	–	4 853	2 740 195	238 740
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	239 459	–	–	7 947	3 752 250	216 264
Conseil national de recherches du Canada.....	14 683 923	–	29 846 248	686 967	12 369 024	689 695
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	520 449	–	–	–	190 314	74 767
Statistique Canada	3 950 623	–	–	367 459	9 673 034	1 249 096
	53 782 073	–	93 220 942	1 506 079	98 753 228	8 361 721
Gouvernement numérique						
Services partagés Canada	8 706 719	–	4 074 996	258 060	178 186 101	2 751 204
Justice						
Ministère de la Justice	2 289 597	–	–	450 950	8 956 905	2 392 423
Bureau du commissaire à la magistrature fédérale.....	498 096	–	–	–	281 245	210 721
Bureau du directeur des poursuites pénales	1 320 398	–	–	85 830	552 813	549 243
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada.....	426 053	–	–	68 750	1 726 306	310 117
Commission canadienne des droits de la personne	86 798	–	–	14 709	345 324	99 919
Registraire de la Cour suprême du Canada	253 209	–	6 425	–	150 515	367 362
Service administratif des tribunaux judiciaires	1 762 863	–	566 398	14 082	2 357 663	3 707 938
Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs	416 725	–	–	123 318	3 786 758	1 868 945
	7 053 739	–	572 823	757 639	18 157 529	9 506 668

Services juridiques	Services de conseillers en gestion	Services de protection	Services scientifiques et de recherche	Frais et services spéciaux	Services d'aide temporaire	Services d'enseignement et de formation	Autres services	Total
12 020 828	23 624 250	5 109 035	788 604	1 422 047	3 657 730	3 743 581	11 850 640	660 244 026
99 738	553 911	1 857 717	–	412 208	14 213	841 505	1 777 022	25 348 546
12 120 566	24 178 161	6 966 752	788 604	1 834 255	3 671 943	4 585 086	13 627 662	685 592 572
2 189 222	2 167 383	3 127 620	3 499 862	235 718	101 199	928 581	541 902	56 241 532
11 974 572	13 851 692	2 575 876	37 877 884	1 261 839	2 416 459	6 159 173	5 919 002	179 645 108
173 289	83 373	–	–	134 822	3 209	218 889	1 695 540	2 862 940
207 043	73 745	188 417	–	135 582	46 684	354 066	2 028 185	4 902 523
634 304	311 047	19 934	–	217 610	25 730	783 781	426 662	3 326 244
37 056	288 027	44 982	57 701	107 841	59 078	339 970	14 801	4 101 881
1 007 824	998 541	1 962 771	29 177 518	235 185	289 347	766 338	7 578 579	111 592 740
7 384	14 955	–	–	22 164	40 417	52 964	138 024	546 806
170 128	667 762	22 323	–	389 270	130 106	254 524	410 169	5 212 440
10 745	1 718 667	38 141	–	543 964	333 727	350 115	388 409	7 599 688
4 073 351	1 318 976	3 576 509	10 328 674	1 892 646	738 751	4 380 251	–	84 585 015
79 551	1 020 564	10 205	–	270 107	2 406	447 742	3 948 885	6 564 990
410 267	360 412	2 031 249	–	780 115	48 076	2 802 145	7 313 614	28 986 090
18 785 514	20 707 761	10 470 407	77 441 777	5 991 145	4 133 990	16 909 958	29 861 870	439 926 465
975 276	83 951 160	4 247 252	21 700	477 815	270 660	12 335 658	4 669 787	300 926 388
1 775 711	1 267 673	2 934 135	575 972	5 622 895	118 591	3 750 300	7 787 400	37 922 552
1 977 966	435 059	4 907	–	11 849 959	1 407	794 061	375 230	16 428 651
47 923 595	216 108	1 090 592	–	1 266 901	34 125	345 245	1 849 581	55 234 431
184 946	397 145	121 871	238 188	140 747	1 902 420	582 984	429 238	6 528 765
151 405	212 596	–	95 790	72 007	172 481	196 359	874 459	2 321 847
–	31 290	1 094 011	6 760	418 275	72 895	116 459	302 484	2 819 685
132 627	147 698	3 679 503	–	119 824	148 004	304 080	1 257 213	14 197 893
325 957	50 726	339 293	–	237 642	66 521	631 398	760 431	8 607 714
52 472 207	2 758 295	9 264 312	916 710	19 728 250	2 516 444	6 720 886	13 636 036	144 061 538

Services professionnels et spéciaux – suite

(en dollars)

Ministère et organisme	Services commerciaux	Services reliés à la construction	Services techniques et d'architecture (y compris la recherche)	Services de santé et de bien-être	Services informatiques	Services d'interprétation et de traduction
Parlement						
Chambre des communes	1 757 822	–	33 390	318 231	14 409 462	330 450
Bibliothèque du Parlement	74 789	–	–	13 246	960 729	1 300
Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à	86 517	–	–	3 187	747 591	–
Bureau du conseiller sénatorial en éthique.....	66 080	–	–	–	–	–
Bureau du directeur parlementaire du budget	19 050	–	–	1 150	500 817	3 672
Secrétariat du Comité des parlementaires sur la						
sécurité nationale et le renseignement.....	351 089	–	–	–	387 460	104 723
Sénat	649 527	–	1 725	63 482	231 194	7 720
Service de protection parlementaire.....	1 062 891	–	–	149 270	1 114 033	–
	4 067 765	–	35 115	548 566	18 351 286	447 865
Patrimoine canadien						
Ministère du Patrimoine canadien	1 923 429	–	475	77 755	8 337 862	1 351 507
Bibliothèque et Archives du Canada.....	2 436 731	–	51 831	13 485	2 806 811	456 065
Commission des champs de bataille nationaux	23 677	–	402 443	–	24 007	9 739
Conseil de la radiodiffusion et des						
télécommunications canadiennes	253 356	–	–	–	1 274 571	571 609
Office national du film	481 706	–	94 343	–	178 205	251 858
	5 118 899	–	549 092	91 240	12 621 456	2 640 778
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne						
Ministère des Pêches et des Océans.....	116 507 007	–	251 412 528	1 062 200	17 935 584	7 626 530
Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord						
Ministère des Affaires indiennes et						
du Nord canadien.....	913 813	–	1 630 530	30 037	3 020 613	661 860
Ministère des Relations Couronne-Autochtones						
et des Affaires du Nord.....	2 404 879	–	51 767 598	129 083	7 051 251	1 396 144
Station canadienne de recherche dans						
l'Extrême-Arctique	853 391	–	–	4 770	909 946	312 809
	4 172 083	–	53 398 128	163 890	10 981 810	2 370 813
Ressources naturelles						
Ministère des Ressources naturelles	35 988 119	–	1 764 886	342 310	17 671 191	1 976 494
Administration du pipe-line du Nord.....	143 375	–	–	–	15 270	–
Commission canadienne de sûreté nucléaire.....	295 444	–	89 514	35 763	9 662 747	1 290 952
Office nationale de l'énergie	315 930	–	38 068	–	1 738 337	58 179
Régie canadienne de l'énergie.....	207 579	–	78 596	–	2 694 531	67 183
	36 950 447	–	1 971 064	378 073	31 782 076	3 392 808
Revenu national						
Agence du revenu du Canada	167 250 750	–	32 328	1 941 312	115 799 911	2 797 756

Services juridiques	Services de conseillers en gestion	Services de protection	Services scientifiques et de recherche	Frais et services spéciaux	Services d'aide temporaire	Services d'enseignement et de formation	Autres services	Total
224 400	859 812	141 592	902 740	3 093 824	1 037 010	1 727 688	497 610	25 334 031
50 143	419 502	48 482	–	229 602	12 717	273 461	175 884	2 259 855
–	–	67 420	428	28 870	32 817	59 828	39 885	1 066 543
61 706	29 729	–	–	5 670	–	1 002	–	164 187
18 008	229 383	–	–	23 709	9 828	84 301	–	889 918
24 200	–	13 999	–	11 329	–	42 897	26 196	961 893
469 471	518 370	3 636	559 925	465 958	–	472 852	34 512	3 478 372
255 307	118 110	10 431 870	–	126 047	–	296 361	139 340	13 693 229
1 103 235	2 174 906	10 706 999	1 463 093	3 985 009	1 092 372	2 958 390	913 427	47 848 028
1 533 629	159 777	2 398 181	1 834 991	557 575	4 157	1 786 746	9 952 510	29 918 594
349 581	4 632	1 930 769	–	296 504	7 931	526 208	6 450 934	15 331 482
151 185	–	468 473	–	27 344	5 655	11 394	236 592	1 360 509
28 764	1 009 410	141 140	21 330	542 042	88 867	671 008	48 166	4 650 263
65 620	232 495	114 696	107 177	191 330	24 032	54 817	10 425 080	12 221 359
2 128 779	1 406 314	5 053 259	1 963 498	1 614 795	130 642	3 050 173	27 113 282	63 482 207
13 632 960	23 343 233	8 219 592	38 267 838	2 015 781	1 252 823	14 854 042	6 470 360	502 600 478
415 081	3 221 795	29 560	781 577	84 874	191 334	304 108	2 553 379	13 838 561
58 070 702	11 371 644	654 990	8 376 255	419 203	117 468	1 230 174	13 817 573	156 806 964
33 162	153 019	68 351	422 578	126 555	–	62 808	215 516	3 162 905
58 518 945	14 746 458	752 901	9 580 410	630 632	308 802	1 597 090	16 586 468	173 808 430
9 506 980	5 809 278	3 770 734	19 526 874	1 394 343	1 703 696	5 251 806	1 190 127	105 896 838
1 214	24 621	–	–	–	–	–	14 114	198 594
188 252	454 304	406 524	1 204 988	439 705	800	1 566 472	1 171 898	16 807 363
156 012	572 603	14 565	367 941	68 806	110 770	240 375	744 948	4 426 534
197 790	1 237 582	5 091	48 356	222 832	100 765	757 823	2 188 532	7 806 660
10 050 248	8 098 388	4 196 914	21 148 159	2 125 686	1 916 031	7 816 476	5 309 619	135 135 989
82 925 062	2 073 554	6 190 291	725 999	5 913 721	55 340	14 726 664	4 812 707	405 245 395

Services professionnels et spéciaux – fin

(en dollars)

Ministère et organisme	Services commerciaux	Services reliés à la construction	Services techniques et d'architecture (y compris la recherche)	Services de santé et de bien-être	Services informatiques	Services d'interprétation et de traduction
Santé						
Ministère de la Santé	11 619 037	–	881 805	14 413 828	29 593 180	5 244 469
Agence canadienne d'inspection des aliments	7 082 261	–	968 293	1 590 093	18 772 728	2 213 653
Agence de la santé publique du Canada.....	6 553 028	–	231 521	3 218 227	18 392 043	2 128 493
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	19 361	–	–	–	299 533	122 353
Instituts de recherche en santé du Canada.....	136 622	–	–	6 567	649 507	282 911
	25 410 309	–	2 081 619	19 228 715	67 706 991	9 991 879
Sécurité publique et Protection civile						
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	3 089 235	–	–	35 156	4 059 324	1 584 086
Agence des services frontaliers du Canada	49 024 838	–	368 741	40 066 586	178 872 561	7 614 734
Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada	26 812	–	–	637	134 002	46 731
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada.....	56 327	–	–	400	26 029	164 358
Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada.....	30 921	–	–	5 375	459 483	45 089
Commission des libérations conditionnelles du Canada.....	108 106	–	2 514	10 138	555 855	370 694
Gendarmerie royale du Canada.....	130 786 135	–	37 615 725	111 599 640	66 320 930	–
Service correctionnel du Canada	24 795 111	–	1 440 854	184 280 560	13 959 282	4 080 806
	207 917 485	–	39 427 834	335 998 492	264 387 466	13 906 498
Services aux Autochtones						
Ministère des Services aux Autochtones.....	18 664 000	–	6 980 578	474 393 744	24 971 944	2 093 765
Services publics et Approvisionnement						
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	439 821 370	330 060 308	402 871 591	519 401	128 335 526	40 106 034
Transports						
Ministère des Transports	27 185 115	–	43 220 069	769 940	32 290 799	3 406 342
Office des transports du Canada.....	28 834	–	–	6 645	368 463	361 006
	27 213 949	–	43 220 069	776 585	32 659 262	3 767 348
Total.....	2 456 274 472	330 060 308	2 867 788 423	1 723 588 528	1 730 414 894	193 402 321

Services juridiques	Services de conseillers en gestion	Services de protection	Services scientifiques et de recherche	Frais et services spéciaux	Services d'aide temporaire	Services d'enseignement et de formation	Autres services	Total
21 448 214	14 625 583	3 284 944	15 819 924	1 201 959	4 558 830	6 724 863	14 964 660	144 381 296
6 429 416	587 231	1 052 226	14 609 813	1 826 947	338 364	1 933 976	9 662 514	67 067 515
2 794 128	1 934 564	1 695 803	13 492 801	621 454	460 314	2 478 257	33 672 736	87 673 369
930 343	137 509	–	273 612	34 247	–	61 215	29 669	1 907 842
41 297	217 156	339 570	64 766	744 344	6 794	369 052	1 192 444	4 051 030
31 643 398	17 502 043	6 372 543	44 260 916	4 428 951	5 364 302	11 567 363	59 522 023	305 081 052
3 543 572	2 448 975	2 061 202	271 348	579 923	807 199	1 157 533	1 947 697	21 585 250
22 477 917	2 219 322	27 518 272	3 294 971	528 749	63 316	6 289 074	15 957 251	354 296 332
–	50 747	13 291	–	19 262	45 788	27 160	32 119	396 549
–	–	–	–	21 625	27 725	44 786	80 307	421 557
–	–	1 269	–	53 161	13 147	112 559	332 296	1 053 300
934 678	55 580	38 058	–	19 690	33 277	230 609	406 834	2 766 033
24 713 071	4 062 677	133 954 798	1 590 746	1 661 125	4 814 189	16 333 343	1 498 202	534 950 581
17 780 870	16 873 538	13 898 536	1 040 148	1 256 342	648 937	48 316 523	69 908 764	398 280 271
69 450 108	25 710 839	177 485 426	6 197 213	4 139 877	6 453 578	72 511 587	90 163 470	1 313 749 873
10 061 044	13 661 734	1 286 654	2 311 754	1 092 132	990 492	4 952 147	15 581 528	577 041 516
17 486 965	187 121 989	37 255 579	3 624 563	2 061 634	2 572 150	11 205 003	331 237 679	1 934 279 792
17 332 023	16 975 609	4 186 957	18 683 897	2 412 566	739 766	7 737 128	4 888 390	179 828 601
–	369 274	551	340	67 614	20 244	188 996	225 076	1 637 043
17 332 023	17 344 883	4 187 508	18 684 237	2 480 180	760 010	7 926 124	5 113 466	181 465 644
505 964 290	599 489 488	500 022 580	321 512 535	96 030 080	110 589 492	418 135 425	1 481 067 689	13 334 340 525

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 4

Comptes publics du Canada
2019-2020

Acquisition de terrains, bâtiments et travaux

Table des matières

	<i>Page</i>
Acquisition de terrains, bâtiments et travaux	188

Acquisition de terrains, bâtiments et travaux

L'état qui suit présente le montant total dépensé au cours de l'exercice par ministère et organisme sous chaque portefeuille ministériel. Les montants présentés comprennent les dépenses découlant d'opérations internes et externes. Les dépenses découlant d'opérations externes impliquent le gouvernement et les tiers, tandis que les dépenses découlant d'opérations internes impliquent des organisations faisant partie du périmètre comptable du gouvernement du Canada.

Les renseignements détaillés sont disponibles au <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/recgen/cpc-pac/2020/index-fra.html>. Ces renseignements comprennent pour chaque programme gouvernemental :

- le montant total dépensé au cours de l'exercice;
- le détail pour les contrats de 250 000 \$ ou plus (25 000 \$ ou plus pour les contrats à prix coûtant majoré). Ce détail comprend le nom et le lieu de l'entrepreneur, une brève description et le lieu du projet, le montant du contrat, les dépenses de l'exercice en cours (c.-à-d. les paiements en espèces et les charges à payer) et le total des dépenses à ce jour; et
- le montant total des dépenses de l'exercice en cours pour les contrats inférieurs à 250 000 \$ (les contrats à prix coûtant majoré inférieurs à 25 000 \$) et le nombre total d'entrepreneurs.

Acquisition de terrains, bâtiments et travaux

(en dollars)

Ministère et organisme	Acquisition de terrains	Acquisition de travaux de génie	Acquisition de bâtiments non-résidentiels	Acquisition de bâtiments résidentiels	Total
Affaires mondiales					
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	–	8 659	15 767 130	10 542 714	26 318 503
Investir au Canada	–	–	759 846	–	759 846
	–	8 659	16 526 976	10 542 714	27 078 349
Agriculture et Agroalimentaire					
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	–	334 679	16 120 189	–	16 454 868
Anciens Combattants					
Ministère des Anciens Combattants.....	–	260 306	998 735	–	1 259 041
Conseil du Trésor					
Commissariat à l'intégrité du secteur public.....	–	–	179 357	–	179 357
Commissariat au lobbying	–	–	228 373	–	228 373
École de la fonction publique du Canada.....	–	–	238 756	–	238 756
	–	–	646 486	–	646 486
Conseil Privé					
Bureau du directeur général des élections.....	–	34 067	2 086 856	–	2 120 923
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports.....	–	–	5 430	–	5 430
	–	34 067	2 092 286	–	2 126 353
Défense nationale					
Ministère de la Défense nationale	–	157 621 414	265 588 274	41 174 432	464 384 120
Centre de la sécurité des télécommunications.....	–	–	10 605 043	–	10 605 043
Comité externe d'examen des griefs militaires	–	–	30 051	–	30 051
	–	157 621 414	276 223 368	41 174 432	475 019 214

Acquisition de terrains, bâtiments et travaux – suite

(en dollars)

Ministère et organisme	Acquisition de terrains	Acquisition de travaux de génie	Acquisition de bâtiments non-résidentiels	Acquisition de bâtiments résidentiels	Total
Environnement et Changement climatique					
Ministère de l'Environnement	635 633	155 803	838 753	–	1 630 189
Agence Parcs Canada	1 299 657	483 683 450	76 151 093	3 211 278	564 345 478
	1 935 290	483 839 253	76 989 846	3 211 278	565 975 667
Finance					
Ministère des Finances	–	–	1 771	–	1 771
Bureau du surintendant des institutions financières	–	–	1 584 550	–	1 584 550
	–	–	1 586 321	–	1 586 321
Gouvernement numérique					
Services partagés Canada.....	–	–	16 393 659	–	16 393 659
Infrastructure et Collectivités					
Bureau de l'infrastructure du Canada	14 346 690	1 167 162 996	–	–	1 181 509 686
Innovation, Sciences et Développement économique					
Conseil de recherches en sciences humaines	–	–	4 200	–	4 200
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	–	–	72 074	–	72 074
Conseil national de recherches du Canada	–	2 057	25 899 349	–	25 901 406
Statistique Canada	–	–	821 059	–	821 059
	–	2 057	26 796 682	–	26 798 739
Justice					
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	–	–	346 004	–	346 004
Commission canadienne des droits de la personne	–	–	21 491	–	21 491
Service administratif des tribunaux judiciaires	–	–	2 173 485	–	2 173 485
	–	–	2 540 980	–	2 540 980
Patrimoine canadien					
Bibliothèque et Archives du Canada.....	–	–	4 828 533	–	4 828 533
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne					
Ministère des Pêches et des Océans	427 015	128 984 923	25 460 452	1 311 274	156 183 664
Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord					
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord.....	–	–	2 662 710	–	2 662 710
Ressources naturelles					
Ministère des Ressources naturelles.....	–	43 311	9 870 761	–	9 914 072
Régie canadienne de l'énergie.....	–	–	40 054	–	40 054
	–	43 311	9 910 815	–	9 954 126

Acquisition de terrains, bâtiments et travaux – fin

(en dollars)

Ministère et organisme	Acquisition de terrains	Acquisition de travaux de génie	Acquisition de bâtiments non-résidentiels	Acquisition de bâtiments résidentiels	Total
Santé					
Ministère de la Santé	–	29 894	4 488 483	–	4 518 377
Agence de la santé publique du Canada.....	–	–	177 111	–	177 111
	–	29 894	4 665 594	–	4 695 488
Sécurité publique et Protection civile					
Agence des services frontaliers du Canada	–	77 390	42 143 395	–	42 220 785
Commission des libérations conditionnelles du Canada.....	–	–	28 354	–	28 354
Gendarmerie royale du Canada.....	1 418 258	1 292 840	75 200 631	2 948 209	80 859 938
Service correctionnel du Canada.....	9 990	1 202 841	106 304 882	–	107 517 713
	1 428 248	2 573 071	223 677 262	2 948 209	230 626 790
Services aux Autochtones					
Ministère des Services aux Autochtones.....	–	–	213 041	–	213 041
Services publics et Approvisionnement					
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	14 601 212	368 873 790	347 934 085	1 597 423	733 006 510
Transports					
Ministère des Transports.....	–	60 928 017	25 391 061	–	86 319 078
Total.....	32 738 455	2 370 696 437	1 081 659 081	60 785 330	3 545 879 303

Section 5

Comptes publics du Canada

2019-2020

Acquisition de machinerie et matériel

Table des matières

	<i>Page</i>
Acquisition de machinerie et matériel	192

Acquisition de machinerie et matériel

L'état suivant présente le montant total dépensé au cours de l'exercice pour chaque catégorie principale de machinerie et matériel, par ministère et organisme sous chaque portefeuille ministériel. Les montants présentés comprennent les dépenses découlant d'opérations internes et externes au gouvernement. Les opérations externes impliquent le gouvernement et les tiers, tandis que les opérations internes impliquent les ministères et organismes faisant partie du périmètre comptable du gouvernement.

Acquisition de machinerie et matériel

(en dollars)

Ministère et organisme	Machinerie et matériel de transport ¹	Munitions et armes	Matériel de communication
Affaires mondiales			
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement.....	4 968 056	–	5 722 356
Commission mixte internationale (section canadienne).....	–	–	59 004
Investir au Canada	–	–	111 014
	4 968 056	–	5 892 374
Agriculture et Agroalimentaire			
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	3 957 129	–	740 899
Commission canadienne des grains	34	–	322 307
	3 957 163	–	1 063 206
Anciens Combattants			
Ministère des Anciens Combattants.....	116 466	–	501 412
Tribunal des anciens combattants (révision et appel).....	–	–	1 635
	116 466	–	503 047
Bureau du secrétaire du gouverneur général			
Bureau du secrétaire du gouverneur général	4 073	–	14 365
Conseil du Trésor			
Secrétariat du Conseil du Trésor	298	–	34 975
Commissariat à l'intégrité du secteur public.....	–	–	–
Commissariat au lobbying	–	–	69 517
École de la fonction publique du Canada.....	–	–	304 411
	298	–	408 903
Conseil privé			
Bureau du Conseil privé	67 633	–	370 262
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	173 402	–	82 238
Bureau du commissaire au renseignement	–	–	3 754
Bureau du directeur général des élections	–	–	243 655
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité.....	–	–	8 121
Commissariat aux langues officielles.....	474	–	175 704
Commission de la fonction publique.....	–	–	237 117
Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité et de renseignement	–	–	10 845
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	–	–	7 089
	241 509	–	1 138 785
Défense nationale			
Ministère de la Défense nationale	2 253 320 655	431 456 098	204 186 179
Bureau du commissaire au renseignement	–	–	–
Comité externe d'examen des griefs militaires	–	–	49 208
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	–	–	10 314
	2 253 320 655	431 456 098	204 245 701

Matériel d'ordinateur/ matériel connexe et ensembles de logiciels	Matériel spécialisé ²	Mobilier et installations installations	Matériel et machinerie industriels	Autre matériel de bureau (excluant matériel d'ordinateur/matériel connexe et ensembles logiciels)	Autres matériel et machinerie ³	Total
13 470 336	21 586 251	17 402 925	–	1 872 626	8 455 719	73 478 269
116 805	–	15 908	–	363	–	192 080
1 049 267	–	113 077	–	13 321	–	1 286 679
14 636 408	21 586 251	17 531 910	–	1 886 310	8 455 719	74 957 028
3 044 353	22 860 328	2 774 133	109 878	710 122	8 036 801	42 233 643
750 261	1 568 297	179 080	–	46 861	170 056	3 036 896
3 794 614	24 428 625	2 953 213	109 878	756 983	8 206 857	45 270 539
2 448 945	–	1 342 934	–	432 400	11 065	4 853 222
127 755	–	38 772	–	10 350	–	178 512
2 576 700	–	1 381 706	–	442 750	11 065	5 031 734
291 296	–	52 989	–	72	19 563	382 358
5 700 140	–	181 236	–	22 280	485 547	6 424 476
15 939	–	140 395	–	30 172	–	186 506
21 240	–	22 143	–	2 953	–	115 853
791 146	–	64 741	–	3 489	–	1 163 787
6 528 465	–	408 515	–	58 894	485 547	7 890 622
1 635 472	370 754	1 016 645	–	31 267	45 495	3 537 528
231 253	40 788	39 759	–	71 426	209 613	848 479
–	–	–	–	–	–	3 754
1 475 019	–	820 735	–	103 842	1 012 918	3 656 169
9 080	–	8 324	–	694	1 803	28 022
518 954	–	204 513	–	10 856	–	910 501
583 773	2 211	171 294	–	37 773	5 390	1 037 558
4 615	560	52 808	–	18 314	–	87 142
128 163	–	–	–	21 392	–	156 644
4 586 329	414 313	2 314 078	–	295 564	1 275 219	10 265 797
246 404 490	115 872 132	30 681 796	15 552 587	3 517 051	423 908 272	3 724 899 260
1 140	–	–	–	–	–	1 140
44 987	1 150	7 417	–	–	–	102 762
26 894	–	7 175	–	468	–	44 851
246 477 511	115 873 282	30 696 388	15 552 587	3 517 519	423 908 272	3 725 048 013

Acquisition de machinerie et matériel – suite

(en dollars)

Ministère et organisme	Machinerie et matériel de transport ¹	Munitions et armes	Matériel de communication
Environnement et Changement climatique			
Ministère de l'Environnement	3 679 313	33 846	807 541
Agence canadienne d'évaluation d'impact.....	–	–	263 085
Agence Parcs Canada	14 104 485	34 033	2 992 319
	17 783 798	67 879	4 062 945
Famille, Enfants et Développement social			
Ministère de l'Emploi et du Développement social.....	295 963	–	1 923 738
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	–	–	–
Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité	–	–	–
	295 963	–	1 923 738
Femmes et Égalité des genres			
Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres	1 340	–	269 846
Finances			
Ministère des Finances	34 858	–	23 431
Agence de la consommation en matière financière du Canada	–	–	51 634
Bureau du surintendant des institutions financières	–	–	475 865
Bureau du vérificateur général.....	–	–	56 446
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada.....	–	–	7 508
	34 858	–	614 884
Gouvernement numérique			
Services partagés Canada.....	404 117	–	31 648 643
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté			
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	52 432	–	1 971 358
Commission de l'immigration et du statut de réfugié.....	48 888	–	671 619
	101 320	–	2 642 977
Infrastructure et Collectivités			
Bureau de l'infrastructure du Canada	–	–	227 928
Innovation, Sciences et Développement économique			
Ministère de l'Industrie	310 147	–	1 235 929
Agence canadienne de développement économique du Nord	77 676	–	445
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec.....	54 568	–	293 810
Agence de promotion économique du Canada atlantique	29 875	–	139 574
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario.....	–	–	99 925
Agence spatiale canadienne	104 119	–	901 268
Commission du droit d'auteur	–	–	1 849
Conseil de recherches en sciences humaines	–	–	10 417
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	38 784	–	20 711
Conseil national de recherches du Canada	3 325 377	–	519 771
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	–	–	514 749
Statistique Canada	31 788	–	1 527 778
	3 972 334	–	5 266 226

Matériel d'ordinateur/ matériel connexe et ensembles de logiciels	Matériel spécialisé ²	Mobilier et installations	Matériel et machinerie industriels	Autre matériel de bureau (excluant matériel d'ordinateur/matériel connexe et ensembles logiciels)	Autres matériel et machinerie ³	Total
5 219 317	18 156 496	1 284 105	–	287 775	3 213 145	32 681 538
384 154	9 157	203 791	–	2 951	152	863 290
4 345 866	3 312 379	1 558 001	734 725	131 966	6 801 632	34 015 406
9 949 337	21 478 032	3 045 897	734 725	422 692	10 014 929	67 560 234
44 847 312	587 667	19 518 975	–	1 478 887	88 789	68 741 331
21 042	–	148 280	–	15 079	–	184 401
5 818	–	3 920	–	–	–	9 738
44 874 172	587 667	19 671 175	–	1 493 966	88 789	68 935 470
504 348	–	793 803	–	54 020	–	1 623 357
636 079	–	174 449	–	2 116	8 504	879 437
1 170 445	–	102 811	–	–	–	1 324 890
2 403 346	–	1 512 560	–	–	–	4 391 771
961 182	–	442 104	–	1 500	–	1 461 232
950 303	–	74 544	–	9 275	17 982	1 059 612
6 121 355	–	2 306 468	–	12 891	26 486	9 116 942
433 533 985	69	2 224 113	41 846	274 702	1 425 079	469 552 554
6 248 647	477 096	1 463 032	–	138 976	70 077	10 421 618
3 342 591	4 596	2 912 093	–	30 440	32 458	7 042 685
9 591 238	481 692	4 375 125	–	169 416	102 535	17 464 303
162 257	–	30 545	–	53 749	15 512	489 991
3 945 174	1 535 043	1 733 169	18 313	130 595	1 080 080	9 988 450
51 004	625	36 031	–	–	7 250	173 031
464 672	–	68 434	–	25 927	5 534	912 945
437 266	–	212 874	–	–	82 777	902 366
262 254	–	43 483	–	6 278	9 446	421 386
7 305 031	42 699 957	171 827	53 816	39 966	474 758	51 750 742
13 696	–	7 102	–	90	380	23 117
638 147	–	291 724	–	1 859	1 193	943 340
1 105 319	–	483 607	–	3 165	2 237	1 653 823
14 372 406	30 727 693	1 949 634	8 251 812	205 517	5 222 873	64 575 083
342 436	–	456 992	–	176	–	1 314 353
8 699 084	87 681	1 729 751	–	208 267	111 917	12 396 266
37 636 489	75 050 999	7 184 628	8 323 941	621 840	6 998 445	145 054 902

Acquisition de machinerie et matériel – suite

(en dollars)

Ministère et organisme	Machinerie et matériel de transport ¹	Munitions et armes	Matériel de communication
Justice			
Ministère de la Justice	42 565	–	1 179 133
Bureau du commissaire à la magistrature fédérale	–	–	36 464
Bureau du directeur des poursuites pénales	–	–	461 823
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	1 807	–	193 744
Commission canadienne des droits de la personne	–	–	58 566
Registraire de la Cour suprême du Canada	–	–	95 071
Service administratif des tribunaux judiciaires	38 429	–	1 158 978
Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs	–	–	274 014
	82 801	–	3 457 793
Parlement			
Chambre des communes	377 537	–	2 010 542
Bibliothèque du Parlement	–	–	8 539
Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique	–	–	493
Bureau du conseiller sénatorial en éthique	–	–	–
Bureau du directeur parlementaire du budget	–	–	3 370
Service de protection parlementaire	152 336	827 802	70 881
Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement	–	–	19 852
Sénat	11 608	–	293 726
	541 481	827 802	2 407 403
Patrimoine canadien			
Ministère du Patrimoine canadien	24 833	–	956 422
Bibliothèque et Archives du Canada	–	–	82 403
Commission des champs de bataille nationaux	7 599	–	–
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	1 811	–	277 877
Office national du film	24 840	–	189 991
	59 083	–	1 506 693
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne			
Ministère des Pêches et des Océans	255 758 436	427 891	29 868 640
Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord			
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien	34 262	–	485
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord	165 988	–	51 414
Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique	116 561	3 231	10 758
	316 811	3 231	62 657
Ressources naturelles			
Ministère des Ressources naturelles	591 606	–	238 602
Commission canadienne de sûreté nucléaire	67 062	–	352 878
Office national de l'énergie	–	–	406
Régie canadienne de l'énergie	–	–	1 876
	658 668	–	593 762
Revenu national			
Agence du revenu du Canada	127 065	–	457 965

Matériel d'ordinateur/matériel connexe et ensembles de logiciels	Matériel spécialisé ²	Mobilier et installations	Matériel et machinerie industriels	Autre matériel de bureau (excluant matériel d'ordinateur/matériel connexe et ensembles logiciels)	Autres matériel et machinerie ³	Total
4 823 339	489	1 679 926	–	147 991	76 744	7 950 187
181 715	–	36 744	–	1 545	11 676	268 144
1 480 333	19 294	133 141	–	45 116	93 457	2 233 164
502 723	–	231 363	–	32 762	–	962 399
334 795	–	50 627	–	12 444	–	456 432
264 753	10 168	73 036	–	130	21 061	464 219
1 362 320	91 543	776 833	–	54 242	345 262	3 827 607
403 093	–	176 606	–	16 933	21 588	892 234
9 353 071	121 494	3 158 276	–	311 163	569 788	17 054 386
11 067 943	–	1 668 541	–	626 677	3 707 028	19 458 268
335 262	17 830	42 660	–	19 920	9 901	434 112
98 646	–	36 138	–	3 827	871	139 975
454	–	–	–	–	–	454
3 180	–	9 650	–	–	–	16 200
349 558	1 400 888	126 135	–	7 639	83 876	3 019 115
4 705	–	19 957	–	–	–	44 514
822 313	7 099	124 036	–	46 287	155 714	1 460 783
12 682 061	1 425 817	2 027 117	–	704 350	3 957 390	24 573 421
1 116 137	188 064	426 623	–	32 377	246 111	2 990 567
777 176	412	191 356	–	5 009	1 180 482	2 236 838
53 908	14 194	–	–	34 950	54 828	165 479
1 090 016	–	217 348	–	30 011	–	1 617 063
2 216 100	–	1 442 736	–	–	1 592 527	5 466 194
5 253 337	202 670	2 278 063	–	102 347	3 073 948	12 476 141
22 215 378	18 797 841	12 574 860	580 472	590 582	38 099 560	378 913 660
286 227	1 292	27 580	–	1 907	8 777	360 530
1 233 869	3 511	372 191	–	116 745	43 083	1 986 801
158 273	209 692	7 795	166 761	3 653	63 897	740 621
1 678 369	214 495	407 566	166 761	122 305	115 757	3 087 952
7 979 550	7 255 002	1 034 144	–	268 479	1 192 139	18 559 522
1 724 667	482 555	143 778	–	–	82 132	2 853 072
17 402	–	1 250	–	–	1 280	20 338
302 863	–	8 427	–	–	–	313 166
10 024 482	7 737 557	1 187 599	–	268 479	1 275 551	21 746 098
35 341 810	31 348	4 188 258	–	391 835	1 699 242	42 237 523

Acquisition de machinerie et matériel – fin

(en dollars)

Ministère et organisme	Machinerie et matériel de transport ¹	Munitions et armes	Matériel de communication
Santé			
Ministère de la Santé	514 559	–	1 414 542
Agence canadienne d'inspection des aliments.....	1 398 997	–	75 996
Agence de la santé publique du Canada.....	66 289	–	132 698
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés.....	–	–	188 819
Instituts de recherche en santé du Canada.....	–	–	7 118
	1 979 845	–	1 819 173
Sécurité publique et Protection civile			
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	–	–	464 770
Agence des services frontaliers du Canada	6 876 313	2 161 510	7 716 265
Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada	–	–	8 138
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	–	–	966
Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada	–	–	14 988
Commission des libérations conditionnelles du Canada.....	63 148	–	22 949
Gendarmerie royale du Canada.....	104 013 859	19 493 017	55 986 384
Service correctionnel du Canada.....	7 999 596	1 063 707	3 234 084
	118 952 916	22 718 234	67 448 544
Services aux Autochtones			
Ministère des Services aux Autochtones.....	3 777 553	–	982 062
Services publics et Approvisionnement			
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux.....	1 448 584	–	7 119 420
	1 448 584	–	7 119 420
Transports			
Ministère des Transports.....	42 741 149	3 386	5 059 169
Office des transports du Canada	–	–	–
	42 741 149	3 386	5 059 169
Total.....	2 711 646 342	455 504 521	380 706 849

¹ Cette catégorie comprend des aéronefs et pièces connexes, 787 851 112 \$; des navires, bateaux et pièces connexes, 1 138 366 396 \$; des véhicules automobiles et pièces connexes, 737 954 864 \$; et des véhicules divers et pièces connexes, 47 473 970 \$.

² Cette catégorie comprend les articles tels que des instruments, appareils et accessoires de mesure, de contrôle, de laboratoire, de médecine et d'optique; équipement radar; matériel de sécurité et d'assainissement, système d'alarme et de signalisation.

³ Cette catégorie comprend les articles tels que matériel élévatoire, transporteur pneumatique, équipement de manutention du matériel et autres.

Matériel d'ordinateur/ matériel connexe et ensembles de logiciels	Matériel spécialisé ²	Mobilier et installations	Matériel et machinerie industriels	Autre matériel de bureau (excluant matériel d'ordinateur/matériel connexe et ensembles logiciels)	Autres matériel et machinerie ³	Total
11 127 500	10 047 069	2 127 506	–	357 188	1 724 273	27 312 637
3 069 465	6 475 513	683 457	–	249 341	767 802	12 720 571
3 317 437	4 673 266	324 519	104 958	158 035	1 474 165	10 251 367
75 783	–	389 632	–	3 511	10 032	667 777
578 831	–	125 865	–	1 415	930	714 159
18 169 016	21 195 848	3 650 979	104 958	769 490	3 977 202	51 666 511
2 498 935	–	672 739	–	26 346	–	3 662 790
16 062 937	8 724 461	3 564 442	–	69 923	1 205 252	46 381 103
36 137	–	39 976	–	5 351	–	89 602
8 500	–	69 516	–	182	–	79 164
188 178	–	65 281	–	2 892	–	271 339
270 293	–	114 026	–	18 267	–	488 683
59 587 329	16 622 627	7 733 748	203 512	5 740 204	7 682 099	277 062 779
21 574 884	4 466 572	7 135 744	32 780	–	20 411 105	65 918 472
100 227 193	29 813 660	19 395 472	236 292	5 863 165	29 298 456	393 953 932
5 281 116	43 147 617	1 294 398	–	1 598 406	584 789	56 665 941
41 455 857	2 389 596	51 222 529	4 107 721	754 863	41 598 406	150 096 976
41 455 857	2 389 596	51 222 529	4 107 721	754 863	41 598 406	150 096 976
3 626 524	451 428	3 755 549	134 567	82 516	21 454 763	77 309 051
529 799	–	44 051	–	–	30 521	604 371
4 156 323	451 428	3 799 600	134 567	82 516	21 485 284	77 913 422
1 087 102 517	385 430 301	200 155 270	30 093 748	21 620 869	606 769 390	5 879 029 807

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 6

Comptes publics du Canada
2019-2020

Paiements de transfert

Table des matières

	<i>Page</i>
Paiements de transfert	202

Paielements de transfert

L'état qui suit présente le montant total dépensé en paiements de transfert au cours de l'exercice, par ministère et organisme, sous chaque portefeuille ministériel. Un paiement de transfert est une subvention, une contribution ou un autre paiement effectué par le gouvernement à l'égard duquel il ne reçoit ni produit, ni service en contrepartie. Les montants présentés comprennent les dépenses découlant d'opérations internes et externes. Les dépenses découlant d'opérations externes impliquent le gouvernement et les tiers, tandis que les dépenses découlant d'opérations internes impliquent des organisations faisant partie du périmètre comptable du gouvernement du Canada.

Paielements de transfert

(en dollars)

Ministère et organisme	Paielements de transfert aux personnes	Paielements de transfert à l'industrie	Paielements de transfert aux provinces et territoires
Affaires mondiales			
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	829 215	327 450 846	–
Agriculture et Agroalimentaire			
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	–	856 138 901	886 672 576
Anciens Combattants			
Ministère des Anciens Combattants	3 595 448 251	–	–
Bureau du secrétaire du gouverneur général			
Bureau du secrétaire du gouverneur général	747 418	–	–
Conseil du Trésor			
Secrétariat du Conseil du Trésor	261 958	–	–
Commissariat à l'intégrité du secteur public	22 362	–	–
	284 320	–	–
Conseil privé			
Bureau du Conseil privé	1 733 212	–	–
Bureau du directeur général des élections	–	–	–
	1 733 212	–	–
Défense nationale			
Ministère de la Défense nationale	1 313 984	632 476	5 442 571
Environnement et Changement climatique			
Ministère de l'Environnement	299 171	104 618 514	187 923 252
Agence canadienne d'évaluation d'impact	–	–	295 500
Agence Parcs Canada	–	–	324 363
	299 171	104 618 514	188 543 115
Famille, Enfants et Développement social			
Ministère de l'Emploi et du Développement social	64 780 274 832	45 699 868	1 882 894 297
Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité	1 488 358	–	–
	64 781 763 190	45 699 868	1 882 894 297

Les renseignements détaillés sont disponibles au <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/recgen/cpc-pac/2020/index-fra.html>. Ces renseignements comprennent pour chaque programme gouvernemental :

- le montant total dépensé au cours de l'exercice;
- le montant total versé pour chaque catégorie de bénéficiaires;
- une liste détaillée, pour chaque catégorie de bénéficiaires, de l'ensemble des versements (c.-à-d. les paiements en espèces et les charges à payer) à un bénéficiaire totalisant 100 000 \$ ou plus. Ce détail comprend le nom et lieu du bénéficiaire ainsi que le montant total versé; et
- le montant total et le nombre total de bénéficiaires, pour chaque catégorie de bénéficiaires, de tous les versements à un bénéficiaire totalisant moins de 100 000 \$.

Paiements de transfert pour ou au nom des organisations internationales et aux pays étrangers	Paiements de transfert aux institutions et organismes à but non lucratif	Paiements de transfert aux municipalités et organismes locaux	Réaffectation des paiements de transfert	Total
4 514 480 578	67 905 041	14 580 981	–	4 925 246 661
4 318 871	109 933 924	68 862	–	1 857 133 134
11 081 189	42 250 853	–	–	3 648 780 293
–	–	–	–	747 418
484 502	431 966	–	–	1 178 426
–	–	–	–	22 362
484 502	431 966	–	–	1 200 788
–	–	–	–	1 733 212
–	79 779 355	–	–	79 779 355
–	79 779 355	–	–	81 512 567
206 626 941	9 865 788	–	–	223 881 760
23 903 274	163 643 767	1 246 402	–	481 634 380
–	7 092 931	–	–	7 388 431
965 615	43 319 157	1 126 395	–	45 735 530
24 868 889	214 055 855	2 372 797	–	534 758 341
2 381 044	1 374 974 115	101 892 262	–	68 188 116 418
–	–	–	–	1 488 358
2 381 044	1 374 974 115	101 892 262	–	68 189 604 776

Paiement de transfert – suite

(en dollars)

Ministère et organisme	Paiements de transfert aux personnes	Paiements de transfert à l'industrie	Paiements de transfert aux provinces et territoires
Femmes et Égalité des genres			
Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres	–	–	822 000
Finances			
Ministère des Finances	–	–	73 389 966 175
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté			
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	69 242 183	–	928 100 303
Infrastructure et Collectivités			
Bureau de l'infrastructure du Canada	–	6 051 393	4 528 984 711
Innovation, Sciences et Développement économique			
Ministère de l'Industrie	–	694 145 475	128 216 653
Agence canadienne de développement économique du Nord.....	1 671 352	17 168 104	14 962 262
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec.....	–	155 516 245	–
Agence de promotion économique du Canada atlantique	–	131 028 782	108 018
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario.....	–	133 154 809	500 000
Conseil de recherches en sciences humaines	902 401 473	–	–
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	1 296 861 360	–	–
Agence spatiale canadienne	59 030	12 161 033	–
Conseil national de recherches du Canada.....	–	322 595 094	–
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	–	131 888 231	–
Statistique Canada	–	–	–
	2 200 993 215	1 597 657 773	143 786 933
Justice			
Ministère de la Justice	901 364	–	388 789 341
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada.....	–	–	–
	901 364	–	388 789 341
Parlement			
Chambre des communes.....	–	–	–
Sénat	24 086	–	–
	24 086	–	–
Patrimoine canadien			
Ministère du Patrimoine canadien	33 969 614	127 746 520	288 979 884
Bibliothèque et Archives du Canada.....	–	–	–
	33 969 614	127 746 520	288 979 884
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne			
Ministère des Pêches et des Océans.....	154 951 861	32 508 257	4 143 240

Paiements de transfert pour ou au nom des organisations internationales et aux pays étrangers	Paiements de transfert aux institutions et organismes à but non lucratif	Paiements de transfert aux municipalités et organismes locaux	Réaffectation des paiements de transfert	Total
-	65 014 843	-	-	65 836 843
489 700 000	1 100 000	-	168 733 098	74 049 499 273
19 745 081	721 899 599	88 678 076	-	1 827 665 242
-	282 784 708	2 798 916 806	-	7 616 737 618
5 483 000	996 124 795	-	-	1 823 969 923
-	11 719 783	1 234 592	-	46 756 093
-	121 666 254	1 655 116	-	278 837 615
-	132 436 096	11 380 130	-	274 953 026
-	97 708 660	1 636 321	-	232 999 790
-	-	-	-	902 401 473
-	-	-	-	1 296 861 360
36 092 091	11 270 470	-	-	59 582 624
30 245 799	82 384 501	-	-	435 225 394
-	125 989 354	3 242 352	-	261 119 937
-	63 800	-	-	63 800
71 820 890	1 579 363 713	19 148 511	-	5 612 771 035
581 144	49 777 742	-	-	440 049 591
-	492 608	-	-	492 608
581 144	50 270 350	-	-	440 542 199
1 111 464	-	-	-	1 111 464
434 813	-	-	-	458 899
1 546 277	-	-	-	1 570 363
16 452 163	836 476 636	17 885 731	-	1 321 510 548
-	2 714 946	-	-	2 714 946
16 452 163	839 191 582	17 885 731	-	1 324 225 494
2 461 537	84 992 420	-	-	279 057 315

Paiement de transfert – fin

(en dollars)

Ministère et organisme	Paiements de transfert aux personnes	Paiements de transfert à l'industrie	Paiements de transfert aux provinces et territoires
Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord			
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien.....	3 151 366	217 982 807	103 145 035
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord.....	(792 198)	339 246 946	418 871 169
Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique.....	13 000	429 400	36 000
	2 372 168	557 659 153	522 052 204
Ressources naturelles			
Ministère des Ressources naturelles.....	53 718 936	223 752 457	434 455 903
Commission canadienne de sûreté nucléaire.....	17 723	–	–
Régie canadienne de l'énergie.....	5 674	–	–
Office national de l'énergie.....	–	–	–
	53 742 333	223 752 457	434 455 903
Revenu national			
Agence du revenu du Canada.....	2 981 557 329	–	5 609 890
Santé			
Ministère de la Santé.....	49 000	1 150 930	1 139 542 961
Agence canadienne d'inspection des aliments.....	7 019 522	–	–
Agence de la santé publique du Canada.....	–	–	8 758 418
Instituts de recherche en santé du Canada.....	1 070 851 904	–	–
	1 077 920 426	1 150 930	1 148 301 379
Sécurité publique et Protection civile			
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile.....	13 500 000	–	444 844 287
Gendarmerie royale du Canada.....	324 648 629	–	14 230 000
Service correctionnel du Canada.....	–	–	–
	338 148 629	–	459 074 287
Services aux Autochtones			
Ministère des Services aux Autochtones.....	10 123 419	801 916 267	831 048 997
Services publics et Approvisionnement			
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux.....	–	–	–
Transports			
Ministère des Transports.....	195 236	335 696 612	203 010 121
Total.....	75 306 560 624	5 018 679 967	86 240 677 927

Paiements de transfert pour ou au nom des organisations internationales et aux pays étrangers	Paiements de transfert aux institutions et organismes à but non lucratif	Paiements de transfert aux municipalités et organismes locaux	Réaffectation des paiements de transfert	Total
–	335 495 292	149 563	–	659 924 063
–	1 380 986 185	4 574 546	–	2 142 886 648
–	6 393 970	–	–	6 872 370
–	1 722 875 447	4 724 109	–	2 809 683 081
3 093 075	1 053 539 247	–	–	1 768 559 618
953 559	2 182 097	–	–	3 153 379
–	1 197 401	–	–	1 203 075
–	292 541	–	–	292 541
4 046 634	1 057 211 286	–	–	1 773 208 613
–	–	–	–	2 987 167 219
–	416 560 265	378 608	–	1 557 681 764
–	–	–	–	7 019 522
2 668 321	233 609 213	–	–	245 035 952
–	63 975 376	–	–	1 134 827 280
2 668 321	714 144 854	378 608	–	2 944 564 518
3 053 674	277 635 348	12 645 381	–	751 678 690
59 400	915 829	–	–	339 853 858
–	2 496 566	37 856	–	2 534 422
3 113 074	281 047 743	12 683 237	–	1 094 066 970
–	9 485 035 778	31 302 542	–	11 159 427 003
–	–	563 068 484	(562 743 954)	324 530
94 931	79 337 029	61 760 019	–	680 093 948
5 376 472 066	18 863 466 249	3 717 461 025	(394 010 856)	194 129 307 002

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 7

Comptes publics du Canada
2019-2020

Frais de la dette publique

Table des matières

	<i>Page</i>
Frais de la dette publique.....	210

Frais de la dette publique

Les frais de la dette publique comprennent :

- les intérêts sur la dette non échue et sur les régimes de retraite et autres comptes;
- l'amortissement de primes et escomptes à l'émission de la dette non échue;
- les frais de service et coûts d'émission de nouveaux emprunts.

L'état suivant présente le détail des frais de la dette publique pour l'exercice en cours.

Frais de la dette publique

(en dollars)

Description	Taux d'intérêt (%)	Montant de capital	Montant des frais pour 2020
Dette non échue			
Intérêt sur les obligations négociables ¹			
À payer en monnaie canadienne			
CA135087A610 – Juin 2023	1.50	14 200 000 000	213 195 055
CA135087B451 – Juin 2024	2.50	13 700 000 000	345 270 272
CA135087B949 – Déc 2047.....	1.25	8 542 919 000	107 134 977
CA135087C855 – Sept 2019.....	1.75	–	68 888 435
CA135087C939 – Déc 2064.....	2.75	4 750 000 000	130 744 620
CA135087D358 – Déc 2048	2.75	14 900 000 000	410 125 229
CA135087D507 – Juin 2025	2.25	13 100 000 000	295 019 918
CA135087D929 – Mars 2020.....	1.50	–	246 741 539
CA135087E596 – Sept 2020	0.75	20 023 985 000	175 414 842
CA135087E679 – Juin 2026.....	1.50	13 472 000 000	202 675 467
CA135087F254 – Mars 2021	0.75	24 426 363 000	188 751 641
CA135087F585 – Sept 2021	0.75	19 064 511 000	143 969 616
CA135087F825 – Juin 2027.....	1.00	14 915 000 000	150 117 180
CA135087G328 – Mars 2022.....	0.50	19 000 000 000	95 000 000
CA135087G658 – Mai 2019	0.75	–	4 903 023
CA135087G732 – Sept 2022.....	1.00	25 200 000 000	224 021 203
CA135087G815 – Août 2019.....	0.75	–	20 886 350
CA135087G997 – Déc 2050	0.50	6 525 376 000	28 781 659
CA135087H235 – Juin 2028	2.00	13 500 000 000	270 247 253
CA135087H318 – Nov 2019.....	1.25	–	96 270 516
CA135087H490 – Mars 2023.....	1.75	24 600 000 000	306 454 914
CA135087H565 – Fév 2020.....	1.25	–	81 343 952
CA135087H722 – Déc 2051	2.00	10 816 529 000	164 250 086
CA135087H805 – Mai 2020	1.75	7 996 383 000	149 282 452
CA135087H987 – Sept 2023.....	2.00	12 000 000 000	240 000 000
CA135087J215 – Août 2020	1.75	9 208 191 000	193 972 892
CA135087J397 – Juin 2029	2.25	12 300 000 000	272 799 138
CA135087J470 – Nov 2020	2.00	8 575 612 000	214 216 308
CA135087J546 – Mars 2024.....	2.25	11 907 680 000	269 961 601
CA135087J629 – Fév 2021	2.25	11 706 364 000	268 130 540
CA135087J884 – Mai 2021.....	1.75	10 866 561 000	206 603 626
CA135087J967 – Juin 2024	1.50	16 065 381 000	196 253 329
CA135087K296 – Août 2021.....	1.50	11 967 100 000	142 953 900
CA135087K379 – Juin 2030	1.25	10 200 000 000	54 797 945
CA135087K452 – Nov 2021	1.25	12 000 000 000	83 185 308
CA135087K528 – Mars 2025.....	1.25	17 300 000 000	59 805 753
CA135087K601 – Fév 2022.....	1.50	12 000 000 000	57 410 056
CA135087K866 – Mai 2022	1.50	14 000 000 000	16 561 644
CA135087TZ75 – Mars 2021.....	10.50	567 361 000	59 572 905
CA135087UE28 – Juin 2021.....	9.75	286 188 000	27 928 883
CA135087UL60 – Déc 2021.....	4.25	8 520 689 250	363 310 162
CA135087UM44 – Juin 2022.....	9.25	206 022 000	19 074 487
CA135087UT96 – Juin 2023.....	8.00	2 358 552 000	188 856 948
CA135087VH40 – Juin 2025.....	9.00	2 133 858 000	207 195 562
CA135087VS05 – Déc 2026.....	4.25	8 176 770 000	348 647 462
CA135087VW17 – Juin 2027	8.00	3 820 841 000	322 765 019
CA135087WL43 – Juin 2029.....	5.75	10 675 378 000	626 083 325
CA135087WV25 – Déc 2031.....	4.00	8 681 788 000	348 404 570
CA135087XG49 – Juin 2033.....	5.75	12 058 905 000	706 181 057
CA135087XQ21 – Déc 2036.....	3.00	7 769 619 000	233 849 146
CA135087XW98 – Juin 2037	5.00	11 730 774 000	619 986 993

Frais de la dette publique – suite

(en dollars)

Description	Taux d'intérêt (%)	Montant de capital	Montant des frais pour 2020
CA135087YK42 – Déc 2041	2.00	8 055 845 000	161 642 271
CA135087YQ12 – Juin 2041	4.00	13 838 441 000	573 581 744
CA135087YR94 – Juin 2019	3.75	–	49 865 816
CA135087YZ11 – Juin 2020.....	3.50	9 533 030 000	382 230 656
CA135087ZH04 – Déc 2044.....	1.50	9 111 256 000	137 114 831
CA135087ZJ69 – Juin 2021.....	3.25	11 185 000 000	373 054 488
CA135087ZS68 – Déc 2045	3.50	16 300 000 000	574 394 591
CA135087ZU15 – Juin 2022.....	2.75	12 700 000 000	349 569 826
		<i>596 540 272 250</i>	<i>13 069 452 981</i>
Moins : titres détenus par le gouvernement et redressement de consolidation ...		(323 829 000)	–
		<i>596 864 101 250</i>	<i>13 069 452 981</i>
À payer en devises étrangères			
US135087H643 – Nov 2022	2.00	4 222 800 000	81 784 500
US135087J706 – Jan 2022	2.63	4 222 800 000	103 849 331
US135087K87 – Fév 2025	1.625	4 222 800 000	12 961 650
US716442AD02 – Juin 2019.....	8.80	–	69 112
XS0477543721 – Jan 2020.....	3.50	–	79 814 019
		12 668 400 000	278 478 612
Moins : titres détenus par le gouvernement		–	68 306
		<i>12 668 400 000</i>	<i>278 410 306</i>
		609 532 501 250	13 347 863 287
Titres au détail			
Obligations d'épargne du Canada ²			
S59 – Avril 2019	0,50	–	2 327
S60 – Nov 2019	0,50	–	135 453
S61 – Déc 2019	0,50	–	12 471
S62 – Jan 2020	0,50	–	6 447
S63 – Fév 2020	0,50	–	3 679
S64 – Mars 2020	0,50	–	6 376
S65 – Avril 2020	0,50	909 875	6 330
S119 – Avril 2019.....	0,50	–	7 558
S120 – Nov 2019.....	0,50	–	226 196
S121 – Déc 2019.....	0,50	–	20 278
S122 – Jan 2020.....	0,50	–	5 939
S123 – Fév 2020.....	0,50	–	4 824
S124 – Mars 2020.....	0,50	–	6 252
S125 – Avril 2020.....	0,50	1 089 000	5 645
S126 – Nov 2020.....	0,50	84 389 616	525 987
S127 – Déc 2020.....	0,50	8 007 858	45 626
S128 – Nov 2021.....	0,50	110 163 827	616 642
S129 – Déc 2021.....	0,50	6 498 190	47 107
S134 – Nov 2019.....	0,50	–	1 045 044
S500 – Nov 2021.....	0,50	14 488 522	89 601
S501 – Nov 2021.....	0,50	24 156 046	20 437
S502 – Nov 2021.....	0,50	25 159 652	21 291
S936 – Nov 2020.....	0,50	78 871	33
S937 – Nov 2020.....	0,50	96 351	40
S938 – Nov 2020.....	0,50	361 132	–
Autres – variées.....	variés	–	1 496 812
		<i>275 398 940</i>	<i>4 358 395</i>

Frais de la dette publique – suite

(en dollars)

Description	Taux d'intérêt (%)	Montant de capital	Montant des frais pour 2020
Obligations à prime du Canada ²			
P8 – Avril 2019	0.80	–	35 024
P9 – Nov 2019	1.10	–	349 953
P10 – Déc 2019	1.25	–	125 178
P11 – Jan 2020	1.25	–	55 447
P12 – Fév 2020	1.25	–	45 583
P13 – Mars 2020	1.25	–	100 306
P14 – Avril 2020	1.25	6 053 220	116 991
P69 – Avril 2019	0.80	–	18 864
P70 – Nov 2019	1.10	–	243 179
P71 – Déc 2019	1.25	–	186 578
P72 – Jan 2020	1.25	–	73 728
P73 – Fév 2020	1.25	–	71 437
P74 – Mars 2020	1.25	–	56 762
P75 – Avril 2020	1.25	4 804 183	59 520
P76 – Nov 2020	1.00-1.30	36 923 059	481 118
P77 – Déc 2020	1.00-1.30	28 246 899	363 379
P78 – Nov 2021	0.90-1.00	47 818 354	518 557
P79 – Déc 2021	0.90-1.00	22 513 330	250 506
P88 – Nov 2019	1.00	–	482 243
P89 – Déc 2019	1.00	–	202 530
P550 – Nov 2021	0.9-1.00	24 226 647	259 000
P551 – Nov 2021	0.9-1.00	1 068 094	11 609
P552 – Nov 2021	1.10-1.20	22 532 154	45 510
P553 – Déc 2021	1.35	2 142 912	–
P554 – Nov 2021	1.30	20 485 758	44 856
P555 – Nov 2021	1.30	1 291 928	2 847
P986 – Nov 2020	1.30	517 928	598
P987 – Nov 2020	1.30	624 681	716
P988 – Nov 2020	1.30	2 571 795	–
Autres –variées.....	variés	–	1 387 225
		221 820 942	5 589 244
		497 219 882	9 947 639
Billets à moyen terme			
À payer en devises étrangères			
US135087C289 – Déc 2019	1,85	–	850 877
US135087C362 – Déc 2019	variable	–	1 113 899
US135087C446 – Déc 2020	2,30	70 380 000	1 545 293
US135087D436 – Juin 2020	variable	140 760 000	2 918 547
US135087D766 – Sept 2020	variable	351 900 000	7 296 366
US135087D840 – Sept 2020	variable	70 380 000	1 464 191
US135087E83 – Août 2021	variable	70 380 000	1 504 451
US135087E913 – Août 2019	1,45	–	389 666
US135087F415 – Fév 2020	1,28	–	2 198 114
US135087F746 – Juillet 2019	variable	–	1 620 344
US135087G249 – Sept 2019	variable	–	1 449 795
US135087G579 – Jan 2020	variable	–	6 097 202
XS1046844590 – Mars 2020	variable	–	3 774 897
XS1065374024 – Mai 2020	variable	175 950 000	3 752 281
XS1168167333 – Jan 2021	0,15	232 830 000	330 054
		1 112 580 000	36 305 977
Total des intérêts sur la dette non échue.....		611 142 301 132	13 394 116 903

Frais de la dette publique – suite

(en dollars)

Description	Taux d'intérêt (%)	Montant de capital	Montant des frais pour 2020
Amortissement d'escomptes à l'émission de bons du Trésor			
Amortissement d'escomptes concernant les émissions de 2018-2019.....		–	744 568 783
Amortissement d'escomptes concernant les émissions de 2019-2020.....		151 867 000 000	1 502 661 185
		<i>151 867 000 000</i>	<i>2 247 229 968</i>
Amortissement d'escomptes à l'émission de bons du Canada			
Amortissement d'escomptes concernant les émissions de 2018-2019.....		–	8 337 187
Amortissement d'escomptes concernant les émissions de 2019-2020.....		2 159 673 642	47 352 405
		<i>2 159 673 642</i>	<i>55 689 592</i>
		<i>154 026 673 642</i>	<i>2 302 919 560</i>
Amortissement d'escomptes et primes à l'émission d'obligations négociables.....			
		–	971 930 135
Amortissement d'escomptes et primes à l'émission d'obligations à rendement réel.....			
		–	(122 006 279)
Amortissement d'escomptes et primes à l'émission d'obligations en devises étrangères.....			
		–	4 244 127
Ajustement à l'indice des prix à la consommation des obligations à rendement réel.....			
		–	1 491 933 686
		–	<i>2 346 101 669</i>
Total de l'amortissement de primes et d'escomptes sur d'autres dettes.....		154 026 673 642	4 649 021 229
Réévaluation des swaps de devises.....	divers	10 592 217 622	(216 313 790)
Frais de service et coûts d'émission de nouveaux emprunts.....	divers	–	10 166 080
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée			
sur les marchés.....	divers	2 486 918 067	–
Intérêts sur les obligations découlant de contrats de			
location-acquisition.....	divers	2 912 899 392	164 866 342
Intérêts sur les obligations en vertu des partenariats public-privé.....	divers	2 590 029 904	99 344 319
Total des frais de la dette publique relativement à la dette non échue.....		783 751 039 759	18 101 201 083
Régimes de retraite et autres avantages futurs (intérêts)			
Régimes de retraite du secteur public			
Compte de la caisse de retraite des Forces canadiennes.....	divers	126 049 325	–
Compte de pension de retraite des Forces canadiennes.....	divers	44 741 718 117	1 681 327 281
Compte de convention de retraite des parlementaires.....	divers	201 024 276	6 773 423
Compte d'allocations de retraite des parlementaires.....	divers	560 954 167	17 789 464
Compte de la caisse de retraite de la fonction publique ³	divers	–	–
Compte de pension de retraite de la fonction publique.....	divers	91 516 183 543	3 410 432 517
Compte de la caisse de retraite de la Force de réserve ³	divers	–	–
Compte de convention de retraite			
CCR n° 1 – Forces canadiennes.....	divers	460 437 158	16 856 237
CCR n° 1 – Fonction publique.....	divers	1 314 790 678	47 240 725
CCR n° 1 – Gendarmerie royale du Canada.....	divers	35 377 878	1 304 107
CCR n° 2 – Fonction publique.....	divers	627 939 260	23 374 139
Compte de la caisse de retraite de la Gendarmerie royale du Canada.....	divers	–	–
Compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada.....	divers	13 620 704 204	470 927 017
Compte de prestations de retraite supplémentaires (juges).....	divers	258 108 691	3 451 490
Compte de prestations de retraite supplémentaires (autres).....	divers	1 012 710	14 156
		<i>153 464 300 007</i>	<i>5 679 490 556</i>
Provision pour redressements au titre des régimes de retraite ⁴	divers	15 029 000 000	(2 791 000 000)
Société d'État et autres entités consolidées ^{3, 4}	divers	103 291 000	(204 547 000)
		<i>168 596 591 007</i>	<i>2 683 943 556</i>

Frais de la dette publique – suite

(en dollars)

Description	Taux d'intérêt (%)	Montant de capital	Montant des frais pour 2020
Autres avantages futurs des employés et des anciens combattants			
Régimes de soins de santé de la fonction publique et de services dentaires pour les pensionnés		35 766 000 000	746 000 000
Prestations d'invalidité et autres avantages futurs de la Gendarmerie royale du Canada		11 565 000 000	385 000 000
Indemnités de cessation d'emploi et autres		1 754 000 000	35 000 000
Droits à des prestations de congés de maladie cumulés		1 924 000 000	32 000 000
Prestations d'invalidité et autres avantages futurs des anciens combattants		73 462 000 000	2 157 000 000
Indemnisation des accidents du travail		1 566 000 000	31 000 000
Sociétés d'État consolidées et autres entités		340 621 000	8 456 000
	divers	126 377 621 000	3 394 456 000
Total des frais de la dette publique relativement aux régimes de retraite et autres avantages futurs.....		294 974 212 007	6 078 399 556
Autres passifs			
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus par le Fonds de placement du Régime de pensions du Canada)	divers	278 626 259	5 472 143
Compte des rentes sur l'État.....	divers	114 761 241	6 141 971
Comptes de dépôt			
Corporation de développement des investissements du Canada			
Retenues – Privatisation	divers	12 271 451	180 346
Société de gestion Canada Hibernia			
Fonds de réserve pour abandon	divers	101 904 810	1 497 635
Intérêts pour les accidents ferroviaires	divers	–	637 686
Code canadien du travail – Appels sur recouvrement de salaire	divers	3 939 438	60 501
Dépôt en garantie pour échanges de devises		151 954 787	–
Dépôts de garantie aux entrepreneurs.....	divers	7 593 761	166 352
Dépôts de garantie générale	divers	7 975 488	–
Comptes ne portant pas intérêt		412 910 382	–
		698 550 117	2 542 520
Comptes en fiducie			
Agri-Invest Kickstart	divers	–	115 125
Comptes en fiducie gérés	divers	256 000	3 591
Service canadien du renseignement de sécurité			
Bourses scolaires	divers	26 487	397
Service correctionnel du Canada			
Fonds de fiducie des détenus	divers	17 500 199	6 357
Fonds de successions	divers	1 012 630	–
Fonds des bandes indiennes	divers	543 972 028	9 105 641
Comptes de succession des Indiens	divers	31 083 977	438 564
Comptes d'épargne des Indiens	divers	23 126 274	374 831
Intérêts pour les résidences scolaires indiennes	divers	15 367 267	233 952
Gendarmerie royale du Canada – Caisse fiduciaire de bienfaisance	divers	2 470 155	36 017
Fonds de fiducie de l'administration et du bien-être – Anciens Combattants	divers	1 012 630	15 060
Comptes ne portant pas intérêt		247 699	–
		636 075 346	10 329 535
Total des comptes de dépôt et en fiducie		1 334 625 463	12 872 055
Autres comptes à fins déterminées			
Comptes d'assurance et de prestations de décès			
Compte de prestations de décès de la fonction publique	divers	3 880 168 916	140 761 844
Compte de prestations de décès de la Force régulière	divers	172 222 899	6 656 375
Comptes ne portant pas intérêt		1 961 860	–
		4 054 353 675	147 418 219
Comptes de pension			
Compte de pension pour les agents des rentes	divers	–	–
Compte de régimes contributif – Employés recrutés sur place	divers	80 566	–
Gendarmerie royale du Canada			
Caisse de pension des personnes à charge	divers	10 905 126	443 226
		10 985 692	443 226

Frais de la dette publique – fin

(en dollars)

Description	Taux d'intérêt (%)	Montant de capital	Montant des frais pour 2020
Autres comptes			
Programme Agri-investissement	divers	3 974 455	–
Programme Agri-stabilité	divers	52 386 564	–
Fonds des écoles publiques – Ontario et Québec	5,00	2 677 771	133 889 ⁵
Service administratif des tribunaux judiciaires			
Compte spécial	divers	5 430 687	77 868
Compte d'attente pour fonds appartenant aux Indiens	divers	42 035 592	682 516
Comptes ne portant pas intérêt		150 752 828	–
		257 257 897	894 273
Revenus reportés – Comptes à fins déterminées ⁶			
Accords à frais partagés – Recherche – Agriculture	divers	–	146 171
Conseil de recherches en sciences humaines – Fonds de fiducie	divers	–	1 569
Total des autres comptes à fins déterminées		4 322 597 264	148 903 458
Allocations de droits de tirage spéciaux	divers	– ⁷	94 079 101
Total des frais de la dette publique relativement aux autres passifs		6 050 610 227	267 468 728
Comptes à fins déterminées consolidés (intérêts)			
Commission des champs de bataille nationaux – Fonds de fiducie	divers	1 308 432	14 208
Caisse d'indemnisation des dommages dus à la pollution			
par les hydrocarbures causée par les navires	divers	411 993 318	5 196 197
Compte de fiducie Mackenzie King	divers	225 000	3 308
Dons pour la recherche sur la santé	divers	75 000	39 615
Conseil de recherches en sciences humaines			
Fonds pour les boursiers de la Reine	divers	250 000	2 639
Comptes ne portant pas intérêt		4 883 084 663	–
Total des frais de la dette publique relativement aux comptes à fins déterminées consolidés		5 296 936 413	5 255 967
Total des frais de la dette publique avant redressement de consolidation		1 090 072 798 406	24 452 325 334
Redressements cumulés de la consolidation (les opérations de l'exercice en cours sont présentées avec les revenus et les dépenses du gouvernement)		(5 296 936 413)	(5 255 967)
Total des frais de la dette publique		1 084 775 861 993	24 447 069 367
Composé de :			
Frais de la dette publique en vertu d'autorisations législatives			
avant provision et redressements de consolidation			23 789 205 673
Courus et autres redressements			663 119 661
Redressements de consolidation			(5 255 967)
Total des frais de la dette publique			24 447 069 367

¹ Les mois et années pour chaque série d'obligation négociable correspondent au mois et à l'année d'échange.² Les mois et années pour chaque série d'obligation correspondent au mois et à l'année d'échange.³ Ces régimes de retraite, ainsi que des régimes de retraite de certaines sociétés d'État et autres entités consolidées, se trouvaient dans une position d'actif net à la date de l'état de la situation financière.⁴ Le montant des frais comprend les frais de la dette publique sur les régimes de retraite qui se trouvaient dans une position d'actif net.⁵ Les intérêts sont versés aux provinces de l'Ontario et du Québec sur la base de la population.⁶ Des informations supplémentaires sur les revenus reportés des comptes à fins déterminées sont fournies à la section 5 du volume 1.⁷ Aucun montant de capital n'est présenté puisque le solde de clôture de ce compte de passif est présenté aux comptes d'opérations de changes à la section 8 du volume 1.

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 8

Comptes publics du Canada

2019-2020

Paiements de réclamations contre l'État, paiements à titre gracieux et montants adjudés par une cour

Table des matières

	<i>Page</i>
Paiements de réclamations contre l'État.....	218
Paiements à titre gracieux.....	239
Montants adjudés par une cour.....	242

Paievements de réclamaions contre l'État

Cet état fournit, par portefeuille ministériel et par ministères et organismes, le détail de tous les paievements de réclamaions contre l'État de 1 000 \$ ou plus. Les paievements inférieurs à 1 000 \$ sont présentés en un seul montant à la fin de chaque ministère et organisme, avec le nombre total de ces paievements. Lorsque la situation justifie la non-divulgaion, le nom du récipiendaire peut ne pas être publié.

Paievements de réclamaions contre l'État

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Affaires mondiales	
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	
Règlement d'une réclamation liée à un grief	
Comtois C.....	20 000
Règlement d'une réclamation reliée au remboursement des réparations d'un véhicule impliqué dans un accident	
Global Alliance Worldwide.....	11 865
Paievements inférieurs à 1 000 \$ (7)	2 300
	<u>34 165</u>
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (106)	8 776 476
	<u>8 810 641</u>
Agriculture et Agroalimentaire	
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	
Accident impliquant un véhicule de l'État	
Manitoba Public Insurance Corporation pour	
Smotrytska K	2 316
Saskatchewan Government Insurance pour	
Owen L	34 564
Waldner T.....	1 524
Règlement de la réclamation pour dommages à un équipement	
M3 Productions Aériennes	1 050
Paievements inférieurs à 1 000 \$ (38)	19 753
	<u>59 207</u>
Commission canadienne des grains	
Paievements inférieurs à 1 000 \$ (3)	403
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (54)	132 474
	<u>192 084</u>
Anciens Combattants	
Ministère des Anciens Combattants	
Règlement amiable de la réclamation liée au calcul des prestations de soutien du revenu	
Gowling WLG (Canada) LLP.....	17 166 000
Paievements inférieurs à 1 000 \$ (13)	7 239
	<u>17 173 239</u>
Règlement des demandes liées à un recours collectif - Toth c. Sa Majesté la Reine	
Noms retenus (10 261)	73 808 287
Règlement soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (35)	569 391
	<u>91 550 917</u>
Bureau du secrétaire du gouverneur général	
Bureau du secrétaire du gouverneur général	
Paievements inférieurs à 1 000 \$ (3)	1 443

Paiements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Conseil du Trésor	
Secrétariat du Conseil du Trésor	
Règlement hors cour pour le paiement de frais judiciaires	
Gowling WLG (Canada) S E N C R L en fiducie pour	
Société de la francophonie manitobaine	60 744
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (26)	6 326
	<u>67 070</u>
École de la fonction publique du Canada	
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (9)	5 199
Règlement soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (37)	99 913
	<u>172 182</u>
Conseil privé	
Bureau du Conseil privé	
Règlement d'une réclamation pour remboursement de dépenses	
Regina Treaty Status Indian Services	25 000
Salima Samnani Law Corporation	9 874
Battered Women's Support Services	19 958
Downtown Eastside Women's Centre	2 519
Nunatsiavut Government	3 798
Règlement hors cour pour réclamation liée au dommages-intérêt	
SoftSim Technologies Incorporated	24 487
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (14)	3 908
	<u>89 544</u>
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (2)	400
Bureau du directeur général des élections	
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (8)	2 308
Commissariat aux langues officielles	
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (2)	1 105
Commission des débats des chefs	
Règlement des coûts légaux pour les réclamations se rapportant aux accréditations des médias lors des débats	
True North Centre for Public Policy	6 500
Re-Law LLP en fiducie pour	
Rebel Media	5 500
	<u>12 000</u>
Commission de la fonction publique	
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (8)	1 763
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (52)	199 940
	<u>307 060</u>
Défense nationale	
Ministère de la Défense nationale	
Indemnisation pour des dommages environnementaux	
K&L Land Partnership	1 100 000
Indemnisation pour dommages corporels	
H&K Ranch Ltd	35 977
Paiement pour des dommages environnementaux en Allemagne	
Bima	140 035
Prestations en cours pour blessures/invalidité à des civils de Lahr, en Allemagne	
Bafu	70 095

Paiements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Règlement de réclamation à la suite d'un accident impliquant un véhicule de l'État	
Assurance Economical pour	
Manuel T.....	4 875
Wilson M.....	1 832
Aviva Canada pour	
D'Entremont-Wapen M.....	2 942
Nur M.....	3 732
Robinson J.....	1 865
Rogers S.....	1 346
Compagnie d'assurance Allstate pour	
Jackson C.....	1 140
McIntyre K.....	1 456
Fedoruk G.....	1 925
Fizzard C.....	2 124
Gervais J.....	1 103
Harding S.....	8 786
Intact Compagnie d'assurance pour	
Ballantyne R.....	1 717
Booth J.....	1 463
Cline K.....	19 131
Prince M.....	2 733
SNC-Lavalin Inc.....	2 868
La Compagnie d'assurance générale Co-operators pour	
Larson D.....	1 861
Martin R.....	1 607
Peace Hills Insurance pour	
Zwarich D.....	17 421
Roeder C.....	1 755
Royal & Sun Alliance du Canada société d'assurances pour	
O'Regan's AutoMotive Group.....	7 989
Salonga P.....	1 036
Samson W.....	4 191
Saskatchewan Government Insurance pour	
Thiele C.....	2 668
Société d'assurance publique du Manitoba pour	
Khalek O.....	3 108
Sherlock S.....	1 443
Zaharenko A.....	2 266
Soley C.....	2 509
Stephens & Holman pour	
Raposo C.....	3 953
TD Assurance pour	
Cormier J.....	12 310
Fost J.....	3 906
The Portage la Prairie Mutual Insurance Company pour	
McAmmond S.....	5 602
Munn K.....	1 612
Thompson B.....	2 389
Velletta & Company pour	
Reimer M.....	213 143
Ville d'Oromocto.....	2 063
Woon L.....	1 485
Règlement de réclamation concernant le logement militaire	
Donley G.....	2 055
Règlement de réclamation dû à un congédiement injustifié	
Lynch M.....	46 618
Règlement de réclamation dû à une rupture de contrat	
Charles Taylor Adjusting.....	85 000
Schlahl I&L.....	26 998
Règlement de réclamation pour des avantages de déménagement	
Perron P.....	15 000
Règlement de réclamation pour des frais juridiques	
Acheson Sweeney Foley Sahota LLP.....	4 606 826
Koskie Minsky LLP.....	7 720 513
Quessy Avocats Inc.....	2 444 297
Raven, Cameron, Ballantyne & Yazbeck s r l.....	7 720 513
Wagners.....	4 606 826

Paiements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Règlement de réclamation pour dommage en cours de locations	
Canadian Damages Recovery Unit pour	
Doiron M	10 895
Future Services General Trading & Contracting Company	13 048
Règlement de réclamation pour dommages aux véhicules de location	
Enterprise Holdings Inc	1 239
Ryder Truck Rental Canada Ltd.....	8 654
Règlement de réclamation pour perte d'opportunités financières	
Flores D.....	2 473
Michel Drapeau Law Office pour	
Ouellet M.....	21 351
Thales Canada Inc	5 000 000
Welsh S	1 769
Règlement de réclamation pour perte et/ou dommage aux effets/biens personnels	
Blair P	3 277
Dickson R.....	3 705
Garner J.....	3 396
Griffin S	1 395
Kearney T.....	1 335
King M	1 081
Meier M.....	5 520
Mestokosho L.....	4 528
Morris S.....	1 398
Pingo S	1 418
Pokiak F	2 841
Proulx R	3 666
Reibin M.....	3 664
Rittel N.....	1 978
Salo J.....	1 569
Skomorowski L	1 767
Walker D	9 200
Widmeyer S.....	1 555
Règlement de réclamation suite à des blessures corporelles	
Auger Hollingsworth pour	
Stoddard T	21 250
Chagpar & Associates Personal Injury Lawyers en fiducie pour	
Gaudreault M	5 000
Chouinard & Company pour	
Paterson D.....	100 000
D. Brad Henry Law Corporation pour	
Watrish C.....	10 000
Ericksons LLP en fiducie pour	
Willoughby K.....	950 000
Gillingham B	30 000
Iacobelli Law Firm Professional Corporation pour	
Abdullah-Hirju V	11 250
Hiroz F.....	11 250
Lerners LLP pour	
Robichaud D	62 500
MacGillivray Injury and Insurance Law pour	
Wood C.....	20 000
Michel Drapeau Law Office pour	
Henderson D	191 690
Nelligan O'Brien Payne s r l pour	
Thibeault J	25 000
Raven,Cameron, Ballantyne & Yazbeck s r l pour	
Burrows P	113 000
Roebbothan McKay Marshall pour	
Hedderon C	90 000
Spraggs Law Corporation pour	
Spraggs T	317 139
Zacharias Vickers LLP pour	
Cusson M.....	208 397
Zrein H	7 500

Paiements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Règlement de réclamations concernant des déclarations inexactes faites par négligence	
Chene PA.....	8 615
Lefrancois P.....	9 940
Myhill C.....	192 265
Règlement de réclamations pour dommage aux biens	
Gouvernement de l'Alberta.....	3 506
Hayworth Equipment Sales.....	3 024
Hoey A.....	1 419
Isabelle R.....	2 637
Pistruga G.....	3 593
Robertson E.....	1 409
Schlaht A&L.....	11 004
Wood E.....	1 347
Règlement de réclamations pour dommage aux effets personnels	
Assurance Economical pour	
Bedard S, Maltais F.....	8 657
Bradford C.....	1 306
McDonald G.....	3 331
ATCO Electric.....	66 806
Becker Ranching Co. Ltd.....	1 500
City of Flin Flon.....	2 759
Coast Mountain Bus Company Ltd.....	2 000
Corporation d'assurance de Colombie-Britannique pour	
Coulas S.....	6 169
Frederick J.....	3 743
Lewis W.....	7 648
McGugan A.....	1 304
Miller R.....	2 060
Musfelt S.....	1 055
Berquist C.....	2 312
Morin F.....	2 261
Dostie S.....	3 905
Evans B.....	5 712
Jean M.....	1 900
Kerr J.....	4 789
Mason J.....	1 824
Multinational Force & Observers.....	1 936
Orlon K.....	2 190
R&V White Ranches Ltd.....	93 514
Sturm M and Cactus Hills Ranch Inc.....	25 022
Swenson Farms Ltd.....	421 765
United States Department of Treasury.....	19 871
X4 Ranching Ltd.....	27 168
Règlement de réclamations pour perte des biens	
Andersen C.....	52 172
Brown K.....	21 499
Règlement de réclamations pour perte des biens personnels	
Battrum C.....	19 937
Bell J.....	1 018
Campbell J.....	12 951
Construction de défense (1951) Limitée.....	63 280
Kellington T.....	20 722
MacDonald C.....	14 694
MacKenzie W.....	44 259
Mailhot X.....	3 067
Nijjer K.....	3 036
Sturm M.....	22 542
Zou K.....	1 812
Règlement final de réclamation suite à des blessures corporelles	
Bima.....	3 500
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (170).....	81 174
	37 589 735
Comité externe d'examen des griefs militaires	
Paiement inférieur à 1 000 \$ (1).....	938
Règlements de réclamations liées à un recours collectif – Heyder Beattie	
Noms retenus (7).....	70 000

Paiements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Règlements de réclamations liées à un recours collectif – la purge LGBT	
Noms retenus (550)	25 000 000
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (148)	9 298 745
	71 959 418
Environnement et Changement climatique	
Ministère de l'Environnement	
Accident impliquant un véhicule de l'État	
Claimspro LP en fiducie pour	
Salverda Entreprises Inc.	3 367
Insurance Corporation of British Columbia	4 752
Kornfiel & Company en fiducie pour	
Choi HY	92 250
Services financiers ARI Inc pour	
Aviva Insurance Company of Canada	1 989
Dominix M.	1 776
Saskatchewan Government Services, Shott R.	1 461
The Manitoba Public Insurance Corp.	1 277
Tsawwassen Première Nation	24 179
Indemnisation pour frais d'un appel en cours	
Zbogar Advocate Professional Corporation en fiducie pour	
Whitty P.	21 500
Règlement d'une réclamation suite à une action de coercition	
Cox & Palmer en fiducie pour	
Macdonald SM	65 000
Règlement d'une réclamation pour une ligne de gaz endommagée	
Énergir sec	3 826
Règlement d'une réclamation impliquant un accident de bateau	
Kooneeluisie J	17 000
Règlement d'une réclamation liée à un grief	
Greer A	7 500
Joanisse C	7 500
Kooner R	7 500
Newall D	15 000
Turner A	24 400
Règlement d'une réclamation pour le rechargement d'une partie d'un terrain endommagé	
Breckman C, Breckman J	3 881
Règlement hors cours d'une réclamation pour congédiement injustifié	
Minden Gross LLP en fiducie pour	
Carty E	148 000
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (74)	33 687
	485 845
Agence canadienne d'évaluation d'impact	
Paiement inférieur à 1 000 \$ (1)	400
Agence Parcs Canada	
Indemnisation des dommages à l'art subis pendant le transport	
Vistige Enterprises Ltd	1 200
Indemnisation des dommages aux biens personnels	
Brognio E	1 758
Yakiwchuk B	1 560
Indemnisation pour des dommages à la structure verticale d'une propriété	
TransAlta Corporation	2 345
Indemnisation pour dommage à un équipement électrique	
Fortis Alberta	27 753
Indemnisation pour dommage aux biens provinciaux	
Nouvelle-Écosse Transports et Renouvellement de l'infrastructure	1 872
Indemnisation pour dommage causé à un véhicule	
A Classic Towing Ltd	19 926
Andrew G, Assurance du gouvernement de la Saskatchewan	2 154
Clarkson C	3 261
Ferreira P, PR Cleaning & Restoration Services	3 413
Hernandez Tetreault G	2 847
Lorente D	4 000

Paiements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Mekonnen Aboye A, Société d'assurance Publique du Manitoba	6 820
Royal & Sun Alliance du Canada société d'assurances	1 685
Assurance du gouvernement de la Saskatchewan	1 989
Ward M	6 859
Indemnisation pour pertes de récoltes	
Reesor D	15 498
Règlement d'une réclamation pour blessures corporelles	
Bouladier A, Larabie D	12 000
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (117)	36,296
	153 236
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (94)	2 337 379
	<u>2 976 860</u>
Famille, Enfants et Développement social	
Ministère de l'Emploi et du Développement social	
Remboursement des dépenses encourus pour l'annulation d'un voyage dû à un rappel en service	
Wernick R	2 449
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (4 122)	156 736
	159,185
Règlements de réclamations liées à un recours collectif – refusé les prestations de maladie pendant le congé parental	
Noms retenus (775)	5,551,854
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (118)	390,280
	<u>6 101 319</u>
Femmes et Égalité des genres	
Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres	
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (2)	377
Finances	
Ministère des Finances	
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (4)	951
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	
Paiement inférieur à 1 000 \$ (1)	22
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (13)	83,301
	<u>84 274</u>
Gouvernement numérique	
Services partagés Canada	
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (69)	39 542
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (88)	159,145
	<u>198 687</u>
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté	
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	
Remboursement des frais liés à une erreur administrative pour un visa de résident temporaire	
Advani P	1,715
Remboursement des frais liés à une erreur administrative pour la cérémonie de citoyenneté	
Katambi A	2 165
Règlement d'une réclamation liée à un processus d'approvisionnement	
Cassidy Levy Kent (Canada) LLP	12 500
Martineau Dumoulin F	9 500
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (94)	31 928
	57 808

Paiements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Commission de l'immigration et du statut de réfugié	
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (4)	1 560
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (37)	225 963
	<u>285 331</u>
Infrastructure et Collectivités	
Bureau de l'infrastructure du Canada	
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (9)	2 195
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (2)	3 197
	<u>5 392</u>
Innovation, Sciences et Développement économique	
Ministère de l'Industrie	
Règlement d'une réclamation liée à une demande d'offre à commandes	
Kaméléons & cie Solutions Design Inc.	3 000
Règlement d'une réclamation pour frais légaux et déboursements liée à la disqualification d'un déposant	
Lax O'Sullivan Lissus Gottlieb LLP en fiducie pour	
Quadrangle Group LLC	88 000
Règlement d'une réclamation pour remboursement de frais de voyage suite au report de cérémonie	
Ross M	1 683
Règlement d'une réclamation pour remboursement d'une valise volée	
Lalanne C	1 088
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (46)	18 803
	<u>112 574</u>
Agence de promotion économique du Canada atlantique	
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (6)	2 842
Agence spatiale canadienne	
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (7)	2 243
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (10)	7 065
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	
Paiement inférieur à 1 000 \$ (1)	177
Conseil national de recherches du Canada	
Accident impliquant un véhicule loué	
Enterprise Holdings	13 640
Règlement d'une réclamation liée à l'emploi	
Vajjala S	2 647
Règlement d'une réclamation liée à l'utilisation de logiciel	
Malwarebytes Inc	51 575
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (27)	17 832
	<u>85 694</u>
Statistique Canada	
Règlement d'une réclamation liée à un grief devant la Commission des relations de travail et de l'emploi dans le secteur public fédéral	
McKenzie R	44 488
Règlement d'une réclamation pour dommage à la propriété privée d'un répondant à une enquête	
Lamore MA	2 070
Règlement d'une réclamation pour dommage à un effet personnel d'un employé	
Wong E	1 021
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (225)	66 811
	<u>114 390</u>
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (248)	1 189 620
	<u>1 514 605</u>

Paievements de réclamaions contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Justice	
Ministère de la Justice	
Règlement hors cour pour le paieement de frais judiciaires	
Barbara Jackman Professional Corporation en fiducie pour Chhina, T U R.....	4 479
Nico G.J. Breed Professional Corporation en fiducie pour Chhina, T U R.....	1 800
Paieements inférieurs à 1 000 \$ (54)	15 963
	22 242
Bureau du directeur des poursuites pénales	
Paieements inférieurs à 1 000 \$ (8)	6 246
Service administratif des tribunaux judiciaires	
Paieements inférieurs à 1 000 \$ (3)	1 040
Registraire de la Cour suprême du Canada	
Paieements inférieurs à 1 000 \$ (3)	386
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (129)	831 641
	<u>861 555</u>
Parlement	
Chambre des communes	
Paieements inférieurs à 1 000 \$ (48)	19 093
Service de protection parlementaire	
Paieement inférieur à 1 000 \$ (1)	223
Sénat	
Paieement inférieur à 1 000 \$ (1)	383
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (2)	54 549
	<u>74 248</u>
Patrimoine canadien	
Ministère du Patrimoine canadien	
Paieements inférieurs à 1 000 \$ (11)	6 303
Bibliothèque et Archives du Canada	
Paieements inférieurs à 1 000 \$ (5)	2 102
Office national du film	
Indemnisation pour obligation contractuelle annulée–COVID-19	
Akyol K.....	2 000
Alexander N	1 500
Baylaucq P.....	2 500
Billault M	2 700
Bonnell Z.....	1 000
Bouchard P	2 040
Burns A	2 396
Calder T.....	5 000
Chan M.....	2 260
Christopher L.....	3 000
Crawford J.....	1 175
Deeply corporate corporation.....	1 250

Paiements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Dymond J	1 000
Ferguson M	2 775
Flanagan C.....	2 756
Forti J	4 352
Gillgannon P.....	3 750
Henry B	3 000
James mathieson G	3 956
Jean A.....	2 684
Labbé E	2 825
Lachance A.....	2 250
Lacoste Langevin Inc.....	12 500
Lemay A.....	3 775
Macumba media inc.....	1 950
Mariotti R	1 000
Maude F	1 050
Mcwilliams D.....	4 068
Michelin O.....	2 449
Naponse D.....	2 000
Pekarova E.....	2 250
Shakibaeian A.....	2 000
Smith L.....	3 386
Stewart T.....	1 000
Szczerbowski M	3 000
Tannahill J.....	1 620
Trepanier L.....	2 260
Villegas L.....	2 543
Williams J.....	1 500
Indemnisation de frais de voyages	
Maoriland charitable trust.....	2 500
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (36)	19 119
	<u>126 139</u>
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (31).....	79 621
	<u>214 165</u>
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne	
Ministère des Pêches et des Océans	
Entente de règlement pour violation de droits aboriginaux	
Heiltsuk Indian Band	75 000 000
Indemnisation suite à un accident impliquant un navire de l'État	
McNeil, E.....	1 657
Indemnisation suite à un accident impliquant un véhicule de l'État	
Assurance Economical.....	6 191
Keough, P.....	1 439
Lowdon, S	4 808
Primum Insurance Company.....	1 636
Règlement de réclamation pour dommage matériel	
Harlock Murray Underwriting Limited pour	
Edward, A.....	22 242
Howe, B	27 456
Nelxon, B and Boyce, C.....	13 377
Règlement pour dommage à des effets personnels	
Chubb Insurance.....	26 159
Rowsell, J.....	5 842
Watkins Fisheries Limited.....	1 361
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (184)	64 162
	<u>75 176 330</u>
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (81).....	4 595 672
	<u>79 772 002</u>

Paievements de réclamaions contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord	
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien	
Règlement d'une réclamation liée à l'action collective de la Rafle des années 1960–honoraires	
Carters Professional Corporation.....	36 032
Collectiva Class Action Services Inc.....	837 334
CA2 Inc.....	34 758
Sinclair R.....	11 074
Wampum Records and Canadian Development Consultants International Inc.....	3 846
WeirFoulds LLP.....	52 099
	975 143
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord	
Règlement d'une réclamation liée à la violation d'obligations légales liées aux terres de la réserve	
Kim Alexander Fullerton en fiducie pour	
Première nation Garden River.....	9 050 000
Règlement d'une réclamation liée à l'action collective de la Rafle des années 1960	
Collectiva Class Action Services Inc.....	500 000 000
Règlement d'une réclamation liée à l'action collective de la Rafle des années 1960–honoraires	
Argyle Public Relationships.....	2 220 813
ASAP Reporting Services Inc.....	1 875
Blair R.....	4 250
Canadian Development Consultants International Inc.....	51 960
Carters Professional Corporation.....	98 576
Collectiva Class Action Services Inc.....	1 909 125
CA2 Inc.....	172 002
Gilmore Printing Services Inc.....	5 649
Igloliorte J.....	35 438
Makivik Corporation.....	5 500
Richard K.....	108 809
Sinclair R.....	108 050
Wampum Records & Canadian Development Consultants International Inc.....	96 588
Règlement d'une réclamation liée à l'action collective des externats indiens fédéraux	
McLean Day Schools Settlement Corporation.....	1 470 000 000
Règlement d'une réclamation liée à l'action collective des externats indiens fédéraux - honoraires	
Deloitte.....	6 531 563
Gilmore Printing Services Inc.....	5 154
Gowling WLG Canada LLP.....	69 318 562
TSOW-TUN Le Lum.....	2 076
Règlement d'une réclamation liée à un conflit de propriété	
Première nation Garden River.....	20 000
Règlement d'une réclamation liée à un grief	
Hare R.....	42 800
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (5).....	3 088
	2 059 791 878
Règlement des réclamaions liée aux Externats Indiens Fédéraux	
Noms retenus (51).....	7 351 301
Règlement des réclamaions liées aux Pensionnats Indiens	
Noms retenus (284).....	12 942 840
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (58).....	328 133
	2 081 389 295
Ressources naturelles	
Ministère des Ressources naturelles	
Règlement de réclamation pour des dommages à un véhicule de location	
Enterprise Rent A Car.....	2,060
Règlement de réclamation pour dommage matériel	
Kissane Associates en fiducie pour	
Johnson A, Johnson B.....	27 228
Règlement et une renonciation de réclamaions relativement aux droits miniers de la Commission d'établissement des soldats	
Province du Manitoba.....	124,668
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (29).....	14 667
	168 623

Paiements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Régie canadienne de l'énergie	
Règlement au titre du Programme d'aide financière aux participants	
Catherine D.....	1,900
Paievements inférieurs à 1 000 \$ (2)	1,033
	2 933
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (54)	353,206
	<u>524 762</u>
Revenu national	
Agence du revenu du Canada	
Paievements inférieurs à 1 000 \$ (322)	226 918
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (376)	1 018 633
	<u>1 245 551</u>
Santé	
Ministère de la Santé	
Règlement d'une réclamation liée à un grief devant la Commission des relations de travail et de l'emploi dans le secteur public fédéral	
Haydon M.....	91,806
Odell R	10,000
Paievements inférieurs à 1 000 \$ (114)	39 219
	141 025
Agence canadienne d'inspection des aliments	
Accident impliquant un véhicule de l'État	
Insurance Corporation of British Columbia pour	
Barron R.....	1 127
Lee Y	1 748
Règlement hors cour pour la destruction de produit	
Harrison Pensa LLP en fiducie pour	
Aylmer Meat Packers Inc	85 000
Règlement hors cour pour le paiement de frais judiciaires	
Harrison Pensa LLP en fiducie pour	
Aylmer Meat Packers Inc	17 500
Paievements inférieurs à 1 000 \$ (42)	20 349
	125 724
Agence de la santé publique du Canada	
Paievements inférieurs à 1 000 \$ (22)	9 361
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (160)	814 248
	<u>1 090 358</u>
Sécurité publique et Protection civile	
Agence des services frontaliers du Canada	
Indemnisation pour des frais d'entrepôt	
Northern Lights Fitness Products Inc	1 943
Sakr J.....	3 750
Indemnisation pour dommages à des biens personnels	
Jesse Tree Importing Ltd	3 000
Newman K.....	1 653
Indemnisation pour dommages à un véhicule	
Benchimol S	4 899
Evans J	1 168
Hopwood D	1 412
Jokutty S.....	2 599
Nabe L.....	2 214

Paiements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Indemnisation pour perte d'effets personnels	
Ouellette J.....	1 000
Indemnisation pour un accident impliquant un véhicule de l'État	
Edmundston Toyota.....	2 305
Insurance Corporation of British Columbia pour	
Ruggero L.....	1 257
Intact Compagnie d'assurance pour	
MacBride S.....	1 231
Société d'assurance publique du Manitoba pour	
Hamel B.....	5 898
Sécurité Nationale Compagnie d'assurance pour	
Tapp T.....	15 023
Règlement d'une réclamation pour des indemnités de réinstallation	
Burgess T.....	5 000
Leduc F.....	1 015
Règlement d'un contrat de location et compensation pour la relocalisation d'une boutique hors taxes	
Jensen Shawa Soloman Duguid Hawkes LLP en fiducie pour	
Altan Duty Free Shops Ltd.....	165 000
Remboursement des dépenses engagées pour le retour d'article personnel	
Lukyanchuk L.....	1 743
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (115).....	33 720
	255 830
Commission des libérations conditionnelles du Canada	
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (3).....	628
Gendarmerie royale du Canada	
Règlement de réclamation liée à l'emploi	
Higgerty Law.....	1 800 000
Klein Lawyers LLP.....	4 494 000
Règlement de réclamation liée à un accident de véhicule	
Alberta Motor Association Insurance Company pour	
Lorenz K.....	1 719
Marriot M.....	1 436
Alex MacDonald pour	
Hum M.....	2 834
Aljmiel M.....	9 500
Assurance CAA pour	
Hamilton K.....	1 467
Assurance Economical pour	
Fraser J.....	14 524
Hutterian Brethren Church.....	9 573
Kerr P.....	3 038
Misner L.....	4 232
Avis Budget Group pour	
Pierce R.....	6 026
Aviva Canada Inc pour	
Anderson S.....	14 941
Carson G.....	2 683
Cikaluk W.....	4 342
NAV Canada.....	4 492
Aziz A.....	30 557
Bachart D.....	11 399
Bay E.....	3 500
Belair Direct pour	
Landriault P.....	15 134
BC Hydro.....	1 284
Bodyworks Gander pour	
Gregory M.....	1 523
Boudreau M.....	2 243
Brooks T.....	4 200
Bulkh Auto Body and Repair pour	
Hafizi K.....	1 197
Burchell MacDougall LLP en fiducie pour	
Newalta Corporation.....	200 000

Paiements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Cabot Auto pour	
Bird G.....	8 383
Campbell S.....	1 500
Canadian Natural Resources Limited pour	
Brown J.....	7 017
Carlisle Services Ltd pour	
Cotter C.....	2 077
Carnegie W.....	5 250
Cavanagh LLP en fiducie pour	
Clark K, Clark L.....	5 498
Centennial Carstar Summerside pour	
Arsenault B.....	1 746
Chan C.....	1 700
Chang H.....	2 500
City Auto Body pour	
Lewis K.....	2 519
Coast Mountain Bus Company Ltd.....	26 465
Compagnie d'assurance Intact pour	
Basso B.....	4 198
Colin C.....	4 507
Corporate Cleaning Services.....	1 643
Harris A.....	4 015
Hart J.....	2 735
Harter A.....	2 923
Hughes K.....	1 125
Hunter-Baker S.....	1 644
Lehman K.....	2 621
Mawhinney S.....	8 722
McDonald S, Sidhu K.....	2 578
McHugh R.....	2 672
McNamara L.....	28 778
Parent D.....	1 905
Qawasmeh M.....	1 691
Quinney A.....	6 436
Russell C.....	4 231
Simmonds D, Simmonds D.....	4 584
Tyler E.....	5 997
Wood T.....	1 043
Zimmerman D.....	2 989
Compagnie d'assurance La Personnelle pour	
Ouellette D.....	10 562
Compagnie d'assurance Primum pour	
Thomson S.....	2 448
Compagnie d'assurance Sécurité Nationale pour	
Hasler K.....	11 836
Legare R.....	9 197
Mahon D.....	10 412
Williams R.....	3 739
Crawford and Company Canada Inc pour	
Pollock D.....	1 698
Custom Automotive Ltd pour	
Gosse P.....	1 462
DDC Lawyers LLP en fiducie pour	
Beekarry V.....	24 826
D'Souza J.....	6 376
DeToro I.....	1 359
Dorset Realty.....	2 000
F Geoffrey Aylward PLC Inc en fiducie pour	
Hewitt J.....	46 000
Fairview Classic Collision Ltd pour	
Lazorko D.....	3 067
Family Insurance Solutions pour	
Alfaro C.....	1 051
Bigelow K.....	3 042
Grant M.....	5 198

Paiements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
FortisAlberta Inc	11 659
FortisBC Inc	26 683
Francoeur S	1 933
Fydirchuk J	3 785
GeeTee Holdings Inc pour	
Hiebert D	3 636
Gillis T	5 000
Gratl A	2 350
Grove Collision Repairs Ltd pour	
Wilson A	2 330
HUB International Limitée pour	
Smith P	3 888
Insurance Corporation of British Columbia pour	
Anderson F	5 089
Athwal B	2 204
Bajaj B	1 295
Barthelson A	2 376
Bhangu P	27 674
Brar G	4 434
Brown M	19 671
Carroll G	2 164
Chahal G	2 957
Chahal H	4 671
Chao M	5 005
Chen K	2 139
Coard R	2 046
Collwood Lubrications Ltd	14 152
Dayal R	4 996
De Romeri G	4 559
Desrochers J	2 976
Dosanjh D	5 141
Ebadi O	1 480
Fan J	6 095
Foster C	13 403
Gardner N	3 381
Gratz D	3 911
Haley-Dahl R	4 111
Han S	1 251
Hilton J	3 601
Hogue-Denomnee Y	1 717
Hong X	12 051
Hurd M	3 235
Ilich S	1 296
Ji J	2 420
Jim Pattison Industries	1 185
Khan M	7 021
Kim D	2 849
Kim E, Yoon D	1 608
Lalante J	5 637
Laundry D	1 736
Lee C	2 081
Lee D	2 956
Lee I	4 983
Lukic S	2 171
Main M	1 627
Mann I	5 685
Mason T	4 634
Miller S	1 351
Mitchell E	11 832
Mohamed A	6 057
Mohler J	8 154
Morgan E	1 134
Nelson K	1 304
Ng A	1 960
Nguyen K	2 136
Nguyen T	1 176

Paiements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Nilsen A	2 941
Nourhussein F	3 097
Oyer P	1 687
ParcelPal Technology Inc	7 392
Patrick M	1 796
Prokop F, Villacis M	1 766
Rego J	1 585
Reid H	3 870
Repchuk T	2 350
Rosso W	2 934
Sampson R	1 117
Sandher K	9 797
Sharma V	3 737
Shoker S	2 810
Su Z	2 082
Tait C	6 095
Talanchuk R	3 138
Tilley L, Tilley S	13 613
Timmermans C	4 769
Ungurain M	1 176
Vanhoorn T	2 232
West G	10 487
WSP Canada Inc	4 062
577875 BC Ltd	4 106
Jackie Handerek & Forester en fiducie pour Harakal R	300 000
Joseph Doz Law Offices en fiducie pour Chen J	321 721
Joza A	1 025
Kessel A	1 500
Kingsway Toyota Collision Repair Centre pour Hoi K	2 896
Koufalis R	2 304
Krawczuk E	8 332
Lapointe R	2 462
Lazorko D	5 530
Lewis C	1 000
Litwiniuk & Company en fiducie pour Goodrunning K	25 000
Malo S	3 264
MacGillivray Injury and Insurance Law en fiducie pour Oakley D	95 000
McElwain C	3 500
McKay M	3 000
MDW Law en fiducie pour Lively T	30 000
Meadowlark Towing pour WTH Car Rental	1 691
Michael B Murphy QC Professional Corporation en fiducie pour Lawlor J	9 322
Millennium Insurance Corporation pour Reynolds B	9 064
Nash T	5 000
National Car Rental	2 667
Nelson Chevrolet Buick GMC Ltd pour Hoel D	3 078
Northbridge Assurance pour Casciaro J	1 595
Red Deer Stucco & Construction Ltd	3 210
Peace Hills Insurance pour Black J	7 522
Dolphus A	14 894
Petersen J	5 000
Phoenix Auto Body Repair pour Van Hatten A	1 730
Pollock S	2 233

Paiements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Power, Leefe, Reddy & Rafuse en fiducie pour	
MacLean A	4 000
Province de l'Alberta.....	2 554
Province de la Colombie-Britannique	1 106
Province de la Nouvelle-Écosse	3 770
Province de la Saskatchewan	1 660
Rahall M.....	3 348
Ritch Williams & Richards en fiducie pour	
Hicks A	2 000
Royal & Sun Alliance du Canada, société d'assurances pour	
Municipalités rurales de l'Alberta	3 429
Saskatchewan Government Insurance pour	
Babajide O	4 382
Baranieski J.....	3 272
Barlage B, Barlage M.....	4 376
Bourassa C.....	1 937
Clean Field Farm Services	3 683
Dejesus R.....	8 297
Fremont M.....	7 293
Hare D.....	2 874
Harrison E.....	6 901
JRT Excavating Ltd.....	1 016
King D.....	2 020
Kitchemonia D, Kitchemonia B	6 737
Magnus D.....	3 584
Malik K.....	5 315
McCorrison L.....	2 310
Patel C.....	8 715
Patel H.....	1 301
Perkins C.....	4 321
R & A Construction Ltd.....	5 108
Roberts R.....	1 990
Schramm G.....	4 117
Seegerts F.....	2 901
Thompson C.....	21 707
Wilton G.....	16 592
Workman S.....	3 636
SaskPower	9 194
Scott's General Store.....	1 800
Severtson S.....	3 850
Société d'assurance publique du Manitoba pour	
Antsanen B.....	3 983
Bachart D.....	67 400
Ballantyne M.....	1 102
Barker-Heather J.....	1 157
Baydak M.....	4 333
Campbell D.....	3 220
Chatel N.....	2 524
Ville de Winnipeg.....	2 294
Davis G.....	1 800
Filion V.....	4 888
Friesen A, Friesen S	2 128
Friesen M.....	3 186
Gabriel P.....	3 338
Kapoor S.....	1 981
Latulippe C.....	4 975
Muminawatum I.....	3 246
Patel H.....	1 184
Randel G.....	4 204
Sharma N.....	7 737
Stephens & Holman en fiducie pour	
Talanchuk L.....	2 161
Talanchuk R.....	3 658
TD Assurance pour	
Gaudee S.....	9 644
Layton N.....	1 061

Paiements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
The Co-operators pour	
Fasehun O	5 367
Marks C	7 024
Orr R	2 567
Thompson P	10 038
The Travelers Indemnity Company pour	
Cam-Tel Communications Ltd	4 091
TM Auto Ltd pour	
Muzzerall J	2 647
Travelers Canada pour	
Mercer R	4 141
Trimac Transportation Services Inc	5 985
Unifund Assurance Company pour	
MacKenzie K	1 022
Villacis M	5 000
Ville de Burnaby	2 458
Ville de Red Deer pour	
MacArthur K	4 320
Ville de Richmond	5 632
Wawanesa Assurance pour	
Bodurka D	1 813
Cartier L	5 463
Francis M	1 691
Houtstra D	3 081
Mazepa A	3 000
Misner P	5 003
Oliver C	1 138
Towler A	4 160
VanLeeuwen D	6 700
Zanea J	3 672
Weisbrod T	1 000
Whistler Towing Ltd pour	
McElwain C	1 902
2640754 Ontario Inc	10 692
Règlement de réclamation pour dommage matériel	
Amos S	1 310
Antaya C	5 000
Bellinger T	1 500
Busy Bee Enterprises Ltd pour	
Regina Provincial Correctional Centre	15 893
Chandler G	5 000
Coast Form Rentals Ltd pour	
Funk B	2 306
Cullen S	1 011
Edmonton Humane Society	170 740
Elmsdale Lumber Company	5 173
Eros L	1 131
Gilroy M	2 250
Guedo A	10 000
Horton Auto Body & Paint Ltd pour	
Dhillon R	1 980
Insurance Corporation of British Columbia pour	
Chan F	2 448
JPC Services Inc pour	
Chang E	1 418
Kal Tire pour	
Houle D, Wood C	2 580
Kalusy M	1 517
Karen Stewart pour	
Kiel G	1 694
Keating B	2 818
King Hoe Excavating Ltd	1 288
Lanz J	3 000
Lavechia R	2 545
Lee D	1 000

Paiements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Lieverse B	1 440
McArthur B, Engert C	25 000
McCann K	1 161
McDonell M	4 036
Mosayebi S	3 021
Mueller A	1 668
Park Place 1 Strata	5 458
Peace Hills Insurance pour	
Cameron C	4 729
Redfern T	1 382
Robertson A	2 068
Sakowski P	1 700
Saskatoon Motor Products pour	
Gibson K	1 377
Scarpelli N, Scarpelli K	7 000
Stooshinoff Bitzer en fiducie pour	
Dumont D	15 000
Szydlak J	1 000
Tedesco M	3 600
Thompkins T	5 700
Tomlinson M, Tomlinson T	1 050
VCA Canada Hospitals pour	
Book M	6 955
Wheeler M	1 056
Règlement de réclamation pour perte des biens personnels d'un fonctionnaire	
Boucher Y	1 030
Brushett S	1 182
Bunjevac S	1 270
Règlement de réclamation pour préjudice personnel	
Akram Attia Professional Corporation en fiducie pour	
Mickasko R	30 000
Blais F, Blais R	75 000
Brian FP Murphy en fiducie pour	
Gallant N	35 000
Clark S, Clark J	13 000
Commissionaires de Manitoba pour	
Owens C	3 669
Davidson Lawyers LLP en fiducie pour	
Sehgal P	50 000
Erika Norheim Professional Corporation en fiducie pour	
Ward P	3 500
Gary Minuk Law Corp en fiducie pour	
Warmington D	35 000
Grainger R	1 900
KMSC Law LLP en fiducie pour	
Schoorl M	15 000
Madfouny E	3 126
Ramsay Lampman Rhodes en fiducie pour	
Hinchliff T	61 500
Ritch Williams & Richards en fiducie pour	
Dolliver D	55 000
Tkatch & Associates en fiducie pour	
Queeley D	15 000
Western Medical Assessments Corporation pour	
Martin D	3 780
Workers Compensation Board-Alberta pour	
Harvey S	45,000
Règlement de réclamation pour rupture de contrat	
The Good Samaritan Society pour	
Olfert G	19 112

Paiements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Règlement pour perte de biens personnels sous garde	
Pakarno B.....	3 554
Vertex Resource Group Ltd pour	
Pinske C.....	1 395
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (242)	99 492
	<u>9 568 450</u>
Service correctionnel du Canada	
Indemnisation pour dommages causés à un véhicule	
Canadian Automobile Association pour	
Connor S.....	1 843
Davis S.....	6 784
Deault R.....	1 864
Insurance Corporation of British Columbia pour	
Anderson N.....	4 269
Gibson-Oswald C.....	1 672
Honk ca Automotive Ltd, Quadri Projects Ltd.....	1 592
Manitoba Public Insurance pour	
Roy J.....	9 573
Moe P.....	6 217
Saskatchewan Government Insurance pour	
Veitch G.....	5 639
Indemnisation pour perte ou dommages aux biens personnels	
Beaucage J-N.....	1 034
Règlement d'accidents de véhicules motorisés	
Manitoba Public Insurance.....	10 083
Règlement en raison du grief des employés	
Michaud J.....	2 000
Nelligan O'Brien Payne LLP en fiducie pour	
Bottineau E, Gayle E, Reed G.....	3 500
Ross V.....	20 000
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (1 009)	196 424
	<u>272 494</u>
Règlements des demandes liées à une action collective – Merlo Davidson	
Noms retenus (1 088)	50 684 946
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (329)	14 353 305
	<u>75 135 653</u>
Services aux Autochtones	
Ministère des Services aux Autochtones	
Indemnisation pour les dommages impliquant un véhicule de l'État	
Assurance du gouvernement de Saskatchewan.....	3 587
Paiement inférieur à 1 000 \$ (1)	600
	<u>4 187</u>
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (61).....	502 449
	<u>506 636</u>
Services publics et Approvisionnement	
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	
Règlement d'une réclamation liée à un processus d'approvisionnement	
Rapiscan Systems Inc.....	1 150
Règlement d'une réclamation pour dommages causés à une propriété	
Intact Insurance Company.....	148 917
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (155)	66 078
	<u>216 145</u>
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (179).....	682 625
	<u>898 770</u>

Paiements de réclamations contre l'État – fin

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Transports	
Ministère des Transports	
Règlement de réclamation liée à un accident impliquant un véhicule de l'État	
Compagnie d'assurance Intact pour	
Forsythe D	2 642
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (41)	17 411
	<u>20 053</u>
Office des transports du Canada	
Paiement inférieur à 1 000 \$ (1)	991
Règlements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (30)	153 742
	<u>174 786</u>
Autres paiements de réclamations contre l'État	
Règlement soumis à une exemption de publication	
¹ Nom retenu	75 000 000
Les dommages causés par le système de paye Phénix - Indemnisation générale pour les employés actuels (121 000)	157 000 000
	<u>232 000 000</u>
Total	<u>2 658 048 371</u>

¹ En raison des accords de confidentialité associés à ces réclamations, les montants ont été exclus des sous-totaux ministériels.

Paiements à titre gracieux

Cet état fournit, par portefeuille ministériel et par ministère et organisme, le détail de tous les paiements à titre gracieux de 100 \$ ou plus. Les paiements inférieurs à 100 \$ sont présentés en un seul montant à la fin de chaque ministère et organisme avec le nombre total de ces paiements. Aux fins de cet état, un paiement à titre gracieux est un paiement discrétionnaire consenti à titre de don dans l'intérêt public, sans aucune obligation légale, qu'un avantage ou un service ait été reçu ou non. Lorsque la situation justifie la non-divulcation, le nom du bénéficiaire peut ne pas être publié.

Paiements à titre gracieux

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Affaires mondiales	
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	
Paiement à une entreprise affectée par le sommet du G7 de 2018	
Domaine la Vallée du Bras Inc.	2 660
Paiement pour rembourser le coût de remplacement de documents perdus	
Matuszewski W	100
Paiement pour rembourser le loyer dû à un rapatriement d'urgence	
Boudreau P	456
	<u>3 216</u>
Paiements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (65)	2 125 000
	<u>2 128 216</u>
Anciens Combattants	
Ministère des Anciens Combattants	
Enquête de la Nouvelle-Écosse sur le décès Desmond	
Ministre des Finances et Conseil du Trésor de la Nouvelle-Écosse	250 000
	<u>250 000</u>
Paiements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (30)	24 000
	<u>274 000</u>
Défense nationale	
Ministère de la Défense nationale	
Indemnisation pour dommage aux biens personnels	
Eason B	641
Indemnisation pour des frais de déplacement des invités pour le programme de la Chambre des communes	
Champion J	219
Meyer M	342
Indemnisation pour des frais de déplacement des invités pour le programme des sentinelles	
Barker A	1 050
McDonald A	519
Indemnisation pour des frais juridiques	
Bourassa A	1 053
Lanouette P	873
Lessard P	873
MacKinlay C	1 095
Pilon N	1 095
Indemnisation pour pertes de biens personnels	
Laberge B	180
Indemnisation pour dommages corporels	
Ayre M	12 000
Crane D	190 000
Lebrasseur J	208 000
Le domaine de Mason M	60 000
Thomson R	43 608
Paiements inférieurs à 100 \$ (18)	816
	<u>522 364</u>

Paielements à titre gracieux – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Paielements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (1 176)	8 659 306
	<u>9 181 670</u>
Famille, Enfants et Développement social	
Ministère de l'Emploi et du Développement social	
Don au nom de Leurs Altesses Royales le duc et la duchesse de Sussex	
Le Club des petits déjeuners	100 000
Indemnisation pour dommage causé à des biens personnels	
Francis D	137
Remboursement pour les services de garde d'enfant	
Metatawabin R.....	238
Remboursement pour perte d'effets personnels	
Ellis M.....	124
Paielements inférieurs à 100 \$ (4)	97
	<u>100 596</u>
Innovation, Sciences et Développement économique	
Statistique Canada	
Honoraire pour Aînés autochtones	
Bélangier L.....	500
Garrow D.....	500
	<u>1 000</u>
Justice	
Paielement soumis à des exemptions de publication	
Nom retenu.....	3 000
	<u>3 000</u>
Patrimoine canadien	
Paielement soumis à des exemptions de publication	
Nom retenu.....	4 129
	<u>4 129</u>
Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord	
Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique	
Versement à titre gratuit	
Haluksit J.....	1 000
Charlie R	2 100
Voss C.....	525
	<u>3 625</u>
Ressources Naturelles	
Paielement soumis à des exemptions de publication	
Nom retenu.....	12 500
	<u>12 500</u>
Santé	
Agence de la santé publique du Canada	
Remboursement de dépenses engagées à la suite de mesures d'isolement en matière de santé publique	
Vacances Air Canada pour	
Bertrand H	1 185
Paielement inférieur à 100 \$ (1)	96
	<u>1 281</u>
Paielements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (123)	15 375 000
	<u>15 376 281</u>

Paiements à titre gracieux – fin

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Sécurité publique et Protection civile	
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	
Financement pour soutenir les coûts extraordinaires liés au crime organisé à Toronto	
Ville de Toronto	1 500 000
Financement pour renforcer la capacité de sécurité publique et de protection civile à Burnaby	
Ville de Burnaby.....	2 000 000
	<u>3 500 000</u>
Paiements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (3)	30 000
	<u>3 530 000</u>
Total.....	<u>30 615 017</u>

Montants adjugés par une cour

Cet état fournit, par portefeuille ministériel et par ministère et organisme, le détail de tous les montants adjugés par une cour payés au cours de l'exercice. Lorsque la situation justifie la non-divulgaration, le nom du récipiendaire peut ne pas être publié.

Montants adjugés par une cour

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Affaires mondiales	
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	
<i>Autorisation – Cour fédérale</i>	
<i>T-1356-18</i>	
Adjugé des frais	
Davidson R.....	1 500
Anciens Combattants	
Ministère des Anciens Combattants	
<i>Autorisation – Cour d'appel de l'Ontario</i>	
<i>C65959</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Champs & Associates en fiducie pour	
Bruyea S.....	13 000
<i>Autorisation – Cour fédérale</i>	
<i>T-216-19</i>	
Adjugé des frais administratifs	
Walsh J.....	50
<i>T-282-19</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Borden Ladner Gervais S E N C R L en fiducie pour	
Doucette C.....	2 000
<i>T-960-18</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Borden Ladner Gervais S E N C R L en fiducie pour	
Walker G.....	1 500
<i>T-1095-18</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Borden Ladner Gervais S E N C R L en fiducie pour	
Thompson J.....	500
<i>T-2030-16</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Jeffrey M.....	500
	17 550
Défense nationale	
Ministère de la Défense nationale	
<i>Autorisation – Cour fédérale</i>	
<i>T-107-19</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Young R.....	1 250
<i>T-805-19</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
J. Craig Morrison Professional Corporation en fiducie pour	
McLachlen D.....	1 750
<i>T-1753-18</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Raven Law en fiducie pour	
Chapman M.....	6 000
<i>Autorisation – Tribunal canadien du commerce extérieur</i>	
<i>PR-2016-056</i>	
Adjugé pour annulation de contrat	
Valcome Consulting Group Inc.....	40 452
	49 452

Montants adjugés par une cour – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Famille, Enfants et Développement social	
Ministère de l'Emploi et du Développement social	
Autorisation – Cour fédérale	
<i>T-1107-13</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Juristes Power Law en fiducie pour	
Fédération des francophones de la Colombie-Britannique.....	30 766
<i>T-1936-19</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Savundranayagam B	50
	<u>30 816</u>
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté	
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	
Autorisation – Cour fédérale	
<i>IMM-3703-18</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Sharma Harsanyi en fiducie pour	
Dolores Paddayuman	1 500
<i>T-1094-18</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Tory LLP en fiducie pour	
Gouvernement de la République populaire du Bangladesh.....	11 370
	<u>12 870</u>
Innovation, Sciences et Développement économique	
Ministère de l'Industrie	
Autorisation – Tribunal de la concurrence	
<i>CT-2016-015</i>	
Adjugé des frais judiciaires et déboursements	
Vancouver Airport Authority.....	1 320 000
Conseil national de recherches du Canada	
Autorisation – Cour fédérale	
<i>T-690-18</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Nelligan O'Brien Payne s.r.l. en fiducie pour	
Bousquet-Gagnon N.....	3 000
	<u>1 323 000</u>
Justice	
Ministère de la Justice	
Autorisation – Cour d'appel de la Saskatchewan	
<i>CACV3275</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Yashcheshen A	300
Autorisation – Cour supérieure de justice de l'Ontario	
<i>CV-18-589521</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Friedman Law Professional Corporation en fiducie pour	
James K et Cremer R.....	21 143
	<u>21,443</u>
Bureau du commissaire à la magistrature fédérale	
Autorisation – Cour fédérale	
<i>T-429-00</i>	
Adjugé des prestations de pension	
Corbett MC.....	62 370

Montants adjugés par une cour – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Bureau du directeur des poursuites pénales	
Autorisation – Cour suprême du Canada	
38165, 38304	
Adjugé des frais de voyage	
Arvay Finlay LLP en fiducie pour	
Latimer AM	1 787
Brauti Thorning Zibarras LLP en fiducie pour	
Ahmad J, Badali B, Lacy WM	1 136
Goddard Nasserli LLP en fiducie pour	
Goddard OM, Shanmuganathan J.....	1 141
Gregory P. DelBigio, Q.C. Personal Law Corporation en fiducie pour	
DelBigio GP.....	2 675
Oja KS	1 033
Ritchie Sandford McGowan Barristers en fiducie pour	
Sandford ME.....	1 434
Sallabery M	1 501
Ville de Delta pour	
Lipinski N	1 499
	<u>12 206</u>
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	
Autorisation – Cour d'appel fédérale	
A-340-17	
Adjugé des prestations de pension	
Fasken Martineau Dumoulin LLP en fiducie pour	
Air Transat Inc.	37 500
	<u>133 519</u>
Parlement	
Service de protection parlementaire	
Autorisation – Cour d'appel fédérale	
T-1638-18	
Adjugé des frais judiciaires	
Melançon Marceau Grenier & Sciortino s.e.n.c.	2 238
Sénat	
Autorisation – Cour fédérale	
T-1756-18	
Adjugé pour dommages et frais judiciaires	
Thibodeau M	2 200
Paiement soumis à des exemptions de publication	
Nom retenu.....	25 000
	<u>29 438</u>
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne	
Ministère des Pêches et des Océans	
Autorisation – Cour fédérale	
T-1710-16, T-430-18	
Adjugé des frais judiciaires	
MLT Aitkins LLP en fiducie pour	
Premières Nations Namgis	5 037
T-1710-16, T-430-18, T-744-18	
Adjugé des frais judiciaires	
Morton A.....	6 333
	<u>11 370</u>

Montants adjugés par une cour – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord	
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien	
Autorisation – Cour fédérale	
<i>T-436-15</i>	
Adjugé pour la rétention d'expert Miller D.....	2 775
<i>T-1679-18</i>	
Adjugé pour engager un évaluateur Journey Engineering	8 547
Autorisation – Cour suprême du Canada	
<i>36983</i>	
Adjugé des frais d'indemnité Avocats et procureurs Mandell Pinder en fiducie pour Bande indienne de Williams Lake	551 101 562 423
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord	
Autorisation – Cour du Banc de la Reine de l'Alberta	
<i>9701-07434</i>	
Adjugé pour le remboursement d'un paiement en trop de redevances Burnet, Duckworth & Palmer LLP en fiducie pour Chevron Canada Resources	10 910 990
Autorisation – Cour fédérale	
<i>T-436-15</i>	
Adjugé pour la rétention d'expert Miller D.....	8 000
<i>T-1679-18</i>	
Adjugé pour engager un évaluateur Journey Engineering	599
Autorisation – Cour suprême de la Colombie-Britannique	
<i>09 5146</i>	
Adjugé pour le mémoire de frais pour une mise en cause contre la Colombie-Britannique Ministre des Finances pour Chef Sam R, Conseillers Albany G, George E, Albany N, George F et Sam R	3 960
<i>12 1561</i>	
Adjugé pour le mémoire de frais pour une mise en cause contre la Colombie-Britannique Ministre des Finances pour Seenupin et Conseiller Lecoy B	3 960
Autorisation – Tribunal canadien des droits de la personne	
<i>T2229/5117</i>	
Adjugé pour douleur et souffrance ainsi que discrimination délibérée ou inconsiderée Beattie B en fiducie pour Beattie J et Bangloy N.....	7 000
	<u>10 934 509</u>
	<u>11 496 932</u>
Ressources naturelles	
Ressources naturelles	
Autorisation – Cour d'appel fédérale	
<i>A-68-17</i>	
Adjugé des frais judiciaires Miller Thomson LLP en fiducie pour Chef Ignace R, Chef Seymour F, Stk'emlupsemc Te Secwepemc of the Secwepemc Nation	307 020
<i>A-74-17</i>	
Adjugé des frais judiciaires Mandell Pinder LLP en fiducie pour Upper Nicola Band.....	225 442
<i>A-76-17</i>	
Adjugé des frais judiciaires Ratcliff & Company LLP en fiducie pour Chef Spahan L, Coldwater Indian Band	98 570

Montants adjugés par une cour – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
<i>A-77-17</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Ratcliff & Company LLP en fiducie pour	
Xálek/Sekyí Siy am, Chief Campbell I, The Squamish Nation	113 596
<i>A-78-17</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Gowling WLG (Canada) LLP en fiducie pour	
Tsleil-Waututh Nation.....	317 520
<i>A-84-17</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Raincoast Conservation Foundation.....	20 670
Living Oceans Society.....	20 670
<i>A-86-17</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Miller Titerle Law Corporation en fiducie pour	
Aitchelitz, Skowkale, Shxwhá:y Village, Soowahlie, Squiala First Nation, Tzeachten, Yakweakwoose, Skwah, Chef Jimmie D,	
Ts'elxwéyeqw Tribe.....	191 192
Autorisation – Cour fédérale	
<i>T-1023-17</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Borden Ladner Gervais LLP en fiducie pour	
Geophysical Service Inc.....	5 000
	1 299 680
Commission canadienne de sûreté nucléaire	
Autorisation – Cour fédérale	
<i>T-1495-18</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Raven, Cameron, Ballantyne & Yazbeck LLP en fiducie pour	
Dow R.....	1,905
	1 301 585
Revenu national	
Agence du revenu du Canada	
Autorisation – Cour canadienne de l'impôt	
<i>2010-3525(IT)G, 2010-3524(IT)G</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Douglas E Roberts en fiducie pour	
Stewart A, Stewart C.....	24 617
<i>2012-4864(IT)G</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Milot Law en fiducie pour	
Pimentel C	6 294
<i>2014-2620(IT)G, 2014-2621(IT)G</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
De Vries A.....	4 358
<i>2015-4186(IT)I</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Litster B, Litster A.....	350
<i>2015-5532(IT)I</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Cavanaugh A.....	300
<i>2016-787(IT)G</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Zagjo Holdings Limited.....	700
<i>2016-1687(IT)G, 2016-1835(IT)G</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Neil T Mather Professional Corp en fiducie pour	
1246246 Alberta Ltd, Sharma K.....	7 500
<i>2016-2090(GST)G</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Nijhawan McMillan en fiducie pour	
South Green Investments.....	500

Montants adjugés par une cour – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
<i>2016-3191(IT)G</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Cook Roberts S E N C R L/s r l en fiducie pour	
Wise V	6 375
<i>2016-4783(IT)G</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Damis Properties Inc.....	700
<i>2016-4785(IT)G</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Sabel Investments II-A Limited	700
<i>2016-4788(IT)G</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Devamm Investments II-A Limited	700
<i>2016-4789(IT)G</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Microbojo Properties Inc	1 400
<i>2017-309(GST)G</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Thorsteinssons S E N C R L/s r l en fiducie pour	
Prima Properties (92) Ltd	7 231
<i>2017-1804(IT)I</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
McCarthy M	600
<i>2017-2700(IT)G</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
McNeilly K.....	1 000
<i>2017-2966(IT)I</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
1734116 Ontario Inc	1 500
<i>2017-4127(GST)I</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Menzies M.....	623
<i>2017-4165(GST)G</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Singh R.....	200
<i>2018-1217(EI)</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Torkin Manes S E N C R L/s r l en fiducie pour	
Pures College of Technology Inc	500
<i>2018-1295(IT)G</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Peterson P.....	1 047
<i>2018-2466(IT)I</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Source Point Business Group Inc pour	
And-Rac Holdings Inc.....	350
<i>2018-2588(IT)I</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Landingin P	63
<i>2018-3598(GST)APP</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Wojtis Law Prof Corp en fiducie pour	
Kornas M	500
<i>2018-3922(IT)I</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Isbister J	350
<i>2018-3928(IT)I</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Spafford R	350
<i>2019-2016(IT)I</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Formula Technology Marketing Inc.....	200

Montants adjugés par une cour – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
<i>2019-2593(IT)I</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Erceg J.....	250
Autorisation – Cour d'appel de la Colombie-Britannique	
<i>CA45626</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Legacy Advisors en fiducie pour	
5551928 Manitoba Ltd.....	9 008
Autorisation – Cour d'appel de Terre-Neuve-et-Labrador	
<i>201801H0003</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Curtis Dawe en fiducie pour	
Nortip Development Corporation.....	3 844
Autorisation – Cour du Banc de la Reine de Saskatchewan	
<i>QBG 738 de 2017</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Robertson Stromberg S E N C R L/s r l en fiducie pour	
Commercial Sand Blasting and Painting.....	1 385
Autorisation – Cour du Banc de la Reine de l'Alberta	
<i>1701-03647</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Bishop & McKenzie S E N C R L/s r l en fiducie pour	
First National GP Corporation.....	300
Autorisation – Cour d'appel fédérale	
<i>A-57-18</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Fernandes Hearn S E N C R L/s r l en fiducie pour	
Mammone F.....	4 765
<i>A-120-18</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Équipements Boifor Inc.....	1 844
<i>A-170-18</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
CIBC World Markets Inc.....	18 327
<i>A-333-18</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
CBS Canada Holdings Co.....	15 000
<i>A-354-16</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Davies Ward Phillips & Vineberg S E N C R L/s r l en fiducie pour	
Gerbro Holdings Company.....	89 402
<i>A-356-16</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Morrissey S.....	482
<i>A-400-15</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Chaitons S E N C R L/s r l en fiducie pour	
Callidus Capital Corporation.....	4 704
<i>A-465-16</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Dentons Canada S E N C R L/s r l en fiducie pour	
IGillis Holdings Inc, Gillis I.....	12 350
Autorisation – Cour fédérale	
<i>T-15-18</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Lin X.....	1 000
<i>T-16-18</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Wang M.....	1 000
<i>T-17-18</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Lin L.....	1 000

Montants adjugés par une cour – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
<i>T-235-18</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Marciano Beckenstein S E N C R L/s r l en fiducie pour	
4053893 Canada Inc.....	6 172
<i>T-1463-17</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Dentons Canada S E N C R L/s r l en fiducie pour	
Glatt R.....	7 549
<i>T-2489-14</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Borden Ladner Gervais S E N C R L/s r l en fiducie pour	
Kerry (Canada) Inc.....	2,500
Autorisation – Cour Suprême de la Colombie-Britannique	
<i>B050864</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Gordon Briant G.....	3 000
Autorisation – Cour Suprême de Terre-Neuve-et-Labrador	
<i>201601G2986</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Curtis Dawe pour	
Nortip Development Corporation.....	2 724
Autorisation – Cour Suprême du Canada	
<i>37768</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Chaitons S E N C R L/s r l en fiducie pour	
Callidus Capital Corporation.....	10 683
<i>38307</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Dentons Canada S E N C R L/s r l en fiducie pour	
Rio Tinto Alcan Inc.....	1 954
	268,251
Paiements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (13).....	1 322 661
	<u>1 590 912</u>
Santé	
Ministère de la Santé	
Autorisation – Cour fédérale	
<i>T-324-18, T-1629-17</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Dickinson Wright LLP en fiducie pour	
Wildchild Stockholm Inc.....	44 027
<i>T-2092-17</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Fasken Martineau Dumoulin LLP en fiducie pour	
Elanco Canada Limited.....	12 900
	56,927
Agence de la santé publique du Canada	
Autorisation – Cour fédérale	
<i>T-1931-18</i>	
Adjugé pour des frais judiciaires	
Pulleyblank O.....	990
	<u>57 917</u>
Sécurité publique et Protection civile	
Agence des services frontaliers du Canada	
Autorisation – Cour fédérale	
<i>IMM-729-19</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Stewart Sharma Harsanyi Immigration Law en fiducie pour	
Lopez Gaytan EA.....	5 000

Montants adjugés par une cour – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
<i>T-859-12</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Nathan Richards en fiducie pour	
Mohawk Council of Akwesasne	4 000
<i>T-1911-12</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Lorne Waldman Professional Corporation en fiducie pour	
Tursunbayev R	203 082
Autorisation – Cour supérieure de justice de l'Ontario	
<i>CV-09-0596</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Petrone & Partners en fiducie pour	
Labelle D, Labelle S	12 300
<i>CV-13-3480-00</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
RZCD Law Firm LLP en fiducie pour	
Shanthakumar S	1 500
	225,882
Gendarmerie royale du Canada	
Autorisation – Cour d'appel fédérale	
<i>A-151-18</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Fremy E	4 175
Autorisation – Cour fédérale	
<i>T-642-19</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Letnes R	300
<i>T-1314-19</i>	
Adjugé pour dommages	
Nelligan O'Brien Payne en fiducie pour	
Martin N	2 000
Autorisation – Cour supérieure de justice de l'Ontario	
<i>CV-13-3480-00</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
RZCD Law Firm LLP en fiducie pour	
Shanthakumar S	1 500
Autorisation – Cour supérieure du Québec	
<i>200-17-029893-195</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Cozak S	608
Autorisation – Cour suprême de la Colombie-Britannique	
<i>S-111826</i>	
Adjugé pour dommages	
Lindsay Kenney LLP en fiducie pour	
Fong M	68 130
	76,713
Service canadien du renseignement de sécurité	
Autorisation – Cour fédérale	
<i>T-1580-09</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Champ & Associates en fiducie pour	
Abousfian Abdelrazik	32 728
Service correctionnel du Canada	
Autorisation – Commission des relations de travail et de l'emploi dans le secteur public fédéral	
<i>2019 CRTESPF 66</i>	
Adjugé pour dommages	
Emard MC	3 000
<i>2019 CRTESPF 68</i>	
Adjugé pour dommages	
Lapointe MAC	5 000

Montants adjugés par une cour – fin

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Autorisation – Cour fédérale	
<i>T-1183-17</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Gange Collins Barristers and Solicitors en fiducie pour	
Banda S.....	4 100
	12,100
Paiements soumis à des exemptions de publication	
Noms retenus (23).....	81 078
	428 501
Services publics et Approvisionnement	
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	
Autorisation – Cour d'appel fédérale	
<i>A-147-18</i>	
Adjugé des frais	
Harris Corporation.....	5 894
Autorisation – Cour fédérale	
<i>T-2010-17</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Goldblatt Partners LLP en fiducie pour	
Céré J.....	5 911
Autorisation – Tribunal canadien du commerce extérieur	
<i>PR-2017-006</i>	
Adjugé pour opportunité d'affaire perdue et perte de profit	
Rockwell Collins Canada Inc.....	82 298
<i>PR-2018-016</i>	
Adjugé des frais de préparation des soumissions	
Harris Corporation.....	54 106
<i>PR-2018-049</i>	
Adjugé des frais de préparation de réponse et frais judiciaires	
Lenczner Slaght en fiducie pour	
Accipiter Radar Technologies Inc.....	25 000
<i>PR-2019-017</i>	
Adjugé des frais de préparation des soumissions et frais judiciaires	
Pacific Northwest Raptors Ltd.....	9 150
<i>PR-2019-041</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Learn2lang and Knowledge Circle Learning Services Inc.....	1 150
<i>PR-2019-044</i>	
Adjugé des frais de préparation des soumissions et frais judiciaires	
Bluenose Transit Inc.....	4 117
	187 626
Transports	
Ministère des Transports	
Autorisation – Cour d'appel fédérale	
<i>A-338-17, A-340-17</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Fasken Martineau DuMoulin S E N C R L / S R L en fiducie pour	
Air Transat A.T. inc.....	37 500
Autorisation – Cour fédérale	
<i>T-2003-18</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Scher Law Professional Corporation en fiducie pour	
Ritchie C.....	3 500
	41 000
Total	16 713 988

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 9

Comptes publics du Canada
2019-2020

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés

Table des matières

	<i>Page</i>
Agriculture et Agroalimentaire.....	254
Environnement et Changement climatique.....	258
Famille, Enfants et Développement social.....	258
Infrastructure et Collectivités	260
Innovation, Sciences et Développement économique.....	260
Justice.....	262
Patrimoine canadien	262
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne	264
Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord	266
Ressources naturelles	268
Santé	268
Sécurité publique et Protection civile.....	268
Services aux Autochtones	270
Services publics et Approvisionnement.....	270
Transports	270

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés

Cet état présente, par province et territoire, et pour chaque programme fédéral-provincial à frais partagés, les dépenses de l'exercice en cours et de l'exercice précédent et les dépenses encourues depuis l'inauguration du programme. Ces programmes sont présentés d'un exercice à l'autre jusqu'à ce qu'ils soient complétés, même si aucune dépense n'est engagée dans un exercice donné. Un (f) vis-à-vis le total des dépenses depuis l'inauguration indique les programmes complétés au cours de l'exercice. Un (a) vis-à-vis le total des dépenses depuis l'inauguration indique qu'une modification a été faite à un montant des *Comptes publics du Canada* de l'exercice précédent. Dans cet état, les montants en caractères romains représentent les dépenses de l'exercice en cours, les montants en caractères **gras** représentent les dépenses de l'exercice précédent et les montants en *italique* représentent les dépenses depuis l'inauguration.

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés

(en milliers de dollars)

Ministère et organisme	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick	Québec
Agriculture et Agroalimentaire					
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire					
2011 Canada – Alberta Initiative d'aide aux producteurs touchés par la salmonelle.....	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
2011 Canada – Colombie-Britannique Initiative d'aide à l'alimentation des animaux et au rétablissement des pâturages	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
2011 Canada – Colombie-Britannique Initiative d'aide aux producteurs touchés par la tuberculose bovine	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
2011 Canada – Colombie-Britannique Initiative de lutte contre l'excès d'humidité.....	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
2011 Canada – Manitoba Initiative d'aide en cas de pénurie et au rétablissement de l'approvisionnement en fourrage	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
2011 Canada – Nouveau-Brunswick Initiative de lutte contre l'excès d'humidité	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	4 906	–
2011 Initiative d'aide destinée aux producteurs touchés par des conditions d'humidité excessive et des inondations pour l'Alberta, la Saskatchewan, le Manitoba et le Québec	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	52
2012 Canada – Ontario Initiative d'aide au transport du fourrage et du bétail	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
2012 Canada – Québec Initiative d'aide au transport des animaux et du fourrage	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	113
2013 Canada – Nouvelle-Écosse Initiative d'aide aux producteurs de fraises.....	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	750	–	–
2014 Canada – Colombie-Britannique Initiative d'aide contre l'influenza aviaire	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
2014 Canada – Manitoba Initiative d'aide à l'approvisionnement en fourrage et au transport	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
2016 Canada – Alberta Initiative d'aide aux éleveurs d'animaux atteints de tuberculose bovine	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
2016 Canada – Nouvelle-Écosse Initiative de l'éclosion de feu bactérien	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	783	–	–

Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	1 176	-	1 176	-	-	-	1 176
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	793	793	-	-	-	793
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	105	105	-	-	-	105
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	1 399	1 399	-	-	-	1 399
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	6 948	-	-	-	6 948	-	-	-	6 948
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	4 906	-	-	-	4 906
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	67 428	141 359	22 538	-	231 377	-	-	-	231 377
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
222	-	-	-	-	222	-	-	-	222
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	113	-	-	-	113
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	750	-	-	-	750
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	408	408	-	-	-	408
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	2 340	-	-	-	2 340	-	-	-	2 340
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	(5)	-	(5)	-	-	-	(5)
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	8 211	-	8 211	-	-	-	8 211
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	783	-	-	-	783

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés – suite

(en milliers de dollars)

Ministère et organisme	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec
2016 Canada – Nouvelle-Écosse Initiative secteur du sirop d'érable.....	–	–	–	–	–
	–	–	590	–	–
2016 Canada – Saskatchewan Initiative d'aide en tuberculose bovine	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
2017 Canada – Colombie-Britannique Initiative d'aide à la récupération des feux de forêt.....	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
2017 Canada – Québec Initiative d'aide aux entreprises agricoles affectées par des épisodes exceptionnels de grêle	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	6 487
2018 Canada – Colombie-Britannique Initiative d'aide à la récupération des feux de forêt.....	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
Agri-protection – Contributions.....	117	14 248	1 370	2 115	31 928
	131	10 492	1 354	2 120	25 500
Agri-stabilité – Contributions	5 019	156 151	27 993	77 886	887 426
	–	2 266	–	–	(5 269)
	–	1 337	–	–	41 595
Agri-stabilité – Subventions	1 653	83 155	25 870	63 263	1 045 889
	1 964	–	(2 545)	1 286	–
	(1 216)	–	4 830	2 310	–
	8 311	–	73 640	38 787	–
Initiatives Agri-risques – Activités de renforcement des capacités administratives.....	–	–	–	–	–
	–	45	93	38	2 882
Initiative Colombie-Britannique tuberculose bovine en 2018	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
Initiative Récolte d'automne L'Île-du-Prince-Édouard	–	9 199	–	–	–
	–	9 199	–	–	–
Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> – Programmes complémentaires de sécurité du revenu	–	–	–	–	–
	10 745	15 015	13 004	5 626	518 004
Partenariat Canadien pour l'agriculture – Programmes à Frais Partagés.....	3 616	3 988	4 126	3 559	30 185
	3 278	3 230	3 758	3 101	22 802
	6 894	7 218	7 883	6 660	52 986
Programme Agri-investissement – Contributions	–	–	–	–	18 386
	–	–	–	–	18 706
	–	–	–	–	275 821
Programme Agri-investissement – Subventions	46	1 240	726	914	–
	100	1 581	796	1 154	–
	1 184	23 242	14 700	16 811	16 812
Programme d'aide en cas de catastrophe agricole	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	150	–
Programme d'aide transitoire à l'industrie (PATI) Paiements aux éleveurs de bovins – Subventions	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	387	4 509	3 991	3 675	4 000
Programme de démarrage d'Agri-investissement – Contributions.....	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	92 514
Programme du revenu agricole (PRA) Paiements directs – Subventions	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	102	1 069	902	813	–
Total du portefeuille ministériel	5 743	30 941	3 677	7 874	75 230
	2 293	16 640	10 738	8 685	108 603
	34 295	299 603	170 199	218 615	2 902 986

Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	590	-	-	-	590
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	63	-	-	63	-	-	-	63
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	6 369	6 369	-	-	-	6 369
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	6 487	-	-	-	6 487
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	894	894	-	-	-	894
-	-	-	-	894	894	-	-	-	894
63 412	87 123	244 948	202 068	19 343	666 672	-	-	-	666 672
65 943	87 154	249 591	202 268	20 026	664 579	-	-	-	664 579
1 534 029	1 896 727	5 066 788	4 087 829	369 014	14 108 862	-	-	-	14 108 862
21 598	-	59 975	72 812	10 089	161 471	-	-	-	161 471
26 425	-	56 847	45 003	9 573	180 780	-	-	-	180 780
1 255 145	587 386	1 898 850	1 578 265	318 020	6 857 496	-	-	124	6 857 620
-	32 826	(151)	-	(21)	33 359	-	-	2	33 361
-	28 864	(139)	-	(184)	34 465	-	-	-	34 465
-	438 114	(29 081)	-	(2 147)	527 624	-	-	49	527 673 (a)
-	308	494	2 140	125	3 067	-	-	-	3 067
-	251	498	-	124	873	-	-	-	873
-	3 236	4 584	8 434	1 007	20 319	-	-	-	20 319 (a)
-	-	-	-	225	225	-	-	-	225
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	225	225	-	-	-	225
-	-	-	-	-	9 199	-	-	-	9 199
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	9 199	-	-	-	9 199
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
248 516	38 604	45 996	190 826	62 001	1 148 337	340	-	416	1 149 093
44 745	18 541	39 940	41 905	14 463	205 068	526	-	738	206 332
37 755	13 974	39 942	33 272	9 899	171 011	419	692	716	172 838
82 500	32 514	79 881	75 177	24 362	376 075	945	692	1 455	379 167 (a)
-	-	-	-	-	18 386	-	-	-	18 386
-	-	-	-	-	18 706	-	-	-	18 706
-	-	-	-	-	275 821	-	-	-	275 821 (a)
24 415	19 461	48 913	39 455	4 124	139 294	-	-	2	139 296
28 084	20 871	56 115	42 898	4 826	156 425	-	2	-	156 427
420 840	295 455	734 930	543 678	68 025	2 135 677	-	2	19	2 135 698 (a)
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	150	-	-	-	150
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	(2)	-	-	-	(2)	-	-	-	(2)
95 682	56 246	97 388	248 182	22 849	536 909	-	-	10	536 919
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	92 514	-	-	-	92 514
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	4	-	4	-	-	-	4
22 600	14 354	25 801	64 003	5 020	134 664	-	-	7	134 671
154 170	158 259	394 119	358 375	48 348	1 236 736	526	-	742	1 238 004
158 207	151 112	402 854	323 445	45 158	1 227 735	419	694	716	1 229 564
3 659 534	3 439 352	8 066 559	6 828 319	878 344	26 497 806	1 285	694	2 080	26 501 865

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés – suite
 (en milliers de dollars)

Ministère et organisme	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick	Québec
Environnement et Changement climatique					
Ministère de l'Environnement					
Accord Canada – Québec relatif aux réseaux climatologiques du Québec	–	–	–	–	239
	–	–	–	–	240
	–	–	–	–	9 883
Accord concernant les relevés hydrométriques	532	91	288	485	997
	513	51	161	328	859
	8 571	868	3 108	5 787	30 631
Entente Canada avec les provinces et territoires concernant le suivi de la qualité de l'eau	64	232	–	29	160
	48	228	–	29	155
	304	1 329	–	173	1 213
Entente Canada concernant le suivi de la qualité de l'eau du bassin du Saint-Laurent – Atlantique	–	–	–	–	52
	–	–	–	–	35
	–	–	–	–	246
Entente Canada – Québec sur le plan d'action du Saint-Laurent	–	–	–	–	4 337
	–	–	–	–	4 446
	–	–	–	–	55 448
LEP – Loi sur les espèces en péril	–	–	–	–	339
	–	–	–	–	1 609
	–	–	–	–	4 569
Pâtes et papier	–	–	–	–	50
	–	–	–	–	50
	–	–	–	–	3 772
Programme de recherche des effets des précipitations acides sur les écosystèmes	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	1 151
Programme national pancanadien de surveillance de la pollution atmosphérique	136	226	233	188	1 754
	125	209	216	174	1 620
	935	1 558	1 610	1 299	12 104
Régularisation de la rivière des Outaouais	–	–	–	–	116
	–	–	–	–	104
	–	–	–	–	2 929
Agence canadienne d'évaluation d'impact					
Convention de la Baie James et du Nord québécois	–	–	–	–	246
	–	–	–	–	246
	–	–	–	–	4 708
Total du portefeuille ministériel	732	549	521	702	8 290
	686	488	377	531	9 364
	9 810	3 755	4 718	7 259	126 654
Famille, Enfants et Développement social					
Ministère de l'Emploi et du Développement social					
Apprentissage et la garde des jeunes enfants	7 180	3 559	11 648	8 020	86 275
	3 880	3 544	11 671	9 764	86 530
	18 443	10 650	35 029	27 517	260 252
Ententes sur le développement de la main d'oeuvre	13 049	3 917	23 787	18 787	275 770
	13 199	3 881	23 274	18 185	–
	27 812	8 243	49 135	38 834	275 770
Ententes sur le développement du marché du travail	147 711	30 075	99 554	108 881	796 725
	143 384	30 491	97 729	107 078	657 478
	1 539 368	328 127	1 047 763	1 129 822	7 530 405
Fonds canadien pour l'emploi	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	112 865
	29 903	8 399	53 640	42 812	582 836
Système informatisé de gestion des examens interprovinciaux	10	10	10	10	10
	9	9	9	9	9
	1 317	1 318	1 318	1 318	1 318
Total du portefeuille ministériel	167 950	37 561	134 999	135 698	1 158 780
	160 472	37 925	132 683	135 036	856 882
	1 616 843	356 737	1 186 885	1 240 303	8 650 581

Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
-	-	-	-	-	239	-	-	-	239
-	-	-	-	-	240	-	-	-	240
-	-	-	-	-	9 883	-	-	-	9 883
2 721	1 586	1 849	2 056	3 071	13 676	886	-	661	15 223
1 947	1 307	2 130	2 352	2 516	12 164	669	-	701	13 534
52 495	19 874	24 456	35 986	20 190	201 966	10 113	-	2 936	215 015
-	-	-	-	-	485	61	-	-	546
-	-	-	-	-	460	50	-	-	510 (a)
-	-	-	-	-	3 019	279	-	-	3 298 (a)
-	-	-	-	-	52	-	-	-	52
-	-	-	-	-	35	-	-	-	35
-	-	-	-	-	246	-	-	-	246
-	-	-	-	-	4 337	-	-	-	4 337
-	-	-	-	-	4 446	-	-	-	4 446
-	-	-	-	-	55 448	-	-	-	55 448
-	-	-	-	-	339	-	-	-	339
-	-	-	-	-	1 609	-	-	-	1 609 (a)
-	-	-	-	502	5 071	35	-	-	5 106 (a)
-	-	-	-	-	50	-	-	-	50
-	-	-	-	-	50	-	-	-	50
-	-	-	-	273	4 045	-	-	-	4 045
-	-	-	-	-	-	-	-	-	- (f)
-	-	-	-	-	-	-	-	-	- (f)
-	-	-	-	-	1 151	-	-	-	1 151 (f)
2 665	286	256	730	986	7 460	41	14	14	7 529
2 462	264	236	675	911	6 892	38	13	13	6 956
18 390	1 974	1 766	5 039	6 805	51 480	281	94	94	51 949 (a)
116	-	-	-	-	232	-	-	-	232
104	-	-	-	-	208	-	-	-	208
2 929	-	-	-	-	5 858	-	-	-	5 858
-	-	-	-	-	246	-	-	-	246
-	-	-	-	-	246	-	-	-	246
-	-	-	-	-	4 708	-	-	-	4 708 (a)
5 502	1 872	2 105	2 786	4 057	27 116	988	14	675	28 793
4 513	1 571	2 366	3 027	3 427	26 350	757	13	714	27 834
73 814	21 848	26 222	41 025	27 770	342 875	10 708	94	3 030	356 707
146 679	15 602	13 665	45 417	51 523	389 568	1 961	1 364	2 406	395 299
146 294	15 622	13 707	45 392	52 289	388 693	2 449	2 387	2 408	395 937 (a)
439 455	46 845	41 220	136 440	154 848	1 170 699	6 863	6 138	7 205	1 190 905
330 971	31 868	28 862	100 159	117 300	944 470	2 992	3 041	2 992	953 495
296 494	29 462	28 366	90 783	107 447	611 091	3 142	3 511	3 142	620 886
654 885	63 636	59 127	198 622	234 131	1 610 195	6 923	6 552	7 005	1 630 675 (a)
723 262	57 758	51 092	174 227	323 791	2 513 076	4 699	4 049	4 454	2 526 278
719 250	55 820	49 668	166 560	325 059	2 352 517	4 316	2 934	3 512	2 363 279 (a)
7 518 439	593 795	507 764	1 513 578	3 436 892	25 145 953	50 292	35 359	44 076	25 275 680
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	112 865	-	508	-	113 373
787 746	74 002	64 747	238 231	264 636	2 146 952	4 067	4 410	3 952	2 159 381 (f)
10	10	10	10	10	100	10	10	10	130
9	9	9	9	9	90	9	9	9	117
1 318	1 318	1 318	1 318	1 318	13 179	1 318	1 318	1 318	17 133 (a)
1 200 922	105 238	93 629	319 813	492 624	3 847 214	9 662	8 464	9 862	3 875 202
1 162 047	100 913	91 750	302 744	484 804	3 465 256	9 916	9 349	9 071	3 493 592
9 401 843	779 596	674 176	2 088 189	4 091 825	30 086 978	69 463	53 777	63 556	30 273 774

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés – suite

(en milliers de dollars)

Ministère et organisme	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick	Québec
Infrastructure et Collectivités					
Bureau de l'infrastructure du Canada					
Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique	1 042	–	–	–	–
	1 060	–	–	–	–
Fonds Chantiers Canada – Volet Collectivités	104 550	30 006	105 500	378 600	895 232
	–	–	–	–	40 542
	–	–	–	–	46 387
Fonds Chantiers Canada – volet Grandes infrastructures	54 283	21 930	36 951	32 415	307 709
	–	–	441	–	118 492
	32	–	9 519	–	58 417
Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophe	71 383	13 250	186 640	15 990	1 139 770
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées.....	8 378	12 459	6 817	7 681	76 421
	18 045	9 919	24 513	30 601	81 206
Fonds pour l'infrastructure verte	64 770	37 482	80 411	67 152	165 818
	–	–	–	–	–
	–	16 664	–	–	15 435
	–	64 496	–	–	24 354
Fonds pour les infrastructures du transport en commun.....	116	–	5 432	80	197 460
	1 340	204	9 391	–	190 566
	2 832	635	31 521	7 866	388 026
Fonds sur l'infrastructure frontalière.....	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	3 750
Initiative de revitalisation du secteur riverain de Toronto	–	–	–	30 000	133 876
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
Nouveau Fonds Chantiers Canada – volet infrastructures nationales	–	–	–	1 363	21 416
	–	–	–	1 303	724
	–	–	–	4 083	41 472
Nouveau Fonds Chantiers Canada – volet infrastructures provinciales-territoriales – Fonds des petites collectivités.....	9 324	62	12 727	4 963	21 488
	6 863	416	4 131	7 272	10 524
	23 590	2 793	23 048	31 780	32 829
Nouveau Fonds Chantiers Canada – volet Infrastructures provinciales-territoriales – Projets nationaux et régionaux.....	63 033	23 526	34 073	36 535	32 713
	71 266	29 718	49 131	33 763	–
	176 408	73 350	125 619	123 816	32 713
Programme d'infrastructure investir dans le Canada.....	7 095	18 929	13 973	10 738	6 684
	–	–	–	1 500	–
	7 095	18 929	13 973	12 237	6 684
Programme de financement de base de l'infrastructure des provinces et des territoires	–	–	–	–	–
	–	–	15 200	–	25 000
Programme de la route entre Inuvik et Tuktoyaktuk.....	175 000	175 000	175 000	175 000	175 000
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
Total du portefeuille ministériel	88 988	54 976	73 463	61 360	515 216
	98 606	56 921	111 885	74 439	432 009
	679 911	437 871	778 663	878 939	3 343 483
Innovation, Sciences et Développement économique					
Ministère de l'Industrie					
Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires	6 434	–	–	–	119 276
	6 573	3 089	7 860	7 608	14 759
	31 403	10 491	61 321	48 536	377 423
Agence de promotion économique du Canada atlantique					
Accord sur la croissance du commerce et des investissements.....	300	180	660	660	–
	320	192	705	705	–
	993	596	2 184	2 184	–

Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
6 150	2 633	–	–	–	9 825	–	–	–	9 825
22 378	3 739	–	–	–	27 177	–	–	–	27 177
1 049 973	363 787	92 700	300 000	735 000	4 055 348	65 000	39 811	39 936	4 200 095
–	–	–	–	–	40 542	–	–	–	40 542
–	–	–	–	–	46 387	–	–	–	46 387
337 463	40 771	97 653	87 544	127 061	1 143 780	–	–	–	1 143 780
62 558	6 345	–	3 364	8 642	199 842	–	–	–	199 842
25 989	439	–	2 563	15 353	112 312	–	–	–	112 312
2 048 694	65 599	115 626	526 559	554 926	4 738 437	–	–	–	4 738 437
6	–	–	–	706	712	–	–	–	712
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
6	–	–	–	706	712	–	–	–	712
73 465	22 454	6 315	58 407	74 821	347 218	9 849	9 406	16 523	382 996
191 213	37 042	31 948	54 023	71 527	550 037	19 618	11 928	25 256	606 839
426 672	81 920	80 426	158 518	185 344	1 348 513	38 221	22 590	44 771	1 454 095
29 930	1 204	–	–	25 153	56 287	–	–	–	56 287
10 810	3 871	–	–	18 133	64 913	–	–	–	64 913
167 846	9 900	–	–	173 285	439 881	–	–	71 000	510 881
236 002	22 313	3 372	108 540	155 870	729 185	15	–	–	729 200
633 082	38 152	22 454	148 477	120 700	1 164 366	165	–	785	1 165 316
975 768	61 288	26 100	282 872	356 343	2 133 251	206	–	785	2 134 242
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
–	–	–	–	–	3 750	–	–	–	3 750
291 895	–	5 000	–	88 000	548 771	–	–	–	548 771
45 076	–	–	–	–	45 076	–	–	–	45 076
53 288	–	–	–	–	53 288	–	–	–	53 288
103 578	–	–	–	–	103 578	–	–	–	103 578
–	–	–	83 644	21 463	127 886	–	–	–	127 886
–	–	–	157 375	2 648	162 050	–	–	–	162 050
–	–	–	241 020	24 111	310 686	–	–	–	310 686
22 345	7 999	6 838	10 455	17 090	113 291	26 273	28 164	38 131	205 859
32 628	7 564	1 928	11 550	22 660	105 536	22 260	7 137	29 776	164 709
120 168	40 767	22 324	60 231	82 112	439 642	73 039	40 328	91 733	644 742
295 808	77 957	67 620	71 547	144 371	847 183	–	11 216	–	858 399
97 212	30 916	62 039	45 581	93 795	513 421	17 107	39 343	–	569 871
413 499	152 366	211 245	158 470	322 785	1 790 271	70 920	54 603	–	1 915 794
1 547	2 952	7 208	2 530	62 100	133 756	4 960	1 730	6 049	146 495
–	–	–	6 429	5 702	13 631	830	–	–	14 461
1 547	2 952	7 208	8 959	67 802	147 386	5 789	1 730	6 049	160 954
–	10 000	–	–	–	10 000	–	–	–	10 000
13 226	–	–	–	–	53 426	–	–	–	53 426
170 591	175 000	175 000	162 500	175 000	1 733 091	181 953	182 680	182 910	2 280 634
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
–	–	–	–	–	–	194 000	–	–	194 000
772 887	153 857	91 353	338 487	510 216	2 660 803	41 097	50 516	60 703	2 813 119
1 079 826	121 723	118 369	425 998	350 518	2 870 294	59 980	58 408	55 817	3 044 499
6 107 700	994 350	833 282	1 986 673	2 892 475	18 933 347	629 128	341 742	437 184	20 341 401
2 507	–	–	–	–	128 217	–	–	–	128 217
164 713	12 083	14 895	27 978	67 665	327 223	1 364	4 500	338	333 425
785 114	51 346	65 504	227 004	256 955	1 915 097	4 015	10 745	1 503	1 931 360
–	–	–	–	–	1 800	–	–	–	1 800
–	–	–	–	–	1 922	–	–	–	1 922
–	–	–	–	–	5 957	–	–	–	5 957

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés – suite

(en milliers de dollars)

Ministère et organisme	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec
Partenariat du tourisme du Canada atlantique	–	3 369	–	–	–
	–	3 281	–	–	–
	–	9 975	–	–	–
Agence spatiale canadienne					
Entente Canada – Québec sur le Saint-Laurent	–	–	–	–	4
	–	–	–	–	33
	–	–	–	–	944
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien					
Faire la promotion de l'accès au transport en commun pour les Canadiens vulnérables à la suite de la réduction des services de Greyhound Canada le 31 octobre 2018	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
Total du portefeuille ministériel	6 734	3 549	660	660	119 280
	6 893	6 562	8 565	8 313	14 792
	32 396	21 062	63 505	50 720	378 367
Justice					
Ministère de la Justice					
Contributions aux provinces afin de contribuer aux services d'aide juridique en matière pénale	2 341	457	4 036	2 625	25 896
	2 264	452	3 924	2 575	25 225
	68 740	12 669	124 637	71 953	814 680
Contributions aux provinces afin de contribuer aux services d'aide juridique aux immigrants et aux réfugiés	12	–	–	–	8 653
	9	–	–	–	6 500
	27	–	–	–	18 393
Contributions aux provinces en vertu du Fonds pour le Programme d'assistance parajudiciaire aux Autochtones	–	–	211	–	830
	–	–	211	–	830
	2 936	102	3 028	–	19 450
Contributions aux provinces et aux territoires pour soutenir des services de justice destinés aux jeunes	4 091	1 615	4 931	3 854	29 315
	4 091	1 615	4 931	3 854	29 315
	161 000	63 515	193 262	151 538	1 131 793
Contributions aux provinces et aux territoires pour soutenir des services de justice destinés aux jeunes – Placement et surveillance dans le cadre d'un programme intensif de réadaptation	289	393	790	401	447
	250	405	703	349	435
	5 003	5 556	9 190	5 935	9 239
Contributions aux territoires pour les services d'accès à la justice (à savoir l'aide juridique, l'assistance parajudiciaire aux Autochtones et les services de vulgarisation et d'information juridique)	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
Total du portefeuille ministériel	6 733	2 465	9 968	6 880	65 141
	6 614	2 472	9 769	6 778	62 305
	237 706	81 842	330 117	229 426	1 993 555
Patrimoine canadien					
Ministère du Patrimoine canadien					
Fonds du Canada pour la présentation des arts	120	–	–	–	–
	100	–	–	–	–
	1 759	–	–	–	–
Fonds du Canada pour les espaces culturels	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	3 100	–	–	–	–
Langues officielles en éducation et services	4 291	6 137	10 628	27 644	65 804
	4 291	5 084	10 199	28 835	67 155
	152 020	122 189	325 409	1 018 569	3 418 289

Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
-	-	-	-	-	3 369	-	-	-	3 369
-	-	-	-	-	3 281	-	-	-	3 281
-	-	-	-	-	9 975	-	-	-	9 975
-	-	-	-	-	4	-	-	-	4
-	-	-	-	-	33	-	-	-	33
-	-	-	-	-	944	-	-	-	944 (a)
-	-	-	-	385	385	-	-	-	385
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	385	385	-	-	-	385
2 507	-	-	-	385	133 775	-	-	-	133 775
164 713	12 083	14 895	27 978	67 665	332 459	1 364	4 500	338	338 661
785 114	51 346	65 504	227 004	257 340	1 932 358	4 015	10 745	1 503	1 948 621
48 877	6 614	6 099	13 938	16 444	127 327	-	-	-	127 327
47 426	6 176	5 659	13 108	15 768	122 577	-	-	-	122 577
1 627 098	157 194	131 431	332 771	441 038	3 782 211	24 435	-	7 605	3 814 251 (a)
40 887	457	-	1 385	3 094	54 488	-	-	-	54 488
16 904	481	-	1 005	2 093	26 992	-	-	-	26 992
73 689	1 502	-	3 174	7 263	104 048	-	-	-	104 048
1 838	735	720	1 689	1 767	7 790	-	-	-	7 790
1 838	389	720	1 689	1 610	7 287	27	-	61	7 375
37 369	14 939	19 165	41 646	40 775	179 410	6 859	65	2 397	188 731 (a)
50 993	5 141	5 927	13 551	17 689	137 107	2 445	1 260	881	141 693
50 993	5 141	5 927	13 551	17 689	137 107	2 445	1 260	881	141 693
2 027 693	196 707	233 177	504 899	642 561	5 306 145	117 848	31 632	38 587	5 494 212 (a)
2 088	1 329	2 010	1 739	615	10 101	300	347	300	11 048
1 985	1 452	2 211	1 313	918	10 021	300	407	321	11 049
24 418	15 046	17 684	19 105	17 390	128 566	4 793	6 410	4 666	144 435
-	-	-	-	-	-	2 659	2 925	1 503	7 087
-	-	-	-	-	-	2 489	2 701	1 367	6 557
-	-	-	-	-	-	42 120	39 507	22 968	104 595
144 683	14 276	14 756	32 302	39 609	336 813	5 404	4 532	2 684	349 433
119 146	13 639	14 517	30 666	38 078	303 984	5 261	4 368	2 630	316 243
3 790 267	385 388	401 457	901 595	1 149 027	9 500 380	196 055	77 614	76 223	9 850 272
-	-	-	-	-	120	-	-	-	120
-	-	-	-	-	100	-	-	-	100
-	-	-	-	-	1 759	-	-	-	1 759
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	900	-	-	4 000	-	88	50	4 138 (f)
90 516	16 213	9 468	15 891	18 643	265 235	3 298	1 513	8 585	278 631 (f)
90 851	14 709	8 888	18 273	20 643	268 928	2 946	1 423	3 213	276 510
3 416 736	474 724	319 994	500 599	533 289	10 281 818	70 130	34 719	61 335	10 448 002 (a)

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés – suite

(en milliers de dollars)

Ministère et organisme	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick	Québec
Programme de soutien au sport.....	369	331	399	375	772
	361	328	387	368	765
	4 466	3 790	5 026	4 588	10 661
Total du portefeuille ministériel	4 780	6 468	11 027	28 019	66 576
	4 752	5 412	10 586	29 203	67 920
	161 345	125 979	330 435	1 023 157	3 428 950
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne					
Ministère des Pêches et des Océans					
Démolition d'une usine de transformation de poisson et d'un quai marginal à Sandy Cove	-	-	-	-	-
	167	-	-	-	-
	167	-	-	-	-
Détection environnementale de l'ADN (ADNe) d'espèces aquatiques envahissantes	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Enquête sur la pêche récréative au Canada	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Entente Canada – Québec pour la protection et le rétablissement des espèces en péril au Québec	-	-	-	-	379
	-	-	-	-	352
	-	-	-	-	2 554
Entente Canada-Québec sur le Saint-Laurent	-	-	-	-	2 926
	-	-	-	-	2 686
	-	-	-	-	10 496
Espèces en péril.....	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Étude des mouvements de poissons dans le bassin du lac Winnipeg.....	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Exploitation de l'Allco Hatchery à Maple Ridge (Colombie-Britannique).....	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Fonds des pêches de l'Atlantique (FPA)	11 899	4 003	7 423	6 045	-
	4 806	1 752	2 434	6 623	-
	16 979	5 766	10 555	12 818	-
Fonds d'innovation et de restauration du saumon de la Colombie-Britannique	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Gestion des statistiques de la pêche commerciale au Québec	-	-	-	-	43
	-	-	-	-	43
	-	-	-	-	1 041
Impacts cumulatifs de la régularisation de l'eau dans les rivières Columbia et Okanagan.....	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Impacts économiques du secteur des océans dans le Pacifique canadien	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Programme d'adoption des technologies propres pour les pêches et l'aquaculture.....	-	99	-	-	127
	-	92	-	-	82
	-	238	-	-	262
Programme de baux aquacoles de l'Île-du-Prince-Édouard.....	-	154	-	-	-
	-	154	-	-	-
	-	3 343	-	-	-
Programme de surveillance de l'impact cumulatif.....	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Projet d'interaction poisson-forêt de Carnation Creek.....	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Relevé des petits poissons du lac Winnipeg.....	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-

Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total	
1 071	461	452	585	625	5 440	353	344	342	6 479	
1 043	435	425	551	599	5 262	343	338	333	6 276	
13 569	5 132	5 268	7 262	7 760	67 522	4 737	3 751	4 257	80 267	(a)
91 587	16 674	9 920	16 476	19 268	270 795	3 651	1 857	8 927	285 230	
91 894	15 144	9 313	18 824	21 242	274 290	3 289	1 761	3 546	282 886	
3 430 305	479 856	326 162	507 861	541 049	10 355 099	74 867	38 558	65 642	10 534 166	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	167	-	-	-	167	
-	-	-	-	-	167	-	-	-	167	(f)
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	79	79	-	-	-	79	
-	-	-	-	276	276	-	-	-	276	(f)
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
70	-	-	-	-	70	-	-	-	70	
278	-	-	-	-	278	-	-	-	278	
-	-	-	-	-	379	-	-	-	379	
-	-	-	-	-	352	-	-	-	352	
-	-	-	-	-	2 554	-	-	-	2 554	
-	-	-	-	-	2 926	-	-	-	2 926	
-	-	-	-	-	2 686	-	-	-	2 686	
-	-	-	-	-	10 496	-	-	-	10 496	
-	-	-	-	-	-	96	-	-	96	
-	-	-	-	-	-	96	-	-	96	
-	-	-	-	-	-	191	-	-	191	(a)
-	-	-	-	-	-	18	-	-	18	
-	-	-	-	-	-	18	-	-	18	
-	-	-	-	-	-	35	-	-	35	(a)
-	-	-	-	25	25	-	-	-	25	
-	-	-	-	25	25	-	-	-	25	
-	-	-	-	100	100	-	-	-	100	
-	-	-	-	44	29 414	1	-	-	29 415	
-	-	-	-	-	15 615	-	-	-	15 615	
-	-	-	-	44	46 162	1	-	-	46 163	
-	-	-	-	7 670	7 670	-	-	-	7 670	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
-	-	-	-	7 670	7 670	-	-	-	7 670	
-	-	-	-	-	43	-	-	-	43	
-	-	-	-	-	43	-	-	-	43	
-	-	-	-	-	1 041	-	-	-	1 041	(a)
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
-	-	-	-	55	55	-	-	-	55	
-	-	-	-	220	220	-	-	-	220	(f)
-	-	-	-	52	52	-	-	-	52	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
-	-	-	-	52	52	-	-	-	52	
6 070	-	-	-	114	6 410	-	-	-	6 410	
4 379	-	-	-	160	4 713	-	-	-	4 713	(a)
11 524	-	-	-	336	12 360	-	-	-	12 360	(a)
-	-	-	-	-	154	-	-	-	154	
-	-	-	-	-	154	-	-	-	154	(a)
-	-	-	-	-	3 343	-	-	-	3 343	
-	-	-	-	-	-	384	-	-	384	
-	-	-	-	-	-	346	-	-	346	
-	-	-	-	-	-	1 473	-	-	1 473	
-	-	-	-	72	72	-	-	-	72	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
-	-	-	-	72	72	-	-	-	72	(f)
-	-	-	-	-	-	18	-	-	18	
-	-	-	-	-	-	18	-	-	18	
-	-	-	-	-	-	35	-	-	35	(a)

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés – suite

(en milliers de dollars)

Ministère et organisme	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick	Québec
Respect des espèces prioritaires à risque (2018-2020)	-	-	-	-	-
Respect des espèces prioritaires à risque (2019-2020)	-	-	-	-	-
Respect des espèces prioritaires à risque (2019-2020)(#2).....	-	-	-	-	-
Services de diagnostic de la santé des poissons avec le Ministère de l'Aquaculture de la Colombie-Britannique	-	-	-	-	-
Soutien des navires pour les relevés de base du biote dans les ports de l'Arctique canadien et à proximité des collectivités du Nunavut	-	-	-	-	-
Structure de la population et identification du stock de la rivière Skeena	-	-	-	-	-
Total du portefeuille ministériel	11 899	4 256	7 423	6 045	3 475
	4 973	1 998	2 434	6 623	3 163
	17 146	9 347	10 555	12 818	14 353
Relations Couronne-Autochtones et Affaire du Nord					
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien					
Convention de gestion des hardes de caribous de Beverly et Kaminuriak.....	-	-	-	-	-
Entente concernant la mise en oeuvre de la Convention de la Baie James et du Nord québécois en matière de logement du Nunavik	-	-	-	-	27 517
Entente sur les inondations du Nord	-	-	-	-	26 645
Financement du rapport annuel.....	-	-	-	-	304 816
Négociations de traité trilatéral.....	-	-	-	-	-
Partage des coûts d'un vol charter à destination de Deline	-	-	-	-	-
Procédés de vérification des réclamations finales sous le <i>Protocole</i> <i>d'entente concernant le programme d'assistance sociale pour les Indiens</i>	-	-	-	-	-
Projet pilote du bien-être communautaire – Documentaire jeunesse avec le Ministère du Développement du Nord et des Mines – Secrétariat du Cercle de feu	-	-	-	-	-
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord					
Convention de gestion des hardes de caribous de Beverly et Kaminuriak	-	-	-	-	-
Facilitateur de Wet'suwet'en	-	-	-	-	-

Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	197	197	-	-	-	197
-	-	-	-	197	197	-	-	-	197 (f)
-	-	-	-	200	200	-	-	-	200
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	200	200	-	-	-	200
-	-	-	-	175	175	-	-	-	175
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	175	175	-	-	-	175
-	-	-	-	161	161	-	-	-	161
-	-	-	-	161	161	-	-	-	161
-	-	-	-	482	482	-	-	-	482 (f(a))
-	-	-	-	-	-	-	127	-	127
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	127	-	127
-	-	-	-	2	2	-	-	-	2
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	12	12	-	-	-	12
6 070	-	-	-	8 515	47 683	517	127	-	48 327
4 449	-	-	-	677	24 317	478	-	-	24 795
11 802	-	-	-	9 836	85 857	1 735	127	-	87 719
-	-	-	-	-	-	-	15	-	15
-	-	-	-	-	-	-	124	-	124
-	-	-	-	-	-	191	753	-	944
-	-	-	-	-	27 517	-	-	-	27 517
-	-	-	-	-	26 645	-	-	-	26 645 (a)
-	-	-	-	-	304 816	-	-	-	304 816 (a)
-	23	-	-	-	23	-	-	-	23
-	123 224	-	-	-	123 224	-	-	-	123 224
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	61	-	-	61
-	-	-	-	-	-	61	-	-	61
-	-	-	-	609	609	-	-	-	609
-	-	-	-	32 570	32 570	-	-	-	32 570
-	-	-	-	172 679	172 679	-	-	-	172 679 (a)
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	6	-	-	6
-	-	-	-	-	-	6	-	-	6
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
174	-	-	-	-	174	-	-	-	174
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
50	-	-	-	-	50	-	-	-	50 (f)
100	-	-	-	-	100	-	-	-	100
-	-	-	-	-	-	-	15	-	15
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	15	-	15
-	-	-	-	31	31	-	-	-	31
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	31	31	-	-	-	31

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés – suite

(en milliers de dollars)

Ministère et organisme	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec
Négociations de traité trilatéral	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Total du portefeuille ministériel	-	-	-	-	27 517
	-	-	-	-	26 645
	-	-	-	-	304 816
Ressources naturelles					
Ministère des Ressources naturelles					
Office Canada – Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôtiers.....	-	-	52	-	-
	-	-	(311)	-	-
	-	-	43 112	-	-
Office Canada – Terre-Neuve-et-Labrador des hydrocarbures extracôtiers.....	568	-	-	-	-
	(1 867)	-	-	-	-
	84 757	-	-	-	-
Total du portefeuille ministériel	568	-	52	-	-
	(1 867)	-	(311)	-	-
	84 757	-	43 112	-	-
Santé					
Ministère de la Santé					
Entente Canada – Québec sur le Saint-Laurent	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	2
	-	-	-	-	27
Fonds d'urgence pour le traitement	-	-	-	-	-
	1 564	519	3 160	2 762	21 981
	1 564	519	3 160	2 762	21 981
Agence de la santé publique du Canada					
Entente Canada – Québec sur le Saint-Laurent	-	-	-	-	3
	-	-	-	-	6
	-	-	-	-	126
Total du portefeuille ministériel	-	-	-	-	3
	1 564	519	3 160	2 762	21 989
	1 564	519	3 160	2 762	22 134
Sécurité publique et Protection civile					
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile					
Accords d'aide financière en cas de catastrophe (AAFCC)	-	-	2	8 235	157 000
	6 691	1 241	2 941	53 766	3 762
	179 613	22 484	77 803	197 226	1 410 369
Contributions pour Lac-Mégantic, Québec	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	120 000
Programme de services de police des Premières nations.....	-	-	503	297	37 680
	-	-	490	289	37 826
	1 345	1 020	23 116	10 682	594 765
Subventions au Système national de repérage	57	52	63	61	167
	57	52	63	61	167
	459	416	505	485	1 308
Gendarmerie royale du Canada					
Programme canadien du contrôle des armes à feu	-	225	1 009	975	5 871
	-	225	1 009	975	5 871
	2 255	5 302	23 095	24 025	164 674
Service correctionnel du Canada					
Offre de formation générale des adultes dans les pénitenciers fédéraux.....	-	-	-	-	4 017
	-	-	-	-	3 989
	-	-	-	-	11 867
Total du portefeuille ministériel	57	277	1 577	9 568	204 735
	6 748	1 518	4 503	55 091	51 615
	183 672	29 222	124 519	232 418	2 302 983

Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
-	-	-	-	1 219	1 219	-	-	-	1 219
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	1 219	1 219	-	-	-	1 219
-	-	-	-	1 859	29 376	-	30	-	29 406
50	23	-	-	32 570	59 288	67	124	-	59 479
274	123 224	-	-	173 929	602 243	258	768	-	603 269
-	-	-	-	-	52	-	-	-	52
-	-	-	-	-	(311)	-	-	-	(311)
-	-	-	-	-	43 112	-	-	-	43 112
-	-	-	-	-	568	-	-	-	568
-	-	-	-	-	(1 867)	-	-	-	(1 867)
-	-	-	-	-	84 757	-	-	-	84 757
-	-	-	-	-	620	-	-	-	620
-	-	-	-	-	(2 178)	-	-	-	(2 178)
-	-	-	-	-	127 869	-	-	-	127 869
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	2	-	-	-	2
-	-	-	-	-	27	-	-	-	27
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
51 097	4 187	5 001	24 248	33 981	148 500	500	500	500	150 000 (f)
51 097	4 187	5 001	24 248	33 981	148 500	500	500	500	150 000 (f)
-	-	-	-	-	3	-	-	-	3
-	-	-	-	-	6	-	-	-	6
-	-	-	-	-	126	-	-	-	126 (a)
-	-	-	-	-	3	-	-	-	3
51 097	4 187	5 001	24 248	33 981	148 508	500	500	500	150 008
51 097	4 187	5 001	24 248	33 981	148 653	500	500	500	150 153
-	28 226	121 650	28 885	9 352	353 350	-	-	-	353 350
-	65 915	20 802	19 014	71 116	245 248	18 000	-	-	263 248
240 778	921 609	685 568	1 321 440	807 992	5 864 882	29 482	5 300	13 499	5 913 163
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	120 000	-	-	-	120 000
60 356	5 960	1 162	5 475	1 271	112 704	-	-	208	112 912
54 529	5 345	1 131	5 324	1 035	105 969	-	-	-	105 969
851 827	124 512	89 940	141 435	75 440	1 914 082	6 910	3 784	16 982	1 941 758 (a)
242	68	66	108	116	1 000	-	-	-	1 000
242	68	66	108	116	1 000	-	-	-	1 000
1 880	540	519	824	906	7 842	43	69	43	7 997 (a)
6 150	-	-	-	-	14 230	-	-	-	14 230
6 150	-	-	-	-	14 230	-	-	-	14 230
145 658	2 464	2 190	4 587	27 893	402 143	1 137	-	1 297	404 577
-	-	-	-	-	4 017	-	-	-	4 017
-	-	-	-	-	3 989	-	-	-	3 989
-	-	-	-	-	11 867	-	-	-	11 867
66 748	34 254	122 878	34 468	10 739	485 301	-	-	208	485 509
60 921	71 328	21 999	24 446	72 267	370 436	18 000	-	-	388 436
1 240 143	1 049 125	778 217	1 468 286	912 231	8 320 816	37 572	9 153	31 821	8 399 362

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés – suite

(en milliers de dollars)

Ministère et organisme	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick	Québec
Services aux Autochtones					
Ministère des Services aux Autochtones					
Aide à la gestion des urgences.....	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Conseil de gestion de la harde de caribous de la Porcupine	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Entente sur les inondations du Nord	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Procédés de vérification des réclamations finales sous le <i>Protocole d'entente</i> <i>concernant le programme d'assistance sociale pour les Indiens</i>	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Protection des forêts	-	-	-	-	1 015
	-	-	-	-	1 113
	-	-	-	-	2 685
Routes des réserves	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Services sociaux	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Total du portefeuille ministériel	-	-	-	-	1 015
	-	-	-	-	1 113
	-	-	-	-	2 685
Services publics et Approvisionnement					
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux					
Complexe des barrages Témiscamingue – Remplacement du barrage de l'Ontario	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Coût d'entretien du pont Macdonald-Cartier	-	-	-	-	199
	-	-	-	-	127
	-	-	-	-	11 845
Entente Canada – Québec sur le Saint-Laurent	-	-	-	-	55
	-	-	-	-	41
	-	-	-	-	220
Total du portefeuille ministériel	-	-	-	-	254
	-	-	-	-	168
	-	-	-	-	12 065
Transports					
Ministère des Transports					
Code canadien de sécurité	189	161	220	207	-
	189	161	220	207	-
	4 564	3 852	6 625	5 302	14 423
Entente Canada – Québec sur le Saint-Laurent	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	5
Fonds d'infrastructure de transport de la porte et du corridor de l'Asie-Pacifique	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Fonds national des corridors commerciaux	-	-	-	2 296	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	2 296	-
Fonds pour les portes d'entrée et les passages frontaliers	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	8 000	9 153	110 521	-

Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total	
-	-	-	-	-	-	81	-	-	81	(f)
-	-	-	-	-	-	79	-	-	79	(f)
-	-	-	-	-	-	174	-	-	174	(f)
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
-	-	-	-	-	-	-	-	55	55	
-	-	-	-	-	-	-	-	55	55	
-	15	-	-	-	15	-	-	-	15	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
-	15	-	-	-	15	-	-	-	15	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
176	-	-	-	-	176	-	-	-	176	
236	-	-	-	-	236	-	-	-	236	
-	5 066	1 983	-	-	8 064	-	-	-	8 064	
-	5 134	2 994	-	-	9 241	-	-	-	9 241	
-	15 139	5 410	-	-	23 234	-	-	-	23 234	
7 230	4 300	-	-	-	11 530	-	-	-	11 530	
7 086	4 820	-	-	-	11 906	-	-	-	11 906	
19 216	15 279	-	-	-	34 495	-	-	-	34 495	
302 502	-	-	-	-	302 502	-	-	-	302 502	
288 379	-	-	3 071	-	291 450	-	-	373	291 823	
687 371	-	-	3 071	-	690 442	-	-	373	690 815	
309 732	9 381	1 983	-	-	322 111	81	-	-	322 192	
295 641	9 954	2 994	3 071	-	312 773	79	-	428	313 280	
706 823	30 433	5 410	3 071	-	748 422	174	-	428	749 024	
60	-	-	-	-	60	-	-	-	60	
528	-	-	-	-	528	-	-	-	528	
24 032	-	-	-	-	24 032	-	-	-	24 032	
199	-	-	-	-	398	-	-	-	398	
127	-	-	-	-	254	-	-	-	254	
16 983	-	-	-	-	28 828	-	-	-	28 828	
-	-	-	-	-	55	-	-	-	55	
-	-	-	-	-	41	-	-	-	41	
-	-	-	-	-	220	-	-	-	220	
259	-	-	-	-	513	-	-	-	513	
655	-	-	-	-	823	-	-	-	823	
41 015	-	-	-	-	53 080	-	-	-	53 080	
1 123	241	228	2 130	483	4 982	-	50	153	5 185	
1 123	241	228	-	483	2 852	153	50	153	3 208	
27 438	6 387	6 415	11 439	10 515	96 960	3 136	250	3 487	103 833	(a)
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
-	-	-	-	-	5	-	-	-	5	
-	-	-	-	1 015	1 015	-	-	-	1 015	
-	-	-	-	1 359	1 359	-	-	-	1 359	
-	33 565	-	75 000	511 702	620 267	-	-	-	620 267	
-	-	-	-	-	2 296	1 931	-	1 611	5 838	
-	-	2 771	-	-	2 771	-	-	253	3 024	
-	-	2 771	-	-	5 067	1 931	-	1 864	8 862	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
9 522	1 490	-	-	-	11 012	-	-	-	11 012	
754 109	45 535	26 969	-	-	954 287	-	-	252	954 539	

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés – fin

(en milliers de dollars)

Ministère et organisme	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick	Québec
Initiative d'adaptation des transports dans le Nord.....	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	62
	-	-	-	-	62
Programme d'amélioration des passages à niveau approuvé aux termes de la <i>Loi</i> <i>sur la sécurité ferroviaire</i>	-	-	-	154	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	2 417	-
Rénovation des routes en Outaouais	-	-	-	-	136
	-	-	-	-	99
	-	-	-	-	143 993
Total du portefeuille ministériel	189	161	220	2 657	136
	189	161	220	207	161
	4 564	11 852	15 778	120 536	158 483
Total global.....	294 373	141 203	243 587	259 463	2 245 648
	291 923	130 616	294 609	327 668	1 656 729
	3 064 009	1 377 789	3 061 646	4 016 953	23 642 095

(a) Modifie les *Comptes publics du Canada* de l'exercice précédent.

(f) Programme complété.

Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
-	-	-	-	-	-	439	-	600	1 039
-	-	-	-	-	62	-	-	697	759
-	-	-	-	-	62	2 021	374	3 280	5 737
30	-	275	-	-	459	-	-	-	459
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
30	384	689	40	82	3 642	-	-	-	3 642 (a)
-	-	-	-	-	136	-	-	-	136
-	-	-	-	-	99	-	-	-	99
-	-	-	-	-	143 993	-	-	-	143 993
1 153	241	503	2 130	1 498	8 888	2 370	50	2 364	13 672
10 645	1 731	2 999	-	1 842	18 155	153	50	1 103	19 461
781 577	85 871	36 844	86 479	522 299	1 824 283	7 088	624	8 883	1 840 878
2 756 220	494 052	731 246	1 104 837	1 137 118	9 407 747	64 296	65 590	86 165	9 623 798
3 203 804	503 408	687 057	1 184 447	1 152 229	9 432 490	100 263	79 767	74 863	9 687 383
30 081 308	7 444 576	11 218 834	14 162 750	11 490 106	109 560 066	1 032 848	534 396	690 850	111 818 160

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section 10

Comptes publics du Canada
2019-2020

Autres informations relatives à l'ensemble du gouvernement

Table des matières

	<i>Page</i>
Commissions.....	276
Frais de déplacement et de séjour par commission.....	277
Frais d'études.....	278
Revenus de placements.....	280
Dépenses des cabinets des ministres.....	284
Frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires.....	298
Dépenses de déplacements internationaux des ministres, des secrétaires parlementaires et du personnel des ministres.....	303

Commissions

Information générale par commission

L'état suivant a pour but de présenter de l'information générale pour chaque commission impliquée dans une enquête ou une investigation publique.

Information générale par commission

(en dollars)

Ministère et organisme	Membres		Autres salaires	Autres dépenses	Total
	Salaires	Frais de déplacement et de séjour ¹			
Conseil privé					
Bureau du Conseil privé					
Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.....	494 074	54 406	3 325 777	11 905 941	15 780 198
<p>Cette Commission a été instituée par décret (numéro Conseil privé (C.P.) 2016-0736 en date du 2 août 2016) en vertu de la partie I de la <i>Loi sur les enquêtes</i>. La Commission est chargée de faire enquête pour identifier et examiner les causes systémiques de violence contre les femmes et les filles autochtones au Canada et de faire des recommandations de mesures efficaces.</p>					

¹ Les détails concernant les dépenses de l'exercice en cours figurent au tableau suivant intitulé « Frais de déplacement et de séjour par commission ».

Frais de déplacement et de séjour par commission

L'état suivant présente le total des frais de déplacement et de séjour payé à chaque membre de commission.

Frais de déplacement et de séjour par commission

(en dollars)

Nom des membres	Montant
Conseil privé	
Bureau du Conseil privé	
Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées	
Audette M T (Commissaire)	20 047
L'honorable Buller M R (Commissaire en chef)	18 758
Eyolfson B (Commissaire)	9 435
Robinson E Q (Commissaire)	6 166
	54 406

Frais d'études

Cet état fournit le détail des frais d'études encourus au cours de l'exercice. Aux fins de cet état, les frais d'études représentent le coût de toute activité éducationnelle de longue durée. Une activité éducationnelle de longue durée est toute activité de formation ou de développement accordée à un employé du gouvernement et donnée dans un établissement éducationnel à l'extérieur de la fonction publique qui a totalisé ou qui totalisera un nombre total de 65 jours ouvrables ou plus sur une période maximale de trois (3) ans, ou qui exige ou exigera des dépenses totales de plus de 25 000 \$ (y compris le salaire).

Frais d'études

(en dollars)

Ministère et organisme	Nombre d'employés	Salaires ¹	Frais de déplacement et de séjour	Frais de scolarité ²	Autres dépenses	Total
Affaires mondiales						
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	1	25 614	–	–	–	25 614
Agriculture et Agroalimentaire						
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	1	5 109	2 694	–	–	7 803
Conseil du Trésor						
Secrétariat du Conseil du Trésor	4	49 318	5 828	72 000	–	127 146
École de la fonction publique du Canada	1	5 035	3 329	–	–	8 364
Conseil privé						
Bureau du Conseil privé	3	37 217	3 692	49 445	–	90 354
Défense nationale						
Ministère de la Défense nationale	498	56 346 001	3 808 974	14 717 733	80 512	74 953 220
Environnement et Changement climatique						
Ministère de l'Environnement	3	24 735	9 464	60 000	–	94 199
Agence canadienne d'évaluation d'impact	3	22 280	10 067	68 000	13 500	113 847
Agence Parcs Canada	1	7 247	–	4 485	–	11 732
Famille, Enfants et Développement social						
Ministère de l'Emploi et du Développement social	4	54 806	9 263	5 574	352	69 995
Finances						
Bureau du surintendant des institutions financières.....	1	3 170	5 302	–	–	8 472
Bureau du vérificateur général.....	2	29 797	4 677	42 800	–	77 274
Gouvernement numérique						
Services partagés Canada.....	1	11 000	5 000	24 000	–	40 000
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté						
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	1	–	–	28 500	–	28 500
Innovation, Sciences et Développement économique						
Ministère de l'Industrie	10	126 605	4 500	71 778	1 358	204 241
Agence canadienne de développement économique du Nord.....	4	178 595	1 212	3 431	925	184 163
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	3	823	–	2 423	–	3 246
Agence de promotion économique du Canada atlantique.....	1	11 985	–	2 940	376	15 301
Conseil national de recherches du Canada	1	26 970	4 156	3 424	–	34 550
Statistique Canada	2	15 587	1 578	46 500	–	63 665
Justice						
Ministère de la Justice	1	–	–	–	48 698	48 698
Bureau du directeur des poursuites pénales.....	1	–	–	1 026	–	1 026
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada.....	1	17 116	–	–	–	17 116
Patrimoine canadien						
Bibliothèque et Archives du Canada	1	31 945	–	–	–	31 945
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	1	–	–	2 250	–	2 250
Office national du film.....	8	–	–	6 668	–	6 668
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne						
Ministère des Pêches et des Océans.....	18	224 983	87 030	141 427	3 414	456 854
Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord						
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien	1	1 605	–	–	–	1 605
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord	2	27 286	–	36 000	–	63 286
Ressources naturelles						
Ministère des Ressources naturelles.....	8	283 896	15 159	21 515	–	320 570

Frais d'études – fin

(en dollars)

Ministère et organisme	Nombre d'employés	Salaires ¹	Frais de déplacement et de séjour	Frais de scolarité ²	Autres dépenses	Total
Revenu national						
Agence du revenu du Canada	4	959	–	13 570	–	14 529
Santé						
Ministère de la Santé	4	–	13 185	11 533	–	24 718
Agence canadienne d'inspection des aliments.....	2	22 975	6 121	36 000	–	65 096
Sécurité publique et Protection civile						
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile.....	2	62 987	–	21 344	1 701	86 032
Agence des services frontaliers du Canada	2	–	–	4 575	–	4 575
Gendarmerie royale du Canada.....	6	204 433	28 297	107 200	–	339 930
Service correctionnel du Canada	1	27 848	–	15 778	–	43 626
Services aux Autochtones						
Ministère des Services aux Autochtones.....	8	253 181	–	114 300	4 380	371 861
Services publics et Approvisionnement						
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux.....	27	161 435	47 279	436 654	145	645 513
Transports						
Ministère des Transports	18	195 239	79 947	439 177	85	714 448
Total.....	661	58 497 782	4 156 754	16 612 050	155 446	79 422 032

¹ Comprend les indemnités tenant lieu de traitements.² Comprend les indemnités pour livres.

Revenus de placements

Cet état fournit le détail pour l'exercice de la catégorie « autres revenus » intitulée revenus de placements. Les revenus de placements consistent principalement en des intérêts sur les prêts et avances consentis, en des dividendes sur les placements, et en des virements de bénéfices, tels qu'inscrits par les ministères avant qu'aucun redressement ne soit effectué. Pour les fins de présentation dans les états financiers, les montants démontrés ici pour les comptes des opérations en devises et des sociétés d'État entreprises ont été respectivement reclassifiés aux revenus nets des opérations de change et aux revenus des sociétés d'État entreprises et autres entreprises publiques aux sections 2 et 3 du volume I et au tableau 4a du volume II.

Revenus de placements

(en dollars)

Description	Montant réalisé en 2019-2020
Trésorerie et créances	
Ministère de l'Emploi et du Développement social	
Intérêts des dépôts bancaires	307 570
Ministère des Finances	
Intérêts des dépôts bancaires	771 739 967
Total de la trésorerie et des créances	772 047 537
Comptes d'opérations de change	
Ministère des Finances	
Fonds monétaire international – virement des bénéfices	
Prêts	3 954 458
Souscriptions	26 334 707
Réserves de liquidités internationales détenues dans le Compte du fonds des changes	
Virement des bénéfices	2 283 254 157
Total des comptes d'opérations de change	2 313 543 322
Prêts, placements et avances	
Sociétés d'État entreprises et autres entreprises publiques	
Banque de développement du Canada	
Dividendes	128 400 000
Intérêts	371 536 357
	499 936 357
Banque du Canada	
Virement des bénéfices	1 322 563 352
Exportation et développement Canada (Compte du Canada)	
Intérêts	261 382 783
Financement agricole Canada	
Dividendes	394 800 000
Intérêts	512 942 127
	907 742 127
Monnaie royale canadienne	
Dividendes	40 000 000
Ridley Terminals Inc	
Dividendes	128 984 953
Société canadienne d'hypothèques et de logement	
Dividendes	1 515 000 000
Intérêts	302 952 952
	1 817 952 952
Société immobilière du Canada limitée	
Dividendes	30 000 000

Revenus de placements – suite

(en dollars)

Description	Montant réalisé en 2019-2020
Autres entreprises publiques	
Autres que des intérêts	
Ministère des Transports	
Administration portuaire de Belledune	179 356
Administration portuaire de Halifax	2 111 657
Administration portuaire de Hamilton and Oshawa	1 319 588
Administration portuaire de Montréal	4 628 826
Administration portuaire de Nanaïmo	205 083
Administration portuaire de Port Alberni	79 477
Administration portuaire de Prince Rupert	3 337 414
Administration portuaire du Saguenay	95 644
Administration portuaire de Saint John	869 324
Administration portuaire de Sept-Îles	695 418
Administration portuaire de St John's	173 906
Administration portuaire de Thunder Bay	73 640
Administration portuaire de Trois-Rivières	224 413
Administration portuaire de Vancouver Fraser	8 039 032
Administration portuaire de Windsor	35 420
	22 068 198
Total des sociétés d'État entreprises et autres entreprises publiques	5 030 630 722
Gouvernements étrangers, y compris les pays en développement	
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	
Aide au développement international	
Prêts aux pays en développement	30 102 841
Ministère des Finances	
Aide au développement international	
Gouvernements étrangers – Ukraine	4 954 247
Total des gouvernements étrangers, y compris les pays en développement	35 057 088
Organisations internationales	
Ministères des Finances	
Fonds monétaire international	
Fiducie pour la réduction de la pauvreté et la croissance	3 335 947
Autres prêts, placements et avances	
Agence de promotion économique du Canada atlantique	
Dividendes sur investissements	9 455
Exportation et développement Canada (Compte du Canada)	
Expansion du commerce d'exportation – intérêts	17 933 557
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	
Commission canadienne du lait – intérêts	1 595 063
Programme de réserve pour pertes sur prêts dans l'industrie du porc	1 571 074
Ministère de l'Emploi et du Développement social	
Intérêts sur les prêts canadiens aux apprentis	4 313 306
Intérêts sur les prêts canadiens aux étudiants	754 515 261
Paievements reçus sur les prêts escomptés	3 355 635
Ministère de l'Industrie	
Intérêts sur les prêts à recevoir	16 570 496
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	
Employés affectés à l'étranger	283 225
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien	
Premières nations de la Colombie-Britannique	109 857
Prêt perpétuel de la bande Stoney	2 914
Revendicateurs autochtones	45 021
Ministère des Finances	
Agence de la consommation en matière financière du Canada	99 220
Arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces	58 944
Fonds d'investissement de PPP Canada Inc.	7 766 578
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord	
Prêt perpétuel de la bande Stoney	8 774

Revenus de placements – fin

(en dollars)

Description	Montant réalisé en 2019-2020
Ministère des Services aux Autochtones	
Programme de prêts garantis pour le développement économique des Indiens.....	16 234
Programme de prêts garantis pour le logement sur les réserves.....	97 427
Total des autres prêts, placements et avances.....	808 352 041
Total des prêts, placements et avances	5 877 375 798
Autres comptes	
Gendarmerie royale du Canada	
Prêts et avances à des personnes affectées à l'étranger – intérêts.....	9 616
Ministère de la Défense nationale	
Dépôt de garantie (articles extérieurs du Canada).....	696
Intérêts gagnés sur les fonds en dépôt avec les fournisseurs/banques.....	4 039 766
Intérêts sur les prêts aux employés affectés à l'étranger.....	316 120
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	
Intérêts sur les comptes de banque des missions.....	38 037
Ridley Terminals Inc	
Intérêts.....	304 814
Autre.....	27 477
Service canadien du renseignement de sécurité	
Intérêts des dépôts bancaires.....	7 968
Total des autres comptes	4 744 494
Total des revenus de placements	8 967 711 151
Sommaire	
Dividendes.....	2 237 194 408
Intérêts.....	3 068 958 759
Virement des bénéfices.....	3 636 106 674
Autres.....	25 451 310
Total.....	8 967 711 151

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Dépenses des cabinets des ministres

Le 12 décembre 2006, la *Loi sur l'accès à l'information* a été modifiée par la *Loi fédérale sur l'imputabilité* afin d'exiger que le chef du ministère ou qu'un ministre d'État du gouvernement du Canada publie un rapport annuel de toutes les charges engagées par son bureau et imputées au Trésor. Les dépenses présentées ci-dessous sont celles imputées au budget du ministre (budget total de 77 812 135 \$) en conformité avec les politiques à l'intention des cabinets des ministres. Ce tableau n'inclut pas les prestations de préretraite des civils et les dépenses législatives telles que le traitement du ministre et allocation pour automobile, les contributions des employeurs au Régime de pensions, et certains des avantages sociaux des employés et autres éléments tel que spécifié dans les présentes politiques.

Pour de plus amples directives sur les dépenses incluses dans les budgets des cabinets des ministres consultez l'annexe E des présentes politiques.

Dépenses des cabinets des ministres

(en dollars)

Portefeuille ministériel et ministre	Date du début à la date de fin	Personnel (1)	Transports et communications (2)	Information (3)	Services professionnels et spéciaux (4)
Affaires mondiales					
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement					
Ministres des Affaires étrangères					
L'honorable F-P Champagne.....	20 novembre 2019 au 31 mars 2020	471 240	23 050	–	7 963
L'honorable C Freeland	1 avril 2019 au 20 novembre 2019	1 485 283	100 786	–	4 776
Ministres de la Diversification du commerce international					
L'honorable M Ng	20 novembre 2019 au 31 mars 2020	449 359	25 082	200	7 074
L'honorable J Carr	1 avril 2019 au 20 novembre 2019	1 014 059	71 538	–	420
Ministre du développement international					
L'honorable K Gould	20 novembre 2019 au 31 mars 2020	335 529	20 111	–	780
Ministre du Développement international et ministre des Femmes et de l'Égalité des genres					
L'honorable M Monsef	1 avril 2019 au 20 novembre 2019	394 573	50 595	–	3 688
		4 150 043	291 162	200	24 701
Agriculture et Agroalimentaire					
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire					
Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire					
L'honorable M-C Bibeau	1 avril 2019 au 31 mars 2020	975 697	96 743	776	2 680
Anciens Combattants					
Ministère des Anciens Combattants					
Ministre des Anciens Combattants					
L'honorable L MacAulay	1 avril 2019 au 31 mars 2020	1 131 383	234 204	1 037	41
Conseil du Trésor					
Secrétariat du Conseil du Trésor					
Président du Conseil du Trésor					
L'honorable J-Y Duclos	20 novembre 2019 au 31 mars 2020	375 268	6 371	700	75
Présidente du Conseil du Trésor et ministre du Gouvernement numérique					
L'honorable J Murray.....	1 avril 2019 au 20 novembre 2019	633 544	17 393	150	186
Ministre du Gouvernement numérique					
L'honorable J Murray.....	20 novembre 2019 au 31 mars 2020	236 119	31 535	–	–
		1 244 931	55 299	850	261

Location (5)	Réparation et entretien (6)	Services publics, fournitures et approvisionnements (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et travaux (8)	Acquisition de machinerie et matériel (9)	Autres subventions et paiements (12)	Total des dépenses brutes
-	-	4 587	-	-	-	506 840
-	-	2 250	-	-	-	1 593 095
-	-	63	-	-	-	481 778
-	-	2 977	-	-	-	1 088 994
-	-	629	-	-	-	357 049
125	-	660	-	65	-	449 706
125	-	11 166	-	65	-	4 477 462
-	-	1 445	-	-	-	1 077 341
1 597	287	779	-	-	14 204	1 383 532
-	-	1 075	-	-	-	383 489
-	-	1 074	-	40	5 386	657 773
-	-	2 146	-	-	-	269 800
-	-	4 295	-	40	5 386	1 311 062

Dépenses des cabinets des ministres – suite

(en dollars)

Portefeuille ministériel et ministre	Date du début à la date de fin	Personnel (1)	Transports et communications (2)	Information (3)	Services professionnels et spéciaux (4)
Conseil privé					
Bureau du Conseil privé					
Premier ministre					
Le très honorable J Trudeau	1 avril 2019 au 31 mars 2020	8 536 672	663 958	–	108 534
Leaders du gouvernement à la					
Chambre des communes					
L'honorable P Rodriguez	20 novembre 2019 au 31 mars 2020	719 318	14 563	–	37
L'honorable B Chagger	1 avril 2019 au 20 novembre 2019	645 771	1 294	–	–
Ministre des Affaires intergouvernementales et du Nord et du Commerce intérieur					
L'honorable D LeBlanc	1 avril 2019 au 20 novembre 2019	739 058	31 135	–	–
Ministre des Institutions démocratiques					
L'honorable K Gould	1 avril 2019 au 20 novembre 2019	918 038	23 947	–	1 243
Président du Conseil privé de la Reine pour le Canada					
L'honorable D LeBlanc	20 novembre 2019 au 31 mars 2020	389 422	6 401	225	5 000
Vice-première ministre et ministre des Affaires intergouvernementales					
L'honorable C Freeland	20 novembre 2019 au 31 mars 2020	592 345	57 346	–	1 763
Vice-première ministre et ministre des Affaires intergouvernementales - Personnel exonéré travaillant dans les Bureaux régionaux des ministres (BRM) ¹					
L'honorable C Freeland	20 novembre 2019 au 31 mars 2020	157 466	–	–	–
		12 698 090	798 644	225	116 577
Défense nationale					
Ministère de la Défense nationale					
Ministre de la Défense nationale					
L'honorable H S Sajjan	1 avril 2019 au 31 mars 2020	1 320 526	166 804	–	3 306
Ministre associé de la Défense nationale					
L'honorable L MacAulay	1 avril 2019 au 31 mars 2020	5 036	413	–	–
		1 325 562	167 217	–	3 306
Environnement et Changement climatique					
Ministère de l'Environnement					
Ministres de l'Environnement et du Changement climatique					
L'honorable J Wilkinson	20 novembre 2019 au 31 mars 2020	574 266	68 246	–	672
L'honorable C McKenna	1 avril 2019 au 20 novembre 2019	1 155 704	183 843	–	187
		1 729 970	252 089	–	859
Famille, Enfants et Développement social					
Ministère de l'Emploi et du Développement social					
Ministres de la Famille, des Enfants et du Développement social					
L'honorable A Hussen	20 novembre 2019 au 31 mars 2020	351 137	49 779	677	99
L'honorable J-Y Duclos	1 avril 2019 au 20 novembre 2019	1 074 907	113 784	137	821
Ministre de l'Accessibilité					
L'honorable C Qualtrough	1 avril 2019 au 20 novembre 2019	145 492	13 850	–	281
Ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'oeuvre et de l'inclusion des personnes handicapées - Portfolio de l'Emploi et du Développement de la main-d'oeuvre					
L'honorable C Qualtrough	20 novembre 2019 au 31 mars 2020	309 708	32 095	628	–

Location (5)	Réparation et entretien (6)	Services publics, fournitures et approvisionnements (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et travaux (8)	Acquisition de machinerie et matériel (9)	Autres subventions et paiements (12)	Total des dépenses brutes
16 267	1 504	71 105	–	–	–	9 398 040
–	–	218	–	–	–	734 136
–	–	–	–	–	–	647 065
–	–	91	–	–	–	770 284
–	–	559	–	–	–	943 787
–	–	–	–	–	–	401 048
175	–	–	–	–	–	651 629
–	–	–	–	–	–	157 466
16 442	1 504	71 973	–	–	–	13 703 455
–	–	17 923	–	–	–	1 508 559
–	–	–	–	–	–	5 449
–	–	17 923	–	–	–	1 514 008
–	–	2 719	–	2 549	–	648 452
–	–	2 716	–	–	2	1 342 452
–	–	5 435	–	2 549	2	1 990 904
–	–	1 156	–	883	–	403 731
–	–	3 056	–	–	122	1 192 827
–	–	–	–	–	–	159 623
–	–	3 769	–	–	–	346 200

Dépenses des cabinets des ministres – suite

(en dollars)

Portefeuille ministériel et ministre	Date du début à la date de fin	Personnel (1)	Transports et communications (2)	Information (3)	Services professionnels et spéciaux (4)
Ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'oeuvre et de l'inclusion des personnes handicapées - Portfolio de l'inclusion des personnes handicapées					
L'honorable C Qualtrough	20 novembre 2019 au 31 mars 2020	51 823	5 449	–	–
Ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'oeuvre et du Travail					
L'honorable P Hajdu	1 avril 2019 au 20 novembre 2019	892 199	86 522	–	–
Ministres des Aînés					
L'honorable D Schulte	20 novembre 2019 au 31 mars 2020	223 927	20 726	782	–
L'honorable F Tassi	1 avril 2019 au 20 novembre 2019	517 351	50 120	177	3 410
Ministre du Travail					
L'honorable F Tassi	20 novembre 2019 au 31 mars 2020	349 093	24 928	633	–
		3 915 637	397 253	3 034	4 611
Femmes et Égalité des genres					
Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres					
Ministre des Femmes et de l'Égalité des et du Développement économique rural					
L'honorable M Monsef	20 novembre 2019 au 31 mars 2020	362 714	39 420	–	–
Ministre du Développement international et ministre des Femmes et de l'Égalité des genres					
L'honorable M Monsef	1 avril 2019 au 20 novembre 2019	815 558	93 473	2 444	1 155
		1 178 272	132 893	2 444	1 155
Finances					
Ministère des Finances					
Ministre des Finances					
L'honorable B Morneau	1 avril 2019 au 31 mars 2020	1 576 636	209 059	2 922	461
Ministre de la Prospérité de la classe moyenne et ministre associée des Finances					
L'honorable M Fortier.....	20 novembre 2019 au 31 mars 2020	303 766	38 216	385	–
		1 880 402	247 275	3 307	461
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté					
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration					
Ministres de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté					
L'honorable M Mendicino	20 novembre 2019 au 31 mars 2020	374 378	44 304	477	–
L'honorable A Hussien	1 avril 2019 au 20 novembre 2019	1 332 678	39 118	241	63
		1 707 056	83 422	718	63

Location (5)	Réparation et entretien (6)	Services publics, fournitures et approvisionnements (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et travaux (8)	Acquisition de machinerie et matériel (9)	Autres subventions et paiements (12)	Total des dépenses brutes
-	-	-	-	-	-	57 272
-	-	1 830	-	166	-	980 717
-	3 987	5 203	-	-	-	254 625
-	-	807	-	-	-	571 865
-	-	3 088	-	-	-	377 742
-	3 987	18 909	-	1 049	122	4 344 602
-	-	330	-	-	-	402 464
-	-	1 441	-	26	-	914 097
-	-	1 771	-	26	-	1 316 561
452	-	8 644	-	120	7 732	1 806 026
-	-	532	-	-	-	342 899
452	-	9 176	-	120	7 732	2 148 925
126	-	2 775	-	13 208	-	435 268
242	-	349	-	-	-	1 372 691
368	-	3 124	-	13 208	-	1 807 959

Dépenses des cabinets des ministres – suite

(en dollars)

Portefeuille ministériel et ministre	Date du début à la date de fin	Personnel (1)	Transports et communications (2)	Information (3)	Services professionnels et spéciaux (4)
Infrastructure et Collectivités					
Bureau de l'infrastructure du Canada					
Ministres de l'Infrastructure et des Collectivités					
L'honorable C McKenna	20 novembre 2019 au 31 mars 2020	403 106	46 964	144	1 344
L'honorable F-P Champagne	1 avril 2019 au 20 novembre 2019	971 769	88 211	318	222
Ministre du Développement économique rural					
L'honorable B Jordan	1 avril 2019 au 20 novembre 2019	354 929	29 394	214	–
		1 729 804	164 569	676	1 566
Innovation, Sciences et Développement économique					
Ministère de l'Industrie					
Ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique					
L'honorable N Bains	1 avril 2019 au 20 novembre 2019	899 789	54 826	85	650
Ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie					
L'honorable N Bains	20 novembre 2019 au 31 mars 2020	736 689	39 164	623	–
Ministre de la Petite Entreprise et de la Promotion des exportations					
L'honorable M Ng	1 avril 2019 au 20 novembre 2019	797 254	85 320	637	6 104
Ministre du Tourisme, des Langues officielles et de la Francophonie					
L'honorable M Joly	1 avril 2019 au 20 novembre 2019	500 925	75 467	642	225
Ministre des Sciences et des Sports					
L'honorable K Duncan	1 avril 2019 au 20 novembre 2019	650 639	81 382	393	217
Ministre du Développement économique et des Langues officielles					
L'honorable M Joly	1 avril 2019 au 31 mars 2020	404 004	38 390	228	160
Ministres du Développement économique rural					
L'honorable M Monsef	20 novembre 2019 au 31 mars 2020	19 103	–	–	–
L'honorable B Jordan	1 avril 2019 au 20 novembre 2019	323 423	14 368	–	–
		4 331 826	388 917	2 608	7 356
Agence canadienne de développement économique du Nord					
Ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique					
L'honorable N Bains	1 avril 2019 au 20 novembre 2019	75 000	10 000	–	–
Ministre du Développement économique					
L'honorable M Joly	20 novembre 2019 au 31 mars 2020	76 700	2 108	–	–
		151 700	12 108	–	–
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec					
Ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique					
L'honorable N Bains	1 avril 2019 au 20 novembre 2019	75 000	10 000	–	–
Ministre du Développement économique et des Langues officielles					
L'honorable M Joly	20 novembre 2019 au 31 mars 2020	53 330	10 000	–	–
		128 330	20 000	–	–

Location (5)	Réparation et entretien (6)	Services publics, fournitures et approvisionnements (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et travaux (8)	Acquisition de machinerie et matériel (9)	Autres subventions et paiements (12)	Total des dépenses brutes
-	-	18	-	-	-	451 576
-	-	1 133	-	-	-	1 061 653
-	-	859	-	-	-	385 396
-	-	2 010	-	-	-	1 898 625
112	-	1 515	-	-	9 892	966 869
20	22	713	-	-	-	777 231
141	-	812	-	10	5 700	895 978
932	-	3 200	-	-	61 053	642 444
141	-	2 206	-	-	1 328	736 306
-	-	-	-	-	-	-
30	44	1 332	-	-	1 713	445 901
-	-	-	-	-	-	19 103
-	-	-	-	-	-	337 791
1 376	-	9 778	-	10	79 686	4 821 623
-	-	-	-	-	-	85 000
-	-	-	-	-	-	78 808
-	-	-	-	-	-	163,808
-	-	-	-	-	-	85 000
-	-	-	-	-	-	63 330
-	-	-	-	-	-	148 330

Dépenses des cabinets des ministres – suite

(en dollars)

Portefeuille ministériel et ministre	Date du début à la date de fin	Personnel (1)	Transports et communications (2)	Information (3)	Services professionnels et spéciaux (4)
Agence de promotion économique du Canada atlantique					
Ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique					
L'honorable N Bains	1 avril 2019 au 20 novembre 2019	50 000	6 700	–	–
Ministre du Développement économique et des Langues officielles					
L'honorable M Joly	20 novembre 2019 au 31 mars 2020	52 949	12 610	–	–
		102 949	19 310	–	–
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario					
Ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique					
L'honorable N Bains	1 avril 2019 au 20 novembre 2019	49 999	6 667	–	–
Ministre du Développement économique et des Langues officielles					
L'honorable M Joly	20 novembre 2019 au 31 mars 2020	53 329	7 354	–	–
		103 328	14 021	–	–
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien					
Ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique					
L'honorable N Bains	1 avril 2019 au 20 novembre 2019	75 000	10 000	–	–
Ministre du Développement économique					
L'honorable M Joly	20 novembre 2019 au 31 mars 2020	53 330	14 326	–	–
		128 330	24 326	–	–
		4 946 463	478 682	2 608	7 356
Justice					
Ministère de la Justice					
Ministre de la Justice et procureur général du Canada					
L'honorable D Lametti	1 avril 2019 au 31 mars 2020	1 937 427	112 972	1 580	22 910
Patrimoine canadien					
Ministère du Patrimoine canadien					
Ministre du Patrimoine canadien					
L'honorable S Guilbeault	20 novembre 2019 au 31 mars 2020	572 758	83 350	1 316	2 497
Ministre du Patrimoine canadien et du Multiculturalisme					
L'honorable P Rodriguez	1 avril 2019 au 20 novembre 2019	1 202 664	115 362	1 036	6 089
Ministre de la Diversité et de l'inclusion et de la Jeunesse					
L'honorable B Chagger	20 novembre 2019 au 31 mars 2020	323 469	42 595	955	–
Ministre des Sciences et des Sports					
L'honorable K Duncan	1 avril 2019 au 20 novembre 2019	313 906	21 607	3 393	–
		2 412 797	262 914	6 700	8 586

Location (5)	Réparation et entretien (6)	Services publics, fournitures et approvisionnements (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et travaux (8)	Acquisition de machinerie et matériel (9)	Autres subventions et paiements (12)	Total des dépenses brutes
-	-	-	-	-	-	56 700
-	-	-	-	-	-	65 559
-	-	-	-	-	-	122,259
-	-	-	-	-	-	56 666
-	-	-	-	-	-	60 683
-	-	-	-	-	-	117,349
-	-	-	-	-	-	85 000
-	-	-	-	-	-	67 656
-	-	-	-	-	-	152 656
1 376	66	9 778	-	10	79 686	5 526 025
-	20	1 818	-	772	15	2 077 514
-	52	806	-	900	(4 085)	657 594
7 440	-	1 589	-	140	10 471	1 344 791
150	-	373	-	-	-	367 542
-	-	-	-	-	1 094	340 000
7 590	52	2 768	-	1 040	7 480	2 709 927

Dépenses des cabinets des ministres – suite

(en dollars)

Portefeuille ministériel et ministre	Date du début à la date de fin	Personnel (1)	Transports et communications (2)	Information (3)	Services professionnels et spéciaux (4)
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne					
Ministère des Pêches et des Océans					
Ministres des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne					
L'honorable B Jordan.....	20 novembre 2019 au 31 mars 2020	387 072	49 379	–	–
L'honorable J Wilkinson.....	1 avril 2019 au 20 novembre 2019	1 043 515	170 658	–	891
		1 430 587	220 037	–	891
Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord					
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien					
Ministre des Relations Couronne-Autochtones					
L'honorable C Bennett.....	1 avril 2019 au 14 juillet 2019	345 448	46 099	–	569
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord					
Ministre des Relations Couronne-Autochtones					
L'honorable C Bennett.....	15 juillet 2019 au 31 mars 2020	818 780	171 649	–	2 205
Ministre des Affaires du Nord					
L'honorable D Vandal.....	20 novembre 2019 au 31 mars 2020	230 372	39 970	–	148
Ministre des Affaires intergouvernementales et du Nord et du Commerce intérieur					
L'honorable D LeBlanc.....	15 juillet 2019 au 20 novembre 2019	–	22 066	–	–
		1 049 152	233 685	–	2 353
		1 394 600	279 784	–	2 922
Ressources naturelles					
Ministère des Ressources naturelles					
Ministres des Ressources naturelles					
L'honorable S O'Regan.....	20 novembre 2019 au 31 mars 2020	506 304	112 428	–	109
L'honorable A Sohi.....	1 avril 2019 au 20 novembre 2019	819 432	90 518	–	4 574
		1 325 736	202 946	–	4 683
Revenu national					
Agence du revenu du Canada					
Ministre du Revenu national					
L'honorable D LeBouthillier.....	1 avril 2019 au 31 mars 2020	964 440	54 982	–	9 269
Santé					
Ministère de la Santé					
Ministres de la Santé					
L'honorable P Hajdu.....	20 novembre 2019 au 31 mars 2020	580 231	31 273	447	325
L'honorable G Petitpas Taylor.....	1 avril 2019 au 20 novembre 2019	795 544	79 389	–	67
		1 375 775	110 662	447	392

Location (5)	Réparation et entretien (6)	Services publics, fournitures et approvisionnements (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et travaux (8)	Acquisition de machinerie et matériel (9)	Autres subventions et paiements (12)	Total des dépenses brutes
-	-	-	-	-	225	436 676
78	-	-	-	-	-	1 215 142
78	-	-	-	-	225	1 651 818
-	-	2 644	-	-	-	394 760
-	-	2 534	-	-	565	995 733
-	-	-	-	-	-	270 490
-	-	-	-	-	100	22 166
-	-	2 534	-	-	665	1 288 389
-	-	5 178	-	-	665	1 683 149
21	-	-	-	-	-	618 862
-	-	-	-	-	-	914 524
21	-	-	-	-	-	1 533 386
72	-	2 684	-	2 693	-	1 034 140
-	-	1 210	-	48	2 423	615 957
-	-	1 352	-	15	6 803	883 170
-	-	2 562	-	63	9 226	1 499 127

Dépenses des cabinets des ministres – fin

(en dollars)

Portefeuille ministériel et ministre	Date du début à la date de fin	Personnel (1)	Transports et communications (2)	Information (3)	Services professionnels et spéciaux (4)
Sécurité publique et Protection civile					
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile					
Ministres de la Sécurité publique et de la Protection civile					
L'honorable B Blair	20 novembre 2019 au 31 mars 2020	577 029	59 941	–	–
L'honorable R Goodale	1 avril 2019 au 20 novembre 2019	1 048 030	31 703	–	4 555
Ministre de la Sécurité frontalière et de la Réduction du crime organisé					
L'honorable B Blair	1 avril 2019 au 20 novembre 2019	540 010	22 686	–	323
		2 165 069	114 330	–	4 878
Services aux Autochtones					
Ministère des Services aux Autochtones					
Ministres des Services aux Autochtones					
L'honorable M Miller.....	20 novembre 2019 au 31 mars 2020	535 862	52 238	106	1 587
L'honorable S O'Regan	1 avril 2019 au 20 novembre 2019	678 594	142 870	–	6 057
		1 214 456	195 108	106	7 644
Services publics et Approvisionnement					
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux					
Ministre des Services publics et de l'Approvisionnement					
L'honorable A Anand.....	20 novembre 2019 au 31 mars 2020	379 164	27 247	287	8 955
Ministre des Services publics et de l'Approvisionnement - Personnel exonéré travaillant dans les bureaux régionaux du ministre (BRM)					
L'honorable A Anand.....	20 novembre 2019 au 31 mars 2020	155 162	2 525	–	–
Ministre des Services publics et de l'Approvisionnement et de l'Accessibilité ²					
L'honorable C Qualtrough.....	1 avril 2019 au 20 novembre 2019	790 037	55 124	244	1 180
Ministre des Services publics et de l'Approvisionnement et de l'Accessibilité - Personnel exonéré travaillant dans les bureaux régionaux du ministre (BRM) ²					
L'honorable C Qualtrough	1 avril 2019 au 20 novembre 2019	967 636	15 715	66	928
		2 291 999	100 611	597	11 063
Transports					
Ministère des Transports					
Ministre des Transports					
L'honorable M Garneau	1 avril 2019 au 31 mars 2020	1 037 342	103 622	409	–
Autre ³	Sans objet	10,639	–	–	–
Total		56 174 177	5 157 420	25 714	236 875

¹ La responsabilité de tous les Bureaux régionaux de ministres (BRM) tombe sous la ministre du Bureau de Conseil Privé (BCP). Par conséquent, toutes les dépenses relatives sont présentées sous le portefeuille de BCP.

² L'honorable C Qualtrough : Les dépenses présentées s'appliquent au rôle du ministre des Services publics et de l'Approvisionnement. Le ministère de l'Emploi et du Développement social est responsable de présenter les dépenses qui s'appliquent au rôle de ministre de l'Accessibilité.

³ Ces dépenses, qui ont été versées au cours de l'exercice financier 2019-2020, sont reliées aux bureaux des ministres précédents.

Location (5)	Réparation et entretien (6)	Services publics, fournitures et approvisionnement (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et travaux (8)	Acquisition de machinerie et matériel (9)	Autres subventions et paiements (12)	Total des dépenses brutes
-	480	103	-	-	-	637 553
-	560	2 236	-	-	-	1 087 084
-	142	860	-	21	-	564 042
-	1 182	3 199	-	21	-	2 288 679
238	-	-	-	-	-	590 031
609	-	-	-	-	6	828 136
847	-	-	-	-	6	1 418 167
-	-	988	-	662	225	417 528
-	-	-	-	-	-	157 687
-	-	1 672	-	-	-	848 257
-	-	413	-	-	50	984 808
-	-	3 073	-	662	275	2 408 280
524	810	1 527	-	135	5 970	1 150 339
-	-	-	-	-	-	10,639
29 492	7 908	180 593	-	22 453	130 994	61 965 626

Frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires

Cet état fournit le détail sur les frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires encourus au cours de l'exercice, pour les besoins de fonctionnement ou de programme du ministère qu'ils soient nationaux ou internationaux, qu'ils soient imputés au budget du cabinet du ministre ou à n'importe quel autre centre financier au sein du ministère ou de l'organisme.

Aux fins de cet état, les frais de déplacement comprennent le transport, le logement, les repas et autres dépenses. Les éléments suivants sont exclus de cet état :

- les frais de déplacement du personnel rattaché aux ministres, ou des autres personnes voyageant avec les ministres et secrétaires parlementaires;
- les frais d'hospitalité encourus au nom du gouvernement lorsqu'ils sont considérés comme essentiels pour fins de courtoisie, ou pour faciliter la conduite d'affaires gouvernementales;
- les frais de déplacement des membres de la Chambre des communes au service de divers comités parlementaires;
- les frais de déménagement, de transport et de déplacement versés par la Chambre des communes au nom de ses membres. Ces dépenses sont déclarées dans un état distinct de la section 11 de ce volume intitulé « Chambre des communes – État des indemnités de session et des frais de déplacement payés en 2019-2020 »;
- les frais d'utilisation des avions de propriété de l'État par le ministère de la Défense nationale;
- les frais de déplacement des membres de la Chambre des communes pour représenter le Canada à des conférences et réunions internationales. Ces dépenses sont déclarées dans un état distinct de la section 11 de ce volume intitulé « Affaires étrangères, Commerce et Développement – Frais de voyage liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales ».

Frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires

(en dollars)

Portefeuille ministériel et ministre	Crédit	Montant
Affaires mondiales		
Ministres des Affaires étrangères		
L'honorable C Freeland.....	1	89 813
L'honorable F-P Champagne.....	1	71 520
Secrétaire parlementaire		
R Oliphant.....	1	40 862
Ministres du Développement international		
L'honorable K Gould.....	1	12 888
L'honorable M Monsef.....	1	16 920
Secrétaire parlementaire		
K Khera.....	1	14 583
Ministre de la Diversification du commerce international		
L'honorable J Carr.....	1	23 404
Secrétaire parlementaire		
O Alghabra.....	1	9 993
Secrétaire parlementaires (Affaires consulaires)		
P Goldsmith-Jones.....	1	32 217
Secrétaire parlementaire (Relations canado – américaines)		
L'honorable A Leslie.....	1	8 926
Ministre de la Petite Entreprise, de la Promotion des exportations et du Commerce international		
L'honorable M Ng.....	1	27 194
Secrétaire parlementaire		
R Bendayan.....	1	4 120
Agriculture et Agroalimentaire		
Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire		
L'honorable M-C Bibeau.....	1	33 364
Secrétaires parlementaires		
J-C Poissant.....	1	2 504
N Ellis.....	1	295
Anciens Combattants		
Ministre des Anciens Combattants		
L'honorable L MacAulay.....	1	63 297
Secrétaires parlementaires		
D Samson.....	1	1 934
S Lauzon.....	1	2 479

Frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires – suite

(en dollars)

Portefeuille ministériel et ministre	Crédit	Montant
Conseil du Trésor		
Président du Conseil du Trésor et ministre du Gouvernement numérique		
L'honorable J Murray	1	17 393
Président du Conseil du Trésor		
L'honorable J-Y Duclos	1	6 371
Conseil privé		
Premier ministre		
Le Très Honorable J Trudeau	1	10 178
Vice-première ministre et ministre des Affaires intergouvernementales		
L'honorable C Freeland	1	14 518
Leaders du gouvernement à la Chambre des communes		
L'honorable B Chagger	1	2 191
L'honorable P Rodriguez	1	1 408
Ministre des institutions démocratiques		
L'honorable K Gould	1	7 195
Ministre des Affaires intergouvernementales et du Nord et du Commerce intérieur		
L'honorable D LeBlanc	1	683
Défense nationale		
Ministre de la Défense nationale		
L'honorable H S Sajjan	1	159 328
Secrétaires parlementaires		
A Vandenberg	1	1 100
S Cormier	1	1 144
Environnement et Changement climatique		
Ministres de l'Environnement et du Changement climatique		
L'honorable C McKenna	1	62 415
L'honorable J Wilkinson	1	26 483
Secrétaire parlementaire		
S Fraser	1	4 439
Famille, Enfants et Développement social		
Ministre de l'Accessibilité		
L'honorable C Qualtrough	1	27 278
Ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'oeuvre et du Travail		
L'honorable P Hajdu	1	26 904
Secrétaire parlementaire		
R Cuzner	1	9 443
Ministres de la Famille, des Enfants et du Développement social		
L'honorable A Hussen	1	12 415
L'honorable J-Y Duclos	1	24 309
Secrétaire parlementaire		
A Vaughan	1	15 113
Ministres des Aînés		
L'honorable D Schulte	1	5 672
L'honorable F Tassi	1	10 580
Ministre Du Travail		
L'honorable F Tassi	1	6 274
Femmes et Égalité des genres		
Ministre des Femmes et de l'Égalité des genres et du Développement économique rural		
L'honorable M Monsef	1	10 692
Secrétaire parlementaire		
T Duguid	1	6 036
Ministre du Développement international et ministre des Femmes et de l'Égalité des genres		
L'honorable M Monsef	1	20 661
Secrétaire parlementaire		
G Hutchings	1	4 438

Frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires – suite

(en dollars)

Portefeuille ministériel et ministre	Crédit	Montant
Finances		
Ministre des Finances		
L'honorable B Morneau	1	95 776
Secrétaires parlementaires		
J Lightbound	1	4 283
J O'Connell (Possibilités économiques pour la jeunesse)	1	2 991
Ministre de la Prospérité de la classe moyenne et ministre associée des Finances		
L'honorable M Fortier	1	10 834
Gouvernement numérique		
Ministre du Gouvernement Numérique		
L'honorable J Murray	1	31 535
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté		
Ministres de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté		
L'honorable A Hussen	1	39 607
L'honorable M Mendicino	1	33 190
Secrétaires parlementaires		
M DeCoursey	1	7 325
S Martinez Ferrada	1	577
Infrastructure et Collectivités		
Ministres de l'Infrastructure et des Collectivités		
L'honorable C McKenna	1	27 168
L'honorable F-P Champagne	1	17 242
Secrétaire parlementaire		
M Mendicino	1	9 294
Ministre du Développement économique rural		
L'honorable B Jordan	1	13 628
Secrétaire parlementaire		
M Serré	1	5 828
Innovation, Sciences et Développement économique		
Ministre du Développement économique et des Langues officielles		
L'honorable M. Joly	1	36 690
Secrétaires parlementaires		
É Brière	1	618
K Young	1	590
R Arseneault	1	1 566
T Duguid	1	3 313
T Sheehan	1	1 102
Ministre du Développement économique rural		
L'honorable B Jordan	1	14 368
Ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique		
L'honorable N Bains	1	64 048
Secrétaire parlementaire		
R Massé	1	4 411
Ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie		
L'honorable N Bains	1	17 176
Secrétaire parlementaire		
W Amos	1	801
Ministre de la Petite Entreprise et de la Promotion des exportations		
L'honorable M Ng	1	26 824
Secrétaire parlementaire		
R Hébert	1	3 047
Ministre des Sciences et du Sports		
L'honorable K Duncan	1	11 205
Secrétaire parlementaire		
K Young	1	1 090
Ministre du Tourisme, des Langues officielles et de la Francophonie		
L'honorable M Joly	1	26 712
Secrétaire parlementaire		
A Lockhart	1	721

Frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires – suite

(en dollars)

Portefeuille ministériel et ministre	Crédit	Montant
Justice		
Ministre de la Justice et procureur général du Canada		
L'honorable D Lametti	1	43 389
Secrétaire parlementaire		
A Virani	1	1 826
Patrimoine canadien		
Ministre de la Diversité et de l'inclusion et de la Jeunesse		
L'honorable B Chagger	1	16 260
Ministre du Patrimoine canadien		
L'honorable S Guilbeault	1	16 370
Ministre du Patrimoine canadien et du Multiculturalisme		
L'honorable P Rodriguez	1	15 003
Secrétaires parlementaires		
A Fillmore	1	9 169
G Anandasangaree	1	7 432
Ministre des Sciences et des Sports		
L'honorable K Duncan	1	10 345
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne		
Ministres des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne		
L'honorable B Jordan	1	13 490
L'honorable J Wilkinson	1	37 071
Secrétaires parlementaires		
S Casey	1	5 530
T Beech	1	1 145
Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord		
Ministre des Relations Couronne-Autochtones		
L'honorable C Bennett	1	78 587
Secrétaire parlementaire		
M Miller	1	12 585
Ministre des Affaires du Nord		
L'honorable D Vandal	1	9 778
Secrétaire parlementaire		
Y Jones	1	1 587
Ressources naturelles		
Ministres des Ressources naturelles		
L'honorable A Sohi	1	12 053
L'honorable S O'Regan	1	34 254
Secrétaire parlementaire		
P Lefebvre	1	25 284
Revenu national		
Ministre du Revenu national		
L'honorable D Lebouthillier	1	18 060
Secrétaire parlementaire		
F Sorbara	1	4 773
Santé		
Ministres de la Santé		
L'honorable G Petitpas Taylor	1	22 202
L'honorable P Hajdu	1	11 322
Secrétaires parlementaires		
D Fisher	1	2 453
P Damoff	1	22
Sécurité publique et Protection civile		
Ministres de la Sécurité publique et de la Protection civile		
L'honorable B Blair	1	7 400
L'honorable R Goodale	1	13 889
Secrétaires parlementaires		
J Lightbound	1	842
K McCrimmon	1	1 635
Ministres de la Sécurité frontalière et de la Réduction du crime organisé		
L'honorable B Blair	1	24 403
Secrétaire parlementaire		
P Schiefke	1	207

Frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires – fin

(en dollars)

Portefeuille ministériel et ministre	Crédit	Montant
Services aux Autochtones		
Ministres des Services aux Autochtones		
L'honorable M Miller.....	1	14 321
L'honorable S O'Regan	1	45 433
Secrétaires parlementaires		
D Vandal	1	4 680
P Damoff.....	1	926
Services publics et Approvisionnement		
Ministre des Services publics et de l'Approvisionnement		
L'honorable A Anand.....	1	7 339
Ministre des Services publics et de l'Approvisionnement et de l'Accessibilité		
L'honorable C Qualtrough.....	1	4 590
Secrétaires parlementaires		
K Young.....	1	913
S MacKinnon	1	3 411
Transports		
Ministre des Transports		
L'honorable M Garneau	1	23 637
Total.....		<u>2 028 150</u>

Dépenses de déplacements internationaux des ministres, des secrétaires parlementaires et du personnel des ministres

Ce tableau présente les dépenses de déplacements internationaux engagées par les ministres, les secrétaires parlementaires et le personnel des ministres, pour les besoins de fonctionnement ou de programme du ministère seulement. Ces dépenses sont imputées à un centre de fonds spécial, créé à même des niveaux de référence existants, au sein du ministère ou de l'organisme. Ces dépenses ne sont pas imputées aux budgets des cabinets des ministres donc ne sont pas comprises dans le tableau des dépenses des cabinets des ministres.

Dépenses de déplacements internationaux des ministres, des secrétaires parlementaires et du personnel des ministres

(en dollars)

Portefeuille ministériel et ministre	Montant
Affaires mondiales	
Ministres des Affaires étrangères	
L'honorable F-P Champagne	197 184
L'honorable C Freeland	211 864
Ministres du Développement international	
L'honorable K Gould	21 202
L'honorable M Monsef	44 680
Ministre de la Diversification du commerce international	
L'honorable J Carr	42 886
Ministre de la Petite Entreprise, de la Promotion des exportations et du Commerce International	
L'honorable M Ng	49 084
Agriculture et Agroalimentaire	
Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	
L'honorable M-C Bibeau	30 991
Anciens Combattants	
Ministre des Anciens Combattants	
L'honorable L MacAulay	23 862
Conseil Privé	
Vice-première ministre et ministre des Affaires intergouvernementales	
L'honorable C Freeland	17 514
Défense nationale	
Ministre de la Défense nationale	
L'honorable H S Sajjan	246 112
Environnement et Changement climatique	
Ministres de l'Environnement et du Changement climatique	
L'honorable C McKenna	48 264
L'honorable J Wilkinson	23 835
Famille, Enfants et Développement social	
Ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social	
L'honorable A Hussen	2 395
Ministre de l'Accessibilité	
L'honorable C Qualtrough	9 446
Ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et du Travail	
L'honorable P Hajdu	7 007
Ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et de l'inclusion des personnes handicapées	
L'honorable C Qualtrough	18 135
Femmes et Égalité des genres	
Ministre des Femmes et de l'Égalité des genres	
L'honorable M Monsef	14 719
Ministre des Femmes et de l'Égalité des genres et du Développement économique rural	
L'honorable M Monsef	916
Finances	
Ministre des Finances	
L'honorable B Morneau	223 928

Dépenses de déplacements internationaux des ministres, des secrétaires parlementaires et du personnel des ministres – fin

(en dollars)

Portefeuille ministériel et ministre	Montant
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté	
Ministres de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté	
L'honorable M Mendicino	39 641
L'honorable A Hussien	28 157
Infrastructure et Collectivités	
Ministre de l'infrastructure et des collectivités	
L'honorable C McKenna	14 100
Innovation, Sciences et Développement économique	
Ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique	
L'honorable N Bains	21 366
Ministre de la Petite Entreprise et de la Promotion des exportations	
L'honorable M Ng	22 696
Ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie	
L'honorable N Bains	2 553
Ministre du Tourisme, des Langues officielles et de la Francophonie	
L'honorable M Joly	11 626
Justice	
Ministre de la Justice et procureur général du Canada	
L'honorable D Lametti	12 258
Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord	
Ministre des Relations Couronne-Autochtones	
L'honorable C Bennett	10 157
Secrétaire parlementaire	
M Miller	3 795
Ressources naturelles	
Ministres des Ressources naturelles	
L'honorable S' O'Regan	1 994
L'honorable A Sohi	17 413
Sécurité publique et Protection civile	
Ministres de la Sécurité publique et de la Protection civile	
L'honorable R Goodale	24 691
L'honorable B Blair	8 225
Ministre de la Sécurité frontalière et de la Réduction du crime organisé	
L'honorable B Blair	4 358
Services aux Autochtones	
Ministres des Services aux Autochtones	
L'honorable M Miller	3 354
L'honorable S O'Regan	1 565
Secrétaire parlementaire	
D Vandal	2 427
Transports	
Ministre des Transports	
L'honorable M Garneau	22 237
Total	1 486 637

Section 11

Comptes publics du Canada

2019-2020

Autres informations diverses

Table des matières

	<i>Page</i>
Affaires mondiales	
Dépenses relatives à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement)	306
Frais de voyage liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement)	308
Conseil du Trésor	
Détails des sommes virées à d'autres portefeuilles ministériels pour ajouter à d'autres crédits (Secrétariat du Conseil du Trésor).....	318
Conseil privé	
Traitements et indemnités aux ministres d'État (Bureau du Conseil privé).....	324
Dépenses relatives aux crédits annuels et aux crédits législatifs par programme (Bureau du directeur général des élections).....	325
Détails des dépenses – 43 ^e élections générale (octobre 2019) (Bureau du directeur général des élections).....	325
Détails des dépenses – Élections partielles de mai 2019 (Bureau du directeur général des élections).....	326
Famille, Enfants et Développement social	
Paiements d'indemnités et frais d'administration (Ministère de l'Emploi et du Développement social).....	327
Parlement	
État des indemnités de session et de fonctions, frais de déplacement et de recherche payés en 2019-2020 (Sénat).	328
État des indemnités de session et des frais de déplacement payés en 2019-2020 (Chambre des communes).....	332
Traitements des secrétaires parlementaires des ministres payés en 2019-2020 (Chambre des communes).....	343
Sécurité publique et Protection civile	
État des dépenses par établissement (Service correctionnel du Canada)	345

Affaires mondiales

Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

Dépenses relatives à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales

Cet état présente les dépenses couvertes par l'Affectation au titre des conférences internationales du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement telles que les dépenses au titre de l'accueil et les frais de participation aux conférences. L'Affectation au titre des conférences internationales est approuvée par le Cabinet pour financer les activités protocolaires du gouverneur général et du premier ministre du Canada lors des visites officielles à l'étranger. L'affectation prend également en charge la participation des ministres du portefeuille du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement et de leurs délégations officielles dans les importantes conférences multilatérales internationales. Une conférence internationale est définie comme un congrès, une assemblée, une session d'information ou toute autre réunion officielle tenant lieu à l'extérieur du Canada qui traite de sujets liés aux objectifs du gouvernement du Canada.

(en dollars)

Conférences et réunions	Montant
Visite du premier ministre à Buenos Aires, (Argentine) - G20, du 28 novembre au 2 décembre 2018	172
Visite du premier ministre à Paris (France) - Réunion de lancement de l'Appel de Christchurch, 14-17 mai 2019	203 952
Visite du premier ministre à Portsmouth et Londres (Royaume-Uni), Juno Beach et Paris (France) - 75e Anniversaire du jour J, 4-7 juin 2019	467 745
Visite du premier ministre à Washington (États-Unis), 19-20 juin 2019	98 623
Visite du premier ministre à Osaka (Japon) - Sommet du G20, 26-29 juin 2019	425 677
Visite du premier ministre à Biarritz (France) - Sommet du G7, 24-26 août 2019	466 952
Visite reportée du Premier ministre à Santiago (Chili) - Sommet de l'APEC, 16-17 novembre 2019	36 375
Visite du premier ministre à Londres (Royaume-Uni) - Rencontre des dirigeants de l'OTAN, 2-4 décembre 2019	229 790
Participation canadienne au Forum économique mondial, Davos (Suisse), 21-24 janvier 2020	58 349
Visite du premier ministre à Addis Abeba (Éthiopie) - Sommet de l'Union africaine, Koweït (Koweït), Dakar (Sénégal), Munich (Allemagne) - Conférence de Munich sur la sécurité, 6-15 février 2020	873 357
Visite reportée du premier ministre à Bridgetown (Barbade), Réunion intersessions de la Caricom, 17-18 février 2020	137 273
Planification et prévisite pour la visite reportée du Premier ministre à Kigali (Rwanda) - Réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth, 25-27 juin, 2020	64 926
Visite reportée du premier ministre à New York (États-Unis), 16-18 mars, 2020	3 323
Visite de la gouverneure générale en Afrique, octobre 2018	164
Planification et prévisite pour la visite reportée de la gouverneure générale au Mozambique, avril 2019	1 385
Visite de la gouverneure générale au Rwanda, 4-9 avril 2019	268 718
Visite de la gouverneure générale à la République française, 3-6 juin 2019	67 874
Visite de la gouverneure générale en République du Pérou, 23-28 juillet 2019	133 521
Visite de la gouverneure générale au Royaume des Pays-Bas et à la République de Pologne, du 29 août au 2 septembre 2019	137 461
Visite de la gouverneure générale en République française, du 29 septembre au 1er octobre 2019	72 562
Visite de la gouverneure générale en République de Lituanie et en République d'Estonie, 24-28 novembre 2019	414 947
Visite de la gouverneure générale en République italienne, du 29 novembre au 4 décembre 2019	202 803
Visite de la gouverneure générale à Jérusalem et en République de Pologne, 21-28 janvier 2020	277 138
Ministre des Affaires étrangères – Visites bilatérales (agent de visites)	135 527
Ministre du Commerce international – Visites bilatérales (agent de visites)	37 601
Ministre du Développement international - Visites bilatérales (agent de visites)	19 783
Ministre de la Francophonie - Visites bilatérales (agent de visites)	7 712
Ministre des Affaires étrangères - Visites bilatérales (jumelage de députés)	30 992
Ministre des Affaires étrangères - Délégation canadienne à Washington (États-Unis) - Réunion des ministres des Affaires étrangères de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord, 3-4 avril 2019	3 403
Ministre des Affaires étrangères - Délégation canadienne à Dinard (Paris) - Réunion des ministres des Affaires étrangères du G7, 5-6 avril 2019	27 979
Ministre des Affaires étrangères - Délégation canadienne à Rovaniemi (Finlande) - 11e réunion ministérielle du Conseil de l'Arctique, 6-7 mai 2019 .	57 515

Affaires mondiales

Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

Dépenses relatives à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales – fin

(en dollars)

Conférences et réunions	Montant
Délégation canadienne à Medellin (Colombie) - 49e Assemblée générale de l'Organisation des États américains, 26-28 juin 2019	37 691
Ministre des Affaires étrangères - Délégation canadienne à Osaka (Japon) - Sommet des dirigeants du G20, 28-29 juin 2019.....	79 254
Ministre des Affaires étrangères - Délégation canadienne à Bangkok (Thaïlande) - Conférence postministérielle et réunion ministérielle du Forum régional de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, 1-2 août 2019	79 897
Ministre des Affaires étrangères - Délégation canadienne à Biarritz (France) - Sommet des dirigeants du G7, 24-26 août 2019	42 856
Délégation canadienne à Vienne (Autriche) - Conférence générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique, 16-20 septembre 2019.....	20 133
Délégation canadienne à New York (États-Unis) - 74e session de l'Assemblée générale des Nations unies, 21-30 septembre 2019	592,262
Délégation canadienne à Paris (France) - 40e session de la Conférence géologique de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture, 12-27 novembre 2019	22 734
Ministre des Affaires étrangères - Délégation canadienne à Bruxelles (Belgique) - Réunion des ministres des Affaires étrangères de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord, 20 novembre 2019	16 582
Ministre des Affaires étrangères - Délégation canadienne à Nagoya (Japon) - Réunion des ministres des Affaires étrangères du G20, 22-23 novembre 2019	74 440
Ministre des Affaires étrangères - Délégation canadienne à Bratislava (Slovaquie) - Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, 5-6 décembre 2019.....	29,712
Visite reportée de la délégation canadienne à Pittsburgh (États-Unis) - Réunion des ministres des Affaires étrangères du G7, 24-25 mars 2020	878
Ministre du Commerce international - Délégation canadienne à Viña del Mar (Chili) - Ministres de la Coopération économique Asie-Pacifique responsables du commerce, 17-18 mai 2019	69 278
Ministre du Commerce international - Délégation canadienne à Paris (France) - Réunion du Conseil ministériel de l'Organisation de coopération et de développement économiques, 22-23 mai 2019	36 885
Ministre du Commerce international - Délégation canadienne à Tsukuba (Japon) - Réunion des ministres du Commerce du G20 (TMM), 8-9 juin 2019.....	45 234
Délégation canadienne à Funafuti (Tuvalu) - Forum des îles du Pacifique, 12-17 août 2019	24 397
Délégation canadienne à Bangkok (Thaïlande) - 8e consultation des ministres de l'économie des pays de l'Asie du Sud-Est avec le Canada, 9 et 10 septembre 2019	21,731
Ministre du Développement international - Délégation canadienne à Paris (France) - Réunion des ministres du développement du G7, 4-5 juillet 2019.....	62 435
Participation canadienne à la cérémonie d'inauguration au Panama, du 30 juin au 2 juillet 2019	2 938
Participation canadienne aux funérailles nationales du Premier ministre Beji Caid Essebsi, du 26 au 28 juillet 2019	3,035
Participation canadienne à la cérémonie d'inauguration en Argentine, 8-12 décembre 2019	9 583
Participation canadienne à la cérémonie d'inauguration au Guatemala, 13-16 janvier 2020	6,690
Participation canadienne à la cérémonie d'investiture du cardinal élu Michael Czerny, 2-6 octobre, 2019	44 907
Participation canadienne à l'intronisation de l'empereur japonais, 22-23 octobre 2019.....	51 180
Participation canadienne à la cérémonie d'inauguration en Uruguay, du 1 au 4 mars 2020	10 405
Total.....	6 348 736

Affaires mondiales

Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

Frais de voyages liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales

Cet état présente les dépenses de voyages couvertes par l'Affectation au titre des conférences internationales. Cette affectation est décrite à l'état de la section 11 de ce volume intitulé « Dépenses relatives à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales ».

En général, l'Affectation au titre des conférences internationales ne prend pas en charge les dépenses des ministres et employés des autres ministères, des représentants provinciaux et territoriaux, des conseillers du secteur privé ou des observateurs universitaires. Celles-ci sont généralement autofinancées. Par conséquent, cet état inclut seulement les coûts imputables à l'Affectation au titre des conférences internationales (ACI) par le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement. Les délégués des autres ministères sont présentés à des fins d'information seulement.

Les coûts imputés à l'ACI font partie du budget de fonctionnement du ministère des Affaires étrangères, Commerce et Développement, par conséquent, ils ne sont pas inclus dans les états de la section 10 de ce volume intitulés « Frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires » et « Dépenses de déplacements internationaux des ministres, des secrétaires parlementaires et du personnel des ministres ».

(en dollars)

Description	Montant
<i>Visite du premier ministre à Buenos Aires, (Argentine) - G20, du 28 novembre au 2 décembre 2018.....</i>	172
<i>Visite du premier ministre à Paris (France) - Réunion de lancement de l'Appel de Christchurch, 14-17 mai 2019.....</i>	105 096
Chambre des communes Trudeau, Le très honorable J., Bains, l'honorable N.	
Cabinet du Premier ministre Bouchard, M., Guillon, T., Scotti, A., Travers, P., Proulx, P., Bouchard, L., Hallé, A.-L., Marques, E., Sly, M., Zamor, R., Dharas, J., Gagnon, C.	
Bureau du Conseil privé Maloley, J., Madore, J., Pilon, T., Bazinet, É., Moss, N., Ménard, D., Hage, M., O'Nions, C., Ammerman, R., Morrison, D., Bonneville-Mainville, R., Wittmann, P., Lynch, C., Cassis, V., Huot, P., Mendlesohn, M.	
Affaires mondiales Canada Roy, S., Huot-Bolduc, F., Tsai-Klassen, F., Cousin, M., Dana-Yoblonski, A.-J., Bersanetti, O., Landry, T., Tremblay, H., Sorel, C., Corneloup, F., Mota, S., Bardou, M.	
Ministère de la Défense nationale Britt-Côté, Dr. M.	
Innovation, Sciences et Développement économique Canada Ismail, T.	
<i>Visite du premier ministre à Portsmouth et Londres (R.-U.), Juno Beach et Paris (France) - 75e Anniversaire du jour J), 4-7 juin 2019.....</i>	215 056
Chambre des communes Trudeau, Le très honorable J., Blanchet, Y.-F., Singh, J.	
Cabinet du Premier ministre Ahmad, C., Bouchard, L., Bouchard, M., Dinsdale, M., Gagnon, C., Grech, A., Guillon, T., Laventure, L., Malinoski, B., Proulx, P., Scotti, A., Sly, M., Sly, M., Telford, K., Theis, R., Travers, P.	
Bureau du Conseil privé Cloutier, B., Doucette, P., Gascon, A., Grecco, B., Hage, M., Lanbro, J., Lemire, M., Madore, J., Ménard, D., Mioc, C., Morrison, D., Moss, N., Pilon, T., Quenneville, L., Shea, M., Simoneau, E., Tanguay, J., Tremblay, É., Wagner, R., Weetman, J., Yanyk, R.	
Affaires mondiales Canada Aggelopoulos, T., Agrebi, N., Bardou, M., Beckermann, J., Bersanetti, O., Boucher, C., Boufraine, N., Charette, J., Corneloup, F., Currie, J., Dana-Yoblonski, A.-J., De Leeuw, L., De Nardi, K., Duchesne, B., Enjalbert, V., Hudon, I., Huot-Bolduc, F., Jones, B., Landry, T., Le Merrier, S., McNeill, C., Morrell, V., Mota, S., Murphy, L., Nouisser, N., O'Neil, P., Rainbird, J., Rehal, W., Requillart, M., Rivard, J., Roy, S., Séguin, S., Singh, D., Snider, C., Tsai-Klassen, F., Vachon, A., Wheeler, S., Wisniewski, B., Wood, M., Wyslouzil, R.	

Affaires mondiales

Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

Frais de voyages liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales – suite

(en dollars)

Description	Montant
Ministère de la Défense nationale Britt-Côté, Dr. M.	
Autre McLeod, l'honorable R., Pagé, D., Kaur, G.	
<i>Visite du premier ministre à Washington (É.-U.), 19-20 juin 2019</i>	19 687
Chambre des communes Trudeau, Le très honorable J., Freeland, l'honorable C., Sajjan, l'honorable H.	
Cabinet du Premier ministre Telford, K., Clow, B., Ahmad, C., Chin, B., Beauchemin, S., Pascuzzo, M., Proulx, P., Grech, A., Guillon, T., Scotti, A., Sly, M.	
Bureau du Conseil privé Pilon, T., Maloley, J., Lemire, M., Cotton, B., Bossenmaier, G., Morrison, D., Madore, J., Mackay, C., Ali, T., Adler, J.	
Affaires mondiales Canada Garneau, V., Lawrence, A., Wheeler, S., Huot-Bolduc, F., Currie, J., Labrosse, J., Gibbins, C., Jones, J., Lambo, P., Coulter, A., Suter, C., Shonk, C., Sullivan, K., Benner, V., Happli, A., Gagné-Rainville, D.	
Ministère de la Défense nationale Astravas, Z.	
<i>Visite du premier ministre à Osaka (Japon) - Sommet du G20, 26-29 juin 2019</i>	94 222
Chambre des communes Trudeau, Le très honorable J.	
Cabinet du Premier ministre Scotti, A., Travers, P., Caceres, D., Vangerven, K., Hage-Moussa, V., Telford, K., Purchase, K., Proulx, P., Malinoski, B., Clow, B., Chin, B., Archer, A., Marques, E., Catenaro, E., Gagnon, C.	
Bureau du Conseil privé Gaudreault, S., Madore, J., Tremblay, É., Morrison, D., Robert, A., Ménard, D., Hage, M., Fitzgerald, R., Mackay, C., Weetman, J., McPhail, B., Huot, P., Massabki, M., Samaan, V., Cotten, B., Cloutier, B., Bazinet, É.	
Affaires mondiales Canada Roy, S., Labrosse, J., Huot-Bolduc, F., Aggelopoulos, T., Burney, I., Bishop, G., Demers, C., Dickie, A., Palmer, R., Létourneau, S., Matsumoto, Y., Bashir, D., Lim, M., Noguchi, S., Mallin, L., Ormond, J., La Salle, C., Germansen, C., Shimizu, I., Akebayashi, M., Ejima, M., Sakaguchi, K., Davignon, J.-P., Boucher, C.	
Ministère de la Défense nationale Britt-Côté, Dr. M.	
Services publics et Approvisionnement Canada (Interprètes) Dawrant, A.	
Autre Grégoire Trudeau, S., Barton, D.	
<i>Visite du premier ministre à Biarritz (France) - Sommet du G7, 24-26 août 2019</i>	127 745
Chambre des communes Trudeau, Le très honorable J.	
Cabinet du Premier ministre Telford, K., Ahmad, C., Travers, P., Hallé, A.-L., Gagnon, C., Proulx, P., Bouchard, L., Guillon, T., Scotti, A., Sly, M., Malinoski, B., Chin, B.	
Bureau du Conseil privé Madore, J., Xavier, C., Wittmann, P., Goosen, J., Lynch, C., Hamilton, D., Massabki, M., O'Nions, C., Nawaz, U., Cloutier, B., Lanbro, J., Robert, A., Grecco, B., Gascon, A., Ménard, D., Gagnon, M.	

Affaires mondiales

Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

Frais de voyages liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales – suite

(en dollars)

Description	Montant
Affaires mondiales Canada Hudon, I., Huot-Bolduc, F., Boucher, C., Cruz, A., Landry, T., Tsai-Klassen, F., Vachon, A., Mota, S., Corneloup, F., Dana-Yoblonski, A.-J., Sanchez, C., Nouisser, N., Workman, C., Boufraine, N., Charette, J., Mussely-Bédard, A., Bersanetti, O., Cousin, M., Le Merrer, S.	
Ministère de la Défense nationale Britt-Côté, Dr. M.	
Services publics et Approvisionnement Canada (Interprètes) Nakamura, S.	
<i>Visite reportée du Premier ministre à Santiago (Chili) - Sommet de l'APEC, 16-17 novembre 2019</i>	16 556
Affaires mondiales Canada Boucher, C., Huot-Bolduc, F.	
<i>Visite du premier ministre à Londres (R.-U.) - Rencontre des dirigeants de l'OTAN, 2-4 décembre 2019</i>	164 107
Chambre des communes Trudeau, Le très honorable J., Sajjan, l'honorable H., Champagne, l'honorable F.-P.	
Cabinet du Premier ministre Ahmad, C., Scotti, A., Travers, P., Proulx, P., Pascucci, D., Bouchard, L., Telford, K., Malinoski, B., Sly, M., Guillon, T., Gagnon, C.	
Bureau du Conseil privé Madore, J., Morrison, D., Simoneau, E., Huot, P., Maloley, J., Pilon, T., Bazinet, É., Fitzgerald, R., Hage, M., Morgan, J., Moss, N., Mioc, C., McLaughlin, S., Quenneville, L., Delaney, A.	
Affaires mondiales Canada Huot-Bolduc, F., Roy, S., Angell, D., Thériault, M.C., Morgan, M., Garneau, V., Sauvé, J., Harris, L., De Nardi, K., Jones, B., Rehal, W., Aggelopoulos, T., Vidal, M., McNeill, J., Singh, D., Murphy, S., Séguin, S.	
Ministère de la Défense nationale Montague, Dr. M., Astravas, Z., Vance, J. (gén)	
<i>Visite du premier ministre à Addis Abeba (Éthiopie) - Sommet de l'Union africaine, Koweït (Koweït), Dakar (Sénégal), Munich (Allemagne) - Conférence de Munich sur la sécurité, 6-15 février 2020</i>	612 771
Chambre des communes Trudeau, Le très honorable J., Champagne, l'honorable F.-P., Hussien, l'honorable A., Ng, l'honorable M.	
Cabinet du premier ministre Ahmad, C., Archambault, A., Bouchard, L., Cesvet, G., Davis, K., Grech, A., Guillon, T., Malinoski, B., Proulx, P., Scotti, A., Sly, M., Telford, K., Travers, P., Vaillancourt, A.-C., Vangerven, K.	
Bureau du Conseil privé Boyer, A., Charlebois, M., Charlebois, M., Cloutier, B., Debelles, J.-M., Denault, P., Duchesne, S., Fitzgerald, R., Gaudreault, S., Goosen, J., Gorley, F., Grecco, B., Hage, M., Lanbro, J., Lemire, M., Lynch, C., Madore, J., Maloley, J., Massabki, M., McPhail, B., Morgan, J., Morrison, D., Pilon, T., Robert, A., Robert, A., Roussain, M., Selby, M., Stark, M., Sweet, S., Tremblay, E., Wilson, I., Wittmann, P.	
Affaires mondiales Canada Aggelopoulos, T., Aljazairi, F., Amyot, A., Ashenafi, S., Austen, A., Bacigalupo, G., Beyé, K., Blanchard, M.-A., Boucher, C., Bourgeois, T., Catenaro, E., Chauvet, C., Chevrier, A., Currie, J., Dion, l'honorable S., Diop, M., Dixon, K., Easton, J., Emde, C., Enna, S., Fairbairns, M., Gartshore, G., Gaulin, L., Genest, P., Guérin, M., Habboub, L., Hassan, S., Haswell, A., Henri, Y., Hudon, I., Huot-Bolduc, F., Ibrahim, T., Johann, L., Johann, L., Karimuvumba, M., Kimmel, M., Labrosse, J., Lagueux, A., Lambert, D., Lenz, T., Lévesque-Briand, C., Mathé, C., McLaughlin, M., Miller, R., Montreuil, L., Mukbil, S., Najia, L., O'Neill, J., Paradis-Caron, F., Peuch, N., Poupart, I., Reid, P., Roy, S., Santa, G., Schroedl, M., Sheppard, G., Skinner, P., Thériault, M.C., Thompson, G., Wheeler, S., Wondwosen, B., Yilma, E., Zaki, A.	
Services publics Approvisionnement Canada (Interprètes) Ghabrial, H.	
Ministère de la Défense nationale Britt-Côté, Dr. M., Noreau, P.	

Affaires mondiales

Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

Frais de voyages liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales – suite

(en dollars)

Description	Montant
Emploi et Développement social Canada Patel, Z., Tariq, T.	
Autre Chung, T., Ujiri, M.	
<i>Visite reportée du premier ministre à Bridgetown (Barbade), Réunion intersessions de la Caricom, 17-18 février 2020</i>	89 334
Chambre des communes Champagne, l'honorable F.-P., Fergus, G. (député), Dubourg, E. (député)	
Cabinet du Premier ministre Bouchard, L., Guillon, T.	
Bureau du Conseil privé Bazinet, É., Bonneville-Mainville, R., Moss, N., Lefebvre, A., Mcnicoll, B.	
Affaires mondiales Canada Barrette, J., Petrilli, K., Bailey, M., Deschamps-Laporte, L., Hamann, L., Nadi, K., Teasdale, J., Chatterjee, L., Blanchard, M.-A.	
<i>Planification et prévisite pour la visite reportée du premier ministre à Kigali (Rwanda) - Réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth, 25-27 juin, 2020</i>	57 646
Affaires mondiales Canada Boucher, C., Davies, M., O'Connor, E.	
<i>Visite reportée du premier ministre à New York (É.-U.), 16-18 mars, 2020</i>	3 323
Cabinet du Premier ministre Vangerven, K., Boulé, A.	
Bureau du Conseil privé Cloutier, B.	
Affaires mondiales Canada Boucher, C.	
<i>Planification et prévisite pour la visite reportée de la gouverneure générale au Mozambique, avril 2019</i>	600
<i>Visite de la gouverneure générale au Rwanda, 4-9 avril 2019</i>	116 917
Résidence du Gouverneur général Payette, Son Excellence la très honorable J., Auger, O., Mousseau, D., MacIntyre, C., Babin-Dufresne, N., Lapalme, C., Rocheleau, J., Espallargas, E., Hamer, A., Caesar, M.	
Chambre des communes Bratina, B. (député), Christopherson, D. (député), Shanahan, B. (député)	
Affaires mondiales Canada Wheeler, S., Fredette, M.-A., Stadelbauer, L., Boucher, C., Snider, C., Crowley, J., Marshall, P., Monast-Nadeau, J., Gillis, A., Munyiri, N., Ntirushwa, H., Grenier, M., Hingorani, Y., Mwangiru, D., Thompson, K., Kamau, A., Firlotte, N., Meester, D., Opiyo, B., Maina, P., Mwangiru, S., Oliver, M., Oumzil, H.	
Ministère de la Défense nationale Martel, L. (capt), Corbeil, P. (Itv), Osborne, K. (capt), Maheu, J. (sgt), Brisson, A.-M. (mat 1), Dufour, M. (sgt), Menard, S. (sdt), Preece, T. (cpl), Roche, G. (cplc), Galbraith, H. (Itv), Nacario, C. (cpl)	
Délégation d'accompagnement Watson-Wright, Dr. W., Ogilvie, Dr. G., Summerby-Murray, Dr. R., Turok, N., Butera, É.C., Lebel, J., Whitman, S., Kiddell-Monroe, R., Murengerantwali, S.	

Affaires mondiales

Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

Frais de voyages liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales – suite

(en dollars)

Description	Montant
<i>Visite de la gouverneure générale à la République française, du 3 au 6 juin 2019</i>	30 975
Résidence du Gouverneur général Payette, Son Excellence la très honorable J., Di Lorenzo, A., Babin-Dufresne, N., Gobeil, M., Auger, O. Affaires mondiales Canada Snider, C., Clark, G., Klassen, V., Diakite, M. Ministère de la Défense nationale Noel, M. (maj), Maheu, J. (sgt)	
<i>Visite de la gouverneure générale en République du Pérou, 23-28 juillet 2019</i>	48 462
Résidence du Gouverneur général Payette, Son Excellence la très honorable J., Di Lorenzo, A., Mousseau, D., Laframboise, J. Affaires mondiales Canada Snider, C., Kutz, G., Koenig, E., Pypops, N., Magallanes, M., Pacheco, P. Ministère de la Défense nationale Fecteau, M-A. (LCol), Martel, L. (Capt), Maheu, J. (Sgt)	
<i>Visite de la gouverneure générale au Royaume des Pays-Bas et à la République de Pologne, du 29 août au 2 septembre 2019</i>	89 759
Résidence du Gouverneur général Payette, Son Excellence la très honorable J., Anido, C., Babin Dufresne, N., Di Lorenzo, A., Gobeil, M. Affaires mondiales Canada Anuewicz, A., Benson, I., De Leeuw, L., Dorsemaine, F., Fournier, B., Francisco, C., Gajek, R., Gillis, S., Nölke, S., Pinto, V., Sautner, J., Scanlon, L., Snider, C., Vergeer, M., Wheeler, S. Ministère de la Défense nationale Corbeil, P. (Itv), Gaudreault, M. (cplc), Moreau, J-F. (maj)	
<i>Visite de la gouverneure générale en République française, du 29 septembre au 1er octobre 2019</i>	70 510
Résidence du Gouverneur général Payette, Son Excellence la très honorable J. Affaires mondiales Canada Bardou, M., Enjalbert, V., Sanchez, C., Vachon, A., Klassen, V., Barrette, J. Thériault, M.-C. Autre Chrétien, Le très honorable J. Ministère de la Défense nationale Moreau, J-F. (maj)	
<i>Visite de la gouverneure générale en République de Lituanie et en République d'Estonie, du 24 au 28 novembre 2019</i>	279 365
Résidence du Gouverneur général Payette, Son Excellence la très honorable J., Babin Dufresne, N., Barkhouse, I., Hurtubise, J., Laframboise, J., MacIntyre, C., Mousseau, D., Sylvester, M., Vaillancourt, S. Affaires mondiales Canada Ala, J., Alsina, P.A., Bacigalupo, G., Bardou, M., Benson, I., Cernisova, D., Cimanskis, E., Costo-Brossit, C. Sgt., Eyestone, M., Fry, R., Gajek, R., Jasmes, N., Lauva, A., Loubeyre, J., Louden, L., Matule, A., Modanu, M., Normand, J., Pecora, J., Rex, K., Roma, G., Roosipuu, K., Snider, C., Ustav, K-L., Wheeler, S. Ministère de la Défense nationale Corbeil, P. (Itv), Couto, M. (capt), Fecteau, M-A. (lcol), Jacques, E., Lambert-Beaulieu, E. (capt), Maheu, J. (sgt), Pearson, J. (sgt), Poirier, S. (cpl), Richer, D. Maj., Shackell, D. (Cpl), Shackell, D., Windeler, S.	

Affaires mondiales

Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

Frais de voyages liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales – suite

(en dollars)

Description	Montant
Innovation, Sciences et Développement économique Canada Nemer, Dr. M.	
Conseil du trésor Bilodeau, F.	
Délégation d'accompagnement Jaako, H., Leong, K., Levy, S., Manky, D., Scott, B., Shoker, S.	
<i>Visite de la gouverneure générale en République italienne, du 29 novembre au 4 décembre 2019</i>	141 365
Résidence du Gouverneur général Payette, Son Excellence la très honorable J., Di Lorenzo, A., Gobeil, M., Rocheleau, J.	
Affaires mondiales Canada Barrette, J., De Leeuw, L., Wheeler, S., Strussione, P., Bouchard, N., Montanari, D., De Villiers, R., Bugailiskis, A.	
Ministère de la Défense nationale Fecteau, M-A. (lcol), Moreau, J-F. (maj), Gaudreault, M. (cplc)	
<i>Visite de la gouverneure générale à Jérusalem et en République de Pologne, du 21 au 28 janvier 2020</i>	212 342
Résidence du Gouverneur général Payette, Son Excellence la très honorable J., Laframboise, J., Lapalme, C., Mounier, M.-G., Mousseau, D.	
Chambre des communes Angus, C. (député), Collins, L. (député), Fortin, R. (député), Levitt, M. (député), Morantz, M. (député)	
Affaires mondiales Canada Anusewicz, A., Benson, I., Blicherz, D., Fournier, B., Gajek, R., Guérin, M., Katz, S., Kennedy, M., Krystosiak, D., Kuczynska, M., Larose, M., Lyons, D., Magiera, A., Mazzawi, K., Murphy Hagland, D., Ruta, J., Sautner, J., Scanlon, L., Shipner, A., Snider, C., Stepien, D., Tucceri, S.	
Ministère de la Défense nationale Corbeil, P. (ltv), Maheu, J. (sgt), Martel, L. (capt)	
<i>Ministre des Affaires étrangères – Visites bilatérales (agent de visites)</i>	275 911
Affaires mondiales Canada Labrosse, J., Roy, S.	
<i>Ministre du Commerce international – Visites bilatérales (agent de visites)</i>	37 279
Affaires mondiales Canada Thériault, M-C., Currie, J.	
<i>Ministre du Développement international – Visites bilatérales (agent de visites)</i>	15 865
Affaires mondiales Canada Guérin, M., Loudon, L.	
<i>Ministre de la Francophonie – Visites bilatérales (agent de visites)</i>	7 664
Affaires mondiales Canada Labrosse, J.	
<i>Ministre des Affaires étrangères - Visites bilatérales (jumelage de députés)</i>	30 992
Chambre des communes Hoback, R. (député), Paul-Hus, P. (député)	

Affaires mondiales

Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

Frais de voyages liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales – suite

(en dollars)

Description	Montant
<i>Ministre des Affaires étrangères - Délégation canadienne à Washington (États-Unis) - Réunion des ministres des Affaires étrangères de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord, 3-4 avril 2019.....</i>	3 403
Chambre des communes Freeland, honorable C.	
Affaires mondiales Canada Garneau, V., Lawrence, A., Norman, G., Nelson, D., Labrosse, J.	
<i>Ministre des Affaires étrangères - Délégation canadienne à Dinard (Paris) - Réunion des ministres des Affaires étrangères du G7, 5-6 avril 2019.....</i>	27 944
Chambre des communes Freeland, honorable C.	
Affaires mondiales Canada Garneau, V., Lawrence, A., Gwozdecky, M., Edwards, L., Dondey, L., Labrosse, J., Bersanetti, O., Landry, T.	
<i>Ministre des Affaires étrangères - Délégation canadienne à Rovaniemi (Finlande) - 11e réunion ministérielle du Conseil de l'Arctique, 6-7 mai 2019.....</i>	57 515
Chambre des communes Freeland, honorable C.	
Affaires mondiales Canada Garneau, V., LeClaire, A., Kadas, R., Araujo, A. M., Labrosse, J., Tolland, J.	
<i>Délégation canadienne à Medellin (Colombie) - 49e Assemblée générale de l'Organisation des États américains, 26-28 juin 2019.....</i>	33 760
Affaires mondiales Canada Oliphant, R., Grant, M., Urban, C., Mascaro, M., Loten, J., Jubinville, F., Klamann, A., Gingras, M-J., Velasquez, M., Blais, M-E., Maya, P.	
<i>Ministre des Affaires étrangères - Délégation canadienne à Osaka (Japon)-Sommet des dirigeants du G20, 28-29 juin 2019.....</i>	36 385
Chambre des communes Freeland, honorable C.	
Affaires mondiales Canada Austen, A., Garneau, V., Fried, J., Bonser, M., Miville-Deschênes, F., Labrosse, J.	
<i>Ministre des Affaires étrangères - Délégation canadienne à Bangkok (Thaïlande) - Conférence postministérielle et réunion ministérielle du Forum régional de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, 1-2 août 2019.....</i>	75 090
Chambre des communes Freeland, honorable C.	
Affaires mondiales Canada Chick, A., Austen, A., Morgan, M., Kwan, R., Termorshuizen, C., Alihashi, O., Nouvet, A., Labrosse, J., Séguin, W., Kelly, D., Le Bars, R., Donnelly, J.	
<i>Ministre des Affaires étrangères - Délégation canadienne à Biarritz (France) - Sommet des dirigeants du G7, 24-26 août 2019.....</i>	27 725
Affaires mondiales Canada Edward, A., Morrison, D., Bonser, M.	
<i>Délégation canadienne à Vienne (Autriche) - Conférence générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique, 16-20 septembre 2019.....</i>	20 133
Affaires mondiales Canada Hinton, T., Roussel, J-A., Tomlinson, B., Verbiwski, D.,	
<i>Délégation canadienne à New York (USA) - 74ème session de l'Assemblée générale des Nations unies, 21-30 septembre 2019.....</i>	504 244
Chambre des communes Boehm, l'honorable P., sénateur	

Affaires mondiales

Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

Frais de voyages liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales – suite

(en dollars)

Description	Montant
Affaires mondiales Canada Morgan, M., Hannaford, J., MacLennan, C., Golberg, E.	
Autre Chrétien, Le très honorable J., Charest, l'honorable J., Clark, Le très honorable J., Rae, l'honorable B.	
<i>Délégation canadienne à Paris (France) - 40e session de la Conférence géologique de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture, 12-27 novembre 2019</i>	22 734
Affaires mondiales Canada Komorski, C.	
Commission canadienne pour l'UNESCO Goupil, S., Dugré, P.	
<i>Ministre des Affaires étrangères - Délégation canadienne à Bruxelles (Belgique) - Réunion des ministres des Affaires étrangères de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord, 20 novembre 2019</i>	16 582
Affaires mondiales Canada Castello, D., Nelson, D.	
<i>Ministre des Affaires étrangères - Délégation canadienne à Nagoya (Japon) - Réunion des ministres des Affaires étrangères du G20, 22-23 novembre 2019</i>	65 278
Chambre des communes Champagne, l'honorable F-P.	
Affaires mondiales Canada Chick, A., Austen, A., Morgan, M., Edwards, L., Labrosse, J., Burney, I., Dickie, A., Barton, D., Donnelly, J.	
<i>Ministre des Affaires étrangères - Délégation canadienne à Bratislava (Slovaquie) - Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, 5-6 décembre 2019</i>	19 430
Affaires mondiales Canada Costello, D., Nelson, D., Cayer, N., Pepin-Hallé, V., Barabie, D., Steenwig, R., Dadić, J.	
<i>Visite reportée de la délégation canadienne à Pittsburgh (États-Unis) - Réunion des ministres des affaires étrangères du G7, 24-25 mars 2020</i>	878
<i>Ministre du Commerce international - Délégation canadienne à Viña del Mar (Chili) - Ministres de la Coopération économique Asie-Pacifique responsables du commerce, les 17 et 18 mai 2019</i>	69 191
Chambre des communes Carr, l'honorable J.	
Affaires mondiales Canada Flanagan, E., Brisson-Urdaneta, I., Grant, M., Kwan, R., DesRoches, C., deLugt, D., Thériault, M-C., Christie, B.	
<i>Ministre du Commerce international - Délégation canadienne à Paris (France) - Réunion du Conseil ministériel de l'Organisation de coopération et de développements économiques, 22-23 mai 2019</i>	36 885
Chambre des communes Carr, l'honorable J.	
Affaires mondiales Canada Ovens, J., Rabinovitch, Z., Hannaford, J., Langlois, M-J., Hembroff, K., Thompson, M., Thériault, M-C., de Boer, S.	
<i>Ministre du Commerce international - Délégation canadienne à Tsukuba (Japon) - Réunion des ministres du Commerce du G20 (TMM) 8-9 juin 2019</i>	45 025
Chambre des communes Carr, l'honorable J.	
Affaires mondiales Canada Ovens, J., Jones, M., Hannaford, J., Hembroff, K., Niarchos, J., Thériault, M-C.	

Affaires mondiales

Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

Frais de voyages liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales – suite

(en dollars)

Description	Montant
<i>Délégation canadienne à Funafuti (Tuvalu) - Forum des îles du Pacifique, 12-17 août 2019.....</i>	24 397
Chambre des communes Boehm, l'honorable P., Sénateur	
Affaires mondiales Canada Bot, M., Sabourin, N., Martin, I.	
<i>Délégation canadienne à Bangkok (Thaïlande) - 8e consultation des ministres de l'économie des pays de l'Asie du Sud-Est avec le Canada, 9 et 10 septembre 2019.....</i>	21 559
Affaires mondiales Canada Hannaford, J., Walsh, J., Kelly, D., Chagnon-Lampron, G.	
<i>Ministre du Développement international - Délégation canadienne à Paris (France) - Réunion des ministres du développement du G7, 4-5 juillet 2019.....</i>	59 939
Chambre des communes Monsef, l'honorable M.	
Affaires mondiales Canada Montpetit, G., Button, H., Jacovella, D., Gort, M., Dicum, J., Corner, T., Guérin, M.	
<i>Participation canadienne à la cérémonie d'inauguration au Panama, du 30 juin au 2 juillet, 2019.....</i>	2 938
Chambre des communes Rodriguez, l'honorable P., Matheson, J.	
<i>Participation canadienne aux funérailles nationales du Premier ministre Beji Caid Essebsi, du 26 au 28 juillet 2019.....</i>	3 035
Affaires mondiales Canada Dion, S.	
<i>Participation canadienne à la cérémonie d'inauguration en Argentine, 8-12 décembre, 2019.....</i>	9 583
Chambre des communes Galvez, R.	
<i>Participation canadienne à la cérémonie d'inauguration au Guatemala, 13-16 janvier, 2020.....</i>	6 690
Chambre des communes Galvez, R.	
<i>Participation canadienne à la cérémonie d'investiture du cardinal élu Michael Czerny, 2-6 octobre, 2019.....</i>	44 907
Chambre des communes Furey, l'honorable G.	
Autre Leahy, A., Barnable, S., Furey, K.	
<i>Participation canadienne à l'intronisation de l'empereur japonais, 22-23 octobre 2019.....</i>	41 634
Chambre des communes Wagner, Le très honorable R.	
Cour suprême Demers, C., Mandeville, C., Noguchi, S., Letourneau, S., Thériault, R., Matsumoto, Y.	

Affaires mondiales
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

Frais de voyages liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales – fin

(en dollars)

Description	Montant
Affaires mondiales Canada Roy, S.	
<i>Participation canadienne à la cérémonie d'inauguration en Uruguay, du 1 à 4 mars, 2020</i>	<i>10 405</i>
Chambre des communes Rodriguez, l'honorable P., Matheson, J.	

Conseil du Trésor Secrétariat du Conseil du Trésor

Détails des sommes virées à d'autres portefeuilles ministériels pour ajouter à d'autres crédits

(en dollars)

Ministère et organisme	Crédit	Sommes virées du Conseil du Trésor					
		Crédit 5 Dépenses éventuelles du gouvernement	Crédit 10 Initiatives pangouver- nementales	Crédit 15 Rajustements à la rémunération	Crédit 25 Report du budget de fonction- nement	Crédit 30 Besoins en matière de rémunération	Crédit 35 Report du budget des dépenses en capital
Affaires mondiales							
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement							
Dépenses de fonctionnement	1	33 200 000	22 830 039	17 250 851	66 728 587	21 378 000	-
Dépenses en capital.....	5	-	-	-	-	-	25 333 508
Subventions et contributions.....	10	-	6 825 000	-	-	-	-
Commission mixte internationale (section canadienne)							
Dépenses du programme.....	1	-	2 188	76 175	469 499	-	-
Investir au Canada							
Dépenses du programme.....	1	-	-	-	1 110 172	-	-
Agriculture et Agroalimentaire							
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire							
Dépenses de fonctionnement	1	-	1 800 268	11 048 472	25 992 521	-	-
Dépenses en capital.....	5	-	-	-	-	-	10 139 328
Subventions et contributions.....	10	-	760 000	-	-	-	-
Commission canadienne des grains							
Dépenses du programme.....	1	-	5 451	130 730	49 949	-	-
Commission canadienne du lait							
Dépenses du programme.....	1	-	37 567	93 536	-	63 230	-
Anciens Combattants							
Ministère des Anciens Combattants							
Dépenses de fonctionnement	1	-	206 242	2 057 445	12 143 474	-	-
Tribunal des anciens combattants (révision et appel)							
Dépenses du programme.....	1	-	40 917	46 594	399 340	-	-
Bureau du secrétaire du gouverneur général							
Bureau du secrétaire du gouverneur général							
Dépenses du programme.....	1	-	39 127	64 313	835 264	100 422	-
Conseil du Trésor							
Secrétariat du Conseil du Trésor							
Dépenses du programme.....	1	-	10 864 741	4 817 494	11 346 021	5 265 070	-
Commissariat à l'intégrité du secteur public							
Dépenses du programme.....	1	-	-	68 253	224 853	-	-
Commissariat au lobbying							
Dépenses du programme.....	1	-	37 117	22 578	197 397	-	-
École de la fonction publique du Canada							
Dépenses du programme.....	1	-	120 110	920 299	1 272 988	-	-
Conseil privé							
Bureau du Conseil privé							
Dépenses du programme.....	1	-	117 576	1 848 659	4 486 061	-	-
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports							
Dépenses du programme.....	1	-	38 257	244 360	1 123 400	1 293 481	-
Bureau du directeur général des élections							
Dépenses de programme.....	1	-	114 307	1 145 244	1 538 446	-	-
Commissariat aux langues officielles							
Dépenses du programme.....	1	-	39 427	134 055	911 697	-	-
Commission de la fonction publique							
Dépenses du programme.....	1	-	2 572 089	1 901 933	3 692 196	1 536 731	-
Bureau du commissaire au renseignement							
Dépenses du programme.....	1	-	2 415	-	94 099	-	-
Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement							
Dépenses du programme	1	-	-	-	179 546	-	-

Conseil du Trésor Secrétariat du Conseil du Trésor

Détails des sommes virées à d'autres portefeuilles ministériels pour ajouter à d'autres crédits – suite

(en dollars)

Ministère et organisme	Crédit	Sommes virées du Conseil du Trésor					Crédit 35 Report du budget des dépenses en capital
		Crédit 5 Dépenses éventuelles du gouvernement	Crédit 10 Initiatives pangouver- nementales	Crédit 15 Rajustements à la rémunération	Crédit 25 Report du budget de fonction- nement	Crédit 30 Besoins en matière de rémunération	
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes							
Dépenses du programme.....	1	–	–	–	232 718	–	–
Défense nationale							
Ministère de la Défense nationale							
Dépenses de fonctionnement	1	–	2 037 770	35 889 984	395 513 734	–	–
Subventions et contributions.....	5	–	–	–	–	115 824	–
Centre de la sécurité des télécommunications							
Dépenses du programme.....	1	–	–	6 301	20 807 262	–	–
Comité externe d'examen des griefs militaires							
Dépenses du programme.....	1	–	38 055	55 768	287 980	–	–
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire							
Dépenses du programme.....	1	–	–	55 524	204 704	–	–
Environnement et changement climatique							
Ministère de l'Environnement							
Dépenses de fonctionnement	1	–	281 344	17 732 890	16 615 238	–	–
Dépenses en capital.....	1	–	–	–	–	–	7 580 738
Agence canadienne d'évaluation d'impact							
Dépenses du programme.....	1	–	41 542	735 891	1 396 597	–	–
Agence Parcs Canada							
Dépenses du programme.....	1	2 500 000	4 420	51 573	–	6 863 860	–
Famille, Enfants et Développement social							
Ministère de l'Emploi et du Développement social							
Dépenses de fonctionnement	1	36 551 719	9 138 038	3 787 923	12 430 803	9 062 918	–
Subventions et contributions.....	5	–	58 387 156	–	–	–	–
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail							
Dépenses du programme.....	1	–	–	–	–	473 316	–
Femmes et Égalité des genres							
Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres							
Dépenses de fonctionnement	1	–	–	176 979	1 743 844	–	–
Finances							
Ministère des Finances							
Dépenses du programme.....	1	–	119 813	2 546 048	1 620 914	830 904	–
Bureau du surintendant des institutions financières							
Dépenses du programme.....	1	–	–	163 715	–	264 000	–
Bureau du vérificateur général							
Dépenses du programme.....	1	–	–	2 085	2 986 980	–	–
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada							
Dépenses du programme.....	1	–	–	8 000	2 200 497	2 069 805	–
Gouvernement numérique							
Services partagés Canada							
Dépenses de fonctionnement	1	–	398 975	2 627 422	81 137 395	–	–
Dépenses en capital.....	1	–	–	–	–	–	32 129 919

Conseil du Trésor Secrétariat du Conseil du Trésor

Détails des sommes virées à d'autres portefeuilles ministériels pour ajouter à d'autres crédits – suite

(en dollars)

Ministère et organisme	Crédit	Sommes virées du Conseil du Trésor					Crédit 35 Report du budget des dépenses en capital
		Crédit 5 Dépenses éventuelles du gouvernement	Crédit 10 Initiatives pangouver- nementales	Crédit 15 Rajustements à la rémunération	Crédit 25 Report du budget de fonction- nement	Crédit 30 Besoins en matière de rémunération	
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté							
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration							
Dépenses de fonctionnement	1	–	291 119	7 106 651	32 434 588	–	–
Dépenses en capital.....	5	–	–	–	–	–	6 212 000
Commission de l'immigration et du statut de réfugié							
Dépenses du programme.....	1	–	108 047	994 300	4 490 004	–	–
Infrastructure et Collectivités							
Bureau de l'infrastructure du Canada							
Dépenses de fonctionnement	1	–	57 041	1 002 508	4 820 347	–	–
Dépenses en capital.....	5	–	–	–	–	–	205 334 097
Innovation, Sciences et Développement économique							
Ministère de l'Industrie							
Dépenses de fonctionnement	1	–	799 308	12 729 784	15 470 877	–	–
Dépenses en capital.....	5	–	–	–	–	–	856 447
Subventions et contributions.....	10	–	71 363 217	–	–	–	–
Agence canadienne de développement économique du Nord							
Dépenses de fonctionnement	1	–	–	309 696	499 013	94 695	–
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec							
Dépenses de fonctionnement	1	–	51 986	1 346 682	1 712 153	–	–
Agence de promotion économique du Canada atlantique							
Dépenses de fonctionnement	1	–	101 635	2 469 860	3 046 895	–	–
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario							
Dépenses de fonctionnement	1	–	38 287	771 138	1 129 934	–	–
Agence spatiale canadienne							
Dépenses de fonctionnement	1	–	103 667	2 332 896	5 856 697	–	–
Dépenses en capital.....	5	–	–	–	–	–	35 099 947
Commission du droit d'auteur							
Dépenses du programme.....	1	–	–	59 654	125 936	–	–
Conseil canadien des normes							
Paievements au Conseil.....	1	–	–	–	–	668 854	–
Conseil de recherches en sciences humaines							
Dépenses de fonctionnement	1	–	–	304	1 246 015	–	–
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie							
Dépenses de fonctionnement	1	–	–	4 000	1 773 822	–	–
Conseil national de recherches du Canada							
Dépenses de fonctionnement	1	–	111 445	21 898 222	14 780 385	–	–
Subventions et contributions.....	10	291 000	–	–	–	–	–
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien							
Dépenses de fonctionnement	1	–	59 408	1 178 685	1 199 016	–	–
Subventions et contributions.....	5	–	3 500 000	–	–	–	–
Statistique Canada							
Dépenses du programme.....	1	–	6 529 228	19 735 578	22 605 343	–	–

Conseil du Trésor Secrétariat du Conseil du Trésor

Détails des sommes virées à d'autres portefeuilles ministériels pour ajouter à d'autres crédits – suite

(en dollars)

Ministère et organisme	Crédit	Sommes virées du Conseil du Trésor					
		Crédit 5 Dépenses éventuelles du gouvernement	Crédit 10 Initiatives pangouver- nementales	Crédit 15 Rajustements à la rémunération	Crédit 25 Report du budget de fonction- nement	Crédit 30 Besoins en matière de rémunération	Crédit 35 Report du budget des dépenses en capital
Justice							
Ministère de la Justice							
Dépenses de fonctionnement	1	–	265 385	28 115 132	18 732 040	9 325 105	–
Bureau du commissaire à la magistrature fédérale							
Dépenses de fonctionnement	1	–	37 777	81 183	347 477	–	–
Dépenses en capital.....	5	–	–	18 701	9 920	–	–
Bureau du directeur des poursuites pénales							
Dépenses du programme.....	1	–	157 499	6 177 292	2 109 268	–	–
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada							
Commissariat à l'information du Canada							
Dépenses du programme	1	–	39 037	143 345	483 300	–	–
Commissariat à la protection de la vie privée du Canada							
Dépenses du programme	5	–	2 519	261 070	1 050 437	259 895	–
Commission canadienne des droits de la personne							
Dépenses du programme.....	1	–	3 794 227	365 214	1 053 327	–	–
Registraire de la Cour suprême du Canada							
Dépenses du programme.....	1	–	39 007	565 263	1 161 640	263 714	–
Service administratif des tribunaux judiciaires							
Dépenses du programme.....	1	–	107 097	656 314	3 191 196	865 989	–
Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs							
Dépenses du programme.....	1	–	740 652	532 564	2 527 531	629 487	–
Parlement							
Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement							
Dépenses de fonctionnement	1	–	–	–	137 281	–	–
Patrimoine canadien							
Ministère du Patrimoine canadien							
Dépenses de fonctionnement	1	–	149 512	2 168 348	4 875 302	–	–
Bibliothèque et Archives du Canada							
Dépenses de fonctionnement	1	–	114 112	1 827 699	4 725 363	–	–
Dépenses en capital.....	5	–	–	–	–	–	2 549 870
Commission des champs de bataille nationaux							
Dépenses du programme.....	1	–	–	–	322 231	–	–
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes							
Dépenses du programme.....	1	–	65 835	98 938	2 521 826	–	–
Musée canadien de la nature							
Paievements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital.....	1	–	–	–	–	215 749	–
Musée canadien de l'histoire							
Paievements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital.....	1	–	–	–	–	98 604	–
Musée des beaux-arts du Canada							
Paievements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital.....	1	–	–	–	–	556 908	–
Musée national des sciences et de la technologie							
Paievements au Musée à l'égard des dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	1	–	–	–	–	94 452	–
Office national du film							
Dépenses du programme.....	1	–	1 153	2 298 376	3 256 192	395 750	–

Conseil du Trésor Secrétariat du Conseil du Trésor

Détails des sommes virées à d'autres portefeuilles ministériels pour ajouter à d'autres crédits – suite

(en dollars)

Ministère et organisme	Crédit	Sommes virées du Conseil du Trésor					Crédit 35 Report du budget des dépenses en capital
		Crédit 5 Dépenses éventuelles du gouvernement	Crédit 10 Initiatives pangouver- nementales	Crédit 15 Rajustements à la rémunération	Crédit 25 Report du budget de fonction- nement	Crédit 30 Besoins en matière de rémunération	
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne							
Ministère des Pêches et des Océans							
Dépenses de fonctionnement	1	–	335 696	27 438 911	47 290 413	–	–
Dépenses en capital.....	5	–	–	–	–	–	266 099 100
Subventions et contributions.....	10	500 000	–	–	–	–	–
Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord							
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien							
Dépenses de fonctionnement	1	–	350 947	–	–	–	–
Dépenses en capital.....	1	–	–	–	–	–	3 813 000
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord							
Dépenses du programme.....	1	–	36 041	3 896 024	26 288 043	–	–
Dépenses en capital.....	1	–	–	–	–	–	971 574
Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique							
Dépenses du programme.....	1	–	–	–	1 090 308	–	–
Ressources naturelles							
Ministère des Ressources naturelles							
Dépenses de fonctionnement	1	–	575 867	13 567 145	12 848 418	3 303 375	–
Dépenses en capital.....	5	–	–	–	–	–	2 771 879
Commission canadienne de sûreté nucléaire							
Dépenses du programme.....	1	–	–	1 935 233	1 147 302	–	–
Régis canadienne de l'énergie							
Dépenses du programme.....	1	–	–	7 607 009	3 151 473	–	–
Revenu national							
Agence du revenu du Canada							
Dépenses de fonctionnement, contributions et dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	1	–	4 723 367	44 843 078	12 281 662	62 151 425	–
Dépenses en capital et dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	5	–	–	–	–	5 254 800	–
Santé							
Ministère de la Santé							
Dépenses de fonctionnement	1	–	806 879	27 591 604	41 336 886	14 324 242	–
Dépenses en capital.....	5	–	–	–	–	–	2 322 487
Agence canadienne d'inspection des aliments							
Dépenses de fonctionnement et contributions	1	–	2 289 217	48 759 049	18 010 995	5 872 760	–
Dépenses en capital.....	5	–	–	–	–	–	5 573 100
Agence de la santé publique du Canada							
Dépenses de fonctionnement	1	237 500 000	127 273	6 589 299	13 886 654	3 822 412	–
Dépenses en capital.....	5	–	–	–	–	–	1 404 467
Subventions et contributions.....	10	–	1 322 138	–	–	–	–
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés							
Dépenses du programme.....	1	–	37 627	206 599	427 936	–	–
Instituts de recherche en santé du Canada							
Dépenses de fonctionnement	1	–	–	–	1 382 483	3 952 093	–

Conseil du Trésor Secrétariat du Conseil du Trésor

Détails des sommes virées à d'autres portefeuilles ministériels pour ajouter à d'autres crédits – fin

(en dollars)

Ministère et organisme	Crédit	Sommes virées du Conseil du Trésor					Crédit 35 Report du budget des dépenses en capital
		Crédit 5 Dépenses éventuelles du gouvernement	Crédit 10 Initiatives pangouver- nementales	Crédit 15 Rajustements à la rémunération	Crédit 25 Report du budget de fonction- nement	Crédit 30 Besoins en matière de rémunération	
Sécurité publique et Protection civile							
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile							
Dépenses de fonctionnement	1	1 482 228	101 414	2 976 146	5 855 018	1 350 562	–
Agence des services frontaliers du Canada							
Dépenses de fonctionnement	1	–	669 489	4 077 514	–	20 200 355	–
Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada							
Dépenses du programme	1	–	–	–	172 076	–	–
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada							
Dépenses du programme	1	–	36 877	21 497	143 617	–	–
Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada							
Dépenses du programme	1	–	37 567	63 840	433 434	–	–
Commission des libérations conditionnelles du Canada							
Dépenses du programme	1	–	–	84 407	2 240 271	460 271	–
Gendarmerie royale du Canada							
Dépenses de fonctionnement	1	–	995 034	8 132 513	68 686 711	40 242 790	–
Dépenses en capital	5	–	–	–	–	–	50 859 244
Service canadien du renseignement de sécurité							
Dépenses du programme	1	–	–	293 694	10 766 575	–	–
Service correctionnel du Canada							
Dépenses de fonctionnement, subventions et contributions	1	6 540 637	405 648	14 083 471	56 674 855	22 686 894	–
Dépenses en capital	5	–	–	–	–	–	7 002 228
Services aux Autochtones							
Ministère des Services aux Autochtones							
Dépenses de fonctionnement	1	–	–	10 343 174	28 247 353	–	–
Dépenses en capital	5	–	–	–	–	–	1 712 526
Subventions et contributions	10	–	59 790 706	–	–	–	–
Services publics et Approvisionnement							
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux							
Dépenses de fonctionnement	1	–	4 665 598	15 520 164	50 739 342	1 409 531	–
Dépenses en capital	5	–	–	4 990	–	–	19 668 737
Commission de la capitale nationale							
Paiements à la Commission pour les dépenses de fonctionnement	1	–	–	–	–	1 217 396	–
Transports							
Ministère des Transports							
Dépenses de fonctionnement	1	–	1 585 415	7 024 122	19 893 423	17 150 808	–
Dépenses en capital	5	–	–	–	–	–	29 189 459
Office des transports du Canada							
Dépenses du programme	1	–	392 337	700 546	631 159	341 795	–
Total		318 565 584	284 813 288	466 720 520	1 251 295 939	266 528 272	716 623 655

Conseil privé

Bureau du Conseil privé

Traitements et indemnités aux ministres d'État

L'état suivant a pour but de présenter de l'information sur les traitements et indemnités aux ministres d'États. Cependant, il n'y a pas de traitements et indemnités aux ministres d'États pour l'exercice courant.

Conseil privé Bureau du directeur général des élections

Dépenses relatives aux crédits annuels et aux crédits législatifs par programme

(en dollars)

Autorisation de financement	Administration et surveillance des activités électorales	Services internes	Total
Crédit 1 – Dépenses du programme			
Salaires des postes indéterminés.....	27 806 925	13 690 202	41 497 127
Dépenses législatives			
Élection partielle de mai 2019 dans Nanaimo-Ladysmith.....	1 101 624	22 164	1 123 788
43 ^{ème} élection générale (octobre 2019) ¹	421 562 693	10 147 950	431 710 643
Autres élections.....	1 397 766	–	1 397 766
Allocations aux vérificateurs d'associations de circonscription.....	838 875	–	838 875
Autres dépenses conformément à la <i>Loi électorale du Canada</i>	43 602 489	28 777 154	72 379 643
	468 503 447	38 947 268	507 450 715
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	8 741 976	3 121 743	11 863 719
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés reliés aux travailleurs d'élections.....	10 084 776	–	10 084 776
Total.....	515 137 124	55 759 213	570 896 337

¹ Ce sont les dépenses pour la 43^{ème} élection générale encourues en 2019-2020, toutefois les déboursés liés à une élection générale se font sur plusieurs exercices financiers.

Détails des dépenses - 43^e élection générale (octobre 2019)

(en dollars)

Autorisation législative conformément à la <i>Loi électorale du Canada</i>	Administration et surveillance des activités électorales	Services internes	Total
Terre-Neuve et Labrador.....	5 269 830	–	5 269 830
Île-du-Prince-Edward.....	1 711 076	–	1 711 076
Nouvelle-Écosse.....	8 803 200	–	8 803 200
Nouveau-Brunswick.....	7 086 966	–	7 086 966
Québec.....	57 262 280	–	57 262 280
Ontario.....	92 188 543	–	92 188 543
Manitoba.....	10 310 422	–	10 310 422
Saskatchewan.....	9 316 230	–	9 316 230
Alberta.....	22 965 871	–	22 965 871
Colombie-Britannique.....	31 542 565	–	31 542 565
Territoire du Yukon.....	621 806	–	621 806
Territoires du Nord-Ouest.....	590 573	–	590 573
Nunavut.....	653 756	–	653 756
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés reliés aux travailleurs d'élections.....	9 976 074	–	9 976 074
Remboursement des dépenses d'élection aux partis politiques.....	43 524 085	–	43 524 085
	301 823 277	–	301 823 277
Bureau chef d'Élections Canada ¹	129 715 490	10 147 950	139 863 440
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	3 444 286	247 221	3 691 507
Total.....	434 983 053	10 395 171	445 378 224
Total sans les contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	421 562 693	10 147 950	431 710 643

¹ Ce sont les dépenses pour la 43^{ème} élection générale encourues en 2019-2020, toutefois les déboursés liés à une élection générale se font sur plusieurs exercices financiers.

Conseil privé
Bureau du directeur général des élections

Détails des dépenses – Élections partielles de mai 2019

(en dollars)

Autorisation législative conformément à la <i>Loi électorale du Canada</i>	Administration et surveillance des activités électorales	Services internes	Total
Nanaimo – Ladysmith (Colombie-Britannique)	701 885	–	701 885
	701 885	–	701 885
Bureau chef d'Élections Canada ¹	399 739	22 164	421 903
Total	1 101 624	22 164	1 123 788

¹ Inclus les dépenses encourues pour la conduite des élections partielles par Élections Canada à son bureau chef, ainsi que pour appuyer les directeurs de scrutin dans les circonscriptions électorales.

Famille, Enfants et Développement social Ministère de l'Emploi et du Développement social

Paievements d'indemnités et frais d'administration ¹

(en dollars)

Description	Paievements d'indemnités ²	Frais d'administration ³	Total des paievements
Terre-Neuve-et-Labrador	3 263 866	1 263 187	4 527 053
Île-du-Prince-Édouard.....	494 269	193 447	687 716
Nouvelle-Écosse – Fédéral.....	13 125 804	2 868 744	15 994 548
Nouvelle-Écosse – Autre indemnité de la Société d'expansion du Cap-Breton	8 938 116	1 865 820	10 803 936
Nouvelle-Écosse – Indemnité de présomption automatique de la Société d'expansion du Cap-Breton	2 751 512	581 952	3 333 464
Nouvelle-Écosse – Indemnité de silicose de la Société d'expansion du Cap-Breton	163 856	34 728	198 584
Nouveau-Brunswick	7 340 692	1 520 364	8 861 056
Québec.....	22 379 960	4 711 564	27 091 524
Ontario.....	49 643 977	9 131 015	58 774 992
Manitoba.....	2 552 413	2 095 662	4 648 075
Saskatchewan.....	3 812 743	2 423 348	6 236 091
Alberta.....	17 392 986	5 083 320	22 476 306
Colombie-Britannique.....	23 251 608	10 140 000	33 391 608
Versement des coûts d'indemnisation en vertu de la <i>Loi sur l'indemnisation des marins marchands</i>	440	–	440
Paievements à l'égard d'employés recrutés sur place à l'étranger (article 7)	31 623	–	31 623
	155 143 865	41 913 151	197 057 016
Moins recouvrements :			
Coûts de réclamations et frais d'administration recouverts des sociétés d'État	41 584 877	14 358 036	55 942 913
Coûts de réclamations et frais d'administration recouverts des autres ministères gouvernementaux	86 768 560	24 784 274	111 552 834
Coûts de réclamations et frais d'administration recouverts de l'assurance-emploi	262 499	52 501	315 000
Recouvrements de tierces parties responsables (subrogation)	979	–	979
	128 616 915	39 194 811	167 811 726
Dépenses nettes ⁴	26 526 950	2 718 340	29 245 290

¹ Ces paievements et frais sont imputés à une autorisation de dépenses législative intitulée « Paievements d'indemnités à des agents de l'État (*Loi sur l'indemnisation des agents de l'État*) et à des marins marchands (*Loi sur l'indemnisation des marins marchands*) » (se référer au sommaire du portefeuille ministériel de la section 10 du volume II).

² Comprend les paievements nets d'indemnisation concernant :

- a) les employés de l'État (*Loi sur l'indemnisation des agents de l'État*);
- b) les marins marchands (*Loi sur l'indemnisation des marins marchands*); et
- c) les employés des mines dirigées par la Société d'expansion du Cap-Breton qui ont contracté la silicose avant l'acquisition des dites mines par la Société.

³ Représente la part nette du gouvernement fédéral des frais d'administration des commissions provinciales.

Les réclamations des employés admissibles aux indemnités sont traitées et payées par les commissions provinciales des accidents de travail avec les fonds avancés par le gouvernement fédéral.

Les réclamations des employés résidant au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest et au Nunavut, se règlent par l'intermédiaire de la Commission des accidents de travail de l'Alberta.

⁴ Les dépenses nettes concordent avec les paievements d'indemnités à des agents de l'État et à des marins marchands.

Parlement Sénat

État des indemnités de session et de fonctions, frais de déplacement et dépenses de bureau en 2019-2020

(en dollars)

Honorables membres du Sénat	Indemnités de session	Frais de déplacement ¹	Dépenses de bureau
Anderson M D, Territoires du Nord-Ouest.....	153 900	67 130	158 004
Andreychuk A R, Saskatchewan ²	56 678	31 251	56 605
<i>Présidente de comité</i>	9 060	–	–
Ataullahjan S, Ontario.....	153 900	36 094	126 077
<i>Vice-présidente de comité</i>	2 711	–	–
Batters D, Saskatchewan.....	153 900	77 323	204 928
<i>Vice-présidente de comité</i>	6 100	–	–
Bellemare D, Québec ³	153 900	26 030	62 961
<i>Coordonatrice législative du représentant du gouvernement au Sénat (Ancienne)</i>	25 088	–	90 103
Bernard W E T, Nouvelle-Écosse.....	153 900	51 709	206 145
<i>Présidente de comité</i>	5 467	–	–
Beyak L, Ontario ⁴	89 223	36 376	83 904
Black D, Alberta.....	153 900	89 172	227 402
<i>Président de comité</i>	5 467	–	–
Black R, Ontario.....	153 900	68 915	157 902
Boehm P M, Ontario.....	153 900	16 012	194 635
Boisvenu P-H, Québec.....	153 900	43 517	169 490
<i>Vice-président de comité</i>	2 711	–	–
Boniface G, Ontario.....	153 900	35 067	162 860
<i>Présidente de comité</i>	5 467	–	–
Bovey P, Manitoba.....	153 900	71 280	219 976
<i>Vice-présidente de comité</i>	1 220	–	–
Boyer Y, Ontario.....	153 900	25 853	230 105
Brazeau P, Québec.....	153 900	32 857	166 445
Busson B, Colombie-Britannique.....	153 900	48 007	103 851
Campbell L W, Colombie-Britannique.....	153 900	56 503	171 377
Carignan C, Québec.....	153 900	28 993	220 885
Christmas D, Nouvelle-Écosse.....	153 900	44 785	229 768
Cordy J, Nouvelle-Écosse.....	153 900	57 138	153 886
<i>Vice-présidente de comité</i>	2 711	–	–
Comier R, Nouveau-Brunswick.....	153 900	56 123	185 170
<i>Président de comité</i>	5 467	–	–
Cotter B, Saskatchewan ²	26 477	9 541	4 846
Coyle M, Nouvelle-Écosse.....	153 900	52 220	157 388
Dagenais J-G, Québec.....	153 900	26 946	179 824
<i>Whip adjoint de l'opposition (Ancien)</i>	1 955	–	–
<i>Vice-président de comité</i>	2 711	–	–
Dalphond P J, Québec.....	153 900	27 746	199 194
Dasko D, Ontario.....	153 900	44 466	142 860
Dawson D, Québec.....	153 900	37 534	174 928
<i>Vice-président de comité</i>	2 711	–	–
Day J A, Nouveau-Brunswick ^{2 3}	124 940	69 265	29 580
<i>Leader des libéraux au Sénat (Ancien)</i>	–	–	366 191
<i>Président de comité</i>	5 467	–	–
<i>Vice-président de comité</i>	2 203	–	–
Deacon C, Nouvelle-Écosse.....	153 900	59 636	195 281
Deacon M, Ontario.....	153 900	42 332	193 574
Dean T, Ontario.....	153 900	37 058	124 223
Demers J, Québec ²	61 229	5 665	45 304
Downe P E, Île-du-Prince-Édouard.....	153 900	47 548	187 648
Doyle N E, Terre-Neuve-et-Labrador.....	153 900	66 593	139 221
Duffy M, Île-du-Prince-Édouard.....	153 900	31 507	204 447
Duncan P, Yukon.....	153 900	82 530	106 874
Dupuis R, Québec.....	152 900	31 654	127 963
<i>Vice-présidente de comité</i>	2 711	–	–

Parlement Sénat

État des indemnités de session et de fonctions, frais de déplacement et dépenses de bureau en 2019-2020 – suite

(en dollars)

Honorables membres du Sénat	Indemnités de session	Frais de déplacement ¹	Dépenses de bureau
Dyck L E, Saskatchewan	153 900	52 099	140 806
<i>Présidente de comité</i>	5 467	–	–
Eaton N, Ontario ²	123 699	25 496	177 236
<i>Présidente Pro Tempore (Ancienne)</i>	11 378	–	–
Forest É, Québec.....	153 900	32 128	171 730
<i>Vice-président de comité</i>	578	–	–
Forest-Niesing J, Ontario	153 900	41 309	171 173
Francis B, Île-du-Prince-Édouard.....	153 900	62 243	159 154
Frum L, Ontario.....	151 400	25 073	135 515
Furey G J, Terre-Neuve-et-Labrador ³	153 900	82 579	–
<i>Président</i>	62 400	–	821 850
Gagné R, Manitoba ³	153 900	52 287	85 923
<i>Coordonnatrice législative du représentant du gouvernement au Sénat</i>	6 859	–	25 831
Galvez R, Québec	153 900	69 349	198 954
<i>Présidente de comité</i>	5 467	–	–
Gold M, Québec ³	153 900	37 928	151 979
<i>Représentant du gouvernement au Sénat</i>	15 399	–	154 432
<i>Vice-président de comité</i>	2 711	–	–
Greene S, Nouvelle-Écosse	153 564	46 796	204 899
Griffin D F, Île-du-Prince-Édouard.....	153 900	65 480	221 789
<i>Présidente de comité</i>	5 467	–	–
Harder P, Ontario ³	153 900	8 791	25 747
<i>Représentant du gouvernement au Sénat (Ancien)</i>	65 504	–	975 428
Hartling N J, Nouveau-Brunswick	153 900	49 003	145 164
Housakos L, Québec	153 900	38 431	199 541
<i>Président de comité</i>	6 633	–	–
Jaffer M S B, Colombie-Britannique.....	153 900	85 198	180 807
<i>Vice-présidente de comité</i>	1 738	–	–
Joyal S, Québec ²	128 250	10 157	149 187
<i>Président de comité</i>	8 123	–	–
<i>Vice-président de comité</i>	4 958	–	–
Keating J, Nouveau-Brunswick ²	26 477	7 157	3 357
Klyne M, Saskatchewan.....	153 900	62 826	170 048
Kutcher S, Nouvelle-Écosse.....	153 900	49 221	171 699
LaBoucane-Benson P, Alberta ³	153 900	54 364	122 093
<i>Agente de liaison du gouvernement au Sénat</i>	2 083	–	25 347
Lankin F, Ontario.....	153 900	43 250	202 776
Loffreda T, Québec ²	106 323	11 002	88 917
Lovelace Nicholas S M, Nouveau-Brunswick.....	153 900	44 256	122 842
MacDonald M L, Nouvelle-Écosse	153 900	58 328	186 104
<i>Vice-président de comité</i>	2 711	–	–
Maltais G, Québec ²	8 978	2 930	8 064
<i>Vice-président de comité</i>	119	–	–
Manning F, Terre-Neuve-et-Labrador.....	153 900	70 868	222 454
<i>Président de comité</i>	5 467	–	–
Marshall E, Terre-Neuve-et-Labrador.....	153 900	53 359	168 028
Martin Y, Colombie-Britannique ³	153 900	84 088	–
<i>Leader adjointe de l'opposition</i>	25 600	–	299 583
Marwah S, Ontario.....	153 900	26 637	151 795
<i>Président de comité</i>	12 300	–	–
Massicotte P J, Québec	153 900	22 260	142 902
<i>Vice-président de comité</i>	3 290	–	–
McCallum M J, Manitoba	153 900	75 228	175 886
McCoy E, Alberta	153 900	21 770	216 516
McInnis T J, Nouvelle-Écosse	153 900	51 201	109 233

Parlement Sénat

État des indemnités de session et de fonctions, frais de déplacement et dépenses de bureau en 2019-2020 – suite

(en dollars)

Honorables membres du Sénat	Indemnités de session	Frais de déplacement ¹	Dépenses de bureau
McIntyre P E, Nouveau-Brunswick ²	90 203	19 696	76 132
McPhedran M, Manitoba	153 900	93 341	214 062
Mégie M-F, Québec	153 900	25 344	161 330
Mercer T M, Nouvelle-Écosse	153 900	60 307	175 262
<i>Président de comité</i>	2 768	–	–
<i>Vice-président de comité</i>	4 471	–	–
Mitchell G, Alberta ³	153 900	66 095	22 092
<i>Liaison du gouvernement (Ancienne)</i>	10 085	–	224 055
Miville-Dechêne J, Québec	153 900	25 347	129 800
<i>Vice-présidente de comité</i>	2 711	–	–
Mockler P, Nouveau-Brunswick	153 650	49 657	213 208
<i>Président de comité</i>	7 526	–	–
Moncion L, Ontario	153 900	37 199	142 971
Moodie R, Ontario	153 900	41 201	137 281
Munson J, Ontario	153 900	45 663	183 257
<i>Vice-président de comité</i>	6 100	–	–
Neufeld R, Colombie-Britannique ²	91 913	48 705	115 217
Ngo T H, Ontario	153 900	53 783	197 671
Oh V, Ontario	153 900	49 401	221 915
Omidvar R, Ontario	153 900	52 236	218 884
<i>Vice-présidente de comité</i>	1 372	–	–
Pate K, Ontario	153 900	32 449	206 210
Patterson D G, Nunavut	153 900	56 970	195 576
<i>Président de comité</i>	2 460	–	–
<i>Vice-président de comité</i>	1 082	–	–
Petitclerc C, Québec	153 900	18 827	168 287
<i>Présidente de comité</i>	5 467	–	–
Plett D N, Manitoba ³	153 900	78 054	–
<i>Leader de l'opposition</i>	16 200	–	366 252
<i>Whip de l'opposition (Ancien)</i>	4 260	–	167 753
<i>Président de comité</i>	5 467	–	–
<i>Vice-président de comité</i>	2 592	–	–
Poirier R-M, Nouveau-Brunswick	153 900	37 434	170 364
<i>Présidente du caucus conservateur</i>	2 440	–	–
<i>Vice-présidente de comité</i>	2 711	–	–
Pratte A, Québec ²	85 638	14 187	96 004
<i>Vice-président de comité</i>	2 711	–	–
Ravalia M, Terre-Neuve-et-Labrador	153 900	87 766	207 750
Richards D, Nouveau-Brunswick	153 900	41 332	162 362
Ringuette P, Nouveau-Brunswick	153 900	35 378	140 021
Saint-Germain R, Québec	153 900	36 260	176 766
Seidman J G, Québec ³	153 900	31 245	105 025
<i>Whip de l'opposition</i>	2 722	–	104 954
<i>Vice-présidente de comité</i>	2 711	–	–
Simons P, Alberta	153 900	42 549	99 057
Sinclair M, Manitoba	151 900	73 441	201 509
<i>Président de comité</i>	2 050	–	–
<i>Vice-président de comité</i>	2 711	–	–
Smith L W, Québec ³	153 900	29 380	62 847
<i>Leader de l'opposition (Ancien)</i>	24 300	–	692 623
Stewart Olsen C, Nouveau-Brunswick	153 900	39 894	213 566
<i>Vice-présidente de comité</i>	2 711	–	–
Tannas S, Alberta ³	152 400	79 474	104 093
<i>Leader intérimaire du groupe des sénateurs canadiens</i>	–	–	61 672
<i>Vice-président de comité</i>	2 711	–	–
Tkachuk D, Saskatchewan ²	135 768	73 061	143 137
<i>Président de comité</i>	5 467	–	–
Verner J, Québec	153 650	36 522	131 364
Wallin P, Saskatchewan	153 900	67 974	201 943
<i>Vice-présidente de comité</i>	2 711	–	–

Parlement Sénat

État des indemnités de session et de fonctions, frais de déplacement et dépenses de bureau en 2019-2020 – fin

(en dollars)

Honorables membres du Sénat	Indemnités de session	Frais de déplacement ¹	Dépenses de bureau
Wells D M, Terre-Neuve-et-Labrador	153 900	129 678	187 212
<i>Président du caucus conservateur (Ancien)</i>	3 660	–	–
Wetston H, Ontario	153 900	36 404	139 994
White V, Ontario	153 900	3 517	117 588
Woo Y P, Colombie-Britannique ³	153 900	90 263	–
<i>Facilitateur</i>	–	–	1 180 923
Total	16 090 212	5 035 497	21 484 599

¹ Incluant les frais de subsistance dans la région du Parlement.

² Sénateurs et sénatrices qui ont été nommés, ont pris leur retraite, ont démissionné ou sont décédés au cours de l'exercice financier 2019-2020.

³ Depuis le 1er avril 2017, le budget des dépenses de bureau des agents supérieurs est consolidé avec le budget des dépenses de bureau de sénateur.

⁴ Inclut un rajustement découlant de la suspension de la sénatrice.

Parlement

Chambre des communes

État des indemnités de session et des frais de déplacement payés en 2019-2020

(en dollars)

Députés de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement ¹
Aboutaif Z	178 900	77 108
Aitchison S	79 832	19 712
Albas D	178 900	71 605
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	3 485	–
Albrecht H	99 068	27 643
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	5 546	–
Aldag J	99 068	56 134
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	5 546	–
Alghabra L'hon O	178 900	46 456
Alleslev L	178 900	70 916
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	695	–
Allison D	178 900	90 437
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	1 211	–
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	2 773	–
Amos W	178 900	39 945
Anand L'hon A	79 832	15 402
Anandasangaree G	178 900	59 883
Anderson D	99 068	63 592
Angus C	178 900	87 032
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	2 773	–
Arnold M	178 900	110 617
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	695	–
Arseneault R	178 900	76 368
Arya C	178 900	5 374
Ashton N	178 900	181 943
Atwin J	79 832	22 393
Aubin R	99 068	15 504
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	2 773	–
Ayoub R	99 068	30 247
Bachrach T	79 832	52 829
Badawey V	178 900	64 049
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	1 461	–
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	2 773	–
Bagnell L'hon L	178 900	99 828
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	5 546	–
Bains L'hon N	178 900	48 085
Baker Y	79 832	20 477
Baldinelli T	79 832	30 140
Barlow J	178 900	102 688
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	3 503	–
Barrett M	178 900	26 563
Barsalou-Duval X	178 900	40 461
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	606	–
Battiste J	79 832	40 394
Baylis F	99 068	13 190
Beaulieu M	178 900	55 197
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	695	–
Beech T	178 900	95 469
Bendayan R	178 900	26 261
Bennett L'hon C	178 900	38 682
Benson S	99 068	44 862
Benzen R	178 900	58 613
Bergen L'hon C	178 900	120 252
<i>Indemnité à titre de leader à la Chambre Opposition officielle</i>	44 200	–
Bergeron S	79 832	15 094
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	1 928	–
Bernier L'hon M	99 068	33 560
Berthold L	178 900	66 293
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	2 773	–

Parlement Chambre des communes

État des indemnités de session et des frais de déplacement payés en 2019-2020 – suite

(en dollars)

Députés de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement ¹
Bérubé S.....	79 832	26 740
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité.....</i>	333	–
Bessette L.....	79 832	24 968
Bezan J.....	178 900	111 388
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.....</i>	3 396	–
Bibeau L'hon M-C.....	178 900	41 056
Bittle C.....	178 900	61 143
<i>Indemnité à titre de leader adjoint à la Chambre Gouvernement.....</i>	7 826	–
Blaikie D.....	178 900	65 212
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.....</i>	2 773	–
Blair L'hon B.....	178 900	52 821
Blanchet Y-F.....	79 832	31 487
<i>Indemnité à titre de chef Autre parti d'opposition.....</i>	27 042	–
Blanchette-Joncas M.....	79 832	43 004
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.....</i>	606	–
Blaney L'hon S.....	178 900	52 863
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.....</i>	3 485	–
Blaney R.....	178 900	91 318
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité.....</i>	5 546	–
<i>Indemnité à titre de whip en chef Autre parti d'opposition.....</i>	4 306	–
Block K.....	178 900	87 913
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité.....</i>	2 773	–
Blois K.....	79 832	25 401
Boissonnault R.....	99 068	45 091
Bossio M.....	99 068	18 045
Boucher S.....	99 068	26 696
Boudrias M.....	178 900	39 606
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.....</i>	624	–
Boulerice A.....	178 900	37 766
Boutin-Sweet M.....	99 068	11 382
Bragdon R.....	79 832	39 322
Brassard J.....	178 900	47 365
<i>Indemnité à titre de whip adjoint Opposition officielle.....</i>	9 782	–
Bratina B.....	178 900	37 969
<i>Indemnité à titre de président de comité.....</i>	1 461	–
Breton P.....	99 068	27 454
Brière É.....	79 832	13 929
Brousseau R E.....	99 068	32 119
<i>Indemnité à titre de whip en chef Autre parti d'opposition.....</i>	6 867	–
Brunelle-Duceppe A.....	79 832	30 780
Caesar-Chavannes C.....	99 068	11 438
Calkins B.....	178 900	104 138
Cannings R.....	178 900	98 372
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.....</i>	2 773	–
Caron G.....	99 068	36 442
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.....</i>	2 756	–
Carr L'hon J.....	178 900	73 283
Carrie C.....	178 900	46 242
Casey B.....	99 068	26 396
<i>Indemnité à titre de président de comité.....</i>	5 546	–
Casey S.....	178 900	51 409
<i>Indemnité à titre de président de comité.....</i>	1 461	–
Chabot L.....	79 832	11 157
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité.....</i>	730	–
Chagger L'hon B.....	178 900	38 441
Champagne L'hon F-P.....	178 900	49 523
Champoux M.....	79 832	22 649
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.....</i>	713	–

Parlement

Chambre des communes

État des indemnités de session et des frais de déplacement payés en 2019-2020 – suite

(en dollars)

Députés de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement ¹
Charbonneau L	79 832	21 243
Chen S	178 900	49 450
Chiu K	79 832	53 336
Chong L'hon M.....	178 900	58 339
Choquette F	99 068	27 083
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	2 773	–
Christopherson D.....	99 068	34 567
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	5 546	–
Clarke A	99 068	31 141
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	2 773	–
Clement L'hon T.....	99 068	41 704
Collins L.....	79 832	28 842
Cooper M.....	178 900	62 008
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	1 085	–
Cormier S	178 900	59 900
Cullen N	99 068	75 020
Cumming J	79 832	47 886
Cuzner R.....	99 068	56 584
d'Entremont C.....	79 832	38 399
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	695	–
Dabrusin J.....	178 900	45 271
<i>Indemnité à titre de présidente de comité</i>	5 546	–
Dalton M.....	79 832	48 815
Damoff P	178 900	65 333
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	86	–
Dancho R.....	79 832	28 435
Davidson S	178 900	42 750
Davies D.....	178 900	96 504
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	2 773	–
DeBellefeuille C	79 832	16 335
<i>Indemnité à titre de whip en chef Autre parti d'opposition</i>	5 433	–
DeCoursey M	99 068	25 582
Deltell G	178 900	44 344
Desbiens C.....	79 832	22 791
Desilets L.....	79 832	18 190
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	730	–
Dhaliwal S	178 900	112 420
Dhillon A.....	178 900	40 108
Diotte K.....	178 900	72 509
Doherty T	178 900	158 770
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	3 503	–
Dong H	79 832	19 526
Donnelly F.....	99 068	33 427
Dowdall T.....	79 832	22 365
Dreeshen E.....	178 900	91 592
Drouin F.....	178 900	10 016
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	695	–
Dubé M.....	99 068	16 342
<i>Indemnité à titre de président du caucus Autre parti d'opposition</i>	2 773	–
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	2 773	–
Dubourg E	178 900	35 774
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	1 390	–
Duclos L'hon J-Y	178 900	62 025
Duguid T.....	178 900	76 158
Duncan E	79 832	8 165
Duncan L'hon K.....	178 900	34 688
<i>Indemnité à titre de leader adjointe à la Chambre Gouvernement</i>	6 368	–
Duncan L	99 068	45 232
Dusseault P-L	99 068	26 179
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	5 063	–

Parlement Chambre des communes

État des indemnités de session et des frais de déplacement payés en 2019-2020 – suite

(en dollars)

Députés de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement ¹
Duvall S.....	178 900	67 193
Dzerowicz J.....	178 900	37 060
Easter L'hon W.....	178 900	52 596
<i>Indemnité à titre de président de comité.....</i>	7 712	–
Eglinski J.....	99 068	64 376
Ehsassi A.....	178 900	34 852
El-Khoury F.....	178 900	34 868
Ellis N.....	178 900	39 347
<i>Indemnité à titre de président de comité.....</i>	5 546	–
Epp D.....	79 832	40 115
Erskine-Smith N.....	178 900	49 468
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.....</i>	2 773	–
Eyking L'hon M.....	99 068	37 140
<i>Indemnité à titre de président de comité.....</i>	5 546	–
Eyolfson D.....	99 068	32 500
Falk R.....	178 900	76 404
Falk T.....	178 900	91 230
Fast L'hon E.....	178 900	83 130
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.....</i>	2 773	–
Fergus G.....	178 900	2 579
Fillmore A.....	178 900	63 028
Findlay L'hon K-L.....	79 832	31 985
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité.....</i>	730	–
Finley L'hon D.....	178 900	56 192
Finnigan P.....	178 900	65 087
<i>Indemnité à titre de président de comité.....</i>	7 006	–
Fisher D.....	178 900	48 053
Fonseca P.....	178 900	39 081
Fortier L'hon M.....	178 900	6 471
Fortin R.....	178 900	35 095
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.....</i>	730	–
Fragiskatos P.....	178 900	52 570
Fraser C.....	99 068	28 862
Fraser S.....	178 900	65 795
Freeland L'hon C.....	178 900	52 923
Fry L'hon H.....	178 900	72 062
Fuhr S.....	99 068	47 564
<i>Indemnité à titre de président de comité.....</i>	5 546	–
Gallant C.....	178 900	38 845
Garneau L'hon M.....	178 900	15 920
Garrison R.....	178 900	84 343
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.....</i>	2 773	–
Gaudreau M-H.....	79 832	19 691
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité.....</i>	624	–
Gazan L.....	79 832	23 595
Généreux B.....	178 900	71 350
Genuis G.....	178 900	99 435
Gerretsen M.....	178 900	34 529
Gill M.....	178 900	200 684
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité.....</i>	695	–
<i>Indemnité à titre de whip adjointe Autre parti d'opposition.....</i>	2 377	–
Gladu M.....	178 900	53 347
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité.....</i>	2 773	–
Godin J.....	178 900	45 764
Goldsmith-Jones P.....	99 068	39 523
Goodale L'hon R.....	99 068	38 776

Parlement

Chambre des communes

État des indemnités de session et des frais de déplacement payés en 2019-2020 – suite

(en dollars)

Députés de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement ¹
Gould L'hon K	178 900	70 983
Gourde J	178 900	48 685
Graham D	99 068	34 400
Gray T	79 832	28 383
Green M	79 832	25 313
Grewal R	99 068	11 325
Guilbeault L'hon S	79 832	12 944
Hajdu L'hon P	178 900	55 251
Hallan J S	79 832	42 706
Hardcastle C	99 068	25 008
Harder R	178 900	110 756
<i>Indemnité à titre de présidente de comité</i>	1 425	–
Hardie K	178 900	87 061
Harris J	79 832	30 283
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	1 233	–
Harvey TJ	99 068	69 380
Hébert R	99 068	50 384
Hehr L'hon K	99 068	52 850
Hoback R	178 900	108 732
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	383	–
Hogg G	99 068	36 739
Holland L'hon M	178 900	69 628
<i>Indemnité à titre de whip en chef Gouvernement</i>	31 900	–
Housefather A	178 900	22 614
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	5 546	–
Hughes C	178 900	79 500
<i>Indemnité à titre de vice-présidente adjointe de la Chambre et vice-présidente des comités pléniérs</i>	13 236	–
Hussen L'hon A	178 900	37 585
Hutchings G	178 900	80 723
Iacono A	178 900	28 909
Jaczek H	79 832	21 053
Jansen T	79 832	42 649
Jeneroux M	178 900	98 090
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	1 083	–
Johns G	178 900	80 838
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	2 773	–
Jolibois G	99 068	121 969
Joly L'hon M	178 900	33 944
Jones Y	178 900	133 058
Jordan L'hon B	178 900	61 167
Jowhari M	178 900	33 020
Julian P	178 900	80 431
<i>Indemnité à titre de leader à la Chambre Autre parti d'opposition</i>	17 500	–
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	190	–
Kang D S	99 068	46 917
Kelloway M	79 832	39 793
Kelly P	178 900	51 684
Kent L'hon P	178 900	39 283
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	606	–
Khalid I	178 900	47 963
<i>Indemnité à titre de présidente de comité</i>	1 461	–
Khera K	178 900	41 423
Kitchen R	178 900	95 232
Kmiec T	178 900	57 470
<i>Indemnité à titre de président du caucus Opposition officielle</i>	4 994	–
Koutrakis A	79 832	14 935
Kram M	79 832	28 422
Kurek D	79 832	46 396
Kusie S	178 900	92 472
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	3 503	–

Parlement

Chambre des communes

État des indemnités de session et des frais de déplacement payés en 2019-2020 – suite

(en dollars)

Députés de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement ¹
Kusmierczyk I.....	79 832	21 290
Kwan J.....	178 900	91 439
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	2 773	–
<i>Indemnité à titre de whip adjointe Autre parti d'opposition</i>	2 773	–
Lake L'hon M.....	178 900	122 185
Lalonde M-F.....	79 832	987
Lambropoulos E.....	178 900	33 219
Lametti L'hon D.....	178 900	36 192
Lamoureux K.....	178 900	52 361
Lapointe L.....	99 068	23 983
<i>Indemnité à titre de whip adjointe Gouvernement</i>	5 546	–
Larouche A.....	79 832	8 199
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	695	–
Lattanzio P.....	79 832	11 552
Lauzon G.....	99 068	5 571
Lauzon S.....	178 900	20 839
Laverdière H.....	99 068	14 336
Lawrence P.....	79 832	20 643
LeBlanc L'hon D.....	178 900	23 726
Lebouthillier L'hon D.....	178 900	60 646
Lefebvre P.....	178 900	27 229
Lehoux R.....	79 832	25 199
Leitch L'hon K.....	99 068	34 187
Lemire S.....	79 832	29 963
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	730	–
Leslie L'hon A.....	99 068	1 513
Levitt M.....	178 900	39 752
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	6 935	–
Lewis C.....	79 832	50 746
Liepert R.....	178 900	84 563
Lightbound J.....	178 900	35 881
Lloyd D.....	178 900	77 069
Lobb B.....	178 900	60 524
Lockhart A.....	99 068	39 438
Long W.....	178 900	44 414
Longfield L.....	178 900	39 494
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	606	–
Louis T.....	79 832	38 556
Ludwig K.....	99 068	48 324
Lukiwski T.....	178 900	72 238
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	6 935	–
MacAulay L'hon L.....	178 900	91 403
MacGregor A.....	178 900	96 678
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	2 773	–
MacKenzie D.....	178 900	31 669
MacKinnon S.....	178 900	2 348
Maguire L.....	178 900	83 398
Maloney J.....	178 900	39 954
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	6 971	–
Manly P.....	161 587	50 072
Marcil S.....	178 900	45 969
Martel R.....	178 900	58 023
Martinez Ferrada S.....	79 832	12 658
Masse B.....	178 900	64 112
<i>Indemnité à titre de président du caucus Autre parti d'opposition</i>	2 153	–
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	2 773	–
Massé R.....	99 068	38 734

Parlement

Chambre des communes

État des indemnités de session et des frais de déplacement payés en 2019-2020 – suite

(en dollars)

Députés de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement ¹
Mathysen I	99 068	46 190
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	2 773	–
Mathysen L	79 832	20 462
<i>Indemnité à titre de whip adjointe Autre parti d'opposition</i>	2 101	–
May B	178 900	41 565
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	7 006	–
May E	178 900	62 125
Mazier D	79 832	53 133
McCaughey K	178 900	93 518
McColeman P	178 900	47 794
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	3 503	–
McCrimmon K	178 900	286
<i>Indemnité à titre de présidente de comité</i>	1 247	–
McDonald K	178 900	84 949
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	6 935	–
McGuinty L'hon D	178 900	494
McKay L'hon J	178 900	46 799
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	6 935	–
McKenna L'hon C	178 900	4 606
McKinnon R	178 900	90 323
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	2 167	–
McLean G	79 832	50 944
McLeod C	178 900	95 535
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	2 773	–
McLeod M	178 900	111 863
McPherson H	79 832	50 844
<i>Indemnité à titre de leader adjointe à la Chambre Autre parti d'opposition</i>	2 101	–
Melillo E	79 832	25 786
Mendès A	178 900	33 996
<i>Indemnité à titre de vice-présidente adjointe de la Chambre et vice-présidente adjointe des comités pléniers</i>	5 410	–
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	2 773	–
Mendicino L'hon M	178 900	52 420
Michaud K	79 832	39 152
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	695	–
Mihychuk L'hon M	99 068	34 158
<i>Indemnité à titre de présidente de comité</i>	5 546	–
Miller L	99 068	42 889
Miller L'hon M	178 900	36 062
Monsef L'hon M	178 900	26 859
Moore C	99 068	46 959
Moore L'hon R	79 832	29 160
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	730	–
Morantz M	79 832	31 323
Morneau L'hon B	178 900	43 367
Morrison R	79 832	64 057
Morrissey R	178 900	66 172
Motz G	178 900	105 236
Murray L'hon J	178 900	82 520
Nantel P	99 068	18 695
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	2 333	–
Nassif E	99 068	23 422
Nater J	178 900	64 318
<i>Indemnité à titre de leader adjoint à la Chambre Opposition officielle</i>	5 979	–
Nault L'hon R	99 068	176 021
Ng L'hon M	178 900	44 639
Nicholson L'hon R	99 068	33 254
Normandin C	79 832	15 185
<i>Indemnité à titre de leader adjointe à la Chambre Autre parti d'opposition</i>	2 377	–
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	606	–

Parlement Chambre des communes

État des indemnités de session et des frais de déplacement payés en 2019-2020 – suite

(en dollars)

Députés de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement ¹
Nuttall A.....	99 068	16 302
O'Connell J.....	178 900	48 257
O'Regan L'hon S.....	178 900	63 873
O'Toole L'hon E.....	178 900	61 945
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	2 773	–
Obhrai L'hon D.....	60 595	43 077
Oliphant R.....	178 900	53 314
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	1 333	–
Oliver J.....	99 068	24 021
Ouellette R-F.....	99 068	91 454
Paradis L'hon D.....	99 068	26 841
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	5 546	–
Patzner J.....	79 832	42 149
Paul-Hus P.....	178 900	49 133
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	3 468	–
Pauzé M.....	178 900	36 893
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	695	–
Perron Y.....	79 832	22 773
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	730	–
Peschisolido J.....	99 068	46 596
Peterson K.....	99 068	23 426
Petitpas Taylor L'hon G.....	178 900	46 487
<i>Indemnité à titre de whip adjointe Gouvernement</i>	4 512	–
Philpott L'hon J.....	99 068	42 583
Picard M.....	99 068	19 352
Plamondon L.....	178 900	44 354
<i>Indemnité à titre de président du caucus Autre parti d'opposition</i>	2 717	–
Poilievre L'hon P.....	178 900	16 362
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	3 343	–
Poissant J-C.....	99 068	21 955
Powlowski M.....	79 832	28 959
Qaqqaq M.....	79 832	36 790
Quach A M-T.....	99 068	13 691
Qualtrough L'hon C.....	178 900	125 796
Raïtt L'hon L.....	99 068	66 994
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	1 688	–
Ramsey T.....	99 068	40 146
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	5 546	–
Rankin M.....	74 542	35 784
Ratansi Y.....	178 900	34 120
<i>Indemnité à titre de présidente de comité</i>	1 461	–
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	2 773	–
Rayes A.....	178 900	49 453
Redekopp B.....	79 832	32 034
Regan L'hon G.....	178 900	30 215
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	2 467	–
<i>Indemnité à titre de Président de la Chambre des communes</i>	57 919	–
Reid S.....	178 900	–
Rempel L'hon M.....	178 900	78 298
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	3 503	–
Richards B.....	178 900	88 817
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	1 067	–
Rioux J.....	99 068	23 117
Robillard Y.....	178 900	29 892
Rodriguez L'hon P.....	178 900	30 704
Rogers C.....	178 900	110 776
Romanado S.....	178 900	41 491
<i>Indemnité à titre de présidente de comité</i>	1 461	–

Parlement Chambre des communes

État des indemnités de session et des frais de déplacement payés en 2019-2020 – suite

(en dollars)

Députés de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement ¹
Rood L	79 832	30 870
Rota L'hon A	178 900	50 917
<i>Indemnité à titre de Président de la Chambre des communes</i>	27 581	–
<i>Indemnité à titre de vice-président adjoint de la Chambre et vice-président adjoint des comités pléniers</i>	7 826	–
Rudd K	99 068	42 944
Ruff A	79 832	13 584
Ruimy D	99 068	47 311
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	5 546	–
Rusnak D	99 068	54 002
Saganash R	99 068	48 547
Sahota J	79 832	28 606
Sahota R	178 900	42 579
<i>Indemnité à titre de présidente de comité</i>	2 133	–
Saini R	178 900	28 075
Sajjan L'hon H S	178 900	101 011
Samson D	178 900	40 721
Sangha R	178 900	34 466
Sansoucy B	99 068	34 882
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	2 773	–
Sarai R	178 900	96 703
Saroya B	178 900	36 655
Savard-Tremblay S-P	79 832	29 609
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	383	–
Scarpaleggia F	178 900	42 416
<i>Indemnité à titre de président du caucus Gouvernement</i>	11 079	–
Scheer L'hon A	178 900	52 350
<i>Indemnité à titre de leader à la Chambre Opposition officielle</i>	85 500	–
Schiefke P	178 900	39 207
Schmale J	178 900	107 948
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	730	–
Schulte L'hon D	178 900	30 398
Seeback K	79 832	27 823
Serré M	178 900	48 516
Sgro L'hon J	178 900	42 060
<i>Indemnité à titre de présidente de comité</i>	7 712	–
Shanahan B	178 900	26 716
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	713	–
Sheehan T	178 900	77 149
Shields M	178 900	68 316
Shin N	79 832	39 475
Shiple B	99 068	52 426
Shiple D	79 832	19 929
Sidhu J	99 068	51 482
Sidhu M	79 832	18 960
Sidhu S	178 900	49 797
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	695	–
Sikand G	178 900	51 228
Simard M	79 832	32 646
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	713	–
Simms S	178 900	126 240
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	1 425	–
Singh J	178 900	124 700
<i>Indemnité à titre de chef Autre parti d'opposition</i>	60 600	–
Sloan D	79 832	15 757
Sohi L'hon A	99 068	58 501
Sopuck R	99 068	66 940
Sorbara F	178 900	49 347
Sorenson L'hon K	99 068	63 185
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	5 546	–

Parlement Chambre des communes

État des indemnités de session et des frais de déplacement payés en 2019-2020 – suite

(en dollars)

Députés de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement ¹
Soroka G	79 832	46 372
Spengemann S	178 900	41 255
Stanton B	178 900	45 822
<i>Indemnité à titre de vice-président et président des comités pléniers</i>	43 725	–
Ste-Marie G	178 900	43 357
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	570	–
Steinley W	79 832	41 874
Stetski W	99 068	59 792
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	2 773	–
Strahl M	178 900	94 174
<i>Indemnité à titre de whip en chef Opposition officielle</i>	31 900	–
Stubbs S	178 900	87 560
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	3 485	–
Sweet D	178 900	58 300
<i>Indemnité à titre de président du caucus Opposition officielle</i>	5 546	–
Tabbara M	178 900	69 993
Tan G	99 068	24 738
Tassi L'hon F	178 900	50 767
Thériault L	178 900	43 552
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	1 083	–
Therrien A	79 832	12 546
<i>Indemnité à titre de leader à la Chambre Autre parti d'opposition</i>	7 668	–
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	1 067	–
Tilson D	99 068	34 047
Tochor C	79 832	40 530
Tootoo L'hon H	99 068	110 915
Trost B	99 068	83 874
Trudeau Le très hon J	178 900	2 968
Trudel D	79 832	17 190
Trudel K	99 068	31 210
<i>Indemnité à titre de leader adjointe à la Chambre Autre parti d'opposition</i>	2 773	–
Turnbull R	79 832	18 812
Uppal L'hon T	79 832	29 266
Van Bynen T	79 832	24 240
Van Kesteren D	99 068	31 885
Van Koeverden A	79 832	19 630
Van Popta T	79 832	39 174
Vandal L'hon D	178 900	83 065
Vandenbeld A	178 900	169
Vaughan A	178 900	35 139
Vecchio K	178 900	61 604
<i>Indemnité à titre de présidente de comité</i>	6 935	–
Vidal G	79 832	49 565
Viersen A	178 900	94 201
Vignola J	79 832	15 264
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	695	–
Virani A	178 900	50 004
Vis B	79 832	40 577
Wagantall C	178 900	87 878
Warawa M	39 756	18 495
Warkentin C	178 900	94 933
<i>Indemnité à titre de leader adjoint à la Chambre Opposition officielle</i>	7 826	–
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i>	539	–
Waugh K	178 900	64 628
Webber L	178 900	69 336
Weiler P	79 832	44 540
Weir E	99 068	28 680
Whalen N	99 068	35 654
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	4 112	–

Parlement

Chambre des communes

État des indemnités de session et des frais de déplacement payés en 2019-2020 – fin

(en dollars)

Députés de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement ¹
Wilkinson L'hon J.....	178 900	75 566
Williamson J.....	79 832	36 228
Wilson-Raybould L'hon J.....	178 900	108 502
Wong L'hon A.....	178 900	68 474
Wrzesnewskij B.....	99 068	20 899
Yip J.....	178 900	33 576
Young K.....	178 900	56 700
Yurdiga D.....	178 900	132 721
Zahid S.....	178 900	55 053
<i>Indemnité à titre de présidente de comité</i>	1 461	–
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i>	2 601	–
Zann L.....	79 832	38 305
Zimmer B.....	178 900	145 800
<i>Indemnité à titre de président de comité</i>	5 546	–
Zuberi S.....	79 832	10 930
Anciens députés ²	–	12 779
Total	61 053 578	21 365 235

¹ Cette colonne exclut :

- les frais de déplacement des ministres et des secrétaires parlementaires lors de services ministériels commandés. Ces dépenses sont présentées dans un état distinct à la section 10 de ce volume intitulé « Frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires »;
- les frais de déplacement des députés siégeant au sein de divers comités parlementaires;
- toutes les dépenses du ministère de la Défense nationale liée à l'utilisation des avions de l'État;
- tous les frais de déplacement des députés engagés pour représenter le Canada dans le cadre de conférences et réunions internationales. Ces dépenses sont présentées dans un état distinct de cette section intitulé « Affaires étrangères, Commerce et Développement – Frais de voyage liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales ».

² Déménagement, cessation des opérations, réorientation et autres dépenses.

Parlement Chambre des communes

Traitements des secrétaires parlementaires des ministres payés en 2019-2020

(en dollars)

Nom	Secrétaire parlementaire	Montant
Alghabra L'hon	Ministre des Affaires étrangères (Affaires consulaires)	7 826
	Premier ministre (renouvellement de la fonction publique) et de la vice-première ministre et ministre des Affaires intergouvernementales	5 316
Amos W	Ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie (Science)	5 316
Anandasangaree	Ministre des Relations Couronne-Autochtones	7 826
	Ministre du Patrimoine canadien et du Multiculturalisme (Multiculturalisme)	5 316
Arseneault R	Ministre du Développement économique et des Langues officielles (Agence de promotion économique du Canada atlantique et Langues officielles)	5 316
Bagnell L'hon L	Ministre du Développement économique et des Langues officielles (Agence de promotion économique du Nord)	5 316
Beech T	Ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne	5 316
	Ministre des Transports	7 826
Bendayan R	Ministre de la Petite Entreprise, de la Promotion des exportations et du Commerce international	5 316
Bittle C	Ministre des Transports	5 316
Brière É	Ministre du Développement économique et des Langues officielles (Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec)	5 316
	Ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne	7 826
Casey S	Ministre de la Défense nationale	7 826
Cuzner R	Ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et du Travail	7 826
Dabrusin J	Ministre du Patrimoine canadien	5 316
Damoff P	Ministre de la Santé	7 826
	Ministre des Services aux Autochtones	5 316
DeCoursey M	Ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté	7 826
Duguid T	Ministre des Femmes et de l'Égalité des genres	7 826
	Ministre du Développement économique et des Langues officielles (Diversification de l'économie de l'Ouest canadien) et du ministre de l'Environnement et du Changement climatique (Agence canadienne de l'eau)	5 316
Ehsassi A	Ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie (Innovation et Industrie)	5 316
Ellis N	Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	5 316
Fergus G	Président du Conseil du Trésor et ministre du Gouvernement numérique	11 590
Fillmore A	Ministre de l'Infrastructure et des Collectivités	7 826
	Ministre du Patrimoine canadien et du Multiculturalisme	5 316
Fisher D	Ministre de la Santé	5 316
Fraser S	Ministre de l'Environnement et du Changement climatique	7 826
	Ministre des Finances et de la ministre de la Prospérité de la classe moyenne et ministre associée des Finances	5 316
Goldsmith-Jones	Ministre des Affaires étrangères (Affaires consulaires)	7 826
Hébert R	Ministre de la Petite Entreprise et de la Promotion des exportations	7 826
Housefather A	Ministre du Travail	5 316
Hutchings G	Ministre des Femmes et de l'Égalité des genres et du Développement économique rural	5 316
Jones Y	Ministre des Affaires du Nord	7 826
	Ministre des Affaires intergouvernementales et du Nord et du Commerce intérieur	5 316
Khera K	Ministre du Développement international	13 142
Kusmierczyk I	Ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et de l'Inclusion des personnes handicapées	5 316
Lamoureux K	Leader du gouvernement à la Chambre des communes	8 879
	Président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et du leader du gouvernement à la Chambre des communes	5 316
Lauzon S	Ministre des Aînés	5 316
	Ministre des Anciens Combattants et ministre associé de la Défense nationale	7 826
Lefebvre P	Ministre des Ressources naturelles	13 142
Leslie L'hon A	Ministre des Affaires étrangères	1 552
Lightbound J	Ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile	5 316
	Ministre des Finances	7 826
Lockhart A	Ministre du Tourisme, des Langues officielles et de la Francophonie	7 826
MacKinnon S	Ministre des Services publics et de l'Approvisionnement	5 316
	Ministre des Services publics et de l'Approvisionnement et de l'Accessibilité	7 826
Martinez Ferrada	Ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté	5 316
Massé R	Ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique	7 826
McCrimmon K	Ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile	7 826
Mendicino L'hon	Ministre de l'Infrastructure et des Collectivités	7 826
Miller L'hon M	Ministre des Relations Couronne-Autochtones	7 826
O'Connell J	Ministre des Finances (Possibilités économiques pour la jeunesse)	7 826
Oliphant R	Ministre des Affaires étrangères	11 590

Parlement

Chambre des communes

Traitements des secrétaires parlementaires des ministres payés en 2019-2020 – fin

(en dollars)

Nom	Secrétaire parlementaire	Montant
Poissant J-C	Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	7 826
Romanado S	Ministre des Aînés	7 826
Samson D	Ministre des Anciens Combattants et ministre associé de la Défense nationale.....	5 316
Schiefke P	Ministre de l'Environnement et du Changement climatique	5 316
	Premier ministre (Jeunesse) et du ministre de la Sécurité frontalière et de la Réduction du crime organisé	7 826
Schulte L'hon D	Ministre du Revenu national.....	7 826
Serré M	Ministre du Développement économique rural	7 826
Sheehan T	Ministre du Développement économique et des Langues officielles (FedNor).....	5 316
Sorbara F	Ministre du Revenu national.....	5 316
Van Koeverden	Ministre de la Diversité et de l'Inclusion et de la Jeunesse et du ministre du Patrimoine canadien (Sport)	5 316
Vandal L'hon D	Ministre des Services aux Autochtones.....	7 826
Vandenbeld A	Ministre de la Défense nationale.....	5 316
Vaughan A	Ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social.....	7 826
	Ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social (Logement)	5 316
Virani A	Ministre de la Justice et procureur général du Canada	5 316
	Ministre de la Justice et procureur général du Canada et de la ministre des Institutions démocratiques	7 826
Young K	Ministre des Sciences et des Sports et ministre des Services publics et de l'Approvisionnement et de l'Accessibilité	5 316
	Ministre du Développement économique et des Langues officielles (FedDev Ontario)	7 826
	Total	496 387

¹ Portefeuille

Sécurité publique et Protection civile Service correctionnel du Canada

État des dépenses par établissement

(en dollars)

Établissement	Fonctionnement et entretien	Capital	Total
Administration centrale, Ottawa, Ontario.....	284 373 360	20 063 896	304 437 256
Administration régionale - Atlantique, Moncton, Nouveau-Brunswick.....	31 954 577	958 660	32 913 237
Administration régionale - Ontario, Kingston, Ontario.....	32 590 090	724 841	33 314 931
Administration régionale - Pacifique, Abbotsford, Colombie-Britannique.....	34 577 718	2 104 486	36 682 204
Administration régionale - Prairies, Saskatoon, Saskatchewan.....	44 133 218	2 432 969	46 566 187
Administration régionale - Québec, Laval, Québec.....	31 836 592	2 489 070	34 325 662
Bureaux de district régionaux - Atlantique, Moncton, Nouveau-Brunswick.....	32 395 322	960 874	33 356 196
Bureaux de district régionaux - Ontario, Kingston, Ontario.....	79 503 195	458 247	79 961 442
Bureaux de district régionaux - Pacifique, Abbotsford, Colombie-Britannique.....	56 295 525	106 334	56 401 859
Bureaux de district régionaux - Prairies, Winnipeg, Manitoba.....	72 895 691	802 119	73 697 810
Bureaux de district régionaux - Québec, Montréal, Québec.....	71 655 042	2 362 502	74 017 544
Centre fédéral de formation, Laval, Québec.....	59 957 021	5 443 966	65 400 987
Centre Pê Sâkâstêw, Mâskwâcis, Alberta.....	7 609 207	1 912 866	9 522 073
Centre psychiatrique régional, Saskatoon, Saskatchewan.....	43 938 905	2 148 319	46 087 224
Centre régional de réception, Sainte-Anne-des-Plaines, Québec.....	45 209 750	740 887	45 950 637
Centre régional de santé mentale, Sainte-Anne-des-Plaines, Québec.....	7 809 819	–	7 809 819
Centre régional de traitement, Bath, Ontario.....	11 569 930	24 436	11 594 366
Collège régional de formation du personnel - Atlantique, Moncton, Nouveau-Brunswick.....	2 186 759	–	2 186 759
Collège régional de formation du personnel - Ontario, Kingston, Ontario.....	5 030 174	253 658	5 283 832
Collège régional de formation du personnel - Pacifique, Abbotsford, Colombie-Britannique.....	2 759 520	–	2 759 520
Collège régional de formation du personnel - Prairies, Saskatoon, Saskatchewan.....	3 889 753	–	3 889 753
Collège régional de formation du personnel - Québec, Laval, Québec.....	3 823 532	552 191	4 375 723
Établissement Archambault, Sainte-Anne-des-Plaines, Québec.....	56 485 309	4 149 363	60 634 672
Établissement de Bath, Bath, Ontario.....	45 507 333	1 535 683	47 043 016
Établissement de Beaver Creek, Gravenhurst, Ontario.....	58 498 908	3 289 667	61 788 575
Établissement de Bowden, Innisfail, Alberta.....	59 229 977	2 149 603	61 379 580
Établissement de Collins Bay, Kingston, Ontario.....	70 227 141	7 064 656	77 291 797
Établissement de Cowansville, Cowansville, Québec.....	43 241 302	7 835 683	51 076 985
Établissement de Donnacona, Donnacona, Québec.....	49 377 259	1 244 419	50 621 678
Établissement de Drumheller, Drumheller, Alberta.....	53 391 754	7 725 659	61 117 413
Établissement de Grande Cache, Grande Cache, Alberta.....	35 798 956	852 711	36 651 667
Établissement de Joyceville, Kingston, Ontario.....	72 990 719	3 521 030	76 511 749
Établissement de Kent, Agassiz, Colombie-Britannique.....	50 800 119	5 764 841	56 564 960
Établissement de La Macaza, La Macaza, Québec.....	31 220 467	7 331 404	38 551 871
Établissement de la vallée du Fraser pour femmes, Abbotsford, Colombie-Britannique.....	23 067 078	591 097	23 658 175
Établissement de l'Atlantique, Renous, Nouveau-Brunswick.....	45 033 128	2 929 606	47 962 734
Établissement de Matsqui, Abbotsford, Colombie-Britannique.....	36 660 638	770 323	37 430 961
Établissement de Mission, Mission, Colombie-Britannique.....	45 178 685	621 298	45 799 983
Établissement de Port-Cartier, Port-Cartier, Québec.....	38 113 927	1 149 810	39 263 737
Établissement de Springhill, Springhill, Nouvelle-Écosse.....	49 062 377	1 482 540	50 544 917
Établissement de Stony Mountain, Winnipeg, Manitoba.....	69 285 657	6 471 621	75 757 278
Établissement de Warkworth, Campbellford, Ontario.....	48 933 245	4 402 919	53 336 164
Établissement d'Edmonton pour femmes, Edmonton, Alberta.....	29 647 388	1 142 673	30 790 061
Établissement d'Edmonton, Edmonton, Alberta.....	47 627 003	6 386 972	54 013 975
Établissement Drummond, Drummondville, Québec.....	33 653 945	6 131 490	39 785 435
Établissement du Pacifique/Centre régional de traitement, Abbotsford, Colombie-Britannique.....	60 308 922	1 032 944	61 341 866
Établissement Grierson, Edmonton, Alberta.....	4 948 408	577 422	5 525 830
Établissement Joliette, Joliette, Québec.....	22 214 966	198 080	22 413 046
Établissement Millhaven, Bath, Ontario.....	47 493 321	2 096 942	49 590 263
Établissement Mountain, Agassiz, Colombie-Britannique.....	35 650 735	4 852 673	40 503 408
Établissement Nova pour femmes, Truro, Nouvelle-Écosse.....	24 009 772	795 541	24 805 313
Établissement pour femmes Grand Valley, Kitchener, Ontario.....	31 699 171	2 117 789	33 816 960
Établissement William Head, Victoria, Colombie-Britannique.....	15 073 028	6 863 757	21 936 785
Pavillon de ressourcement Okimaw Ohci, Maple Creek, Saskatchewan.....	9 872 098	115 737	9 987 835
Pavillon de ressourcement Willow Cree, Duck Lake, Saskatchewan.....	7 783 898	175 047	7 958 945
Pénitencier de Dorchester (Centre de rétablissement Shepody), Dorchester, Nouveau-Brunswick.....	69 184 360	1 610 320	70 794 680
Pénitencier de Kingston, Kingston, Ontario.....	2 006 183	48 599	2 054 782
Pénitencier de la Saskatchewan, Prince Albert, Saskatchewan.....	80 783 954	14 848 822	95 632 776
Village de guérison Kwikwèxwelhp, Harrison Mills, Colombie-Britannique.....	8 122 363	223 825	8 346 188
Total.....	2 478 178 194	164 642 887	2 642 821 081

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Section **12**

Comptes publics du Canada
2019-2020

Index

Index

	Page	
	Français	Anglais
A		
Acquisition de machinerie et matériel	191	189
Acquisition de terrains, bâtiments et travaux	187	185
Agence canadienne du pari mutuel, Fonds renouvelable de l' (états financiers)	8	33
Autres informations diverses	305	299
Autres informations relatives à l'ensemble du gouvernement	275	269
Avances à justifier	146	144
B		
Bureau de la traduction, Fonds renouvelable du, (états financiers)	20	122
C		
Commission canadienne des grains, Fonds renouvelable de la, (états financiers)	32	8
Commissions	276	270
CORCAN, Fonds renouvelable de, (états financiers)	47	45
Créances – radiations ou renonciations	142	140
D		
Dépenses de déplacements internationaux des ministres, des secrétaires parlementaires et du personnel des ministres	303	297
Dépenses des cabinets des ministres	284	278
Dépenses relatives à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales, (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement)	306	301
Dépenses relatives aux crédits annuels et aux crédits législatifs par programme (Bureau du Conseil privé)	325	331
Détails des dépenses – 43 ^e élection générale (octobre 2019) (Bureau du directeur général des élections)	325	331
Détails des dépenses – Élections partielles de mai 2019 (Bureau du directeur général des élections)	326	332
Détail des sommes virées à d'autres portefeuilles ministériels pour ajouter à d'autres crédits, (Secrétariat)	318	334
E		
État des dépenses par établissement, (Sécurité publique et Protection civile)	345	333
État des indemnités de session et de fonctions, frais de déplacement et de recherche payés en 2019-2020, (Sénat)	328	326
État des indemnités de session et des frais de déplacement payés en 2019-2020, (Chambre des communes)	332	315
États financiers des fonds renouvelables	7	7
F		
Frais d'études	278	272
Frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires	298	292
Frais de déplacement et de séjour par commission	277	271
Frais de la dette publique	209	207
Frais de voyage liés à la participation canadienne aux conférences et réunion internationales (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement)	308	303
G		
Géomatique Canada, Fonds renouvelable de, (états financiers)	61	61
I		
Informations supplémentaires exigées par la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	137	135
M		
Montants adjugés par une cour	242	240

Index – fin

	Page	
	Français	Anglais
O		
Office de la propriété intellectuelle du Canada, Fonds renouvelable de l', (états financiers).....	73	21
Office national du film, Fonds renouvelable de l', (états financiers).....	85	72
P		
Paiements à titre gracieux.....	239	237
Paiements d'indemnités et frais d'administration, (Ministère de l'Emploi et du Développement social).....	327	300
Paiements de réclamation contre l'État.....	218	216
Paiements de réclamation contre l'État, paiements à titre gracieux et montants adjugés par une cour.....	217	215
Paiements de transfert.....	201	199
Passeport Canada, Fonds renouvelable de, (états financiers).....	102	101
Pertes de biens publics attribuables à une infraction ou autre acte illégal – Survenues ou découvertes en 2019-2020.....	153	151
Pertes de biens publics attribuables à une perte, destruction ou un dommage accidentel – Survenues ou découvertes en 2019-2020.....	158	156
Pertes de fonds et de biens publics.....	149	147
Pertes de fonds ou de biens publics – Mise à jour des cas déclarés dans les <i>Comptes publics du Canada</i> des exercices antérieurs.....	166	164
Pertes de fonds publics attribuables à une infraction, un acte illégal ou un accident – Survenues ou découvertes en 2019-2020.....	150	148
Pertes de revenus suite à une fraude ou à une fausse déclaration intentionnelle – Découvertes ou détectées en 2019-2020.....	149	147
Production de défense, Fonds renouvelable de la, (états financiers).....	112	59
Programme fédéraux-provinciaux à frais partagés.....	253	251
R		
Remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes.....	138	136
Revenus de placements.....	280	274
S		
Services immobiliers, Fonds renouvelable des, (états financiers).....	114	111
Services optionnels, Fonds renouvelable des, (états financiers).....	125	90
Services professionnels et spéciaux.....	175	173
T		
Traitements des secrétaires parlementaires des ministres payés en 2019-2020, (Chambre des communes).....	343	313
Traitements et indemnités aux ministres d'États (Bureau du Conseil privé).....	324	330